MOUVEMENT

INTELLECTUEL

DE L'ESPAGNE.

SITUATION POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

I. — Histoire. — I. — *Historia de la Civilizacion de España*, por don Fermin-Gonzalo Moron. — II. — *Historia de la Regencia de la reina Maria-Cristina*, por don Joaquin Pacheco. — III. — *Historia de las dinastias mahometanas de España*, traducida por don Pascual Gayangos, etc.

II. — Économie sociale. — I. — *Curzo de Económia política*, por don Eusebio Valle. — II. — *De la Independencia de la iglesia de España*, por don José Romo, etc.

III. — Philosophie et littérature. — I. — *Del Catolicismo comparado con el Protestantismo*, por don Jaime Balmes. — II. — *Lecciones ecléctica*s, por don Tómas-Garcia Luna. — III. — *Manual de literatura española*, por don Antonio Gil y Zárate, etc.

I. — INFLUENCE DES IDÉES FRANÇAISES. — RENAISSANCE DES LETTRES.

C'est un fait à peu près établi en Europe que, depuis environ trois siècles, l'Espagne a déserté les voies abruptes où s'accomplissent les rudes labeurs de l'intelligence; il n'en a pas fallu davantage pour que, dans ces dernières années, on n'ait pas même pris garde aux efforts persévérans par lesquels elle poursuit sa réhabilitation. C'est à peine si, à travers les clameurs con-

fuses de l'émeute et de la guerre civile, quelque noble voix de poète arrive, de temps à autre, jusqu'à nous. Et cependant pour l'Europe entière, pour la France en particulier, il y a là un spectacle de l'intérêt le plus puissant : si jamais on a pu dire qu'un peuple a créé la civilisation d'un autre peuple, cela est vrai surtout de la France à l'égard de l'Espagne actuelle, pour les idées et pour les institutions. Dans la plupart des livres qui de nos jours se publient au sujet de l'Espagne, on affirme gravement qu'en histoire, en religion, en métaphysique, elle est pour le moins arriérée de trois siècles; on n'invoque pas le moindre fait concluant à l'appui d'une opinion si tranchante, qui, du reste, ne supporte pas l'examen. Quels sont les pays, de tous ceux qui avoisinent la France de 1789 et de 1830, qui puissent encore en être à leur XVIe siècle?

Il n'est pas de peuple en Europe qui soit tombé d'aussi haut que l'Espagne, il n'en est pas dont la décadence ait été aussi rapide. A dater de Philippe II, on ne voit plus que deux faits dans l'histoire de la Péninsule : aux extrémités de la monarchie, le démembrement qui de règne en règne lui ôte ses colonies, ses vice-royautés, ses comtés tributaires; à l'intérieur, la révolte qui s'apaise d'elle-même quand on ne l'étouffe point dans le sang des révoltés. Dès l'instant où il commence, l'abaissement est complet; à la distance où nous sommes, on serait tenté de croire que la bataille de Saint-Quentin a eu pour lendemain la prise de Gibraltar. Durant ce long marasme qui, des guerres de Flandre aux guerres de la succession, n'est guère entrecoupé que de convulsions et de crises, l'individu conserve du moins dans toute son énergie les vertus par lesquelles doit un jour se relever la nation entière. La vie se retire peu à peu de l'ordre politique; mais, en dépit des usurpations royales, elle se réfugie et se maintient dans la municipalité; l'Aragonais et le Castillan disputent pied à pied aux *regidors* leurs moindres immunités, leurs plus petits priviléges. L'esprit philosophique s'éteint de l'un à l'autre bout de ce pays, qui, depuis Sénèque jusqu'à Vivès, avait fourni son champion dans toutes les grandes luttes intellectuelles; mais s'il est soigneux de n'avoir rien à démêler avec le familier de l'inquisition ou le fiscal du conseil de Castille, le petit fermier, le marchand appelé chaque jour à régler dans les *ayuntamientos* les plus graves intérêts de la paroisse ou de la province, n'a rien perdu de ce bon sens admirable qui, à l'époque où pas une protestation ne se faisait entendre contre l'absolutisme, enfanta le livre de Cervantès. Cette humiliation où les princes de la dynastie autrichienne ont laissé tomber le sceptre des rois catholiques, aucun de leurs sujets ne l'accepte pour lui-même; jamais l'honneur castillan ne s'est montré plus ombrageux ni plus susceptible que sous Philippe IV et sous Charles II. Au XVIIe siècle, c'est la poésie qui console l'Espagne des hontes et des calamités publiques, la poésie des Calderon et des Lope, et cette autre poésie populaire qui, de nos jours même, court toute seule et à l'aventure les hôtelleries et les gentilhommières, les carrefours des *sierras* et ceux des grandes

villes, des plateaux crayeux que surmontent les moulins à vent de la Manche aux plus vertes ravines de la Navarre et du Haut-Aragon. En attendant que sous la directe influence des idées françaises le génie espagnol reprenne sa vieille aptitude pour les travaux de l'intelligence, c'est par l'éclat et la force de l'imagination que se manifeste encore sa réelle grandeur.

A l'avénement de Philippe V, les idées françaises font irruption dans la Péninsule, non pas, il est vrai, les idées de Descartes et de Malebranche, mais celles qui déjà rayonnaient en Europe et se répandaient par les séductions de la forme bien plus encore que par la puissance de la pensée. Ce ne fut pas seulement au duc d'Anjou, mais à l'esprit français, que Charles II livra ses provinces; c'est devant l'esprit français surtout que s'abaissèrent les Pyrénées. Plus tard, avant même que le royal légataire eût rejoint dans les caveaux de l'Escurial le prince qui lui transmit sa couronne, les Pyrénées se sont trop souvent relevées entre les deux pays, que divisaient des intérêts ou plutôt des passions politiques; elles n'ont pas, du moins, empêché nos écrivains de prendre possession de l'Espagne plus sûrement et pour plus long-temps que les navigateurs d'Isabelle-la-Catholique ne l'avaient fait, à la fin du XVe siècle, des îles et des continens américains. Ce sont eux qui, dans les premiers temps, ont fait la force principale et la popularité de la dynastie française. A Villa-Viciosa, M. de Vendôme anéantit les prétentions de l'Autriche; ce n'est pas lui pourtant qui a le mieux combattu pour le petit-fils de Louis XIV : si par ses victoires il a donné aux Bourbons d'Espagne Aranjuez et tous les palais de Philippe II, ce sont nos penseurs et nos poètes qui leur ont donné l'avenir.

Bossuet est le premier de nos écrivains qui ait forcé la barrière, jusque-là maintenue par le saint-office et par la maison d'Autriche, entre la vieille Espagne et la France de Louis XIV; c'est Bossuet qui a ouvert la marche à tous les grands esprits de son siècle, prédicateurs, moralistes, poètes, philosophes, historiens. A dater des *Oraisons funèbres* et de l'*Histoire universelle*, il ne se publie pas en France un livre qui ne soit traduit et commenté au-delà des monts; ce fut comme une longue traînée d'enthousiasme, qui en même temps prenait feu à Madrid et dans les capitales de toutes les principautés. Il ne faut pas cependant, sur la foi de cet enthousiasme, s'imaginer qu'à aucune époque l'Espagne ait docilement accepté nos opinions et nos doctrines. Rien au monde ne diffère plus de l'enthousiasme des peuples du Nord que l'exaltation méridionale. Dans le Nord, l'enthousiasme est un accident, mais un accident irrésistible et durable, car il ne se produit qu'à la condition de s'allier étroitement avec les plus solides qualités du caractère national, et surtout avec cette énergie persévérante qui tourne le but, si elle ne peut d'un seul bond s'y élancer et s'y maintenir. En Espagne, c'est tout le contraire : l'enthousiasme est la vie du peuple, l'état habituel du cœur et de la tête, le fond du caractère, ou plutôt le caractère même. Malheureusement c'est du dehors que vient presque toujours l'excitation; presque jamais elle n'est soutenue par ce patient labeur de la pensée, qui à

l'avance mesure l'effort à l'obstacle. De là ces abattemens douloureux qui épuisent l'ame et la consternent bien plus encore que les fatigues de la lutte; de là également, si l'excitation est trop vive pour aboutir au marasme, cette fiévreuse inquiétude, cette impatience convulsive que rien ne peut satisfaire et qui pourtant ne se rebute de rien. Voilà pourquoi, depuis le commencement du XVIIIe siècle, l'Espagne s'est tour à tour passionnée pour toutes nos idées et pour tous nos principes, et voilà pourquoi elle s'en est successivement détachée. Long-temps il en a été, si l'on nous permet d'employer cette image, de la température sociale en Espagne comme du climat des vallées appuyées aux derniers contre-forts des Pyrénées méridionales, entre les neiges de la Maladetta et les solitudes embrasées du Bas-Aragon, et où, quand le vent souffle de la plaine et de la montagne, se heurtent capricieusement et s'entre-détruisent toutes les saisons de l'année.

Cependant, grace au conflit de ces idées et de ces principes, l'esprit philosophique s'est peu à peu formé dans la Péninsule. On commence, au moment où nous sommes, à bien distinguer ce qui est réellement sympathique à l'Espagne, ce qui, en religion, en philosophie, en politique, répond le mieux à ses instincts, à ses traditions, à ses vieilles croyances, de ce qu'il lui est radicalement impossible d'admettre, ou de ce qui, chez elle, n'a excité que par surprise un engouement passager. Dès maintenant, nous pouvons le dire aux critiques et aux publicistes de l'Espagne qui, au nom de la monarchie et du catholicisme, s'élèvent aujourd'hui contre l'influence française : c'est par cette influence qu'ils sont devenus capables de comparer les opinions et les doctrines modernes, de les trier et de les juger, de condamner celles-ci et de se prononcer en faveur de celles-là, de prendre un parti décisif en religion, en politique, en philosophie. C'est de la France, quoi qu'ils en disent, que leur sont venues leurs croyances actuelles : comprennent-ils la monarchie et le catholicisme comme les comprenaient au XVIIe siècle les ministres de Philippe IV et les docteurs dégénérés d'Alcala ou de Salamanque? De bonne foi, où en seraient-ils, si l'Espagne de 1700 ne s'était livrée sans réserve à l'influence française? Que signifient d'ailleurs toutes ces récriminations contre un pays où l'immense majorité des esprits ne professe plus d'opinions qui au fond ne soient conformes à celles dont les écrivains espagnols poursuivent eux-mêmes le triomphe? Pourquoi se donner les airs de ces Cauniens dont parle Valère-Maxime, qui, à l'époque où les initiés de Samos et d'Agrigente propageaient dans l'ancienne Italie les naissantes philosophies de la Grèce, couraient les campagnes en poussant des clameurs lamentables pour chasser de leur territoire les génies et les dieux de l'étranger?

L'Espagne de 1844 est capable, nous le croyons, de s'ouvrir les voies nouvelles où les peuples qui se régénèrent ressaisissent leur originalité véritable; à l'avénement de Philippe V, son éducation était à recommencer tout entière : on ne doit pas s'étonner que, durant cent cinquante ans, elle ait vécu exclusivement de nos maximes et de nos idées. Ce ne sont pas des époques de création que les époques où l'on se régénère : l'épi tout entier

est dans le grain de blé; mais il faut que le grain germe et perce le sillon. Aujourd'hui, on entrevoit déjà quelles moissons peut porter ce sol fécond de l'Espagne; en attendant, c'est toujours la France qui, au-delà des monts, discipline et mène les écoles et les partis. Depuis deux ans, il est vrai, l'Espagne se montre sérieusement préoccupée des idées allemandes; mais rien ne serait si dépaysé à Madrid, à Valence, à Grenade, que les philosophies de Munich, de Berlin et de Kœnigsberg, si la France ne les dépouillait d'abord tout-à-fait de leur costume tudesque. C'est par les livres de M. Cousin que la Péninsule s'est un peu familiarisée avec Kant, Hegel et Schelling, et il en a été absolument de même pour toutes les autres philosophies européennes : c'est M. Michelet qui lui a expliqué Vico; c'est M. Jouffroy qui l'a initiée aux doctrines de Reid et de Dugald-Stewart; par Condillac, elle avait compris Locke, par Voltaire Newton, Clarcke, Bolingbroke, et les encyclopédistes s'étaient chargés de lui expliquer Hobbes et Bacon.

Déjà peut-être, à la fin du XVIIIe siècle, l'Espagne eût réalisé quelques-unes des espérances que fondaient sur elle Montesquieu et Jean-Jacques pour l'avenir de la civilisation en Europe, si, au moment où elle éprouva le contre-coup de notre révolution, elle avait eu d'autres maîtres que les favoris de Charles IV. Malheureusement, de tous les hommes qui, d'un ordre social vieilli et croulant, auraient pu ménager la transition au nouveau régime, les uns, comme l'infortuné Olavide, avaient disparu dans les dernières persécutions du saint-office, les autres, écartés par les misérables intrigues de la cour la plus dépravée qui, depuis Isabeau de Bavière, se soit jouée de la fortune d'un peuple, se voyaient, comme le ferme et incorruptible Jovellanos, réduits à une impuissance absolue. Quant aux masses, profondément endormies jusque-là sous le principe de l'autorité, on comprend sans peine de quelles inquiétudes elles durent être saisies, lorsque, réveillées en sursaut, elles s'aperçurent que, par l'abdication de Charles IV, ce principe s'abandonnait lâchement lui-même à Bayonne. La guerre de l'indépendance a montré de quoi ce peuple eût été capable si, en même temps qu'elles repoussaient l'invasion, les cortès de 1808 et de 1812 n'avaient eu à réparer les fautes et les crimes des Godoï et des Escoïquiz. On comprend encore que, de l'abdication de Charles IV à la mort de Ferdinand VII, la situation de l'Espagne se soit de jour en jour empirée par les excès politiques et les prévarications administratives. Dès les premières années de cette crise, qui, à vrai dire, dure encore, il ne resta plus vestige des progrès si péniblement réalisés pendant tout un siècle; les idées avancées, les idées de France, n'avaient jusque-là fermenté que dans la tête du très petit nombre : l'exil, la prison, les supplices, eurent bientôt raison des hommes qui les avaient accueillies et s'en étaient avidement pénétrés. Tout s'enraya, tout s'éteignit, les arts, les lettres, les sciences. L'instruction publique, qui, sous les règnes précédens, avait été, de la part des Enseñada et des Aranda, l'objet d'une sollicitude constante, fut immédiatement suspendue dans les universités, dans les colléges, dans les plus petites écoles. Et ce fut là le plus grand mal-

heur de l'Espagne, malheur irréparable, qui la frappait dans son avenir. D'une saison à l'autre, les champs ravagés reprennent leur culture, les villes bombardées se relèvent; mais quels dédommagemens la paix, si féconde qu'on la suppose, peut-elle apporter à des générations mûries dans les troubles, qui à aucun degré n'ont reçu le bienfait de l'éducation?

Pour la première fois, depuis cinquante ans, l'Espagne aujourd'hui cherche enfin sérieusement à s'orienter et à se reconnaître. Ce sont les hommes de 1808 et de 1812 qui ont jusqu'ici mené les affaires : faute d'instruction et de lumières, ils ne se rendaient même pas compte de la tâche énorme dont le gouvernement d'un pays qui se réorganise est tenu de venir à bout. Il y aurait pourtant injustice à ne point constater les efforts que les divers régimes qui, depuis 1833, se sont succédé en Espagne ont tenté pour relever les lettres et les sciences. A Madrid, à Barcelone, à Valence, à Séville, à Cadix, à Grenade, à Saint-Sébastien, on a fondé, en vertu de lois spéciales, des cours d'administration et d'économie politique; on a restauré les deux fameuses chaires de droit naturel et de droit des gens, créées par Charles III et supprimées par Charles IV; la plupart des provinces ont été dotées de maisons d'instruction secondaire; partout le pouvoir s'est empressé d'encourager les méthodes par lesquelles on essayait de réformer le vieil enseignement. En 1834, en 1840, les juntes révolutionnaires elles-mêmes ont établi des universités, des facultés, des colléges; on a poussé le soin de l'avenir, si nous pouvons ainsi parler, jusqu'à décréter la fondation d'un panthéon national; mais tout cela s'est fait à la hâte, sans aucune espèce de plan ni de but déterminé : il en est résulté un avortement à peu près complet. Au faîte de l'enseignement, les professeurs, assimilés sur ce point à tous les autres fonctionnaires de la monarchie espagnole, ne recevant qu'une rétribution extrêmement modique, ou plutôt ne recevant rien, ont abandonné leurs chaires à de pauvres suppléans que l'infériorité de leur position sociale mettait presque tous hors d'état d'exercer la moindre autorité. Brusquement incorporée dans la milice nationale ou dans les bandes carlistes, soumise, comme l'âge mûr, à toutes les réactions, à toutes les vicissitudes de la vie politique, la jeunesse ne s'est pas même présentée aux cours supérieurs de l'enseignement secondaire. L'instruction primaire elle-même est tombée, faute de livres où fussent clairement exposés les plus simples élémens des connaissances humaines. Comment serait-on parvenu à élever ce grand édifice universitaire? Dès les premières assises, il n'y avait pas jusqu'au ciment qui ne fît défaut.

Les réformes que le gouvernement avait entreprises en pure perte, c'est à l'élite de la jeunesse espagnole qu'il était réservé de les accomplir. L'impulsion qu'elle a donnée aux études ouvre une période nouvelle dans l'ère agitée où, depuis 1833, est entrée l'Espagne constitutionnelle. C'est là, on peut l'affirmer, un spectacle qui n'a rien d'analogue en Europe, pas même en France ni en Angleterre. On n'avait point vu encore, dans un pays déchiré par l'épuisant travail de la régénération sociale, un très petit nombre

de jeunes gens, presque tous pauvres, n'ayant presque tous d'autres ressources que leur résolution et leur patriotisme, se charger ainsi de répandre les idées qui feront un jour la force des nouvelles institutions. Les seules écoles aujourd'hui fréquentées, c'est la jeunesse qui les a ouvertes; les chaires devenues populaires, c'est elle qui les a fondées, en face de ces vieilles universités d'Alcala, de Cervera, de Salamanque, si profondément déchues depuis deux siècles, et dont le ministre Gomez de la Serna a vainement essayé de relever les ruines sous la régence d'Espartero. De toutes parts, le public seconda une si noble initiative; mais le plus grand triomphe des jeunes gens qui ont su la prendre, c'est que les hommes d'élite des générations avancées s'y soient associés pleinement. A Barcelone, à Valence, à Grenade, à Séville, les auditeurs se pressaient en foule dans les amphithéâtres, où des professeurs de vingt ans s'essayaient à parler ce beau langage de la science, depuis si long-temps oublié. Sur tous les points du royaume s'établirent spontanément les lycées et les sociétés littéraires, en plus grand nombre que les *cours d'amour* et les *colléges de gaie science* au moyen-âge, ou les académies au siècle dernier. Plus d'une fois, comme au temps des *comuneros* d'Aragon ou de Castille, le milicien quitta l'escopette pour le cahier d'histoire ou de philosophie, et c'était par là seulement que, dans ce pays d'exaltation et d'enthousiasme, on pouvait faire une diversion énergique aux fureurs de la guerre civile et aux excès dont s'étaient souillés tour à tour et se souillent encore tous les partis.

A la tête du mouvement, il faut placer Madrid; c'est l'Athénée de Madrid qui a le plus contribué à propager les idées civilisatrices dont, à l'heure où nous sommes, sont remplis la tête et le cœur de la jeunesse espagnole. L'Athénée est d'origine révolutionnaire; il s'est ouvert au milieu des troubles, un peu avant l'intervention française, à cette époque qui, en Espagne, se nomme la seconde phase constitutionnelle. Quand Ferdinand VII fut remonté sur son trône, il n'eut pas à décréter que l'on fermât les portes de l'Athénée : maîtres et disciples avaient disparu dans la réaction; ceux qui échappèrent aux supplices se virent contraints de vivre en exil. A la mort de Ferdinand VII, ou plutôt à la chute de M. Zéa-Bermudez, les cours furent repris aux acclamations de la jeunesse, et nous pourrions ajouter de l'Espagne entière : comme la promulgation d'une charte nationale, comme la convocation des cortès indépendantes, la réouverture de l'Athénée faisait partie pour ainsi dire du programme de la révolution. Bien mieux, d'ailleurs, que la presse, trop souvent absorbée par les haines et les colères de la polémique, la parole réfléchie des professeurs répondait au besoin de savoir qui remuait les esprits en même temps que le besoin de liberté.

Le gouvernement n'a jamais concouru soit à la fondation, soit à l'entretien de l'Athénée de Madrid : c'est une société de cinq cents membres environ, composée des illustrations et des notabilités espagnoles, qui subvient généreusement à tous les frais; et dans ces frais nous sommes loin de comprendre le traitement des professeurs, qui, pour leurs études et leurs fati-

gues, n'ont jamais reçu la moindre indemnité. On a comparé l'Athénée de Madrid au Lycée, où Laharpe a prononcé ses premières leçons de littérature; ce serait en donner une idée fort inexacte que de s'en tenir à un tel rapprochement. L'Athénée actuel ne ressemble pas davantage à ce qu'il était en 1823 : il s'est réorganisé sur le modèle même de la Sorbonne et du Collége de France; les langues mortes, les langues vivantes, et jusqu'à celles de l'Orient, les lettres et quelques-unes des sciences exactes et naturelles, toutes les facultés en un mot y ont leurs représentans. Depuis 1833, les chaires ont été confiées aux réputations les mieux établies de l'Espagne : MM. Martinez de la Rosa, Alberto Lista, Alcala-Galiano, Pedro Pidal, Gonzalo Moron, Fernando Corradi, Serafin Calderon, Pascual Gayangos, Mieg, Donoso-Cortès, Antonio Benavidès, etc., y ont tour à tour professé la littérature, l'histoire et la philosophie de l'histoire, le droit et la philosophie du droit, la philosophie pure, l'anatomie, la chimie, les mathématiques, les antiquités chrétiennes et arabes. A l'exception de don Fernando Corradi, ce courageux rédacteur de l'*Éco del Comercio*, qui jusqu'au bout a protesté contre le régime Bravo, tous les professeurs appartiennent au parti modéré ou à cette fraction du parti progressiste étroitement unie aujourd'hui avec les modérés. Naguère encore, avant les derniers évènemens, ils exerçaient pour la plupart aux cortès une influence prépondérante : ce sont MM. Pidal, Martinez de la Rosa, Moron, Donoso-Cortès et tous leurs amis qui, dans les discussions de décembre, ont assuré la victoire à M. Gonzalez-Bravo. Depuis l'ajournement des cortès, ils occupent les positions principales dans les ministères, dans les ambassades, dans ces commissions nombreuses qui en ce moment élaborent des codes entiers de lois civiles et de lois politiques. Avec eux, les idées elles-mêmes sont entrées aux affaires; mais nous craignons fort, si l'on n'y prend garde, qu'elles ne viennent à souffrir d'un pareil avénement. Presque tous, durant les dernières agitations, ont été contraints de suspendre leurs cours, et comme la crise est encore loin de toucher à son terme, il en est peu qui, à l'heure où nous écrivons, soient remontés dans leurs chaires. C'est là une calamité pour l'Espagne : ni les violences des partis, ni les excès de la guerre, n'ont pu étouffer l'ardente émulation dont les jeunes esprits se sont enflammés à leur exemple; malheureusement, dans ces rudes voies de la science, où l'on s'est engagé avec un si noble enthousiasme, on n'est pas même à moitié route. Comment les disciples conserveraient-ils le moindre courage, si les maîtres se laissent distraire par leurs ambitions personnelles et ne vont pas résolument jusqu'au bout?

C'est sur le plan de l'Athénée de Madrid que se sont fondés les lycées de province, parmi lesquels on avait d'abord particulièrement distingué ceux de Barcelone, de Saint-Sébastien, de Grenade, et surtout celui de Valence, qui en très peu de temps acquit une importance véritable par l'enseignement de l'histoire, de l'économie politique, de l'anatomie. Dans les premières années, chaque lycée possédait une *revue* mensuelle, — à Valence *el Liceo*, à Barcelone *la Civilizacion*, *la Alambra* à Grenade, — qui sollicitait la col-

laboration des poètes et des érudits de la principauté. *El Liceo* a eu pour rédacteurs MM. Moron, Sapater et Cepeda, connus déjà par leurs travaux d'économie politique et d'histoire. Dans *la Alambra*, M. Lafuente y Alcantara a également publié ses premières études; mais parmi les recueils de province, c'est à *la Civilizacion* de Barcelone qu'il convient d'assigner le premier rang. Depuis long-temps déjà *el Liceo* et *la Alambra* ont cessé de paraître; la *revue* catalane a tenu ferme, en dépit des bombardemens et de l'état de siége. Tout récemment, en adoptant un format plus considérable, *la Civilizacion* a changé de titre; elle se nomme aujourd'hui *la Sociedad*. A force de lutter contre l'esprit exclusif du négoce, *la Sociedad* est parvenue à réhabiliter en Catalogne les travaux de l'intelligence, qui autrefois y étaient si florissans. Le directeur de *la Sociedad* est un jeune chanoine du clergé de Vich, don Jaime Balmes, sur qui l'Espagne compte le plus en ce moment, et selon nous à bon droit, pour prouver à l'Europe qu'elle n'est point aussi étrangère qu'on a bien voulu le prétendre aux plus sévères investigations de la philosophie.

Peu à peu la centralisation se constitue dans la Péninsule, et avant même qu'elle en ait pu recueillir les moindres avantages, l'Espagne en subit déjà les plus tristes inconvéniens. C'est maintenant à Madrid que la jeunesse aspire à faire ses preuves; comme à Paris et à Londres, les rivalités littéraires s'y produisent dans leur triple arène, le livre, la *revue*, le journal. Les poètes y forment des pléiades complètes; les historiens et les philosophes s'y divisent en écoles, les publicistes en partis. Il ne subsiste plus de lycées, en province, où se soient maintenues les études sérieuses : les arts d'agrément et les plus frivoles genres de la littérature y ont tout-à-fait pris le dessus. Les lycées ne sont plus que des réunions bruyantes qui rappellent assez exactement, sous quelques rapports, nos cercles du XVIIIe siècle; quand la guerre civile et l'émeute n'y mettent point obstacle, la société élégante s'y donne des fêtes somptueuses; les poésies légères et les représentations dramatiques y alternent avec la musique instrumentale et le chant. Cependant de ce qu'ils ont ainsi dégénéré, il ne faut point se hâter de conclure que les lycées n'exercent plus aucune influence sur les mœurs ni sur les opinions : comme, après tout, les fêtes dont nous venons de parler ne peuvent avoir lieu que l'on ne commence par se concerter et s'entendre, les idées d'association se répandent chaque jour davantage; les antiques préjugés s'affaiblissent et disparaissent; tous les rangs se rapprochent et cherchent enfin sérieusement à se connaître; constamment exercée et tenue en éveil, l'imagination, qui dans ce pays s'est de tout temps créé des horizons assez vastes, s'habitue à plier sous les lois sévères de la raison et du goût. Et d'ailleurs, pour adoucir les mœurs, pour polir les manières, a-t-on jusqu'ici rien trouvé de mieux que les exquises jouissances de l'art? Ce n'est pas tout : les lycées de province ont conservé leurs cabinets de lecture et leurs petites bibliothèques; dans le plus grand nombre, l'instruction primaire est encore généreusement et abondamment dispensée. Pour y réinstaller l'enseignement de

l'histoire, de la philosophie, des sciences sociales, pour y ramener cette jeunesse enthousiaste qui, en 1836, en 1838, en 1840, se dévouait ardemment à sa mission régénératrice, il suffira que le gouvernement assure aux professeurs une rémunération convenable. Le gouvernement, c'est l'élite de cette même jeunesse : il ne faut point douter que celle-ci n'ait à cœur de reprendre son œuvre et de la consommer.

On le voit donc, malgré les convulsions et les guerres civiles, l'Espagne renaît à la vie intellectuelle, que l'on y croyait pour jamais éteinte. Comment ne pas augurer favorablement de l'avenir dans un pays où la génération nouvelle, sincèrement éprise de poésie et de science, comprend enfin à quelles conditions s'accomplit le progrès littéraire et philosophique? On partagera nos espérances pour peu que l'on ait eu le spectacle de l'animation que donne en ce moment à la presse de Madrid le concours de toutes les ambitions et de tous les talens : et encore ne parlons-nous point de la presse quotidienne, exclusivement absorbée aujourd'hui, nous le répétons avec douleur, par les colères de la politique. Il y a là pourtant quelques hommes d'élite dont il est déplorable que la verve et l'énergie se dissipent en des polémiques stériles: — au *Castellano,* don Vicente-Diez Canseco, un des écrivains les plus déterminés et les mieux instruits du jeune parti progressiste; à l'*Heraldo,* don Luis Sartorius, don Jose Zaragosa, dont l'éloquence nerveuse exerçait au congrès une réelle influence, et don Manuel Garcia-Barzanallana, le publiciste de l'Espagne qui depuis 1840 a le plus fait pour la réorganisation de l'enseignement public; — au *Pensamiento de la nacion,* don Jaime Balmes, le fondateur de *la Sociedad* de Barcelone, qui dans son journal de Madrid comme dans sa *revue* catalane, prêche bien haut tous les jours, en sa double qualité de citoyen et de prêtre, l'alliance du catholicisme et de la liberté; — au *Corresponsal,* don Buonaventura-Carlos Aribau, qui déjà s'était fait un certain renom par de consciencieuses études de philologie. S'il est vrai que le succès oblige, n'était-ce pas un devoir pour M. Aribau de continuer ses utiles et curieuses recherches? Quel autre enseignement était plus populaire que le sien, quand, remontant aux origines de la langue, il analysait pour ainsi dire une à une toutes ces pompes latines, toutes ces splendeurs arabes dont s'est formé le dialecte castillan?

Durant les dernières agitations, trois écrivains politiques avaient disparu de l'arène: — l'ancien directeur d'*el Sol,* don Antonio de los Rios y Rosa, qui, le premier, s'appliquait scrupuleusement à plier l'impétuosité espagnole aux procédés inflexibles de la dialectique française; — l'ancien directeur d'*el Correo Nacional,* don Nicomedes Pastor-Diaz, aujourd'hui député de la Corogne, orateur ardent, et pourtant maître de lui-même, qui jamais n'engagerait l'action, dans le journal ou à la tribune, sans avoir d'abord, non-seulement affilé, mais ciselé son épée de combat; — et, après eux, le rédacteur en chef de *l'Eco del Comercio,* don Fernando Corradi, ce fougueux défenseur d'Olozaga, à l'époque même où Olozaga fuyait sur le chemin de Lisbonne. C'est une émeute d'aide-de-camps et d'officiers d'ordonnance qui,

sous le ministère Bravo, réduisit M. Corradi au silence. Depuis quelques jours à peine, M. Corradi s'est de nouveau lancé au plus épais de la mêlée quotidienne; il rédige en ce moment *el Clamor público* (*le Cri public*), qui, pour les principes et pour le ton de la polémique, reproduit fort exactement l'ancien *Éco del Comercio*. A notre sens, M. Corradi eût été bien mieux inspiré de remonter avec calme dans sa chaire de l'Athénée. C'était là le meilleur moyen de se montrer supérieur à la persécution qu'il a subie naguère: quel plus noble refuge que la science contre les haines et les passions des partis?

Nous félicitons les revues espagnoles d'avoir résisté à l'entraînement de ces passions et de ces haines. Ce n'est pas que la *Revista de España y del Estranjero* et la *Revista de Madrid* ne se soient nettement prononcées en faveur du régime actuel, comme le *Castellano* ou le *Corresponsal;* mais quand on poursuit, par l'étude sérieuse de l'histoire, de la philosophie, de l'économie politique, la solution d'un problème aussi vaste et aussi complexe que la régénération de l'Espagne, on peut bien pousser à la réaction, tant que les institutions et les principes s'y trouvent seuls compromis: du moment où cette réaction atteint les personnes, on n'hésite pas à la condamner. Nous devons le rappeler à l'honneur de la *Revista de España y del Estranjero* et de la *Revista de Madrid*, l'une et l'autre ont énergiquement blâmé les mesures violentes par lesquelles M. Bravo s'était délivré de ses adversaires. Ce qui nous étonne, c'est que l'une et l'autre n'aient point vu, dès le premier jour, que la réaction contre les personnes est la nécessaire et inévitable conséquence de la réaction contre les idées.

La *Revista de Madrid* a pour directeur don Francisco Cardeñas, esprit laborieux et d'une distinction réelle; mais ce sont les travaux d'histoire, de législation, d'économie, de MM. Alcala-Galiano et Donoso-Cortès, qui, dans ces derniers temps, lui ont acquis une véritable importance. La *Revista de España y del Estranjero* a été fondée par M. Moron. M. Moron a pour collaborateurs presque tous les écrivains, poètes, critiques, historiens, publicistes, qui ont un certain renom dans la Péninsule: la *Revista de España* peut donner une idée exacte du mouvement intellectuel en Espagne, puisque, après tout, c'est principalement dans son sein que ce mouvement se produit. Pour tout ce qui a rapport à la Péninsule, ce recueil justifie parfaitement son titre; il est moins heureux pour ce qui concerne l'étranger, à part la philosophie et l'économie politique. M. Moron et ses amis ont beaucoup à faire encore, beaucoup à étudier et à réfléchir, avant qu'il leur soit possible d'apprécier, peut-être même de comprendre pleinement la situation présente de nos arts, de nos lettres, de nos sciences. Nous aurions l'embarras du choix, si nous tenions à citer des exemples: qu'il nous suffise de dire que pour les ressources du style, pour la délicate et profonde analyse des passions et des sentimens, pour l'exacte peinture des mœurs, la *Revista de España* a placé M. Scribe à côté de Molière, et à côté de Shakspeare pour la force et la variété des situations.

N'insistons point sur un tel reproche : que font à l'Espagne nouvelle des erreurs qui peuvent se commettre faute d'études et de données suffisantes, et non, certes, par esprit de système, au sujet de nos artistes, de nos poètes, de nos romanciers et de nos savans ? Ce qui importe à la Péninsule, c'est que ses propres penseurs, ses savans, ses poètes, se dévouent tout entiers, et pour bien des années encore, au progrès des lettres nationales, sans autre intérêt dominant que celui de la civilisation espagnole. Sous ce rapport, nous pouvons l'affirmer, les jeunes chefs du mouvement actuel sont entrés dans les voies fécondes; quant à la noblesse de leurs ambitions et de leurs mobiles, il n'est pas possible de la révoquer en doute, si l'on songe que la rémunération littéraire est encore une chose à peu près inconnue à Madrid, et que la situation matérielle des écrivains y est absolument la même que celle des professeurs de l'Athénée. Parmi eux, pourtant, il en est fort peu à qui leur fortune assure le bien-être et l'indépendance; mais dans ce pays, où tout le monde se dévoue et se résigne, l'écrivain, comme le soldat, sait pratiquer le *sufrimiento*, ce stoïcisme étrange dont l'Espagne seule a jusqu'ici donné l'exemple : vertu bizarre, mélange admirable de mélancolie et de gaieté, d'insouciance et d'enthousiasme, avec lequel il n'est pas d'épreuves, pas de privations, ni même de misères qu'on ne puisse facilement supporter. Il y a quatre ans à peine, quand le pauvre *chapelgorri* de Biscaye ou de Navarre étanchait tristement le sang de ses blessures dans les âpres vallées des Amezcoas ou de la Vorunda, il suffisait d'une chanson d'amour ou de guerre pour relever son courage et le ramener au drapeau tout aussi ardent, tout aussi alerte que si la campagne venait de commencer. Il en est absolument de même de l'homme d'état et du publiciste : ce sont les rêves et les illusions de la poésie qui leur adoucissent les amertumes de la politique. De cette vie tourmentée que leur fait une révolution à diriger ou à contenir, ce sont les heures consacrées à la sérieuse culture de la pensée et des lettres qui, sans aucun doute, forment la meilleure moitié. Vous les croyez exclusivement préoccupés du triomphe de leurs opinions, des lois et des réformes qu'ils s'efforcent d'imposer à l'Espagne : détrompez-vous; la plupart trouvent encore le temps de méditer une prochaine campagne sur les scènes de Madrid ou de province, ou dans les amphithéâtres de l'Athénée. A l'époque où il présidait le conseil des ministres, M. Martinez de la Rosa se consolait, par le succès de sa tragédie nouvelle, de l'accueil défavorable que, dans la Péninsule entière, recevait le malheureux *estatuto real*. Que dès demain un *pronunciamiento* progressiste enlève à M. le duc de Rivas son ambassade de Naples : si l'on ne songe point à lui interdire l'accès de *la Cruz* ou *del Principe*, rien ne sera perdu pour don Angel de Saavedra.

Mais à Dieu ne plaise que nous prévoyions les revers et les mécomptes pour cette jeunesse ardente et généreuse qui aujourd'hui entreprend de réorganiser la société espagnole! C'est à elle seule qu'il est réservé d'accomplir cette œuvre de régénération. Combien de fois, dans ces derniers temps, n'avons-nous pas appris que des écrivains modestes, qui parmi nous s'ini-

tiaient patiemment à nos idées et à nos doctrines, étaient devenus, à peine rentrés dans leur pays, ceux-ci chefs politiques, ceux-là députés, quelques-uns ministres ou ambassadeurs! Il n'y a pas de peuple, en Europe, chez lequel, pour arriver au faîte, les jeunes talens rencontrent moins d'obstacles sur leur chemin; et c'est encore un des traits souverainement caractéristiques de la société actuelle en Espagne, que les tourmentes où les emporte le soin des affaires publiques ne les empêchent point de poursuivre les plus rudes labeurs de l'esprit. Ils ont déjà fait assez depuis dix ans pour que l'on puisse entrevoir à quel rang la Péninsule peut un jour prétendre, non pas seulement en littérature, mais dans les sciences historiques et politiques, et dans les branches diverses de la philosophie.

II. — HISTOIRE. — ANTIQUITÉS CHRÉTIENNES. — LITTÉRATURE ARABE.

Personne n'ignore aujourd'hui que les questions dont les esprits s'émeuvent au-delà des Pyrénées remontent par leurs élémens les plus considérables aux premiers temps de l'histoire nationale. La plupart des races dont se composent les populations de l'Europe ont eu en Espagne un empire, une colonie, ou du moins un port, un camp, un champ de bataille; presque toutes y ont laissé quelque débris de leur langue, quelques vestiges de leurs mœurs, quelques monumens de leur politique ou de leur religion. On ne doit donc pas s'étonner que de nos jours l'attention publique en Espagne s'attache particulièrement aux travaux d'histoire; à aucune autre époque, il ne s'en est tant produit à Madrid, à Barcelone, à Sarragosse, à Valence, à Grenade, partout. Il n'est pourtant pas de peuple en Europe qui, dans les siècles précédens, ait eu un aussi grand nombre de chroniqueurs nationaux que l'Espagne : chaque province a eu le sien, et non-seulement chaque province, mais chaque ville, chaque monastère, le plus petit chapitre, la plus obscure localité. C'est le pays où foisonnent avec le plus d'abondance chartes, légendes, manuscrits, documens. Malgré tout cela, l'Espagne n'a pas eu jusqu'ici un historien véritable; nous croyons même qu'elle ne pouvait pas en avoir. De toutes les œuvres philosophiques, un bon livre d'histoire est la plus difficile, la plus éminente, et à qui faut-il apprendre que le fatalisme a tué en Espagne toute espèce de philosophie? S'il nous était permis de varier le mot de Pascal, nous dirions que le fatalisme a long-temps été le roi de la Péninsule, roi absolu dont on n'essayait guère de secouer la sombre domination.

L'ouvrage de M. le comte de Toreno ferme au-delà des monts la série des livres d'histoire complètement destitués de mérite philosophique. Nous nous garderons bien pour cela de contester les qualités réelles qui en ont assuré le succès : la clarté du récit, l'ordre merveilleux dans lequel sont distribués les évènemens, l'éclat du pinceau dans les portraits qu'il nous a laissés de quelques personnages célèbres, et notamment dans celui de Jovellanos. A

presque toutes les pages, on sent éclater, pour ainsi dire, cet énergique patriotisme qui a fait la force de l'Espagne contre Napoléon. Au point de vue philosophique, l'*Historia del Levantamiento de la Guerra y Revolucion de España* est tout entière à recommencer. Le moment n'est pas venu d'ailleurs de juger les fameux législateurs de Cadix; quant à la cour de Charles IV, ce malheureux Claude espagnol, où les plus viles ames ont prévalu contre les meilleurs caractères, et qui, par le cynisme du faste, insultait aux misères de l'Espagne appauvrie et défaillante, serait-ce trop d'un Tacite pour en flétrir comme il convient les crimes et les hontes? Ce n'est pas sans dessein que nous nous sommes arrêté ici à constater chez M. de Toreno les rares mérites du style. Depuis la mort de M. de Toreno, son livre obtient un nouveau succès de vogue, et, pour être juste, il ne faut point en voir uniquement la raison dans une de ces réactions qui s'opèrent en faveur des hommes trop sévèrement jugés de leur vivant. Les puristes barcelonais, valenciens, madrilègnes, s'effraient aujourd'hui des néologismes de la presse et de la tribune: pour conjurer les périls que les improvisations de la politique quotidienne font réellement courir à la langue, ils exaltent les livres où se retrouvent les vraies beautés de l'ancien castillan. Avec don José Vargas-Ponce, à qui l'on doit une excellente biographie des plus illustres marins de l'Espagne, M. de Toreno est l'historien qui de notre temps a le mieux rappelé la brillante manière des Florian de Ocampo et des Mariana.

De tous les livres d'histoire antérieurs à la troisième période constitutionnelle, il n'en est pas qui ne soit à refaire; ce qui, dans notre pensée, ne signifie point que les auteurs de ces livres méritent le dédain et l'oubli. Plusieurs vivront par les qualités de la forme; d'autres, qui ont patiemment rassemblé de précieux documens sur tel ou tel siècle, telle ou telle province, ou bien encore fondu, reproduit dans leurs ouvrages des chroniques depuis long-temps perdues, seront consultés jusqu'au moment où l'Espagne aura une histoire nationale complète, et Dieu sait si l'on touche à un pareil moment! Au fond, l'opinion de tous les hommes éclairés de l'Espagne est conforme à la nôtre, si nous en jugeons par le cordial accueil que depuis quelques années ils font à tous les travaux consacrés, en France, en Angleterre, en Allemagne, à l'histoire de leur pays. Aux étrangers qui mettent en question l'esprit de critique ou la bonne foi de leurs historiens, ils opposent bien encore Mariana, Ferreras, Moret et vingt autres; mais comment donc se fait-il que dans les ouvrages qu'ils ont publiés eux-mêmes sur le passé de l'Espagne, ils n'aient presque jamais recours à l'autorité de leurs devanciers? Parmi tous ces ouvrages, deux principalement ont fixé l'attention publique: en 1841, l'*Historia de la Civilizacion de España*, de don Eugenio Tapia; en 1842, le livre que don Fermin-Gonzalo Moron a publié sur le même sujet et sous le même titre. M. Tapia est un des membres de l'académie de Madrid; M. Moron, après avoir long-temps professé l'histoire de la civilisation de l'Espagne au lycée de Valence, occupe depuis environ deux ans la même chaire à l'athénée de Madrid. Ce n'est point une histoire proprement dite

que l'un et l'autre ont voulu écrire; en remontant aux origines multiples de la civilisation espagnole, ils se sont efforcés tout simplement d'en saisir le vrai caractère, encore voilé aux yeux de l'Europe, et d'en étudier les principaux développemens. Leurs livres appartiennent à la philosophie de l'histoire bien plutôt qu'à l'histoire proprement dite, et quand nous aurons à traiter des œuvres de philosophie pure, nous retrouverons, non point, il est vrai, le livre de M. Tapia, mais celui de M. Gonzalo Moron.

Personne aujourd'hui, dans la Péninsule, n'est en état de composer une histoire nationale complète, par la raison toute simple que les plus importans matériaux, les matériaux indispensables d'un si beau monument, gisent encore profondément enfouis dans les archives et les bibliothèques. Effrayés des difficultés sans nombre d'une pareille entreprise, — difficultés d'autant plus graves que l'on ne sait pas même ce qu'il faudrait de temps et de recherches pour les surmonter, — la plupart des historiens actuels se sont spécialement occupés, ceux-ci d'une seule époque, ceux-là d'une seule province; on ne compte plus les essais dont la portée est ainsi bornée et circonscrite. Pour bien faire comprendre les tendances, et, si l'on nous permet d'employer ce mot, les *manières* qui maintenant dominent en histoire par-delà les Pyrénées, il faut réunir aux livres de MM. Tapia et Moron trois autres ouvrages également publiés depuis 1840 : *les Estudios historicos sobre Antônio Perès*, de don Salvador Bermudez de Castro; l'*Historia de Granada*, de don Miguel Lafuente y Alcantara, et l'*Historia de la Regencia de la reina Maria-Cristina*, de don Joaquin Pacheco. Avant la publication de leurs livres, MM. Bermudez de Castro et Lafuente y Alcantara étaient fort connus déjà, le premier par un beau recueil de poésies lyriques, le second par sa longue collaboration à *la Alambra* de Grenade. Quant à M. Pacheco, écrivain ardent et laborieux tout à la fois, depuis long-temps il a pris rang en Espag ne par ses travaux politiques, et notamment par son livre sur le droit administratif et le droit criminel.

Depuis la mort de Ferdinand VII, ce qui distingue les études d'histoire qui se publient au-delà des Pyrénées, ce sont précisément les préoccupations philosophiques dont tout le monde est saisi dans la Péninsule. Nous craignons fort que les historiens actuels ne se soient trop pressés de combler, par des systèmes arbitraires, ce vide effrayant que fait l'absence de toute philosophie dans les œuvres de leurs devanciers. Pour justifier ces appréhensions, il nous suffira de présenter la concise, mais exacte analyse des quatre volumes énormes que M. Tapia consacre à l'histoire de la civilisation espagnole. M. Tapia qui, à notre avis, n'a point fait une étude assez approfondie du passé des douze royaumes, a, pour ainsi dire, calqué son livre sur celui où M. Guizot explique les développemens de notre civilisation. Ce sont, à peu de chose près, les mêmes considérations philosophiques et bien souvent les mêmes formules; or, comme l'ancienne civilisation de l'Espagne n'a pas plus de rapport avec la nôtre que n'en ont les *vegas* embrasées de l'Andalousie ou de Grenade avec nos froides provinces du nord, il en est

résulté que, du premier au dernier chapitre, M. Tapia n'est parvenu à expliquer ni un fait ni une institution. M. Tapia ne se fait point faute de parler des progrès et des revers, ou, si l'on veut, des vicissitudes intellectuelles qui tour à tour ont transformé la société espagnole; ce ne sont là que de grands mots qui, d'ordinaire, n'ont point de signification réelle, surtout quand on s'en tient à de vagues généralités. M. Tapia craindrait de se fourvoyer, s'il abordait les détails de l'histoire nationale, et c'est pour cela sans doute qu'il ne dit pas même un seul mot des progrès matériels, des vicissitudes du commerce, de l'agriculture et de l'industrie. Vers la fin pourtant, M. Tapia se ravise; mais, en essayant de pallier, par un petit nombre de considérations abstraites sur l'industrie et le commerce, le défaut capital de son livre, M. Tapia ne réussit qu'à le mieux constater.

Il s'en faut de beaucoup, on le voit, que ce livre embrasse l'éblouissante civilisation d'un grand peuple; M. Tapia est à peine à la moitié de sa tâche, qu'il semble n'avoir plus à cœur que d'en finir avec un si vaste sujet. Pas de fait auquel il ne touche en passant, pas un dont il parvienne à donner la complète intelligence. A mesure qu'il pénètre dans les âges modernes, la précipitation et la négligence s'accusent de plus en plus : le premier volume est supérieur au second, celui-ci au troisième, qui, à son tour, vaut mieux que les deux derniers. On dirait que, découvrant enfin le terrain immense qu'il s'est chargé d'explorer, M. Tapia perd courage et se fraie à la hâte un tout petit sentier de traverse pour arriver plus aisément jusqu'au bout. Les belles théories historiques, les idées générales, les ambitieuses formules, tout cela est demeuré aux ronces du chemin. La première partie de cette œuvre est la seule qui ait une valeur réelle, et cela n'empêche point que M. Tapia n'y encoure les plus graves critiques. Pour point de départ, M. Tapia adopte la civilisation arabe; pas un mot, — si ce n'est pourtant çà et là, dans une introduction rapide et superficielle, — de la domination romaine, ni de la domination gothe, qui donnent la clé des problèmes que renferme le moyen-âge espagnol. Et ce n'est pas tout encore : à son début, M. Tapia raconte les expéditions par lesquelles les chrétiens de Cangas et de Covadunga ont peu à peu reconquis le sol sur les Arabes. Pour ce qui est des Arabes eux-mêmes, il se contente de reproduire les incomplètes et confuses relations de Conde. M. Tapia supprime la civilisation arabe, et en cela il imite les rois catholiques qui, après avoir planté leur drapeau sur les tours de Grenade, s'attachèrent à proscrire le nom et jusqu'à la langue de la race vaincue. M. Tapia passe à côté des plus grandes institutions sans même avoir l'air de les apercevoir : rien sur la féodalité de Castille, rien sur les *ayuntamientos* dans les naissantes *poblaciones* de l'Aragon. Il semble convaincu que sous la domination gothe les *fueros* subsistaient déjà : les chrétiens de Pélage ou du roi saint Ferdinand, à mesure qu'ils secouaient le joug du mahométisme, n'avaient d'autre peine, à l'entendre, que de rétablir les lois politiques et civiles qui régissaient la Péninsule sous les Recarède et sous les Euric. C'est là une erreur fonda-

mentale : M. Tapia n'a donc point vu que des pouvoirs et des intérêts nouveaux s'étaient produits, à dater de l'invasion musulmane? La noblesse et la commune venaient d'acquérir une importance qu'elles n'avaient jamais eue chez les Wisigoths. Le municipe gothique n'était qu'une agrégation d'hommes sans droits et sans garanties, débris informe du municipe romain. En quoi donc une institution pareille pourrait-elle ressembler aux fortes communes qui s'organisaient, à chaque lendemain de victoire, sur le sol repris à l'islam?

A partir des deux dynasties d'Autriche et de France, l'ouvrage de M. Tapia n'est plus qu'un simple abrégé chronologique fort exact et fort clair, nous nous empressons de le reconnaître; nous déclarerons même que le livre entier se recommande par un mérite plus considérable encore, celui du style qui, à toutes les pages, est d'une remarquable correction. C'est là, du reste, la première tentative qui se soit faite en Espagne dans la philosophie de l'histoire; il en faut tenir compte à M. Tapia, bien que le prisme à travers lequel il a étudié le passé de son pays soit toujours emprunté aux penseurs de la France et de l'Allemagne, — à M. de Savigny, par exemple, quand ce n'est point à M. Guizot.

Don Fermin-Gonzalo Moron est aussi un disciple de M. Guizot, mais un disciple souvent indocile, un véritable caractère valencien, fougueux et indépendant, toujours en garde contre la doctrine du maître, toujours prêt à la contester. M. Moron a minutieusement discuté les diverses philosophies de l'histoire qui, jusqu'à ce jour, se sont entre-choquées dans le monde : par toutes ses études, par toutes ses tendances, il est irrésistiblement ramené à l'historien de la civilisation française. Mais que lui importe? il sait au besoin secouer cette influence. Sans hésitation, sans détour, M. Moron s'en prend d'abord à l'idée capitale de M. Guizot. En se bornant à considérer l'humanité sous le double aspect matériel et intellectuel, M. Guizot, s'il faut s'en rapporter à M. Moron, a laissé dans l'ombre la plus intéressante partie des vicissitudes humaines. Pourquoi ne l'a-t-il point également envisagée sous l'aspect moral? Nous croyons que M. Moron s'abuse; de même que par ces mots : *je pense*, Descartes entendait à la fois exprimer la pensée et le sentiment, il est évident que dans les développemens intellectuels de l'humanité M. Guizot a compris ses développemens moraux. Et au demeurant ce n'est pas tout que de concevoir ainsi et d'entreprendre l'histoire de l'humanité. Qui donc est en état de mener à bonne fin un si prodigieux et si complexe labeur? Aussi, dans la critique des détails, M. Moron est-il beaucoup plus heureux que dans la critique de l'ensemble; de toutes les lacunes qui réellement subsistent chez M. Guizot au sujet des religions, des philosophies, des institutions monastiques et de certaines institutions politiques, il n'en est pas une que M. Moron n'ait très nettement signalée. Par ses études préliminaires, M. Moron, on le voit, s'est placé dans des conditions excellentes, nous ne disons pas pour écrire l'histoire de son pays, mais pour bien indiquer de quelle manière cette histoire doit être un jour entreprise.

Nous laissons de côté un volume presque tout entier où M. Moron s'attache à faire ressortir ce que les civilisations de l'Orient, de la Grèce, de Rome, des temps modernes, ont de spécial, de commun, d'antipathique : c'est là le seul essai vraiment sérieux d'histoire générale qui se soit fait encore au-delà des Pyrénées; mais nous avons hâte d'arriver à la partie du livre consacrée à la Péninsule.

Après avoir recherché à quelles familles de l'espèce humaine appartiennent les races primitives qui ont occupé le sol de l'Espagne, M. Moron explique fort bien comment, en se mêlant, les deux familles celte et ibérienne ont formé ces tribus bizarres qui, dans leurs mœurs, dans leurs habitudes, et jusque dans leurs noms, portent les caractères de ce mélange. Les luttes des populations indigènes contre les conquérans, et surtout contre les Romains, sont retracées dans des pages pleines de verve et d'animation. M. Moron a particulièrement étudié la domination du peuple-roi aussi bien que son influence intellectuelle dans la Péninsule. L'Espagne est la patrie de Trajan, d'Adrien et de Marc-Aurèle; mais qu'est-ce donc que l'empire romain lui-même à côté de cet autre empire de l'intelligence et des lettres, où l'on ne peut être détrôné quand on y règne depuis vingt siècles, et auquel l'Espagne a fourni Sénèque, Lucain, Florus, Martial, Quintilien, Silius-Italicus, Pomponius-Mela, Columelle?

M. Moron ne nous paraît point avoir apporté le même soin, le même scrupule à l'étude de la domination gothe, et, sous ce rapport, nous lui conseillons de réviser très attentivement son livre. Tout le monde sait quelle influence exerce le code gothique sur les diverses parties de la législation espagnole, même à l'époque où nous vivons. — M. Moron a mieux compris, mieux décrit la civilisation arabe; avec don Pascual Gayangos, dont nous aurons plus loin à examiner un livre fort remarquable, M. Moron est l'écrivain de la Péninsule qui, selon nous, a le mieux saisi le vrai caractère du régime musulman. Les innombrables causes de dissolution et de ruine qui travaillaient la société de l'islam, l'autorité universelle et absolue des califes, la sujétion des *walis* et des émirs espagnols vis-à-vis des émirs africains et des califes de Bagdad, l'interprétation arbitraire du Koran tenant lieu de toute législation, la confusion des fonctions publiques, l'effrayante diversité des races, Arabes *primitifs*, Arabes *purs*, Mozarabes, juifs, Égyptiens, Syriens, Maures, Berbères, races en état d'hostilité permanente à l'égard les unes des autres, depuis les premiers jours de la conquête jusqu'aux dernières collisions des Zegris et des Abencerrages, tout cela est clairement déduit dans le livre de M. Moron. En constatant l'empreinte que les races africaines ont laissée dans les mœurs de l'Espagne, dans les institutions et dans le sang de ses habitans, M. Moron a démasqué l'écueil où se sont brisés la plupart des historiens de la Péninsule. Dès l'instant où surgissent les guerres entre les Goths de Pélage et les Sarrasins, ces écrivains ne manquent jamais de sacrifier le principal à l'accessoire et de faire graviter autour de l'imperceptible comté de Covadunga, du petit royaume de Cangas, les vastes dominations musul-

manes qui les entourent et les étouffent, du Xenil à l'Èbre, de l'Arga au Guadalquivir. Le moyen qu'ils comprennent la civilisation des Arabes, s'ils la présentent comme un fait anormal et violent qu'il importe à la civilisation générale de contrarier et de détruire! M. Moron ne se flatte pas cependant d'avoir décrit cette civilisation dans ses développemens gigantesques. C'est là une tâche que pas un écrivain dans la Péninsule, ni par conséquent dans l'Europe entière, n'est aujourd'hui en mesure d'entreprendre. Le jeune historien ne se fait point illusion, et il indique lui-même sans le moindre détour les problèmes qu'il n'a pu résoudre, les obstacles qu'il n'a pu tourner.

L'ouvrage de M. Moron n'embrasse point, comme celui de M. Tapia, l'histoire nationale tout entière; il s'arrête à la fin du XIe siècle, à l'époque où se constituent les cinq ou six états chrétiens renaissans. Ici, M. Moron croit devoir prendre le ton de l'histoire proprement dite; il se hâte un peu trop, selon nous. Ce n'est point que l'on ait jusqu'à ce jour manqué de manuscrits et de chroniques sur cette époque, tout au contraire, il s'en est depuis trois siècles recueilli un très grand nombre que l'on n'a pas encore suffisamment appréciés à leur juste valeur. M. Moron comprend bien lui-même qu'une histoire d'Espagne complète est au-dessus des forces d'un seul homme, et la preuve, c'est que, dans une série d'articles où il traite les questions actuelles, mais en remontant à leur origine, il n'aborde de cette histoire que les points maintenant accessibles, en législation, en administration, en économie politique. Ces articles ont paru en deux ans, à dater de 1841, dans la *Revista de España y del Estranjero*, sous le titre de *Reseña politica y literaria de España;* ils pourraient, à notre avis, former un bon livre qui aurait pour titre général : *Des Fautes et des malheurs qui ont précipité la ruine de l'Espagne, et des moyens de les réparer.* — Le style de M. Moron est riche et orné, trop orné peut-être pour un historien et un publiciste; mais comme en définitive sa narration est claire et attachante, et que sa manière de peindre accuse vigoureusement la physionomie de ses personnages, c'est là un défaut sur lequel nous ne voulons pas insister.

Parmi les jeunes écrivains qui demandent à la sérieuse culture des lettres et des sciences les moyens de réhabiliter le pays de Mariana et de Cervantès, don Salvador Bermudez de Castro s'est placé à l'un des premiers rangs par son essai historique sur Antonio Perès (*Estudios historicos sobre Antonio Perès*). Doué à la fois d'un esprit philosophique et d'une imagination brillante, M. Bermudez de Castro pouvait mieux que tout autre écarter les voiles derrière lesquels se dérobait à demi la mémoire de ce fameux secrétaire de Philippe II, élevé par son maître au plus haut degré de faveur, puis tout à coup renversé, condamné au dernier supplice, réduit à implorer un asile auprès des révoltés d'Aragon et à la cour de France, où l'oubli en fit justice bien mieux, assurément, que n'eussent pu faire les *verdugos* de l'inflexible roi castillan. Il n'y a pas eu de prince, dans la Péninsule, qui ait porté plus loin que Philippe II la splendeur de la monarchie espagnole; il n'y en a pas eu qui, au dedans, ait tant fait contre les libertés natio-

nales. N'est-il pas étonnant, après tout cela, que, des rois de race autrichienne, il soit le seul sur lequel l'histoire ne se soit pas encore suffisamment expliquée? Au premier aspect, rien de mieux arrêté que la physionomie d'un prince qui, détruisant les *fueros* et les immunités municipales, infligeant à son fils une mort violente, semblait à la fois se faire un jeu lugubre des sentimens de famille et des destinées d'une grande nation. Eh bien! si l'on s'en rapporte à la jeune école d'historiens qui actuellement domine en Espagne, ce ne sont là que des erreurs et des calomnies qu'il faut enfin redresser. Il s'est opéré dans la Péninsule, en faveur de Philippe II, une réaction tout-à-fait semblable à celle qui, en France, a essayé de réhabiliter Louis XI. On ne conteste point, il est vrai, on ne cherche pas même à justifier ses entreprises contre les libertés publiques; mais à quoi bon s'en émouvoir? n'était-ce point là l'esprit de son siècle? Pourquoi Philippe II n'y aurait-il point cédé, comme plus tard l'ont fait Richelieu et Louis XIV? C'est par leur respect pour les formes de la justice, que les rois des trois derniers siècles pouvaient témoigner de l'élévation de leur esprit, de leurs intentions généreuses et patriotiques : si l'on excepte don Pèdre, quel autre prince en Castille a de meilleurs droits que Philippe II au beau surnom de roi-justicier? Ne parlez plus de don Carlos, ni de sa longue captivité, ni de son agonie douloureuse; les historiens, les romanciers, les poètes, de Mariana à Schiller, se sont bien à tort attendris au souvenir de ce jeune prince : ambitieux, remuant, dissimulé, toujours prêt à fomenter des intrigues et à susciter des insurrections, s'il encourut la disgrace du roi, faut-il que l'on s'en étonne? Et quant à la conduite dénaturée que l'on impute au père, c'est là, — pourquoi ne point avoir le courage de le dire? — une abominable invention des ennemis sans nombre qu'avait valus à Philippe II sa rigoureuse et impitoyable politique. Il y a dans un coin de l'Escurial toute une procédure secrète qui infailliblement convaincrait les plus incrédules; si jusqu'à ce jour on ne l'a point publiée, c'est qu'il ne convenait point aux vieux régimes absolus de s'expliquer ainsi nettement à la face des peuples. — Mais, à ce propos, M. Bermudez de Castro, hier encore secrétaire du conseil des ministres, aujourd'hui ambassadeur, n'est-il pas bien placé pour entreprendre une si curieuse publication?

La triste fin de don Carlos n'est point le seul grief que l'histoire élève, au nom de l'humanité, contre le fils de Charles-Quint. De bonne foi, nous le demandons à la jeune école, est-il bien aisé de comprendre qu'un si scrupuleux observateur des formes de la justice ait fait secrètement mourir Escovedo, le confident du premier don Juan d'Autriche? A Dieu ne plaise pourtant que cela embarrasse les apologistes! C'était, on en convient, fouler aux pieds les plus vieilles lois de l'Espagne; mais qu'importe après tout? Si don Juan Escovedo a subi une mort ignominieuse, c'était la digne récompense des menées par lesquelles il entretenait et exaltait l'ambition de son maître; s'il l'a subie dans le *vade-in-pace* d'une résidence royale, c'est à Pérès qu'il faut s'en prendre: non content d'avoir conseillé le meurtre, Pérès en préci-

pita l'exécution pour se débarrasser d'un rival. Et voilà précisément la cause de sa disgrace : Philippe II, si l'on s'en rapporte aux panégyristes, ne lui pardonna jamais de l'avoir entraîné à méconnaître les vieilles lois de la monarchie. C'était sans doute pour lui appliquer le *talion*, qui pourtant n'a jamais subsisté dans ces lois, que jusqu'au dernier instant il le traqua de royaume en royaume par ses espions et ses ambassadeurs.

M. Bermudez de Castro a eu d'abord à cœur, la première partie de son livre nous autorise à le croire, d'accomplir une réhabilitation si étrange; mais les faits mieux établis, mieux compris, lui ayant pleinement livré le secret de la politique qui a fondé pour trois siècles le despotisme en Espagne, il rompt brusquement avec le paradoxe. La physionomie de Philippe II, il l'accepte comme se l'est donnée Philippe II lui-même par ses ruses machiavéliques et ses cruautés réfléchies; les traits jusqu'ici demeurés dans l'ombre, il s'attache particulièrement à les mettre en relief. Mémoires et chroniques, M. Bermudez de Castro a tout épuisé : c'est une profusion de détails biographiques et de considérations piquantes qu'on pourrait présenter avec plus d'ordre, mais non certainement d'une plus ingénieuse façon. Et d'ailleurs, pour reproduire le XVIe siècle, tel que l'ont fait en Espagne les rois de race autrichienne, il n'est pas de cadre plus convenable que la vie de don Antonio Pérès. Mêlé aux intrigues d'une cour mystique et voluptueuse, ardent instigateur des entreprises royales contre les vieilles libertés péninsulaires et des révoltes suscitées par ces entreprises, le brillant secrétaire de Philippe II est le véritable Espagnol du XVIe siècle; type de corruption, où pourtant se démêle quelquefois encore une certaine grandeur. L'Espagnol du XVIe siècle est entamé déjà profondément par les maximes des monarchies dissolues; mais il n'a point pour cela dépouillé sans retour les mœurs et les vertus d'un autre âge. Dans les périls et les traverses, ce sont encore ces vertus qui lui viennent en aide, l'énergie indomptable tant que la lutte est possible, et, quand il faut céder, la résignation calme et fière qui pallie la défaite et laisse à douter, pour ainsi dire, que l'on soit tout-à-fait vaincu. Le style de M. Bermudez de Castro est animé, cadencé comme les plus belles périodes de Mariana, ce Tite-Live de l'Espagne; s'il manque parfois de l'élévation qui est le vrai caractère de la langue castillane, il y supplée suffisamment çà et là par des traits vigoureux et d'un éclat imprévu.

L'*Essai sur Antonio Pérès* est une œuvre véritablement originale; nous n'en voyons aucune, parmi nos livres d'histoire contemporains, avec laquelle il offre le moindre trait de ressemblance. Il n'en est pas de même du livre de M. Lafuente y Alcantara, qui, à presque toutes les pages, rappelle, pour le fond comme pour la forme, celui de M. de Barante. L'*Histoire des ducs de Bourgogne* contient les fastes de la plus brillante chevalerie française; les plus beaux titres de la chevalerie espagnole se retrouvent dans l'*Historia de Granada, Jaën, Alméria y Malaga*. Le livre de M. Lafuente n'intéresse pas seulement le midi de l'Espagne; les civilisations qui ont envahi la Péninsule ayant toutes aspiré à s'épanouir sous le soleil des riches

vegas de Grenade, M. Lafuente y Alcantara avait à relever les principales ruines des dominations qui ont tour à tour subsisté entre l'Èbre et le Xenil, de l'établissement des comptoirs phéniciens ou carthaginois à l'expulsion du dernier Maure. M. Lafuente n'a publié encore qu'un seul volume qui se recommande par un excellent récit des guerres de Sertorius, dont le jeune historien nous a donné un portrait qui restera, nous le croyons, dans les lettres espagnoles, et par un tableau vigoureusement tracé des invasions vandales et wisigothes. Par la clarté du récit et l'élégance de la diction, M. Lafuente se rattache à l'école de M. de Toreno. Il est cependant beaucoup plus naturel, beaucoup moins surchargé d'images, que l'historien des guerres de l'indépendance. Cette tendance à la simplicité distingue essentiellement d'ailleurs la littérature espagnole de 1844 de celle de 1808.

Don Joaquin Pacheco n'a publié que le premier volume de son *Historia de la Regencia de la reina Cristina*. L'époque présente se liant étroitement à celles qui précèdent, ce premier volume est tout simplement une introduction où M. Pacheco a retracé les évènemens qui se sont accomplis en Espagne depuis l'abdication de Charles IV jusqu'à la mort de Ferdinand VII. M. Pacheco a recommencé l'œuvre entière de M. de Toreno; mais jamais historiens explorant les mêmes époques ne se sont moins souvent rencontrés. Faible penseur, narrateur émouvant, brillant coloriste, tel est en deux mots l'auteur de l'*Histoire du soulèvement* de 1808 : c'est tout le contraire qu'il faut dire de M. Pacheco. M. Pacheco ressemble bien moins encore à M. Tapia, qui, bon gré mal gré, enchâsse les évènemens et les institutions dans des formules toutes préparées d'avance : les réflexions que lui inspirent les calamités et les mécomptes essuyés par l'Espagne, depuis le commencement de ce siècle, prouvent très clairement le soin et la conscience qu'il apporte à ses études et à ses investigations. On pourrait sans doute, avec plus d'ampleur et d'une manière plus saisissante, raconter les guerres de l'indépendance, la révolution de 1820, les réactions de 1823, le marasme de 1828 et de 1830, si souvent entrecoupé de convulsions et d'émeutes; on pourrait juger avec plus d'énergie et de profondeur les fautes et les crimes qui se sont commis durant les deux premières périodes constitutionnelles, mais on ne pourrait porter dans cette appréciation plus de droiture ni de loyauté. La meilleure partie du livre est consacrée à la politique des législateurs de Cadix, dont M. Pacheco met à nu les plus secrets mobiles. Le catholicisme et la royauté, ces deux vieilles adorations de l'Espagne, voilà, il n'est plus permis d'en douter aujourd'hui, la cause que les cortès de 1808 et de 1812 avaient ardemment embrassée; jamais pourtant en Espagne cette cause n'avait été plus compromise. La royauté avait lâchement brisé son écusson à Bayonne, et, d'un autre côté, les idées encyclopédiques avaient depuis trop peu de temps pénétré en Espagne, pour que leur influence, si peu qu'elle ait duré d'ailleurs, ne s'y fît point encore sentir. Heureusement, parmi les idées de France, il en était une qui, répondant à tous les vieux instincts de la nation espagnole, ne devait plus repasser les monts. C'était le principe de la

liberté politique : les cortès l'inscrivirent en tête de leur charte, et ce fut assez pour embraser l'Espagne de ce patriotisme qui dès-lors ne s'est plus éteint.

Pourquoi donc M. Pacheco, qui a si bien défini les mobiles des cortès de Cadix, accuse-t-il ces cortès d'avoir aveuglément cedé à l'entraînement révolutionnaire? En ceci, M. Pacheco n'a point fait preuve de l'impartialité rigoureuse que nous nous complaisions tout à l'heure à louer dans le jeune historien. Nous ne songeons pas le moins du monde à prendre la défense de la constitution de 1812 : les cortès de Cadix eurent le tort grave de proclamer d'une façon trop absolue le dogme de la souveraineté nationale, principe abstrait que l'on ne formule jamais sans péril chez les peuples qui n'ont point encore contracté les mœurs politiques par lesquelles il vit et prospère. A cela près, qu'on nous montre en Espagne une autre assemblée qui ait donné des preuves plus réelles de modération et d'habileté? Qui a mis dans tout son jour les vices de l'ancienne législation des douze royaumes? Qui a consacré pour la première fois dans la Péninsule, par une loi positive, la sûreté individuelle, l'indépendance des juges, l'entière liberté de la défense, la publicité des débats judiciaires et législatifs? Les seuls efforts sérieux qui jusqu'à ces derniers temps se soient faits pour réorganiser l'administration, pour régler le mode des impôts, pour éteindre la dette publique, ne sont-ce pas encore les cortès de Cadix qui les ont accomplis, en dépit de la guerre civile, du défaut absolu de connaissances statistiques, et de l'épuisement des populations?

C'est pour décrire le régime de réactions et de hontes qui, en 1823, pesa si durement sur la Péninsule, que M. Pacheco a réservé ses couleurs les plus vigoureuses. Ici encore pourtant M. Pacheco, nous devons le dire, ne s'est point renfermé dans les termes d'une stricte impartialité. Qu'il flétrisse Ferdinand VII et ses familiers, rien de mieux assurément; mais que dans la même réprobation il comprenne tous ses ministres, don Luis Ballesteros excepté, voilà où commence l'injustice. Dans cette période lugubre qui embrasse les dix dernières années de Ferdinand VII, est-il donc impossible de trouver un autre homme, un seul, qui ait bien mérité de son pays? Et par exemple l'illustre don Martin Garay, qui a tant fait pour l'agriculture et à qui l'on doit le canal de Castille, n'était-il point digne que M. Pacheco se fût, au nom de l'Espagne, montré envers lui un peu plus reconnaissant? Du règne de Ferdinand VII, M. Pacheco aurait dû faire deux parts bien distinctes : d'un côté, les réactions et les crimes politiques, de l'autre les réformes et les améliorations, sinon réalisées, du moins entreprises, dans les finances et dans quelques branches de l'administration.

Les travaux historiques de MM. Moron, Pacheco, Tapia, ne sont pas les seuls dont le public se soit vivement ému en Espagne. La presse de Madrid s'entretient beaucoup en ce moment de l'*Historia de los reyes católicos*, que vient de publier M. le marquis de Miraflorès, ancien ambassadeur d'Espagne à Paris. Pour notre compte, nous acceptons ce livre comme une promesse,

et non point comme une œuvre déjà terminée. M. le marquis de Miraflorès a fort bien montré comment, de règne en règne, l'Espagne a péniblement fondé son unité nationale, et c'est avec un véritable bonheur d'expressions et d'images qu'il a raconté les dernières luttes contre les musulmans; mais nous ne comprendrions pas que M. le marquis de Miraflorès se résignât à ne point franchir les extrêmes limites du xve siècle : ce serait s'arrêter au moment où l'histoire de la Péninsule prend un nouveau et plus saisissant caractère. Quel autre écrivain que M. le marquis de Miraflorès, qui par devoir a scrupuleusement étudié toutes les traditions internationales, pourrait exposer d'une façon plus intéressante cette politique extérieure des successeurs d'Isabelle-la-Catholique, si fière à la fois et si souple, si curieusement entremêlée de guerres et d'intrigues? Plus on y réfléchit et plus on se sent indigné que les princes de la dynastie autrichienne aient gâté comme à plaisir la fortune de l'Espagne. C'était bien la peine, vraiment, de se mêler aux misérables petites querelles de la Lombardie et des Deux-Siciles, de subordonner leurs royaumes à l'empire, de s'épuiser à exploiter l'Amérique, à opprimer les Flandres, à fomenter en France conjurations et révoltes, guerres de religion, guerres civiles, ligues et frondes, mécontentemens princiers, contestations de régence ou de minorité; c'était bien la peine de dépenser tant de force pour aboutir à un si complet abaissement!

Au demeurant, il n'est point en Espagne un écrivain de mérite qui ne se soit préoccupé des problèmes et des enseignemens de l'histoire. Nous avons sous les yeux la plupart des leçons prononcées à l'Athénée de Madrid par MM. Alcala-Galiano, Pidal, Donoso-Cortès, Seijas-Lozano, Mieg, Antonio Benavidès, et la collection à peu près complète des *revues* où, depuis 1833, se sont produits presque tous les talens de la Péninsule; il n'est pas un seul professeur, un seul écrivain qui, agitant les problèmes de législation, d'administration, d'économie politique, n'ait eu pour sa part à débattre les questions historiques. Il n'a point surgi encore en définitive, et de long-temps, selon nous, il ne surgira, au-delà des monts, une théorie générale, embrassant tous les faits de l'histoire. Les uns et les autres ont plus ou moins discuté les systèmes qui, à dater du xvie siècle, se sont tour à tour accrédités en Europe; mais la plupart n'en ont fait qu'une étude superficielle, et nous doutons fort qu'ils les aient pleinement compris. M. Moron est le seul qui les ait approfondis, et l'on a vu que sa théorie reproduit assez fidèlement les idées de M. Guizot. A très peu d'exceptions près, les écrivains espagnols se renferment scrupuleusement dans leur histoire nationale. Au milieu des élémens jusqu'ici épars de cette histoire, l'esprit de système, dans sa rigueur absolue, serait pour eux un mauvais guide; comment saisir l'ensemble des annales espagnoles, quand on a tant de chroniques à compulser, de sources à épuiser, quand il est encore si malaisé de se former une opinion bien nette et bien précise sur tout un monde d'épisodes et de détails? Dans les investigations patientes qui ont pour objet les faits particuliers de chaque province et de chaque règne, les historiens actuels de l'Espagne se ratta-

chent à la meilleure école du XVIIIe siècle, à celle de Montesquieu. Montesquieu n'a point cherché, quoi qu'on ait prétendu, à justifier de parti pris tous les évènemens, toutes les institutions, tous les usages, mais bien à les juger en dehors de toute opinion systématique; Montesquieu n'impose à la raison d'autres règles que les lois de la morale et du bon sens, qui, pour régir l'entendement humain, n'ont pas eu besoin qu'un penseur isolé, si puissant qu'on l'imagine, se soit donné la peine de les promulguer.

Ce n'est point encore la tâche nécessaire des écrivains actuels de l'Espagne que de faire l'histoire générale et philosophique de leur pays. S'il est vrai que l'on doive un jour élever un monument aux gloires nationales de tous les temps et de toutes les civilisations, n'est-ce pas d'abord leur principal devoir d'en rassembler les matériaux çà et là, dans cette prodigieuse quantité de documens et de chroniques dont nous avons vu que le sol de la Péninsule est pour ainsi dire surchargé? En France, en Italie, en Angleterre, c'est une branche très considérable de la science que l'érudition en matière d'histoire; dans ces trois pays, on sait, à peu près du moins, sur quelles richesses on peut compter. Il n'en est pas de même en Espagne où, à des époques assez rapprochées de nous, le romanesque et l'apocryphe coudoient à tout propos le réel. L'amour du merveilleux est la douce et immortelle faiblesse de l'Espagne; cet infatigable esprit d'aventure, qui a tant inspiré de comédies, de drames, de nouvelles chevaleresques, n'a pas exercé une moindre influence sur les plus graves historiens, même dans le siècle de Cervantès. Il en est résulté de si graves inconvéniens pour l'étude sérieuse de l'histoire, que don Nicolas Antonio et don Juan Ferreras, deux princes de la science, se sont vus forcés de consacrer des livres entiers, des livres énormes (1) à la réfutation des chroniques fabuleuses; mais à un pareil débordement qui pouvait donc opposer une digue assez puissante? A la même époque précisément, les moines de tous les ordres se mirent à fabriquer des chartes et des diplomes au profit de leurs couvens; on ferait de nombreux volumes avec ces documens qui dénaturent l'histoire tout entière, et le plus souvent ce n'est qu'à force de recherches fatigantes que l'on en peut découvrir la fausseté. Nous nous contenterons de citer ici les archives supposées des deux couvens de San-Juan de Leyria et de San-Juan de la Peña, dont les vallées de Navarre gardent encore les ruines dans leurs ombreuses profondeurs.

Pour confondre les faussaires, pour dresser un dictionnaire critique renfermant les titres et l'exacte analyse de toutes les chroniques et de tous les documens reconnus authentiques, il fallut qu'en 1738 Philippe V créât tout exprès une académie, celle de Madrid; mais il n'y avait point de corps savant en Europe, si nombreux, si résolu qu'il pût être, qui fût en état d'entreprendre ce colossal inventaire. Le dictionnaire ne se fit point; les acadé-

(1) *Apreciable synopsis historica cronologica.* — *Censura de historias fabulosas.* Le premier de ces livres est d'Antonio, le second de Ferreras.

miciens se bornèrent à publier de beaux mémoires critiques, parmi lesquels on en remarque de Marina, de Campomanès, de Jovellanos. Nous avons regret à le dire, c'est seulement depuis 1840 que de si utiles publications ont complètement cessé. L'académie de Madrid avait à peine commencé ses travaux, que sur le même plan et pour le même objet trois autres académies se fondèrent à Séville, à Valence et à Barcelone; les deux premières n'ont point survécu aux révolutions et aux crises qui ont marqué le commencement de ce siècle; la troisième avait également disparu durant les guerres et les troubles; mais, à l'heure même où nous sommes, nous apprenons qu'elle vient de se reconstituer. — Philippe V ne se borna pas à créer des académies : en vertu d'un ordre royal, signé de la propre main du monarque, des érudits visitèrent les bibliothèques, les *ayuntamientos*, les monastères, pour examiner toutes les chroniques et les classer suivant le degré de confiance qu'elles pouvaient inspirer. Ce furent les *missi dominici* de la science; de leurs études et de leurs recherches persévérantes, il résulta une foule de traités, de dissertations, de notices que le patient Masdeu édita en 1784, sous le titre de *Historia critica de la cultura española*. La collection de Masdeu s'arrête à l'an 1000. Nous apprenons également que les investigations ordonnées par Philippe V vont être poursuivies sur tous les points de la Péninsule, en vertu d'un décret de la reine Isabelle : les jeunes savans à qui M. Pidal se propose de confier une si noble mission auront bien mérité de l'Espagne, s'ils font pour les derniers siècles ce que leurs devanciers ont fait déjà pour les temps les plus reculés.

En dépit de tous les efforts entrepris sous Philippe V, sous Charles III, sous Charles IV lui-même, c'est le XVIIe siècle qui en Espagne est la grande époque de l'érudition historique. Si les Antonio, les Ferreras, les Mondejar n'ont pas épuisé tous les filons de la mine, ils ont du moins indiqué les plus riches veines. Dans les antiquités ecclésiastiques, Aguirre et Florez n'ont absolument rien laissé à faire : leurs livres doivent être considérés comme les deux parties d'un seul et même ouvrage formant l'histoire générale du principe théocratique au-delà des Pyrénées. Il y a aujourd'hui dans le clergé espagnol trois hommes d'un mérite incontestable, don Jaime Balmes, don Jose-Judas Romo, évêque des Canaries, et don Manuel-Joaquin Tarancon, évêque de Zamora; tous les trois ont prouvé qu'ils avaient la parfaite intelligence de ce qui se rattache au passé de leur église, M. Balmes dans son livre *Del Catolicismo comparado con el protestantismo*, M. Romo dans son *Ensayo sobre la independancia de la iglesia de España*, M. Tarancon dans plusieurs brochures, et çà et là dans les *revues* de province et de Madrid. Mais ce sont là des œuvres de philosophie et de controverse bien plutôt que d'érudition pure; quand, pour autoriser leurs opinions, MM. Tarancon, Romo et Balmes ont besoin de recourir aux preuves historiques, ce sont Aguirre et Florez qui leur fournissent les meilleurs argumens.

L'histoire littéraire nous paraît présenter moins de difficultés encore que l'histoire ecclésiastique; don Nicolas Antonio en a si scrupuleusement ras-

semblé les élémens pour toutes les époques antérieures au XVIIe siècle, il les a si bien distribués dans son livre, que les jeunes écrivains de Madrid n'auront guère qu'à suivre ses indications lumineuses. On n'est pas moins avancé pour les parties purement civiles ou criminelles de la législation espagnole; nous ne connaissons point de savant dont la persévérance puisse être comparée à celle de don Juan-Lucas Cortès, qui, sur la fin du XVIIe siècle, débrouilla presque toutes les origines et constata les variations incroyables de la jurisprudence des douze royaumes. A sa mort, survenue en 1701, sa bibliothèque fut vendue à l'encan et achetée par des étrangers. Un de ceux-ci, le Danois Gérard-Ernest de Franckenau s'appropria effrontément l'œuvre laborieuse de l'intrépide érudit espagnol; il la publia en allemand sous ce titre original, qui est en parfait rapport avec le caractère et le mérite du livre : *Les Mystères de la Thémis des Espagnes dévoilés dans leurs sacrées profondeurs*. Comment se fait-il que, depuis 1833, personne encore dans cette Espagne, si jalouse pourtant de ses gloires nationales, n'ait entrepris de venger la mémoire du vieux don Juan-Lucas Cortès?

C'est la partie politique et administrative de la législation espagnole que les érudits ont jusqu'ici le plus négligée; on s'en étonnera si l'on songe que l'Espagne oppose avec un orgueil légitime ses institutions du moyen-âge à celles de tous les autres pays. M. Navarrete poursuit courageusement sa collection de documens diplomatiques; mais l'histoire générale de l'Europe a suffisamment éclairci le droit des gens, même pour ce qui concerne l'Espagne et ses colonies : c'est du droit public de la Péninsule que l'on devrait principalement s'occuper. N'est-il pas inconcevable qu'à l'époque où nous sommes, l'Espagne n'ait point encore une collection des célèbres lois de Castille qui puisse prendre place à côté du *Fuero juzgo*, du *Code des siete partidas* et des ordonnances réglant la navigation et la marine, si connues dans la Péninsule sous le titre d'*Ordonnances de Barcelone?* N'est-il pas plus inconcevable encore que l'on n'ait point recueilli les actes de ces cortès immortelles que les princes de race autrichienne ont eu tant de peine à réduire? En 1810, quand les cortès de Cadix imaginèrent avoir restauré la liberté espagnole, elles chargèrent un de leurs membres, don Antonio Capmany, de rechercher tous ses précédens. Capmany ne publia son livre qu'en 1821, sous le titre de *Práctica de celebrar cortès en Aragon, Cataluña y Valencia*; il fut prévenu par le plus ingénieux publiciste de l'Espagne moderne, don Martinez Marina, qui, dès 1813, fit paraître sa *Teoria de las cortès*. Pour Capmany comme pour Marina, la constitution de 1812 reproduit exactement les droits et les franchises dont le pays jouissait avant la dynastie autrichienne. Assurément, c'est là une thèse qui ne manque point d'une certaine vérité historique; mais, à force de l'exagérer, Capmany et Marina, Marina surtout, ont complètement dénaturé le passé de l'Espagne; leurs livres ne sont point des travaux scientifiques, mais d'ardens plaidoyers en faveur des cortès de Cadix. En 1823, le savant Sempere y Guarinos entreprit la réfutation de leurs sophismes; si l'on excepte un excellent chapitre

sur quelques points des antiquités castillanes, son livre est si obscur, si confus, l'élément scientifique y est si mal distribué, qu'il n'est jamais arrivé à personne de le parcourir jusqu'au bout. Il y a peu d'années, l'académie de Madrid a essayé de rassembler tous les documens qui, de près ou de loin, intéressent les anciennes cortès. La publication a bientôt cessé faute de fonds, et peut-être faute de courage et de bon vouloir. L'académie de Madrid est bien déchue de sa splendeur première; il faudrait plus d'une réforme pour la mettre en état de s'associer au mouvement par lequel se régénère le pays tout entier. Dans ses leçons sur la législation et le gouvernement de l'Espagne, M. Pidal déplorait le profond abaissement du premier corps savant de la Péninsule. M. Pidal était hier président du congrès; il est aujourd'hui ministre de l'intérieur, et c'est son parti qui mène les affaires. N'est-ce point à M. Pidal et à ses amis qu'il appartient de reprendre l'œuvre, si malheureusement avortée, de l'académie de Madrid?

Ce n'est point là cependant le plus grave reproche d'indifférence qui se doive adresser à l'Espagne actuelle. La plus importante branche des antiquités espagnoles, et à coup sûr la plus intéressante, c'est l'étude du régime musulman, le vrai régime du Koran, celui que Mahomet a rêvé, lequel ne s'est pleinement développé que dans la Péninsule. Cet amas singulier de problèmes qui se nomme la civilisation arabe, c'est l'Espagne, la seule Espagne qui nous en peut donner la solution péremptoire; c'est elle qui, dans ses bibliothèques, en possède tous les élémens. Et cependant, depuis l'expulsion des Maures, l'Espagne n'a pas même daigné y prendre garde; il a fallu que des étrangers se soient donné la peine d'exploiter les premières couches de cette mine, qui renferme les plus précieuses richesses de l'Orient, nous voulons dire les véritables dogmes de l'islam, les maximes véritables de sa philosophie. Rencontrant partout le mahométisme aux extrémités de l'Asie, l'Angleterre a sérieusement étudié l'histoire d'un si incommode et si opiniâtre voisin. Ce sont les nécessités politiques qui ont inspiré les remarquables travaux des Sale, des Mill et des Murphy. Jusqu'à ce moment, un seul Espagnol est entré dans les voies ouvertes par l'Angleterre, don Pascual Gayangos, qui a traduit en 1840 l'*Histoire des dynasties mahométanes d'Espagne*, de l'Arabe Ahmed-ben-Mohammed. Pour notre compte, nous n'hésitons pas à mettre ce livre au-dessus de tout ce que l'on a jusqu'ici publié sur Mahomet et le mahométisme. Nous le répétons, l'ancien régime musulman est profondément ignoré en Europe. Aucun écrivain, aucun philosophe n'en a pu saisir, faute de données suffisantes, les traits distinctifs et le réel caractère; il en est résulté que de tout temps on s'est mépris sur le Koran, sur la mission de Mahomet, sur sa doctrine religieuse et philosophique. Le livre traduit par M. Gayangos n'est point une histoire, mais un abrégé lumineux, une exacte analyse des plus précieuses chroniques arabes, de celles même qui remontent aux premières invasions. C'est le tableau le plus vaste que l'on ait encore tracé des splendeurs et des vicissitudes de l'islam.

Don Pascual Gayangos ne s'est pas borné à traduire le livre de Ahmed-

ben-Mohammed; il l'a fait précéder d'une introduction pleine de science et de saine philosophie, où il réfute avec beaucoup d'esprit et de logique les opinions qui se sont tour à tour accréditées dans le monde sur la vie et la mission du fondateur de l'islam. L'introduction et le livre sont aujourd'hui populaires à Madrid et dans le reste de la Péninsule; mais, il faut bien le dire, ce n'est point en Espagne, ce n'est point dans la langue castillane que l'ouvrage a été publié. La Société orientale de Londres a chargé M. Gayangos de la traduction; c'est elle qui jusqu'au bout l'a généreusement soutenu, et c'est en Angleterre, c'est en anglais que la publication a eu lieu. Et pourtant, si l'initiative appartient à l'Angleterre, l'Espagne ne doit point, pour cela, se déconcerter et perdre courage. N'est-ce pas, après tout, un Espagnol qui l'a prise ? Il s'en faut de beaucoup, d'ailleurs, que M. Gayangos ait complètement dévoilé l'antiquité musulmane; M. Gayangos écrivait en Angleterre, il devait par-dessus tout s'attacher aux matières qui préoccupent exclusivement le génie britannique. Aussi pensons-nous qu'après lui il reste peu de chose à dire sur l'administration et le gouvernement des Arabes d'Espagne, sur leur législation politique et civile, sur leur commerce et leur industrie; mais la religion, la théologie, la métaphysique, mais la poésie, les arts, les sciences, ne s'y trouvent que pour mémoire, et d'une tâche si glorieuse c'est là, ce nous semble, la plus belle moitié. On savait déjà à quel degré de splendeur est parvenue en Espagne la société musulmane par le commerce, l'industrie et l'agriculture; on ne savait point, on ne sait pas encore suffisamment qu'en littérature les Arabes n'en étaient point réduits à ces chroniques rimées, à ces poèmes bizarres, *les Prairies dorées, la Douceur de la rose, les Rayons de la pleine lune*, long-temps représentés comme le dernier effort de leur imagination et de leur intelligence; on ne sait pas encore que parmi eux des écoles entières de poètes, d'historiens, de moralistes, de critiques, s'attachèrent à continuer, avec toute l'ardeur de l'enthousiasme ou la systématique ténacité de la science, les plus brillantes traditions de la Grèce et de Rome; on ne sait pas qu'en philosophie pure, — des plus âpres défilés de la logique aux régions escarpées de la métaphysique religieuse, — leurs prêtres et leurs docteurs se sont débattus contre tous les problèmes, dans toutes les angoisses du doute, dans toutes les inquiétudes de la pensée. C'est un monde d'idées et de sentimens profondément enfoui encore dans les chroniques et les histoires manuscrites; sous les froides indications de M. Gayangos, on le sent, pour ainsi dire, qui remue déjà et bouillonne. Quand on aura pris le parti d'éditer ces histoires et ces chroniques, dont Casiri a dressé laborieusement l'inventaire, l'Europe entière s'empressera d'applaudir à mesure que se reconnaîtront les larges voies et les somptueux monumens, et jusqu'aux carrefours les plus cachés de cet autre Herculanum.

Ce sont là pourtant des travaux trop considérables pour qu'une société particulière de savans et de philosophes en vienne jamais à bout, fût-elle aussi persévérante, aussi riche que la Société orientale de Londres. Nous ne

voyons en Espagne que le gouvernement qui s'en puisse charger. En présence des investigations patientes qui se poursuivent, non pas seulement à Londres, mais à Paris et dans les principales villes de l'Allemagne, le gouvernement de Madrid ne pourra décliner cette mission, du moment où l'Espagne jouira de cette paix féconde où se régénèrent les peuples. Depuis long-temps, Dieu merci, l'Espagne est revenue du sombre ressentiment que les guerres de religion et de race lui avaient laissé à l'égard des Arabes. Par l'histoire de l'inquisition, chacun a pu apprendre combien l'humanité a souffert de ce ressentiment; on jugera par les faits suivans de ce qu'il a coûté aux arts, aux lettres et aux sciences. Pour hâter la conversion des Maurisques, l'archevêque de Grenade don Hernandez de Talavera avait fait composer un catéchisme arabe; il avait demandé en outre que la messe pût être célébrée dans la langue du vaincu. Le gouvernement, le clergé, le peuple, ne voulurent rien entendre; le cardinal Ximenès ne se borna point à condamner les projets de l'archevêque : en 1499, il fit brûler en une seule fois cinq mille manuscrits arabes, enrichis de très beaux dessins. De cet *auto-da-fé*, l'inflexible ministre ne daigna préserver qu'un très petit nombre de livres de médecine, dont il fit présent à l'université d'Alcala. En 1526, ce fut encore par un acte de vandalisme tout aussi révoltant que se terminèrent les persécutions dans lesquelles disparurent les Maurisques du royaume de Valence. Cent ans plus tard, on déplorait amèrement de si grandes pertes. En 1611, don Pedro de Lara avait capturé deux vaisseaux du roi de Maroc, contenant trois mille manuscrits sur la philosophie, la littérature, les sciences, le gouvernement des Arabes d'Espagne. A diverses reprises, le prince maure offrit pour les racheter des présens magnifiques et des sommes énormes; le comte-duc d'Olivarès refusa constamment de les rendre, et les fit transporter à la bibliothèque de l'Escurial. Ces manuscrits souffrirent beaucoup en 1671 de l'incendie qui dévora une partie de cette bibliothèque; mais, en dépit de ce désastre, la plus riche collection de livres arabes consacrés à la philosophie, à la théologie, à la littérature, à la jurisprudence, se trouve encore à l'Escurial.

A dater de Philippe III, c'est à peine si, de temps à autre, de laborieux érudits viennent péniblement épeler quelques phrases dans les chroniques et les manuscrits arabes. En 1770 pourtant, Charles III ordonna que l'on en fît un exact inventaire; c'était l'année où il installait l'enseignement des langues orientales dans le beau collége de San-Isidro-el-Réal. Charles III est un Louis XIV qui n'a pas eu de Colbert. Casiri dressa son catalogue, et puis tout fut dit : dans un recoin poudreux de la royale résidence, manuscrits, histoires, chroniques, ont depuis cette époque profondément sommeillé. « Cela fait bouillir le sang, et le cœur s'en irrite, *hierve la sangre, indignase el corazon*, » s'écriait, il y a deux ans, M. Gonzalo Moron dans un article éloquent de la *Revista de España y del Estranjero*, où il s'indignait que, durant la troisième période constitutionnelle, pas un ministre n'eût songé à tirer parti de ces inappréciables richesses. Aujourd'hui précisément,

ce sont les amis de M. Moron qui ont en main le pouvoir : persisteront-ils dans l'indifférence qu'il a si amèrement reprochée à MM. d'Ofalia, Perès de Castro et Calatrava?

Les antiquités proprement dites, les études d'archéologie, de numismatique, sont tout-à-fait négligées dans la Péninsule, bien qu'il se soit formé à Madrid une société d'antiquaires qui entretient de nombreuses correspondances à Paris et à Londres. Cela est fort étrange dans un pays où les plus puissantes civilisations ont laissé des ruines si pittoresques et de si beaux monumens. Nous ne pouvons accepter comme une œuvre sérieuse un livre qui vient de se publier à Barcelone sur les châteaux, les palais, les monastères et les cathédrales de l'Aragon et de la Catalogne; c'est plutôt une spéculation comme il s'en est tant fait en France depuis que l'art est sacrifié à l'illustration. Les études de philologie n'y prospèrent pas davantage : l'académie de Madrid n'est pas plus en état de conserver la vieille langue que de coordonner les élémens de l'histoire nationale. Un seul homme de talent, don Carlos-Buenaventura Aribau, s'était occupé de recherches philologiques; mais, nous l'avons dit, M. Aribau rédige le journal politique le *Corresponsal*, qui a pris une si large part aux polémiques de ces derniers temps : le publiciste pourrait-il nous dire où en est aujourd'hui le savant?

Il ne convient pas du reste d'insister trop long-temps sur la décadence de l'archéologie ou de la philologie en Espagne, quand on songe à l'anéantissement presque absolu où se trouve réduite une étude plus importante, celle des sciences exactes et des sciences naturelles. Nous concevons parfaitement que l'étude de ces sciences n'ait pu se maintenir dans les universités d'Alcala, de Cervera, de Valladolid, de Salamanque, non plus que l'étude autrefois si florissante de la théologie, de la médecine et de la jurisprudence; l'abaissement des universités est si complet aujourd'hui, qu'elles n'ont pour la plupart qu'une existence officielle; dans les journaux et à la tribune, on parle indifféremment, soit de les supprimer, soit d'en réduire le nombre, ou bien encore de les transférer de telle ville à telle autre, sans que les populations y prennent le moindre intérêt. Comment les fondateurs de l'Athénée de Madrid et des lycées de province, qui ont tant fait déjà pour la législation, la philosophie et les lettres, n'ont-ils pas sérieusement essayé aussi de relever les sciences? L'observatoire astronomique de Madrid est le seul établissement scientifique qui ait conservé un certain renom, et encore ne le doit-il qu'aux travaux d'un seul homme, de son directeur, don José Sanchez Cerquero, qui depuis dix ans est à grand'peine parvenu à former quelques élèves. Nous savons bien que rien n'est plus antipathique au génie de l'Espagne que les observations et les recherches minutieuses de la physique, de la chimie, de l'astronomie, des mathématiques; mais le moment est venu de surmonter une telle répugnance. Il est tout-à-fait indispensable, si l'on veut régler et assurer le mouvement ascendant de la prospérité publique, que la science seconde les développemens immenses que les intérêts matériels sont à la veille de prendre, dans quelques parties de l'Espagne

par l'aliénation des biens nationaux, dans le plus grand nombre des provinces par la vente à peu près consommée déjà des biens du clergé régulier, et, en général, dans la Péninsule entière par les progrès de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. En 1843, très peu de mois avant sa chute, le gouvernement d'Espartero avait bien vu qu'il fallait en finir avec une situation si déplorable; le ministre de l'intérieur, M. Gomez de la Serna, fit proposer à M. Arago d'aller au-delà des monts constituer l'enseignement scientifique sur de solides bases et dans de larges proportions. Il est à regretter que les *pronunciamientos* de juin aient empêché M. Arago d'accepter une mission qui dans sa vie eût marqué honorablement. Le nouveau régime s'estimerait heureux, nous le croyons, que M. Arago voulût bien accepter une si grande tâche, et, en vérité, si le cabinet de Madrid cherchait à renouer la négociation, nous aurions peine à comprendre que ses avances fussent repoussées par M. Arago. Qu'importent les luttes et les querelles de parti, là où se trouve engagé le seul avenir de la science?

III. — LÉGISLATION, ADMINISTRATION, ÉCONOMIE POLITIQUE.

Pour donner une charte à l'Espagne, les cortès de Léon et de Cadix se bornèrent à nous emprunter quelques lambeaux des constitutions que nos assemblées législatives ont tour à tour votées à la fin du dernier siècle; les hommes qui, en ce moment, gouvernent la Péninsule affirment au contraire que l'histoire nationale peut seule enfanter les institutions durables. Évidemment, sans être tout-à-fait en dehors de la vérité, les jeunes doctrinaires de 1844 se trompent, comme les révolutionnaires de 1808. Sans aucun doute, à mesure qu'ils réorganisent la société espagnole, ils agissent fort sagement en composant avec ses antiques habitudes; mais les vieilles lois d'Aragon, de Castille, de Navarre, de Catalogne, ces bizarres coutumes où foisonnent les contradictions et les inconséquences, renferment-elles donc toutes les idées, tous les principes qui doivent présider à l'œuvre immense de la réorganisation sociale? L'Europe tourne avec plus de sollicitude que jamais ses regards vers la Péninsule; plus que jamais elle se préoccupe des obstacles qui, chez nos voisins, peuvent s'opposer aux développemens du régime constitutionnel. Pour démontrer qu'il est possible d'y appliquer ce régime, il suffirait d'analyser le caractère espagnol; on y trouverait, à un degré remarquable, les qualités et les mobiles qui parmi nous font la force des lois nouvelles; si on étudiait attentivement ses défauts, on ne tarderait pas à découvrir qu'ils proviennent pour la plupart de l'abattement douloureux où tombe toute nation, quand elle s'aperçoit qu'il ne lui a servi de rien d'avoir été pendant des siècles patiente, résignée, courageuse. Quelle énergie stoïque il a fallu à ce peuple pour ne pas mourir du despotisme de ses rois et de ses moines, du désordre de ses finances et de son administration! Il ne faut pas s'exagérer les périls de la situation actuelle : tout, il est vrai, se présente à l'état de

problème; mais les difficultés sont-elles donc si nombreuses que l'on ne puisse les surmonter?

Le plus grand malheur de l'Espagne a été jusqu'ici le défaut absolu de gouvernement : les plus recommandables de ses publicistes le proclament eux-mêmes et s'empressent de le prouver, MM. Pidal, Alcala-Galiano, Donoso-Cortès, dans leurs leçons de l'Athénée, MM. Gomez de la Serna, Pacheco, Alejandro Olivan, dans leurs brochures et dans leurs livres. En vertu de quels principes fonctionnera le gouvernement, si l'on parvient à le fonder? Dans quelles dispositions se trouvent à l'égard du nouveau régime les divers ordres et les diverses classes de la population, prêtres, nobles, bourgeois, paysans? Quelle est la constitution de la propriété en Espagne, celle du travail, de l'industrie et du commerce? comment réorganiser l'administration et comment la moraliser? Comment s'y prendre pour concilier la centralisation avec les franchises provinciales? Telles sont les questions qu'il s'agit de résoudre, et sur lesquelles il a paru déjà une foule de publications, dont nous ferons connaître les plus importantes, tout en signalant les maux de l'Espagne et les remèdes que, selon nous, il convient d'y appliquer.

Les publicistes espagnols ont parfaitement compris qu'en ce moment il faut avant tout s'attacher d'un côté à bien mettre en relief, par les plus minutieuses recherches de la statistique, l'état politique, administratif, industriel de la Péninsule, de l'autre à indiquer les améliorations spéciales dont il importe que l'on entreprenne sur-le-champ la réalisation. Il n'a paru jusqu'ici que cinq ou six ouvrages où les études qui, dans ces dernières années, se sont faites sous l'empire des idées pratiques aient laissé une trace durable; mais ces ouvrages renferment toutes les questions actuellement agitées en Espagne. MM. Gomez de la Serna, Joaquin Pacheco, Seijas-Lozano, ont indiqué déjà les réformes que doivent subir les lois politiques et administratives, les lois civiles et criminelles, le premier dans un essai *sur le droit administratif* (*Instituciones de derecho administrativo*), le second dans ses *Études sur le Droit pénal* (*Estudios de derecho penal*), le troisième dans une *Théorie des institutions judiciaires* (*Teoria de las instituciones judiciarias*). Tous les problèmes qui, de près ou de loin, se rattachent à l'économie politique, MM. Eusebio Valle, Estrada, Joaquin de Mora, Andrès Borrego, les ont posés, et quelquefois résolus : MM. Valle et Estrada dans deux cours simultanément professés et publiés à Madrid, M. de Mora dans un *Essai sur la liberté du commerce* (*Ensayo sobre la libertad del comercio*), M. Borrego dans un livre sur les douanes de l'Espagne, l'industrie de la Catalogne et les moyens d'augmenter les richesses nationales (*Principios de économia politica*). Tous ces livres ont paru depuis les premiers mois de 1842, — ceux de MM. de la Serna, Seijas-Lozano, Estrada, Valle, en 1842, ceux de MM. Pacheco et de Mora, en 1843, celui de M. Borrego en 1844 : c'est à dater de 1842 que les études sociales ont pris en Espagne le plus d'importance et d'activité. Ce ne sont pas là, du reste, les seuls écrivains qui se soient préoccupés de relever l'Espagne du profond abaissement où elle est tombée par

les excès et les abus de l'ancien régime; dans les chaires de l'Athénée et des lycées, dans les journaux, dans les *revues*, et surtout dans la *Revista de España y del Estranjero*, qui est en ce moment le plus sérieux organe des intérêts publics au-delà des Pyrénées, tous les hommes d'autorité dont nous avons eu occasion de citer les noms, MM. Pidal, Alcala-Galiano, Moron, Posada-Herrera, etc., ont débattu longuement tout ce qui a le moindre rapport à la réorganisation de la Péninsule. Enfin, il y a quelques jours à peine, un écrivain qui, à Paris même, avait pris rang parmi les économistes, don Ramon de la Sagra, vient de fonder à Madrid une *Revue des intérêts matériels et moraux* (*Revista de los intereses materiales y morales*), dont les quatre premières livraisons nous sont déjà parvenues. Malheureusement, M. de la Sagra se croit obligé sans doute d'apprendre à l'Espagne toutes les belles théories générales qu'il a importées de France et d'Angleterre, et à la manière dont il a commencé sa tâche, nous ne voyons pas qu'il puisse de si tôt traiter des vrais besoins de son pays.

Nous devons le dire : les publicistes de l'Espagne n'ont pas encore renoncé à ces éternelles abstractions de métaphysique sociale qui encombrent tous les livres de législation et de droit public, tous les essais d'économie politique antérieurs à 1840. Avant d'entrer en matière, chacun se croit obligé de faire l'histoire du sujet dont il s'occupe, de réviser les systèmes que ce sujet a suscités dans les temps modernes, de se rattacher à une des écoles qui l'ont débattu. MM. Posada-Herrera et Donoso-Cortès se proclament les disciples de Montesquieu; M. Seijas-Lozano se rattache à Bentham, M. Valle à Adam Smith, M. Pacheco à M. Rossi, M. de la Serna à M. de Gérando. Le tribut de l'admiration bruyamment décerné aux maîtres, ils ne manquent jamais de fraterniser avec les disciples, celui-ci avec MM. de Beaumont et de Tocqueville, celui-là avec M. Michel Chevalier, tel autre avec M. Comte ou M. Blanqui, et de proche en proche avec de simples jurisconsultes fort estimables sans aucun doute, mais qui de leur vie ne se sont inquiétés de la philosophie du droit, de la législation, de l'histoire, avec M. Macarel ou M. Boulatignier. Il en est au-delà des monts de nos économistes comme de nos poètes : ce ne sont pas toujours MM. de Châteaubriand, Hugo, de Lamartine, qui, dans la Péninsule, soulèvent le plus d'enthousiasme, et l'on serait fort surpris des noms que bien souvent on y place tout à côté de ceux-là. Don Joaquin Abreu, de Cadix, et don Nicomedes Pastor-Diaz sont les seuls qui, dans la catholique Espagne, aient osé discuter à fond les principes de Saint-Simon et de Fourier; nous devons ajouter que MM. Diaz et Abreu sont parvenus à dégager assez nettement les doctrines sérieuses de ces socialistes des formules bizarres où ils se sont complu à les envelopper.

Ce ne sont là, du reste, que de véritables hors-d'œuvre; une fois que les publicistes espagnols ont pénétré au cœur du sujet, adieu les belles théories et les formules générales! Le temps est trop précieux et les besoins du pays trop nombreux, trop urgens, pour qu'il y ait place aux grandes discussions de principes. Qu'a-t-on à faire, par exemple, des contestations interminables

qui s'élèvent encore entre les disciples de Ricardo et de Malthus, sur les produits de la terre ou de l'industrie, sur le crédit public, le travail et les capitaux, dans un pays où il s'agit d'augmenter à la fois les produits de l'industrie et de la terre, et non-seulement d'organiser le travail, mais de le créer, pour ainsi dire, en même temps que le crédit public et les capitaux? Comme les économistes de la France et de l'Angleterre, les économistes actuels de l'Espagne se détachent donc peu à peu des théories ambitieuses qui aux simples inductions du bon sens pratique ne substituent guère que des abstractions et des syllogismes, pour s'en tenir à la méthode expérimentale indiquée par Bacon et perfectionnée par Galilée, Newton, Turgot, Adam Smith. C'est sur ce terrain que pourront se rencontrer et s'entendre les meilleurs esprits de la Péninsule, jusqu'ici divisés non par des idées, mais par des passions. Déjà maintenant, si l'on met à part les questions purement politiques, et, dans l'ordre judiciaire, l'institution du jury, qui touche de si près à l'ordre politique, modérés et progressistes pensent absolument de la même façon sur toutes les questions d'administration, de commerce et d'industrie.

Dans un pays où il faut tout refondre et où rien de ce qui est maintenant debout ne fait la moindre résistance, il n'y a pas deux manières de renouveler ou de réformer l'organisation sociale, et nous ne comprenons pas que pour procéder à une œuvre pareille, MM. Pacheco, Posada-Herrera, Moron, Alejandro Olivan, Donoso-Cortès, et tous les jeunes écrivains naguère groupés autour de M. Bravo, aient cru un seul instant devoir se placer en dehors du régime constitutionnel. Par leurs livres et par leurs brochures, il est fort aisé de prouver que la pratique de ce régime ne se hérisse point en Espagne de toutes les difficultés et de tous les périls dont ils semblent prendre plaisir à s'effrayer. L'Espagne de 1844 est, sous ce rapport, dans des conditions meilleures que la France de 1789. Les réformateurs de 1789 avaient à combattre deux ordres puissans, le clergé et la noblesse, qui, par l'autorité de la religion et par celle de l'histoire, par tous les moyens que peut donner une admirable organisation spéciale, repoussaient énergiquement tous les plans de régénération. En est-il de même au-delà des Pyrénées? N'est-il pas avéré jusqu'au dernier degré d'évidence qu'en Espagne, l'immense majorité des membres du clergé et de la noblesse est disposée aujourd'hui à seconder toutes les tentatives de réforme? N'est-il pas certain que la minorité mécontente, réduite à la plus complète impuissance, comprendra bientôt que ce qu'elle a de mieux à faire, c'est de s'y associer pleinement?

Et d'abord, M. Gonzalo Moron ne comprend pas qu'en Europe, — nous employons ses expressions propres, — on se soit fait un épouvantail de la noblesse espagnole; dans son *Historia de la Civilizacion de España*, dans ses nombreux essais sur l'ancienne administration de la Péninsule, M. Moron lui-même se complaît à montrer l'élément municipal éclipsant tout et dominant tout, jusqu'à l'avénement de la dynastie autrichienne, noblesse, clergé, royauté. Opposées par nos rois aux seigneuries indépendantes, les communes

de France ont à leur origine essuyé de terribles vicissitudes; il n'y a pas un de leurs droits, une de leurs immunités, un de leurs priviléges, qu'elles n'aient acheté au prix de leur or ou conquis au prix de leur sang. En Espagne, c'est tout le contraire : long-temps avant Louis-le-Gros, la commune asturienne ou castillane est investie, non pas de certains droits, de certaines immunités, de certains priviléges, mais tout simplement de la souveraineté. C'est la commune qui possède le sol et le cultive comme bon lui semble; c'est elle qui nomme ses chefs civils et ses chefs militaires, juges, alcades, administrateurs, capitaines. Bien loin que les rois la protègent ou la dominent, c'est elle qui leur dicte ses conditions expresses : en voulez-vous de meilleures preuves que les chartes de Catalogne ou d'Aragon? Bien loin qu'elle ait à se débattre contre la tyrannie ou l'ambition de la noblesse, c'est elle qui fait la noblesse; c'est elle qui, récompensant par des insignes ou des appellations purement honorifiques les actes de dévouement ou de bravoure, suscite les premiers barons et les premiers chevaliers. Parmi ces nobles, les rois ont plus tard choisi leurs titrés de Castille ou leurs grands de diverses classes; mais ce fut en vain que ceux-ci accaparèrent les dignités et les charges, ce fut en vain qu'on les créa chanceliers, connétables et amirantes : ils ne réussirent point à faire de leur corps un ordre politique, fort de sa propre puissance, compact et redoutable, comme la noblesse des autres états européens. Voilà ce qui, au moyen-âge, distingue le régime de l'Espagne : — l'absence à peu près complète de l'élément féodal. — L'Espagnol est de race gothique, et il ne faut point oublier que cette race a pour trait caractéristique, non pas seulement la liberté, l'indépendance de la nation, mais la liberté, l'indépendance de l'individu. Nous en dirons autant de toutes les races indigènes qui se sont maintenues dans les montagnes de Biscaye, de Navarre, d'Aragon et de Catalogne; si l'on prend la peine d'y réfléchir, on ne cherchera point ailleurs la raison de la prodigieuse quantité de nobles qui subsiste dans tous ces pays, où, pour notre compte, nous n'avons presque jamais rencontré personne qui ne se crût aussi bon gentilhomme que les Ossuna et les Médina-Cœli. Et, en vérité, si l'on adopte le système de M. le comte de Boulainvilliers, qui fait de la liberté la condition et l'essence même de la noblesse, qui donc en Europe est de race plus noble que ces rudes montagnards, sur lesquels, à aucune époque, n'a pesé la loi de l'étranger? Mais au fond est-il rien au monde qui diffère davantage de la noblesse, telle par exemple qu'elle subsistait chez nous quand elle mit en feu la Vendée?

En Espagne, d'ailleurs, tout anoblit, le moindre grade, la moindre fonction, la moindre charge : le moyen de considérer la noblesse comme une aristocratie? La grande affaire ne serait pas de savoir qui est noble, mais bien de découvrir qui ne l'est pas. Vous auriez moins de peine à distinguer de la classe ouvrière la plus petite bourgeoisie des plus petites villes de France. Dans les provinces méridionales de l'Espagne, où la noblesse est beaucoup moins nombreuse que dans les provinces du nord, ses conditions d'existence ne diffèrent point essentiellement de celles où se trouvent placés

les autres citoyens; ce sont absolument les mêmes opinions religieuses, la même éducation, les mêmes mœurs, les mêmes manières, nous pouvons ajouter les mêmes intérêts, bien qu'il subsiste encore çà et là, dans les Asturies et en Castille, quelques débris de la législation féodale parmi les dispositions qui régissent la propriété immobilière. Mais ce qu'il y a de remarquable et, selon nous, de particulier à l'Espagne, c'est que la noblesse est aujourd'hui la première à demander la suppression de ces lois, qui lui imposent plus d'entraves qu'elles ne lui concèdent de priviléges. N'est-ce point un bonheur pour l'Espagne que ses assemblées législatives n'aient point à se préoccuper du remaniement de la propriété territoriale, problème effrayant qui se retrouve, au moins à l'état de menace, dans le programme de toutes les révolutions? Tout ceci est parfaitement déduit dans un écrit fort court, mais extrêmement substantiel, sur les derniers produits de la dîme, *De los ultimos valores del diezmo,* de don José de la Pinilla, que vient de publier la *Revista de España y del Estranjero,* et dans les *Essais politiques sur l'Espagne* (*Reseñas politicas de España*), où M. Gonzalo Moron, examinant le vieux régime et le discutant, pour ainsi dire, règne à règne, a très nettement indiqué ce qu'il en faut nécessairement détruire et ce que l'on en peut conserver.

Parlerons-nous de la haute noblesse? A quoi bon? Voyez les plaisanteries et les sarcasmes dont le poète Larra, dans ses *Lettres de Figaro* (*las Cartas de Figaro*), M. Gonzalez-Bravo lui-même, toute la presse, en un mot, a, depuis 1833, accablé les tristes personnages qui portent le chapeau, et dites-nous s'ils peuvent inspirer la moindre appréhension. Rabougris d'ame et de corps, les *grands* actuels, si on leur remettait la puissance de l'oligarchie vénitienne au moyen-âge, seraient incapables d'en user pour ou contre quoi que ce soit. Aucune autre classe en Europe n'a donné l'exemple d'une pareille décadence. Et d'ailleurs, on s'exagère parmi nous l'importance qui s'attache à leur titre; trop de favoris et de parvenus ont inscrit leurs noms, depuis Charles III, sur le livre d'or de la grandesse, pour que les pages de ce livre n'en soient pas un peu maculées. — A demi ruinés, du reste, par les frais exorbitans de la plus inutile représentation qu'aient jamais exigée les convenances dans un état purement monarchique, les grands d'Espagne devraient bénir un ordre social qui détruira ces convenances en les rendant ridicules, qui leur permettra de relever peu à peu leur fortune et d'en faire un meilleur emploi. N'était-ce pas un point d'honneur bien misérable que de se croire obligé, par les traditions du XVe ou du XVIe siècle, à l'entretien fastueux de tous ces écuyers, pages, laquais, chambellans, majordomes et autres fainéans galonnés, qui naguère encore encombraient, de l'escalier d'honneur à la galerie des ancêtres, le palais d'un Oñate ou d'un Altamira?

Les dispositions du clergé ne sont pas moins rassurantes que celles de la noblesse; la situation politique et civile du clergé est clairement établie dans un essai sur le droit ecclésiastique, publié en 1842 sous le titre de *Juicio analitico* (*Jugement analytique*), par don Severo Andriani, évêque

de Pampelune. Avec MM. Balmes et Romo, don Severo Andriani est aujourd'hui à la tête du clergé espagnol; c'est également en 1842 que M. Balmes a fait paraître son *Catolicismo comparado con el protestantismo*, et M. Romo son *Independencia de la iglesia de España*. Tous les trois s'attachent à prouver que dans le clergé séculier il n'est point un seul ennemi considérable des institutions nouvelles : les adversaires de ces institutions ont été jusqu'ici dans le clergé régulier. Or le clergé régulier est dissous; ce n'est pas en 1834, c'est à la fin du XVIIIe siècle, qu'il a perdu sa puissance réelle; la philosophie de cette époque était venue à bout déjà de son influence; Aranda, Jovellanos, Olavide, en avaient eu complètement raison. Durant la guerre de l'indépendance, les moines ressaisirent un peu de crédit : c'était le prix du patriotisme dont ils ont donné des preuves irrécusables tant que l'ennemi a occupé le territoire; mais ils eurent le tort de prendre un élan de reconnaissance publique pour la restauration des idées et des maximes qui autrefois maintenaient leurs usurpations temporelles : quand ils se sont avisés d'agir en conséquence, on sait ce qu'ils sont devenus. Bien avant les horribles massacres de Madrid, de Murcie, de Valence, les congrégations monastiques pressentaient vivement leur fin prochaine; en 1834, nous avons vu les moines dans la foule, humiliés, le front courbé sous le poids de la réprobation générale : nous étions loin de reconnaître ces fiers dominicains qui régentaient les rois et les peuples, et portaient le glaive de l'inquisition plus haut que Philippe II lui-même sa main de justice et son sceptre.

En vertu d'une loi spéciale, présentée aux cortès en 1840 par le ministre Alonzo, le clergé séculier a reçu dans son sein la plupart des moines qui ont survécu aux émeutes de 1834 et de 1835. Le clergé séculier est un corps respectable et respecté, plein de vertus et de lumières, et dont le patriotisme ne s'est jamais démenti. MM. Andriani et Romo ont scrupuleusement recueilli tous ses titres, à dater des conciles gothiques : ils le défendent avec énergie contre les imputations de Voltaire, qui, dans son *Essai sur les Mœurs des nations*, consacre tout un chapitre à dénaturer l'histoire du clergé espagnol. Voltaire a prétendu, et de nos jours, après lui, on a souvent répété que, si les évêques, les chanoines, les curés espagnols, ont presque toujours embrassé la cause du peuple, c'est qu'ils jalousaient le crédit des moines, qui de tout temps ont fait cause commune avec le pouvoir absolu. Nous sommes surpris, pour notre compte, que cette opinion n'ait point été abandonnée avec la chimère tant caressée par les publicistes du dernier siècle, et par Montesquieu lui-même, des gouvernemens mixtes et pondérés, constitués de façon que le peuple vive précisément des rivalités et des querelles qui éclatent entre les premiers corps et les premières classes de l'état. Voyez dans les histoires de Pologne, de Danemark, de Suède, et dans notre histoire même, que de maux il est résulté d'une si vicieuse organisation!

Il est bien facile de prouver que, si le clergé séculier d'Espagne n'avait pris souci que de ruiner l'influence des moines, il aurait tout simplement

essayé de faire son profit de leur abaissement. Ce n'est point en pratiquant une politique si égoïste, qu'il eût acquis la popularité dont il jouit à l'heure même où nous sommes. Comme le reste de la nation, le clergé a conservé le souvenir des temps qui ont précédé l'avénement de la dynastie autrichienne : en faut-il davantage pour que le despotisme lui soit odieux? Qu'on ne s'étonne donc plus qu'en 1808, en 1820, en 1844, les principaux archevêques, tous les évêques, tous les curés, tous les chanoines, un très petit nombre excepté, aient pris parti contre l'absolutisme, du moment où il leur a été permis de lever un drapeau. Ils sont presque les seuls en Europe des hommes de leur ordre qui aient fait servir leurs richesses aux intérêts généraux; l'Espagne leur doit tous ses monumens d'utilité publique, ses ponts, ses aqueducs, ses routes, ses canaux, ses fontaines : comment auraient-ils dans ces derniers temps repoussé un ordre social fondé sur le droit commun?

Il ne reste plus vestige en ce moment des mésintelligences qui sous Espartero avaient éclaté entre le gouvernement de la reine et le saint-siége; le chef politique de Madrid, don Antonio Benavidès, a récemment présidé lui-même à la réinstallation du tribunal de la rote : tous les malentendus, toutes les récriminations ont cessé. Quelques journaux de France et d'Angleterre se sont alarmés de la restauration de ce tribunal ecclésiastique; il s'en est fallu de fort peu qu'ils n'y aient vu le prélude du rétablissement de l'inquisition. C'est là une question qui dans la Péninsule soulève un intérêt immense, et M. Romo l'a posée de manière à dissiper toutes les craintes. Sous Innocent III, le pape seul gouvernait l'Espagne, le pape seul réglait les affaires ecclésiastiques; or, comme le clergé possédait les trois quarts du territoire, presque toutes les affaires aboutissaient à Rome, presque tout se tranchait au Vatican. Après bien des négociations, bien des luttes diplomatiques, Charles-Quint s'attribua le droit de présenter les évêques à la nomination du saint-siége, et l'on considéra comme une très grande faveur que sur tous les autres points cette exorbitante juridiction du pape consentît, pour ainsi dire, à se fixer en Espagne. Alors s'établit ce fameux tribunal de la rote dont tous les membres étaient nommés par le légat. Imbu des idées gallicanes, Philippe V le supprima dès les premiers jours de son règne : à force de brefs et d'encycliques, la cour de Rome détermina le petit-fils de Louis XIV à rapporter le décret d'abolition; mais, à dater de cette époque, le tribunal de la rote ne fut plus admis à connaître que de certains cas de conscience et des difficultés qui peuvent s'élever sur les points de foi et sur les dogmes. Quelles appréhensions sérieuses pourrait-il aujourd'hui inspirer?

Encouragés par les mésintelligences dont nous venons de parler, des méthodistes anglais se répandirent, il y a trois ans, dans la Péninsule, et s'efforcèrent d'exploiter les circonstances au profit du protestantisme. Ils ne parvinrent pas même à opérer une seule conversion, et c'est en pure perte qu'ils auraient fait le voyage, si l'un d'eux, M. le docteur Borrow, renonçant à sa mission évangélique, n'avait çà et là recueilli de précieux détails sur la vie

et les mœurs des *gitanos*. Rentrés à Londres, les prédicateurs désappointés firent proclamer par leurs journaux que l'Espagne se débattait dans les ténèbres de l'ignorance, et que le fanatisme catholique serait un obstacle invincible aux développemens du progrès social. MM. Balmes et Romo furent sensibles à un tel reproche; l'un et l'autre s'attachèrent à établir, M. Balmes dans son *Catolicismo comparado con el protestantismo*, le second dans un livre spécial qui a pour titre *Ensayo sobre la influencia del Luteranismo* (*Essai sur l'Influence du Luthéranisme*), que depuis le XVIe siècle, le protestantisme avait été en Europe le seul ennemi de la liberté. Nous nous éloignerions un peu trop de l'Espagne, si à notre tour nous entreprenions de débattre une question pareille. Ce ne sont pas d'ailleurs les pages consacrées à la controverse qui, à notre sens, recommandent ces deux livres; nous préférons de beaucoup les beaux passages qu'ils renferment sur l'énergie du sentiment religieux au-delà des Pyrénées. MM. Balmes et Romo n'ont pas de peine à le démontrer : dans un pays où la croyance dogmatique s'est maintenue tout entière au fond des consciences, c'est un bonheur véritable que l'unité de la foi. Nous-même, parmi les convulsions de la guerre et durant ces crises où le génie méridional s'exalte jusqu'au dernier paroxisme de la haine, nous avons observé attentivement le sentiment religieux en Espagne, et nous avons frémi des calamités qu'une sérieuse tentative de schisme eût infailliblement entraînées. Heureusement, si le voltairianisme a pu, en Espagne, refroidir les esprits à l'égard de la monarchie et de l'autorité temporelle, l'autorité du dogme, n'ayant, à aucune époque, contracté avec l'autorité temporelle de solidarité compromettante, ne s'est jamais vue sérieusement entamée. Ce sont les ministres du même Dieu qui, durant les dernières crises, ont assisté les vaincus de tous les partis dans ces funèbres chapelles où sont venues successivement s'agenouiller tant et de si illustres victimes, Diégo de Léon à Madrid, Torrijos à la Corogne, à Pampelune Léon Iriarte, dans cette même ville Santos-Ladron. Remontez plus haut, vous verrez que, de l'insurrection des *comuneros* aux déclarations de 1812, de 1822, de 1823, de 1840, il n'y a jamais eu de *pronunciamiento* que l'on n'ait, dès le début, proclamé le maintien et l'intégrité du dogme catholique. Dans les récentes guerres de Biscaye et de Navarre, les armées des deux partis observaient une sorte de *trève du Seigneur* le dimanche et les jours de fête; nous nous souvenons que pendant les solennités de Noël, qui, en 1833, suivirent la fameuse levée de boucliers de novembre, il ne se commit point une seule exaction, un seul acte de violence; il ne se tira pas un seul coup d'escopette entre Val-Carlos et Élissondo.

Si nous avons insisté sur la question religieuse, c'est que des publications de MM. Jaime Balmes, Tarancon, José Romo, Severo Andriani, de tous les instincts nationaux, de toutes les croyances populaires, il ressort incontestablement un fait qui heurte de front les opinions actuellement reçues en Europe. Ce pays, où l'ultramontanisme était jadis si hautain, si absolu, si intraitable, est aujourd'hui le moins disposé à confondre les deux domaines;

c'est le seul peut-être où, sans concevoir d'alarmes pour les libertés publiques, on voie le clergé intervenir dans les affaires, aspirer aux charges politiques, ni plus ni moins que les autres classes de l'état, le seul où le citoyen ne s'absorbe pas dans le prêtre, et où soit le mieux pratiquée la distinction essentielle qui subsiste entre les devoirs du prêtre et les droits du citoyen. Point de contestations sur les deux puissances, sur leurs attributions ni sur leurs limites; point de polémiques sur les empiétemens du clergé. Le jour approche où, dans une loi générale, on s'efforcera de résumer les efforts jusqu'ici tentés pour réorganiser l'instruction publique : on ne verra point s'élever à l'entour, nous en sommes certain, cette malheureuse querelle universitaire qui en ce moment passionne chez nous tous les esprits. On a prétendu naguère que l'on allait suspendre la vente des biens du clergé régulier pour en faire une sorte de dotation aux évêques, aux chapitres et aux prêtres de paroisse; le gouvernement de Madrid s'est empressé de démentir ce bruit, et nous n'en sommes point surpris pour notre compte : le clergé espagnol est bien loin de demander lui-même qu'on lui fasse une constitution civile indépendante de l'état. En 1840, il est vrai, tous ses champions, tous ses amis, ont énergiquement combattu les projets de M. Alonzo, qui proposait aux cortès de lui assigner des pensions sur le trésor public; mais on ne mettait point en question le principe : on protestait tout simplement contre le chiffre de ces pensions, que le ministre espartériste, obéissant aux rancunes du comte-duc, n'avait point fixé assez haut.

Comme le clergé et la noblesse, la bourgeoisie est évidemment dévouée au régime constitutionnel. Malheureusement, la bourgeoisie, ou, pour mieux parler, la classe que l'on entend par ce mot en France et en Angleterre, ne subsiste guère en Espagne, où le moyen-âge l'a vue si florissante. Il serait bien aisé pourtant de l'y rétablir : la noblesse tout entière, ou du moins l'immense majorité de cet ordre, en fournirait les plus précieux élémens; l'agriculture et l'industrie feraient le reste, si jamais l'on se décidait à tirer parti par le travail des inépuisables ressources que la nature a prodiguées à la Péninsule, d'Irun à Gibraltar.

Mais si, dans les populations de l'Espagne, il n'est pas un seul corps, une seule classe dont les dispositions ne soient favorables au régime constitutionnel, quelle est donc la cause de la radicale impuissance qui s'attache depuis 1812 à toutes les chartes et à toutes les lois politiques? D'où vient que tous les efforts pour les rendre praticables ont constamment abouti au néant et à l'anarchie? Cela n'est pas difficile à expliquer : les cortès, après avoir recueilli dans les vieilles chartes les principes humiliés par les deux dynasties qui ont régné dans la Péninsule, de Charles-Quint à Ferdinand VII, les ont scrupuleusement appliqués, parfois même en les exagérant (témoin la déclaration absolue et confuse de la souveraineté nationale en 1808), dans toutes les questions de l'ordre politique; mais elles n'ont jamais rien fait pour améliorer l'administration particulière des provinces et des communes. Cette omission a eu pour conséquence, l'ivresse des premiers jours

dissipée, de rendre l'immense majorité de la nation tout-à-fait indifférente à des réformes trop générales, trop vagues, et qui ne portaient point immédiatement sur le malaise qu'elle endure depuis six cents ans. L'Espagne a une constitution, rien de mieux assurément; mais elle n'a point de lois civiles, elle n'a point de lois administratives, de lois criminelles, de lois commerciales; tout chez elle est, sous ce rapport, incomplet et confus. Dans un abrégé du *Droit public en Espagne* (*Elementos del derecho publico español*), publié à Madrid vers la fin de 1843, un professeur à l'université de Valence, don Antonio Rodriguez Cepeda, a décrit la situation politique, judiciaire, administrative de l'Espagne; M. Ortiz de Zuñiga a également traité un si douloureux sujet dans un livre qui a pour titre *Elementos del derecho administrativo,* et ce que nous avons vu nous-même des maux de la Péninsule nous porte à croire que MM. Cepeda et Ortiz de Zuñiga n'ont pas le moins du monde pris à tâche de charger le tableau. La levée des impôts n'est définie encore d'aucune manière; le trésor ne peut procéder que par voie d'exaction, même dans le cas où ses prétentions sont le plus légitimes, la loi ne permettant ni l'expropriation, ni la contrainte. Si l'on excepte un très petit nombre de grandes villes, la justice civile et criminelle se rend ou plutôt se vend comme à Bagdad ou à Trébisonde, favorable à qui peut l'acheter, inflexible envers qui n'a rien. Il n'est pas de pays au monde où la police exerce plus de vexations; le voyageur ne sait pas trop ce qu'il doit redouter le plus, du voleur qui le rançonne ou du *mozo de la escuadra* qui lui demande brutalement son passeport à l'entrée de tous les bourgs, et qui souvent, voleur lui-même, va l'attendre, l'escopette à la main, au plus voisin coupe-gorge. Partout des prisons où les anciens Juifs, dont l'excessive pénalité révoltait jusques aux Romains, se seraient fait scrupule de renfermer leurs blasphémateurs; partout des hôpitaux et des maisons de fous, où rien n'égale l'incurie brutale des gardiens, si ce n'est leur hideuse malpropreté; partout la contrebande qui, dans la plupart des provinces, se substitue effrontément à toute espèce de commerce, au négoce des objets de luxe comme à celui des objets de première nécessité; partout enfin des douaniers, des employés de l'octroi, des employés subalternes de l'administration proprement dite, mendiant sur le passage des voitures publiques, et favorisant, moyennant prime, toutes les infractions et tous les abus.

Ce n'est donc pas tout, on le voit, que de fonder l'unité politique : il faut régler, affermir les relations entre l'état et les citoyens, et des citoyens entre eux-mêmes; il faut administrer, il faut *codifier* enfin, si nous pouvons nous servir de ce mot célèbre, qui rappelle l'immense labeur de notre conseil d'état sous l'empire. Sans doute, il est urgent que le pouvoir se constitue fortement au centre, sous l'empire d'une charte unique; mais si l'on veut que cette charte soit respectée, reconnue de toutes les provinces, il n'est pas moins indispensable que du régime qu'elle doit fonder il résulte pour la Péninsule entière, pour toutes les principautés, pour toutes les communes, au-

tant de liberté, de bien-être, que les *poblaciones* de Navarre, les *républiques* de Guipuzcoa et de Biscaye, les plus favorisées en un mot des municipalités espagnoles, en pouvaient avoir, sous l'ancien ordre de choses, par leurs franchises et leurs immunités.

Le programme des réformes est nettement tracé pour l'Espagne; depuis quatre ans environ, tous les publicistes, tous les écrivains de la Péninsule se sont mis en devoir de les indiquer, et par les lois décrétées naguère, surtout par la loi des *ayuntamientos*, le gouvernement de Madrid a manifesté clairement l'intention de les réaliser jusqu'au bout. Sous l'ancienne régente, cette loi des *ayuntamientos* avait soulevé une opposition invincible : il n'y a qu'un moyen de lui concilier les suffrages définitifs de toutes les communes, c'est de procéder à la réorganisation de l'Espagne, non plus par le sommet et à l'aide de théories creuses qui ont déjà traîné dans tous les cours de l'Athénée de Madrid et des lycées de province, dans tous les journaux, dans tous les livres, mais par la base et par les efforts patiens qui relèvent une à une toutes les ruines et cicatrisent toutes les plaies. Rassurées sur l'avenir des intérêts qui les concernent en propre, les diverses parties de l'état seront moins bien venues à contester aux assemblées législatives, dont elles nomment les membres, au pouvoir exécutif, dont ces assemblées règlent et surveillent l'action, à l'autorité centrale enfin, le soin de faire les lois et d'aviser aux mesures que nécessitent les relations avec l'étranger, la levée des impôts, la levée des troupes, la police du royaume, la justice criminelle, les besoins de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, toutes les questions d'intérêt général qui peuvent s'élever dans le pays. Les franchises municipales ont pris naissance dans des circonstances qui ne sont plus de notre temps, et dont les derniers vestiges disparaîtront devant un régime auquel il sera tôt ou tard avantageux pour les moindres communes de se conformer.

Ces franchises ont long-temps protégé les communes contre les excès du despotisme et les désordres de l'administration; chaque fraction de l'état, désespérant du bien-être général, s'arrangeait dans un coin pour souffrir le moins possible des malheurs inséparables de cette impuissance absolue où depuis des siècles le gouvernement était tombé. Les mêmes appréhensions, les mêmes défiances subsisteront-elles encore du moment que la complète réforme de l'administration sera définitivement opérée? Quand les impôts affectés enfin aux charges, aux dépenses publiques, ne seront plus gaspillés par les exacteurs, quelle commune aura intérêt à ce qu'une assemblée générale ne règle point les finances du royaume tout entier? Au livre de don Rodriguez Cepeda, qui renferme un si désolant tableau des désordres financiers, nous pouvons opposer un traité sur les finances de la Péninsule, *Consideraciones generales sobre la hacienda de España y medio de mejorarla* (*Considérations sur les finances d'Espagne et les moyens de les améliorer*), publié en 1843 dans la *Revista de España y del Estranjero*, et où don José de la Pena-Aguayo montre combien il serait facile d'assurer les revenus publics, d'assujettir à une contribution régulière et normale tous les produits de la terre et de l'in-

dustrie, de substituer, en un mot, des lois fort claires et fort simples, contre lesquelles on ne s'aviserait point de réclamer, à ces capricieux systèmes de taxes, appliqués encore aujourd'hui, si arbitraires, si contradictoires, et qui, à vrai dire, ne sont autre chose que la spoliation organisée.

M. Gonzalo Moron a débattu la question militaire avec une sagacité remarquable dans une série d'articles publiés également en 1842 sous le titre *De la organizacion militar en sus relaciones con el estado* (*De l'organisation de l'armée et des conséquences qui en doivent résulter pour l'état*); il y montre par suite de quels malheurs et de quelles fautes l'armée espagnole, trop souvent abandonnée à elle-même, a contracté l'habitude anti-nationale de contrôler et de rapporter au gré de ses caprices les mesures décrétées par l'autorité politique. Mais quand il sera bien établi que l'armée a cessé d'être, entre les mains des partis, un moyen de gouvernement ou de révolution, quelle province pourra hésiter à fournir son contingent? La même réforme entraînera des résultats analogues pour la justice et pour toutes les branches de l'administration.

La réorganisation de l'armée implique nécessairement le développement ou plutôt la création d'une marine nationale. Le cœur se serre quand on songe à l'abaissement de cette fière marine espagnole, qui autrefois dominait dans toutes les mers navigables : nous ne parlons pas seulement de son matériel si misérable en ce moment qu'il suffirait d'une tempête pour le disperser et l'anéantir, mais de l'entêtement systématique de ses matelots, de ses officiers, de ses pilotes, de ses officiers-généraux eux-mêmes, dont la tactique routinière s'insurge aveuglément contre les moindres tentatives de réforme et d'amélioration. Dans la *Revista de España y del Estranjero*, don Manuel Posse vient de publier un beau mémoire sur un collége naval que l'on se propose de fonder à Cadix. Hélas! c'est là un édifice dont la première pierre est encore à façonner, les marins de l'Espagne ignorant pour la plupart jusqu'aux élémens les plus vulgaires des sciences qui devraient leur être le plus familières. Et, en vérité, ce n'est rien que la décadence de l'Espagne comme puissance maritime, si on la compare à la situation déplorable de la navigation intérieure, qui aujourd'hui est pour la Péninsule d'une bien autre importance. A dater du XVIe siècle, où le célèbre ingénieur De la Riva essaya de rendre le Guadalquivir navigable, que n'a-t-on pas fait pour canaliser l'Espagne! Tout a dépéri, tout a fini par un avortement à peu près complet, faute de fonds bien souvent, plus souvent encore faute de connaissances spéciales. Après un demi-siècle de travaux et de dépenses épuisantes, cet immense canal d'Aragon, qui devait unir la Méditerranée à la mer de Biscaye, est à peine praticable sur un espace de quinze à seize lieues; on n'a pu réussir à y attirer une masse d'eau assez considérable, bien que l'on fût dans le voisinage de l'Èbre et des innombrables rivières qui de tous côtés aboutissent à ce fleuve. Pour le canal de Lorca, c'est tout le contraire : l'eau y est venue en si grande abondance, qu'elle a rompu ses digues, submergé les campagnes, emporté une foule d'ouvriers et jusqu'à l'entrepreneur lui-

même. Où en est maintenant le canal de Guadarrama qui allait, disait-on, vivifier la Vieille-Castille, et celui du Manzanarès que l'on se proposait de pousser aux frontières du Portugal, sinon même jusqu'à Lisbonne, et celui de la Nouvelle-Castille qui devait aboutir, par-delà les vallées guipuzcoanes, au port lointain de Santander? Il n'est pas de province où l'on n'ait de guerre lasse abandonné les travaux. Nous en devons dire autant de tous les plans d'irrigation générale, qui auraient infailliblement décuplé la fortune territoriale de la Péninsule, si on avait pu ou plutôt si on avait su les réaliser, si on avait su détourner le cours des fleuves sur les terres qu'un soleil d'Afrique embrase et condamne à une stérilité absolue. Que de pays aujourd'hui désolés, sans moissons, sans végétation, sans verdure, qui, pour la fertilité du sol et le charme de la perspective, ne le céderaient nullement aux *vegas* de Grenade, aux *huertas* de Valence, de Murcie, d'Orihuèle, aux *llanas* de Catalogne, aux *seûs* du Haut-Aragon, si l'on savait agrandir le lit des fleuves et augmenter le volume de leurs eaux, si l'on s'efforçait de réunir et de distribuer avec intelligence les mille torrens qui se perdent parmi les rochers et les précipices, ou viennent, comme le Manzanarès, expirer misérablement dans les basses terres, ruisseaux bourbeux où la mule de l'*arriero* ne trouve pas même à se désaltérer! Dans une série de *Lettres à un Ami* (*Cartas à un Amigo*), un membre de la société économique de Madrid a traité, il y a quelques mois à peine, cette question intéressante que don José Mariana Vallejo et don Vicente Gonzalez Arnao ont également débattue fort au long, le premier dans un écrit spécial, qui a paru en 1833, sur les eaux de la Péninsule, *Tratado sobre el movimiento de las Aguas,* le second dans plusieurs articles récemment publiés par la *Revista de España y del Estranjero.* Pour donner une idée de la prospérité qui doit résulter pour l'Espagne des seuls progrès de l'agriculture, il suffirait d'exposer ici les calculs par lesquels MM. Arnao et Vallejo établissent clairement que l'Espagne nourrirait une population trois fois plus considérable que la population actuelle, si seulement l'on étendait à la surface entière du pays la culture inintelligente et paresseuse qui ne s'applique guère qu'à un quart du territoire. Si, comme en France ou en Angleterre, on remuait le sol en tous sens, dans toutes les plaines et sur toutes les montagnes, jusqu'à la cime des plus hauts pics et dans les plus secrets recoins des vallées, il n'y a pas d'économiste qui fût en état de calculer à quel degré de splendeur et de richesse l'Espagne pourrait un jour parvenir.

Il ne faut pas s'imaginer, du reste, que l'Espagne doive se résigner à n'être qu'un pays d'agriculture. Nous ne concevons pas qu'une telle opinion ait pu se produire tout récemment en France et à la tribune même de la chambre des députés, car l'Angleterre seule a un immense intérêt à ce que l'Espagne ne se mette pas immédiatement en devoir de relever son commerce et son industrie. Heureusement, l'avidité britannique soulève aujourd'hui, par-delà les monts, une haine avec laquelle il n'est plus permis de composer, et dont on aurait peine à se faire une idée, même en France, même sur nos

côtes de Bretagne ou de Normandie. On la comprendrait pleinement si l'Anglais était encore à Calais comme il est à Gibraltar. Législateurs, hommes d'état, publicistes, tout le monde en Espagne s'efforce enfin sérieusement de dégager le plus possible la Péninsule des serres de ce vautour qui, de son aire crénelée, lui comprime à la fois la tête et le cœur. Dans chacune de leurs publications, MM. Pacheco, Alcala-Galiano, Posada-Herrera, Moron, Eusebio Valle, et avant tous MM. Olivan, Barzanallana, Rafaël Cabanillas, qui ont fait les meilleures et les plus complètes études sur les industries de l'Andalousie et de la Catalogne, insistent sur la nécessité absolue d'extirper la contrebande anglaise, et d'imprimer au travail des mines, des fonderies, des forges, des manufactures, une activité qui permette aux ports et aux villes de la Péninsule de repousser les marchandises de la Grande-Bretagne. Que l'Espagne s'empresse donc de répondre aux encouragemens de ses publicistes; les débouchés ne manqueront point à ses produits, si considérables qu'ils puissent être. Le moyen de s'alarmer quand on peut par les Pyrénées, par les mers de Biscaye et de Catalogne, établir avec la France entière cet incessant commerce d'échange qui déjà subsiste entre les principautés du nord de la Péninsule et nos départemens du midi; — quand au-delà de l'Océan une colonie florissante, aussi hostile à l'Angleterre que l'Espagne elle-même, sollicite la métropole de s'unir plus étroitement encore à elle par ce même commerce! MM. Barzanallana et de la Peña-Aguayo ont dressé le tableau des simples relations de négoce entre Cuba, l'Espagne et la France, et ils n'ont pas eu de peine à prouver que de long-temps les trois pays ne seraient à même d'y suffire par leurs produits naturels et par leurs produits manufacturés.

Au besoin, l'Espagne pourrait encore se créer de nouveaux marchés en Afrique, et peut-être y songera-t-elle quelque jour, si, comme nous l'espérons, ses embarras intérieurs ne l'empêchent point de venger la mortelle injure que viennent de lui faire les forbans de Maroc. Dans les temps antiques et au moyen-âge, sous les Carthaginois et sous les Arabes, la Péninsule a subi les lois de l'Afrique : pourquoi donc, à son tour, ne chercherait-elle pas à fonder au-delà du détroit de sérieux établissemens, si jamais elle se développe au dehors comme il convient à l'étendue de son territoire et au génie de ses habitans? Sans aucun doute, bien des années s'écouleront encore avant que l'Espagne, si occupée en ce moment à pacifier ses provinces et à conquérir l'unité politique, se puisse engager dans les entreprises lointaines; mais nous concevons que par les rêves de l'avenir ses hommes d'élite se consolent des humiliations du présent : nous concevons qu'à travers les complications et les crises qu'ils s'efforcent de débrouiller, ils entrevoient l'époque où la vieille nation des rois catholiques contribuera pour sa part à renouer entre les Indes orientales et les peuples de l'Occident cette chaîne immense de relations, de transactions, d'échanges, établie par Alexandre, maintenue par les Ptolémées, que des aventuriers portugais et des trafiquans de Venise ont été sur le point de reconstituer il y a trois

siècles, et dont l'Angleterre essaie de ressouder les anneaux par les plus révoltantes usurpations. On a beau se débattre contre les excès et les misères de la guerre civile, c'est là une ambition dont il est impossible de se défendre, quand on parcourt ces cent cinquante lieues de côtes, partout unies, toujours commodes, qui s'étendent en face du pays maure, et où pas une bouffée de vent ne se lève, entre les orangers des *huertas* ou les voiles des trincadoures, qui ne souffle du continent africain.

Il y a quelques mois à peine, MM. Pidal, Isturitz, Bravo-Murillo, Moron, Posada-Herrera, et tous leurs amis, se plaignaient amèrement que les ministres d'Espartero ne fissent rien pour remédier aux maux de l'Espagne; aujourd'hui qu'ils ont en main les affaires, ce sont pour eux d'impérieux engagemens que les griefs qu'ils ont si bruyamment élevés contre le gouvernement du comte-duc. Nous devons ajouter qu'ils ne songent pas à décliner ces engagemens, et que depuis bien long-temps ils s'étaient préparés à les tenir. C'est M. Alcala-Galiano, on le sait, qui a rédigé la loi sur les *ayuntamientos;* quant à la loi sur les circonscriptions territoriales, qui forme le complément de la loi sur les *ayuntamientos,* nous en trouvons les principales dispositions dans une série d'articles publiés en 1840 par M. Moron. Ce publiciste y prouvait combien il serait facile de définir et de concilier entre elles, par une division normale du territoire, les attributions respectives des autorités civiles et judiciaires. Ces deux lois seront très prochainement suivies de décrets organiques sur le clergé, l'instruction publique, le jury, le conseil d'état, les tribunaux de divers degrés, et en général sur l'administration de la justice. Les articles divers de ces lois capitales sont, à vrai dire, tout formulés déjà dans les écrits, livres ou brochures de MM. Pacheco, Estevan Sairo, Posada-Herrera, de la Peña-Aguayo, Eusebio Valle, etc., aussi bien que ceux de toutes les lois qui se préparent sur les finances, l'armée, la marine, l'agriculture et l'industrie. Ce n'est point ici le lieu ni le moment de montrer ce que les jeunes publicistes chargés de l'immense travail de la codification générale ont conservé de la vieille législation espagnole et ce qu'ils ont emprunté à la nôtre, ou bien encore à celles de l'Angleterre et de l'Allemagne; mais, dès maintenant, nous pouvons exprimer l'espoir que des commissions nombreuses où se poursuit activement ce travail sortira, pour l'Espagne, l'œuvre de la réorganisation sociale, pourvu cependant que cette œuvre soit soumise à la sanction des chambres, la seule qui la puisse rendre durable. Excédé de révolutions et de guerres, le pays tout entier fait appel aux hommes de cœur et d'intelligence; c'est un malade qui, après une léthargie de deux siècles, s'est, durant cinquante ans, agité dans le délire et les transports de la fièvre; épuisé de fatigue et retombé sur sa couche, il s'abandonne aujourd'hui à qui essaiera de faire à la fois disparaître la cause de l'ancien marasme et la cause des récentes convulsions. S'il est donné à un très petit nombre de penseurs et d'écrivains de préparer la loi future de l'Espagne, c'est la nation qui la doit accepter et proclamer par ses représentans. Le moment est décisif; il ne se commettra point une faute

dont la Péninsule ne se ressente douloureusement et long-temps, et la plus irréparable des fautes, ce serait précisément que le cabinet Narvaez s'obstinât, en dépit de ses promesses, à ne point rentrer dans les conditions rigoureuses du gouvernement représentatif.

IV. — PHILOSOPHIE ET LITTÉRATURE.

Si nous avons réussi à montrer quelle a été, dans la Péninsule, l'influence des idées françaises en histoire et dans la philosophie de l'histoire, on voit déjà comment, en philosophie pure, cette influence a dû s'exercer. Au XVIIe siècle, les doctrines de Descartes ne se sont point répandues en Espagne, et cela se comprend sans peine : en proclamant le principe de la liberté, Descartes imposait à l'esprit de trop grandes obligations pour ce peuple endormi sous le principe de l'autorité. Les livres de Bossuet y ont eu, dès le début, une vogue prodigieuse, et cela se comprend encore. Bossuet a essayé de concilier les deux principes; mais on sait qu'en dernier résultat c'est le principe de l'autorité qu'il voulait par-dessus tout maintenir. On donnerait difficilement une idée de l'effroi qu'inspirèrent à l'Espagne Voltaire et les encyclopédistes, et les écoles purement critiques du XVIIIe siècle, qui bouleversaient à plaisir toutes les notions du devoir et de la morale. Quoi qu'on ait fait pour propager à Madrid et dans les grandes villes les opinions de l'auteur du *Dictionnaire philosophique*, l'Espagne n'a jamais été voltairienne; à qui en voudrait une preuve péremptoire, il nous suffira de dire qu'elle a toujours énergiquement repoussé, et à bien des égards non sans injustice, les écrivains brillans qui ont assujetti le capricieux scepticisme du XVIIIe siècle à une méthode rigoureuse et réellement scientifique, Robertson, Hume, Gibbon. De tous les grands penseurs du XVIIIe siècle, Vico et Herder sont les seuls qui aient des prosélytes au-delà des Pyrénées. Les faits de l'histoire, les causes de progrès et de décadence, toutes les vicissitudes sociales en un mot, Vico les renferme dans une inflexible synthèse suivant laquelle, à des époques déterminées, l'espèce humaine est tenue de subir des transformations successives; de la configuration même du globe, de la disposition des îles et des continens, des mers, des fleuves, des montagnes, Herder déduit également des lois nécessaires; au fond de ces doctrines, le vieux fatalisme espagnol se retrouve pour ainsi dire lui-même; c'est toujours l'ancienne devise : *Ce qui doit être ne peut manquer de s'accomplir! — Lo que ha de ser no puede faltar!* — Mais c'est là un fatalisme particulier à l'Espagne, un fatalisme religieux qui répugne aux lâchetés épicuriennes comme aux stériles vertus du stoïcisme, et l'on conçoit qu'il n'ait ressenti qu'un profond dégoût pour l'école matérialiste, — de Locke à M. Destutt de Tracy. — M. de Tracy a eu pourtant un certain succès dans la Péninsule, succès de simple curiosité, car il est le seul des coryphées de cette école qui ait dressé de l'athéisme un manuel intelligible et complet. A l'heure même où nous sommes, M. Destutt de Tracy est encore çà et là exalté en Espagne, mais par

les hommes de soixante ans et au-dessus, qui se souviennent d'avoir autrefois, avant les troubles et les guerres civiles, feuilleté les livres du célèbre idéologue, et ne se doutent guère de la réfutation que ces écrits ont depuis lors subie en Allemagne, en Écosse, en France, partout. Mais qu'avons-nous à faire de ces opinions vieillies qui prochainement s'éteindront de leur belle mort, d'un bout à l'autre de la Péninsule? Allons où est la vie et l'ardeur philosophique, et si l'avenir ne se laisse point pleinement apercevoir encore, voyons du moins si l'on peut découvrir quelque part l'espérance de l'avenir.

Il ne faut pas se faire illusion sur l'état présent de la philosophie en Espagne. Parmi tous ces jeunes écrivains qui, en législation, en droit public, en économie politique, en histoire, se préoccupent à chaque instant d'idées philosophiques, fort peu jusqu'ici se sont particulièrement livrés à l'étude de la métaphysique et de la psychologie. Quatre seulement ont prouvé qu'ils savaient à quoi s'en tenir sur les plus récens progrès de la science en Europe, don Jaime Balmes dans son *Catolicismo comparado con el protestantismo*, don Fermin-Gonzalo Moron dans son *Historia de la civilizacion* et dans les longs fragmens qu'il a publiés déjà d'un *Essai* sur les sociétés anciennes et modernes, don Julian Sainz y del Rio dans un grand nombre de travaux recueillis par la presse périodique, don Tómas-Garcia Luna dans son cours de philosophie professé à l'Athénée de Madrid, et qui vient de paraître sous le titre de *Lecciones ecléticas*. Nous aurions voulu, entre tous ces écrits, assigner un rang honorable au livre que M. Martinez de la Rosa a publié dans les commencemens de cette année même, *el Espiritu del siglo* (*l'Esprit du siècle*); mais il est extrêmement malaisé, pour ne pas dire impossible, de définir le vrai caractère de ce livre, qui touche à toutes les questions de philosophie, de politique et d'histoire, sans être un livre d'histoire, de politique ou de philosophie. M. Martinez de la Rosa y expose fort longuement les révolutions et les guerres qui ont bouleversé l'Europe dans ces derniers cinquante ans, et nous sommes loin de prétendre que son livre n'ait pas un grand intérêt pour l'Espagne, où personne encore n'a tracé le tableau des vicissitudes sociales au XIXe siècle. M. Martinez de la Rosa aurait été mieux inspiré pourtant de borner son horizon et de choisir, parmi tous les problèmes où se trouve engagé l'avenir de son pays, une question de laquelle il eût fait sortir pour la Péninsule quelque fécond enseignement. *El Espiritu del siglo* renferme du reste les qualités et les défauts habituels de M. Martinez de la Rosa, la pensée élevée, mais souvent indécise et parfois confuse, beaucoup de faits et d'affirmations, fort peu de preuves, point de doctrine, le style pur et orné, mais çà et là maniéré et déclamatoire; riche et brillant coloris, dessin faible et inexact.

Les jeunes penseurs de l'Espagne, soit qu'ils explorent, comme MM. Balmes et Moron, les phases diverses de l'histoire de la philosophie, soit qu'ils observent, comme MM. Garcia Luna et del Rio, les phénomènes de l'esprit et analysent les faits de la conscience, prennent hautement parti pour les

doctrines spiritualistes, telles qu'elles ont triomphé en France par M. Maine de Biran et M. Royer-Collard, par MM. Cousin, Jouffroy et de Rémusat. Point d'originalité, point d'idée qui leur appartienne en propre; mais en revanche une érudition fort considérable et déjà sûre d'elle-même, une réelle intelligence de toutes les opinions qui, dans les académies grecques, dans les universités du moyen-âge et dans les écoles modernes, ont fourni le texte des plus retentissantes polémiques. Ce n'est pas tout cependant que de professer le spiritualisme; ce n'est pas tout que de proclamer l'ame sensible, active, libre, intelligente. Nous ne voyons là que les facultés et à vrai dire les allures de l'ame, et encore que nous en ayons une idée fort précise, qu'est-ce donc que la notion de ces facultés nous apprend sur l'essence même de l'ame, sur son origine et sa destination? Que nous apprend-elle sur l'origine et les fins diverses des êtres qui nous entourent? Que nous apprend-elle sur l'essence de Dieu? En métaphysique, en religion, en morale, les jeunes penseurs de l'Espagne ont pris leur parti; les uns et les autres se sont efforcés de définir et de circonscrire la tâche que la philosophie est tenue de remplir : à la philosophie le soin d'éclairer l'homme et de former son intelligence, à la religion celui de le moraliser et de déterminer ses actes. Pour le publiciste comme pour le prêtre, pour M. Moron comme pour M. Balmes, c'est par le dogme que se complètent les idées acquises par les libres et légitimes opérations de l'esprit. Assurément, ils auront accompli leur tâche, s'ils contribuent à établir entre la foi et la raison cette harmonie qui dans l'ordre social subsiste déjà entre les deux puissances. Le catholicisme de l'Espagne n'est plus, Dieu merci, la sombre et impitoyable religion des Torquemada et des Philippe II : s'il est bien avéré qu'en politique il n'est point hostile au principe de liberté, pourquoi donc tendrait-il à comprimer ce principe dans l'ordre purement philosophique?

Depuis deux ans, préoccupés de fonder l'alliance entre la raison et le dogme, les penseurs de l'Espagne se sont jetés avec ardeur dans les polémiques rétrospectives sur l'histoire du clergé et de la religion elle-même, ce qui bien souvent les engage en de stériles controverses. Pourquoi, par exemple, don Jaime Balmes consacre-t-il une partie de son livre à démontrer qu'à l'exception d'un très petit nombre de moines, fanatiques auxiliaires de l'autorité absolue, le clergé d'Espagne a de tout temps réprouvé les persécutions du saint-office? Qu'avons-nous à faire des dispositions de telle classe ou de telle autre au XVe ou au XVIe siècle? Et qui songe à demander compte au clergé actuel des institutions violentes suscitées au moyen-âge par les luttes des races et des castes? Aujourd'hui que les idées de charité, de conciliation, de tolérance, et, pour tout dire, les maximes de l'Évangile, ont enfin repris le dessus, ce qui importe à l'Espagne, c'est que son clergé ne regrette point et ne songe point à justifier ces institutions hideuses. Nous ne voulons pas à ce sujet de garanties meilleures que le vote des évêques et des chanoines aux cortès de Cadix, qui ont aboli le saint-office, et les livres même de MM. Balmes, Romo, Tarancon et Severo Andriani.

En ce moment la lutte n'est plus, dans la Péninsule, entre les ordres ou les classes, mais entre les idées et les principes; ce qu'il s'agit de prouver, c'est qu'en philosophie de même qu'en politique, le principe chrétien n'est point l'irréconciliable ennemi du principe de liberté. Il serait digne de M. Balmes de chercher à bien établir que, pour fonder le despotisme en Espagne, la maison d'Autriche a eu précisément à combattre les idées et les instincts catholiques. M. Balmes donnerait là un nouveau et très curieux développement à la thèse qu'il a soutenue contre le protestantisme; sur ce terrain, nous le croyons, il ne serait pas le moins du monde contredit par l'histoire de son pays. Au XVIe siècle, l'Europe entière réagissait avec énergie contre les envahissemens de la puissance spirituelle; mais la réaction ne tarda pas à devenir excessive. Au lieu de marquer les limites entre les deux domaines, la puissance temporelle empiétait à son tour sur la puissance spirituelle; les papes ne dominaient plus les rois : c'était les rois qui se faisaient papes; et quant à ceux qui n'osèrent s'arroger la suprématie religieuse, leurs ambitions, — du moment où le joug imposé aux royautés européennes par les Grégoire VII et les Innocent III cessa de se faire sentir, — s'exaltèrent au point de ne plus vouloir subir aucune autre entrave, ni de la part des peuples, ni de la part des ordres privilégiés. Alors a commencé l'ère de l'absolutisme pur, qui pour tant de pays dure encore. Peut-on nier qu'au XVIe siècle ce n'aient été là les dispositions de tous les princes d'Allemagne, des catholiques aussi bien que des protestans? Peut-on nier qu'elles ne soient entrées en Espagne avec ceux de la maison de Hapsbourg?

Comparez les actes de Charles-Quint et ceux de Henri VIII à l'époque où celui-ci méditait sa rupture avec l'église de Rome et jusqu'au moment où il l'a consommée : vous verrez que, dans les premiers temps, la politique de l'un est absolument la politique de l'autre à l'égard du clergé, de la noblesse, de la bourgeoisie, des communes; même mépris des vieilles franchises et des lois fondamentales : — d'un côté, le conseil de Castille; — de l'autre, la chambre étoilée. Un fait que nous empruntons à une chronique inédite de 1696 prouvera d'une façon péremptoire que le catholicisme espagnol refusait énergiquement de sanctionner les entreprises de la dynastie autrichienne. Un franciscain ayant prétendu, à San-Geronimo de Madrid, que le roi seul avait le dépôt de la puissance temporelle, l'auditoire entier s'indigna tout haut; le prédicateur se vit obligé de quitter la chaire; sa doctrine fut déférée aux universités de la Péninsule, si libres encore et si florissantes, et l'autorité ecclésiastique exigea qu'il rétractât ses paroles dans la chaire même où il les avait prononcées. Si plus tard la maison d'Autriche a été secondée par les ordres monastiques et par quelques membres du clergé séculier, qu'en peut-on inférer contre la religion elle-même? Pourquoi s'en prendre aux principes de la faiblesse ou de la corruption des hommes qui ont reçu mission de les défendre et de les faire triompher?

Nous ne croyons donc pas que les penseurs de l'Espagne actuelle puissent être embarrassés de leur religion nationale; ils ne seront pas contraints de

l'abjurer pour étendre les conquêtes de la moderne philosophie spiritualiste. Sous le comte-duc, au moment où éclataient les *pronunciamentos* anti-espartéristes, le ministre de l'intérieur, M. Gomez de la Serna, essayait de reconstituer l'enseignement philosophique; mais comme la guerre civile mettait en feu la Péninsule entière, à Madrid et dans les provinces les disciples manquèrent aux nouveaux professeurs. En attendant que de meilleurs jours leur permettent d'occuper leurs chaires, les jeunes maîtres ont pris le parti de voyager en Europe, pour s'initier complètement à toute doctrine nouvelle. Élevés à l'école de la France, ils n'ont pas eu long-temps à séjourner parmi nous; la plupart, en ce moment, se trouvent au-delà du Rhin. Au spectacle de cette Allemagne où le scepticisme systématique inquiète si profondément les consciences, nous ne pensons pas qu'ils sentent chanceler leurs convictions premières; nul doute qu'ils ne repassent les monts défenseurs ardens de cette liberté de l'esprit qu'ils essaient de concilier avec le principe de l'autorité.

Dans tous les pays, la question philosophique mène droit à la question littéraire, puisque le fond est inséparable de la forme, et que les lettres dépérissent ou prospèrent selon les vicissitudes et les progrès de l'esprit public. Pour l'Espagne, cependant, on serait tenté d'affirmer le contraire, car la décadence des lettres y date précisément de l'avénement de Philippe V, de l'époque où, sous l'influence des idées françaises, la Péninsule se réveille d'une léthargie de deux siècles. Il est bon d'expliquer un fait si étrange, que tout le monde a remarqué, mais dont personne, du moins à notre connaissance, n'a dit encore la véritable raison. Ce n'est point ici le moment de tracer un tableau complet de la littérature espagnole aujourd'hui renaissante: un si vaste sujet exige que l'on y consacre une étude spéciale. Et puis, il n'en est pas des poètes de l'Espagne comme de ses historiens et de ses publicistes; chacun de nous est déjà familier en France avec les noms principaux de l'ancienne école et de la nouvelle, avec ceux de MM. Martinez de la Rosa, Quintana, Gallego, et de MM. Hartzembusch, Breton de los Herreros, Gil y Zarate, Zorrilla (1). Il nous suffira de montrer comment, au XVIIIe siècle, la littérature espagnole est entrée dans la voie déplorable qui aboutit à l'impuissance, et à quelles conditions rigoureuses elle peut en sortir.

L'Espagne, on l'a vu plus haut, a obstinément repoussé la philosophie du XVIIIe siècle; mais cela n'a point empêché que, dès le début, elle ne se soit éprise de la littérature enfantée par cette philosophie en France, en Angleterre et en Allemagne. Ce n'est point, comme on l'a prétendu, à l'école de Corneille et de Racine, mais bien à celle de Voltaire, que l'Espagne est devenue classique; ce sont les Égysthe, les Cresphonte, et non point les Cinna, les Oreste, qui se retrouvent dans les tragédies les plus vantées des deux Moratin, et dans celles de MM. Martinez de la Rosa, Quintana, Gallego.

(1) Voyez dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 avril 1843, une étude remarquable de M. Léonce de Lavergne sur don José Zorrilla.

Plus tard, la Péninsule s'est aveuglément abandonnée à l'entraînement romantique; les types de Saint-Preux, de Werther, de René, de Manfred, s'y sont reproduits, multipliés, exagérés comme dans le reste de l'Europe; à Madrid, à Grenade, à Valence, à Barcelone, sur toutes les scènes de l'Espagne, se sont à l'envi lamentés les héros de MM. Victor Hugo, Alfred de Vigny, Alexandre Dumas. Déjà pourtant, les meilleurs esprits commencent à se douter que l'on a fait jusqu'ici fausse route. M. Gil y Zarate, dans un *Manuel de Literatura,* qui vient de paraître à Madrid; M. Moron, dans un *Ensayo sobre el antiguo teatro espagnol;* M. Eugenio Hartzembusch, dans sa chronique dramatique, régulièrement publiée par la *Revista de España y del Estranjero;* enfin M. Alberto Lista, le doyen de la critique espagnole et l'un des écrivains les plus populaires de l'ancienne école, s'élèvent avec énergie contre toute imitation servile de l'étranger. Mais les jugemens qu'à diverses reprises ils ont eux-mêmes portés sur les plus beaux monumens des littératures européennes, sur les livres de Goethe, de Châteaubriand, de Byron, de Lamartine, nous prouvent que sur ce point leurs idées ne sont point assez nettes; ils n'aperçoivent pas assez clairement, selon nous, par quel monde d'idées et de sentimens notre poésie et celle de l'Angleterre et de l'Allemagne sont séparées de la poésie espagnole, telle qu'elle devrait être, telle qu'elle sera infailliblement, si elle parvient à ressaisir son originalité.

Dans Saint-Preux, dans Werther, René, Manfred, dans tous les héros de l'école romantique, les critiques de l'Espagne ne voient guère que des natures exceptionnelles, de brillans caprices, pour lesquels l'imagination se passionne, mais dont la conscience réprouve, de l'un à l'autre bout de l'Europe, les tendances et les principes, ou, si l'on veut, les tristesses et les emportemens. Les uns et les autres se sont trompés sur le vrai caractère du drame et du roman modernes : c'est à bon droit qu'ils s'élèvent contre l'influence que les maîtres ont pu et pourraient encore exercer dans la Péninsule; mais ils n'ont pas bien compris la raison précise pour laquelle, dans cette même Péninsule, les imitateurs doivent être sévèrement condamnés. Ce ne sont point des caprices de poète que les héros de Rousseau, de Byron, de Châteaubriand et de Goethe, mais bien la réelle personnification de la philosophie du XVIIIe siècle et de la philosophie allemande, la personnification des sociétés mêmes où ces philosophies ont régné. Par la manière dont ils se sont introduits dans l'histoire intellectuelle et morale des soixante dernières années, par l'ordre qu'ils ont suivi en se succédant ou plutôt en se complétant les uns les autres, on peut voir la marche et les progrès de ces philosophies; on peut voir comment, de proche en proche, elles ont suscité en France, en Angleterre, en Allemagne, les sentimens généraux et les idées dominantes; comment, enfin, elles ont dû enfanter une littérature qui, malgré ses écarts lyriques et ses apparentes contradictions, n'est au fond que l'expression exacte et rigoureuse, l'expression vivante de ces idées et de ces sentimens.

C'est précisément parce qu'elle a exprimé des souffrances et des angoisses réelles que cette littérature a remué les ames, et qu'à chacune de ses phases principales il s'est produit des œuvres de premier ordre; mais en Espagne, dans ce pays de foi et d'enthousiasme, où l'autorité dogmatique s'est conservée tout entière, où le scepticisme n'a jamais troublé les consciences, que peut-on comprendre à ces souffrances et à ces angoisses? qu'a-t-on à faire de ces figures soucieuses, de ces caractères inquiets et révoltés, dans lesquels se sont incarnées, pour ainsi dire, les longues vicissitudes de la philosophie? Aucun autre peuple n'a plus cruellement expié de s'être assujetti à l'imitation des littératures étrangères, et d'avoir renoncé à son originalité propre; les poésies publiées en Espagne, avant 1833, appartiennent au genre classique, mais au plus triste des genres classiques, à celui de l'empire; point d'élévation ni de couleur, une forme terne ou déclamatoire appliquée à des sentimens généraux et à des idées convenues. Les jeunes coryphées de l'école actuelle se sont rangés sous le drapeau romantique; à un très petit nombre d'exceptions près, ils n'ont eu jusqu'ici d'autre système poétique que de mettre en pièces Goethe, Byron, Lamartine, Hugo, Sainte-Beuve, Alfred de Musset; leurs poèmes ne se composent guère que de centons français, anglais, allemands, tant bien que mal traduits et cousus ensemble, où tout se mêle et se heurte, la passion qui s'irrite, le caprice qui raille, la philosophie qui rêve, mais la passion d'un autre peuple, le caprice d'une autre langue, la philosophie d'une autre société. Vous diriez de harpes à demi brisées, et qui, sous des mains inhabiles, ne rendent plus que des sons discordans.

Les jeunes écrivains de l'Espagne ont entassé dans leurs livres tous les trésors de la poésie descriptive, et pourtant le lecteur qui les suit dans tous les sentiers de leurs plaines, dans toutes les vallées de leurs montagnes, n'en rapporte presque jamais une impression qui fasse réfléchir ou rêver. En faut-il davantage pour prouver que le style n'est rien sans la pensée, l'art sans l'inspiration véritable? Voyez les maîtres de la poésie moderne, et dites-nous si le secret de leur génie et de leur force ne se trouve point tout entier dans un étroit rapport entre le fond et la forme, entre les plus simples phénomènes de la nature et les sentimens les plus intimes, les idées métaphysiques de l'ordre le plus pur et le plus élevé. La nature est un livre, a-t-on dit; oui, sans doute, et un si beau livre que la foule s'est de tout temps pressée avec admiration autour des hommes qui ont su le lire ou plutôt qui ont su le faire, car la nature se borne à fournir les mots de la plus belle et de la plus riche des langues; la tâche consiste à les disposer de manière que le poème en résulte. Avant tout, pourtant, les idées et les sentimens qu'ils expriment, c'est en vous-même qu'il les faut prendre, dans votre esprit, dans votre cœur, dans la civilisation où vous vivez, et non pas dans la civilisation d'un autre peuple. C'est pour avoir méconnu cette condition rigoureuse que, depuis un siècle et demi déjà, la poésie espagnole est déchue de son ancienne splendeur.

Mais ce n'est rien que la décadence de la poésie lyrique en Espagne, si on

la compare à l'abaissement où naguère encore se trouvait réduit le théâtre. Dans le siècle où nous sommes, le théâtre espagnol n'a produit avant 1833, MM. Gil y Zarate, Alberto Lista, Hartzembusch et tous les autres critiques en conviennent eux-mêmes, que trois ou quatre pièces d'un réel mérite; le reste, disent-ils, est d'une médiocrité désespérante, sinon même, pour employer leurs expressions, insupportablement mauvais. Il y a cinq ans tout au plus, l'habitude de l'imitation et du plagiat avait tellement affaibli, énervé l'imagination des écrivains dramatiques, que la plupart ne se sentaient plus assez forts, même pour imiter, et se contentaient de travestir, sous prétexte de les traduire, nos drames, nos comédies, nos opéras et nos vaudevilles, et jusqu'à nos féeries du boulevart. Nous avons assisté nous-même à une représentation des *Malheurs d'un Amant heureux* et du *Mariage d'inclination*, au théâtre *del Principe;* c'était, nous l'assurons, une chose vraiment curieuse que de voir comme dans les sonores ampleurs de ce magnifique dialecte castillan allaient s'engloutir les frêles élégances, les petites graces boudeuses, les mesquines péripéties du Gymnase; figurez-vous les jeunes premiers de M. Scribe chaussant les *aspargatas* sévillanes, se coiffant du *sombrero* madrilègne, et s'enveloppant tout entiers dans les immenses plis du manteau catalan!

Déjà cependant on aperçoit comment et par qui doit s'opérer la régénération littéraire; dans ses drames et dans ses romans, don Angel de Saavedra, duc de Rivas, aujourd'hui ambassadeur à Naples, a pris le parti de s'inspirer franchement des mœurs, des traditions et des croyances nationales; bien que l'on y retrouve une certaine ironie byronienne qui ne sied point aux lèvres d'un bon et franc Espagnol, ce sont là des œuvres qui pour la plupart resteront. Parmi les poètes lyriques et dramatiques qui se sont engagés résolument dans cette voie féconde, nous pouvons citer MM. Bermudez de Castro, Patricio de la Escosura, Doncel, Grijalba, Valladarès, Ramon de Campoamor, et à leur tête les quatre noms en ce moment les plus célèbres de la littérature castillane, MM. Gil y Zarate, Breton de los Herreros, Hartzembusch et Zorrilla. Il n'est pas de pays, en Europe, où la poésie abonde comme en Espagne, poésie vigoureuse qui, dans la Péninsule entière, imprime un cachet d'originalité ineffaçable à toutes les actions, à toutes les passions, à tous les sentimens, immortelle comme l'ame humaine dont elle est à la fois l'effusion la plus douce et le plus chaud rayonnement, joies ardentes, amères tristesses, chants d'amour ou de guerre, drame incessant de Calderon ou de Lope, dont les beaux esprits madrilègnes s'efforcent de reproduire les sombres épisodes, comédie de Miguel Cervantès, sentencieuse et bouffonne comme à l'époque où l'écrivait le soldat mutilé de Lépante. Que la poésie des mœurs, des traditions et des croyances passe dans les livres, que sur les ruines des écoles étrangères s'élève une école vraiment nationale, et l'Espagne redeviendra sans peine ce qu'elle était avant le XVIIIe siècle, la brillante et pour ainsi dire naturelle patrie des poètes lyriques, des dramaturges et des romanciers.

Sous le titre général d'*odes, épîtres, ballades,* MM. Zorrilla, Ramon de Campoamor, Doncel, et tous les autres, ont publié déjà des recueils où çà et là éclatent les fiers accens de l'ancienne passion castillane. De jour en jour, le progrès se confirme et se développe : les *revues* et les journaux d'Espagne insèrent assez régulièrement des pièces de vers, presque aussi régulièrement que les nôtres des nouvelles et des romans. Dans les plus récentes poésies, nous nous complaisons à constater un ton plus ferme, une allure plus originale, une manière plus nette et plus sûre d'elle-même. C'est par là, du reste, qu'à Madrid et dans les provinces, ce que l'on pourrait appeler la littérature périodique mérite parfois de fixer l'attention de l'Europe; en fait de romans et de nouvelles, journaux et *revues* le plus souvent se bornent à remplir leurs colonnes de contes français ou anglais, traduits à la hâte, du soir au lendemain, à mesure que les lambeaux divers leur arrivent de Londres ou de Paris. MM. Hartzembusch, Gil y Zarate, Garcia-Luna, etc., publient, il est vrai, de remarquables articles de critique littéraire ou philosophique, mais trop rarement pour qu'il en résulte un enseignement profitable. Sous peine d'être injuste, nous devons faire mention également des spirituelles esquisses du *Panorama Matritense, por un curioso parlante* (*Panorama de Madrid, par un curieux babillard*), de don Ramon Romanos de Mesonero. M. Romanos de Mesonero continue dignement à bien des égards l'ingénieuse et piquante satire qui, de 1834 à 1838, valut à Larra une renommée populaire; il s'en faut de beaucoup, par malheur, que l'infortuné poète dont la vie et la mort rappellent à la fois le plus railleur et le plus sceptique des héros de Byron et le plus rêveur, le plus mélancolique des héros de Goethe, ait légué à M. Romanos sa verve agressive et son sarcasme véhément. M. Romanos est un homme d'esprit et de bon sens, mais d'un bon sens un peu trop bourgeois, si l'on nous permet d'employer cette expression, et qui ne ressemble point autant qu'on le pourrait désirer à celui de Quevedo et de Cervantès. L'auteur du *Curioso parlante* est le pamphlétaire des classes moyennes qui aujourd'hui se forment dans la Péninsule; M. Romanos est à Larra ce que M. de Jouy est à Beaumarchais.

C'est au théâtre principalement que se produit chez nos voisins l'activité littéraire; le théâtre actuel de l'Espagne est assez riche déjà pour mériter une étude spéciale et approfondie. Dans l'espace d'une année environ, du mois de mai 1843 à la fin de février 1844, on a représenté sur les scènes de la *Cruz*, *del Circo* et *del Principe,* plus de cent pièces, tragédies, drames, comédies, parmi lesquelles trente pour le moins sont originales, et se recommandent à quelque degré par les qualités diverses du style, de l'action et de la pensée; et encore serait-il aisé d'en citer qui renferment des beautés de premier ordre, celles de MM. de Rivas, Gil y Zarate, Zorrilla, Hartzembusch, Breton de los Herreros, que suivent de près MM. Guttierez, Doncel, Valladarès, Rubi, Asquerino. Pour traiter convenablement de la situation présente du théâtre à Madrid, il est tout-à-fait indispensable de remonter aux époques les plus brillantes ou les plus agitées de l'histoire,

du roi Ferdinand VII au roi don Rodrigue, et de bien saisir les traits originaux du caractère espagnol. Ce n'est pas tout : au-delà des Pyrénées, le théâtre est le plus puissant moyen de propagande qui soit à la disposition des jeunes hommes dévoués à l'œuvre de la régénération sociale; nulle part mieux que dans la Péninsule le poète dramatique ne peut venir en aide au publiciste et à l'homme d'état.

Tout doit concourir, on le voit, à l'amélioration et à la future prospérité de la société espagnole, la poésie et la science, les travaux d'économie comme les simples recherches de statistique, les enseignemens de la philosophie et ceux de l'histoire nationale. Il en est de la prospérité publique en Espagne comme de cette histoire elle-même : partout, entre ces deux mers que le vieux régime abandonnait au commerce et à l'industrie de l'étranger, on en retrouve les élémens impérissables; il ne s'agit plus maintenant que de les rassembler et d'en tirer parti. Dans cinquante ans, on ne croira pas, nous osons l'espérer, à la misère affreuse qui en ce moment arrache des cris si déchirans de douleur et de colère aux montagnards du Haut-Aragon, aux laboureurs manchègues et aux ouvriers catalans. Depuis les guerres de race, les paysans détruisaient obstinément les forêts de chêne dans ces belles campagnes de Galice, qui se seraient couvertes d'une haute et abondante végétation si le sol avait pu librement produire toutes les richesses dont il recèle le germe. Voilà l'image de l'Espagne constitutionnelle : les excès du pouvoir absolu, les prévarications administratives ont discrédité les lois et découragé les sentimens dont l'ensemble forme l'esprit public et le patriotisme. Il s'en faut bien pourtant que ces sentimens soient anéantis; fondez le seul régime qui convienne aux nations modernes, restaurez la légalité, sans laquelle tout est anarchie ou marasme, et l'on verra se rétablir entre les citoyens, entre les provinces, cette cohésion vigoureuse qui enfante l'unité politique. En ce pays d'égalité, où pas un ordre, pas une classe n'aspire à la domination exclusive, ce sont les idées nouvelles, mieux appliquées, mieux comprises, qui doivent rapprocher les uns des autres et tôt ou tard réunir sous le même drapeau les hommes intelligens et résolus que les haines personnelles ont jusqu'ici divisés. Que par le journal, le livre et le drame, par l'enseignement des lycées, par celui des plus humbles écoles, les idées civilisatrices descendent dans les derniers rangs de la population, comme plus tard descendront dans les plaines incultes les eaux fécondantes qui aujourd'hui se perdent parmi les rochers des Alpuxarras; alors, sans aucun doute, l'Espagne réalisera les espérances conçues pour elle à des époques où l'on ne pouvait deviner les qualités énergiques de ses enfans qu'à l'attitude sombre et fière qu'ils avaient prise dans leur muette résignation.

XAVIER DURRIEU.

LA

POÉSIE GRECQUE

EN GRÈCE.

Souvent la critique a été trop casanière. Chacun peut, il est vrai, sans sortir de son cabinet, étudier et sentir les chefs-d'œuvre de la poésie; mais il manquera toujours quelque chose à cette étude et à ce sentiment tant qu'on n'aura pas visité les pays où vécurent les grands écrivains, contemplé la nature qui les inspira, et retrouvé pour ainsi dire leur âme aux lieux où elle est encore empreinte. Comment comprendre leur coloris si on ne connaît pas leur soleil?

Grace à la facilité qu'on trouve aujourd'hui à voyager, j'ai parcouru sans peine le resplendissant théâtre de la poésie grecque depuis la Grèce gauloise, la phocéenne Marseille, Arles, qui s'appela Théliné, et notre *Crau*, déjà célébrée par Eschyle, jusqu'à Constantinople, qui touche à l'Euxin, cette autre extrémité du monde grec, où les poètes entrevoyaient dans un lointain fabuleux la mer des Argonautes, les Symplégades errantes et les autels sanglans de la Tauride. Entre ces deux pôles de la tradition poétique des anciens Hellènes, j'ai navigué sur la scène maritime de l'Odyssée et j'ai côtoyé la scène terrestre de l'Iliade; j'ai vu le pays bucolique de Sicile et les montagnes tragiques de Mycène, j'ai pu comparer la triste Phocide pleine d'OEdipe et la

douce Ionie remplie d'Homère, et partout j'ai cherché dans l'aspect des lieux, du ciel, de la lumière, des monumens, la révélation du génie des poètes. J'ai demandé aux traditions et aux coutumes populaires ce qu'elles gardaient de la vie antique, j'ai voulu retrouver ce qui fut dans ce qui est encore. Ne pouvant tout voir, j'ai puisé dans les voyageurs les plus dignes de foi ce qui devait rendre moins imparfait un travail que j'espère d'ailleurs compléter par un second voyage. Commentateur d'un genre nouveau, mon commentaire, c'est un pays et un peuple.

Avant de toucher la terre de Grèce, en relisant Homère sur ces flots témoins des erreurs d'Ulysse, en rasant le promontoire de Circé ou les rochers des Sirènes, je ne pouvais m'empêcher de trouver déjà dans ma navigation même un premier commentaire de la poésie homérique. Quand la mer était paisible, je songeais à l'Odyssée; quand elle était furieuse, je pensais à l'Iliade. L'Odyssée ressemble à un voyage par un temps calme près des rivages de la Méditerranée. Tandis qu'on glisse sans effort sur l'onde unie pareille à une glace bleue, on voit se succéder, dans la nature comme dans le poème, des aspects toujours variés et toujours charmans, on change insensiblement de perspective et d'horizon; on aime à se sentir avancer lentement, et à ce plaisir se mêle parfois quelque impatience d'arriver. L'Iliade est une tempête soudaine qui vous saisit et vous emporte à travers le tourbillon des vagues. Le vent se lève, la foudre brille et retentit; éclair sur éclair, tonnerre sur tonnerre, flot sur flot; on ne respire pas, on est haletant, bondissant, éperdu. Par moment, la nue se déchire, et l'on aperçoit un petit coin du ciel; puis la nue se referme, l'orage vous reprend avec furie, vous pousse, vous entraîne, s'apaise enfin, et une grande tranquillité se répand dans le ciel et sur la mer. Oui, si l'on retrouve ordinairement le type de l'art dans la nature, il est des momens où la nature elle-même semble une image de l'art. Admirable grandeur du génie humain! ouvrez Homère, et vous y verrez un reflet de l'œuvre de Dieu; contemplez l'œuvre divine, et vous y pourrez lire comme une merveilleuse traduction de la poésie d'Homère.

Au moment de mettre le pied sur le sol hellénique, je dois avertir le voyageur qui cherche la Grèce antique dans la Grèce moderne, qu'il doit se résigner à quelques désappointemens; Cythère, aux gracieux souvenirs, est un affreux rocher anglais. Quelquefois le hasard s'amuse à déjouer les ressemblances qu'on cherche par de malicieux contrastes. Ainsi, j'ai doublé à mon grand regret, par le plus beau

temps du monde, le cap Malée, fameux par ses tempêtes, et je n'ai trouvé nulle part plus de vent qu'en Aulide.

I.

ASPECT GÉNÉRAL DE LA GRÈCE COMPARÉ AU CARACTÈRE DE LA POÉSIE GRECQUE.

Le premier aspect de la Grèce étonne. On arrive l'imagination toute remplie des plus fraîches peintures, des plus rians souvenirs, et l'on trouve un pays qui n'est, en général, ni frais ni riant. Malgré le charme infini de certains aspects, de certains détails, je crois qu'on ne se trompera pas en disant que, prise en masse, la Grèce est un pays pierreux (1), peu boisé, peu arrosé, coupé de montagnes toujours escarpées et souvent arides; que, si les fonds sont beaux, les premiers plans manquent trop fréquemment au paysage; qu'enfin, la Grèce rappelle plutôt la Provence et les Apennins que les montagnes volcaniques des environs de Rome et de Naples ou les côtes pittoresques de l'Asie mineure. Sans doute, il faut tenir compte des changemens que le temps a introduits; on conçoit que la malheureuse Grèce, sous le joug des barbares goths, franks, turks, albanais, qui l'ont successivement envahie et asservie, a dû perdre une partie de ses beautés naturelles, comme elle a perdu le plus grand nombre de ses monumens. Les résultats de la dernière guerre, dans laquelle les Turcs arrachaient les oliviers et les vignes, et détruisaient systématiquement toute culture, ne doivent pas être mis sur le compte de la nature primitive du pays (2).

De nombreux passages des auteurs anciens nous font connaître la différence qui existe et qu'on devait naturellement s'attendre à trouver entre la Grèce, séjour florissant d'une civilisation admirable, et la Grèce telle que l'ont faite tant de siècles d'esclavage et d'abandon. Il faut nous rappeler toujours que la Grèce actuelle c'est le squelette de la Grèce ancienne, avec un manteau de souvenirs. En effet, si Thucydide nous apprend que l'Attique a toujours eu la réputation d'aridité

(1) En Grèce, on évalue les terres labourables à 20, les montagnes et rochers à 16, c'est-à-dire au 4/5 du pays. — Strong, *Greece as a kingdom*. — Voyez *Quarterly Review*, vol. CXXXIX, p. 15.

(2) Du reste, ces dévastations ne sont pas nouvelles; les vignes de l'Attique, coupées par les Lacédémoniens, fournissent aux partisans de la guerre un des principaux motifs de représailles dans les *Acharniens* d'Aristophane.

que de nos jours elle justifie si pleinement, et si Pindare parle de l'aride Athènes, il suffit d'ouvrir Platon, au commencement du *Phèdre*, pour y trouver une peinture délicieuse des gazons qu'on chercherait vainement aujourd'hui sur les bords poudreux de l'Illissus. Je vais citer la belle traduction de M. Cousin : « Par Junon, le charmant lieu de repos! Comme ce platane est large et élevé! Et cet agnus-castus avec ses rameaux élancés et son bel ombrage, ne dirait-on pas qu'il est là tout en fleurs pour embaumer l'air? Quoi de plus gracieux, je te prie, que cette source qui coule sous ce platane, et dont nos pieds attestent la fraîcheur!..... J'aime surtout cette herbe touffue qui nous permet de nous étendre et de reposer mollement notre tête sur ce terrain légèrement incliné. »

Ce charmant morceau est à sa place dans un travail sur la poésie grecque, car Platon est de la famille des poètes. Strabon appelle la description qu'on vient de lire un hymne, et il a raison. On peut faire en beaucoup d'endroits une remarque analogue. La forêt de Némée, dont parle Euripide, n'existe plus (1). Le temple de Jupiter néméen s'élève dans un vallon où il ne croît que des broussailles. Le Cithéron, maintenant aride, était couvert de pâturages au temps de Simonide et de Sophocle. Il faut donc, avant de comparer la Grèce, telle que nous la voyons, à la Grèce que peignirent les poètes, admettre que le temps a pu amener quelques différences dans l'aspect des lieux; mais, ces réserves faites, on doit reconnaître que le caractère général du pays n'a pas changé. Les montagnes, les plaines, les vallées, qu'ont vues Homère, Pindare, les tragiques, existent encore, et nous pouvons confronter le portrait avec l'original. De cette étude d'après nature résulteront, je l'espère, quelques enseignemens sur l'art de peindre chez les poètes anciens, sur les procédés de leur imagination et les méthodes de leur style.

Ce qui frappe d'abord dans ce parallèle entre le modèle et l'image, c'est à quel point les poètes ont négligé dans leurs tableaux le côté sévère et quelquefois terrible de la nature grecque, et combien ils se sont complu, au contraire, dans la reproduction des aspects plus doux, plus rians, et aussi plus rares, qu'offre leur pays. Ceci tient à l'esprit même de l'antiquité. L'instinct qui faisait éviter aux Grecs de prononcer le nom des objets funestes, qui leur inspirait de représenter la mort sous des formes aimables, et un jeune homme qu'elle

(1) Dans la forêt qui fournit à Hercule sa massue, on ne trouverait pas aujourd'hui un bâton, dit Dodwell. (*Travels in Greece*, t. II, p. 211.)

frappait comme une belle statue que la parque envoyait aux enfers, cet instinct détournait les poètes de tout ce qui pouvait assombrir l'imagination ou l'attrister; et comment n'auraient-ils pas banni de l'art les images qui eussent éveillé des impressions pénibles, quand la vie entière était comme composée à plaisir des impressions les plus heureuses? Ils ont donc laissé aux modernes l'admiration et la peinture des montagnes abruptes, des précipices, de ce qu'on appelle de *belles horreurs*, expression qu'ils n'auraient pu ni comprendre ni traduire. Les poètes grecs se gardent d'insister sur la physionomie sévère d'une grande partie de la Grèce, seulement ils l'indiquent en passant par l'épithète *pierreuse*, *rocailleuse*, qui revient si souvent dans Homère. A cela près, il n'est pas question des effets de rochers et de ravins, dont les poètes modernes auraient tiré si bon parti. Les Grecs, qui peignaient fidèlement ce qu'ils voulaient peindre, n'ont pas voulu peindre, n'ont pas voulu voir les rudesses de la nature : ils les ont bannies de la poésie, comme ils bannissaient de l'art les laideurs humaines. De là cette apparence d'infidélité dans la peinture générale de leur pays : non qu'ils falsifient, mais ils négligent; ce n'est pas un mensonge, c'est un silence. Ainsi Homère ne parle jamais des difficultés du chemin, des aspérités de la route. Sa poésie vole sans obstacle et sans effort, comme les pieds des chevaux divins.

C'est encore le besoin de présenter la nature sous un jour vrai, mais embelli, qui a inspiré aux poètes grecs de donner à des fleuves, dont la couleur blanchâtre est due au limon que roulent leurs ondes, cette épithète gracieuse *aux tourbillons argentés*. Tels sont le Pénée et l'Achéloüs (1). Du reste, il me semble que les fleuves ont été encore plus flattés que les montagnes. Le Céphise, tant vanté, ne m'a pas offert une goutte d'eau pendant tout mon séjour à Athènes; je l'ai vu toujours à l'état de *fleuve poudreux*, énergique expression de l'*Anthologie*. Je puis affirmer qu'au lieu de couler entre des bords verdoyans, le Caïstre coule dans un lit d'argile blanchâtre, et l'on voit bien que Sophocle n'a jamais visité le Pactole, car il l'appelle grand.

Les écrivains modernes formés à l'école des anciens ont suivi souvent la même méthode de peindre. Voyez Pétrarque, le premier des poètes chrétiens qui se soit fait disciple de l'antiquité, dont il a commencé la renaissance; à Vaucluse, c'est-à-dire dans l'endroit le plus triste qui se puisse imaginer, dans cette gorge étroite serrée entre deux

(1) Le nom de l'Achéloüs est aujourd'hui *Aspropotamos*, qui veut dire également fleuve blanc, fleuve d'argent.

montagnes pelées, Pétrarque n'a pu trouver un vers pour peindre l'horreur du lieu qu'il habitait. Grace à l'euphémisme et aux omissions tout antiques de sa poésie, il a fait illusion à ceux qui après lui ont visité ou chanté Vaucluse. Vaucluse est resté pour tout le monde tel que Pétrarque l'avait fait. Qu'un poète du Nord, que Schiller ou Byron eussent porté dans cette retraite le tourment d'une passion sans espoir, quelle peinture nous aurions de roches sauvages, d'affreuses solitudes! Pétrarque a fermé les yeux à la désolation et à l'aridité du sol, il n'a voulu voir que les belles eaux limpides. Le poète italien a fait exactement ce qu'un poète grec eût fait à sa place.

Les poètes grecs ont donc embelli la nature qu'ils peignaient, non que la beauté manque à la Grèce, il faut s'entendre : ce qui est beau en ce pays, ce sont plutôt les lignes que les formes, c'est plutôt la mer que la terre, c'est plutôt le ciel que le paysage, c'est par-dessus tout la lumière. La vraie parure de la Grèce est cette mer admirable qui l'entoure comme une ceinture nouée derrière elle, et dont les plis azurés ondoient avec tant de grace sur ses flancs. La Grèce est presque une île, presque partout elle est cernée par les flots, et l'on conçoit que ses anciens habitans, qui retrouvaient toujours la mer, se soient représenté l'océan comme un grand fleuve entourant toute la terre. C'est ainsi qu'Homère le peint sur le bouclier d'Achille, et Hésiode sur le bouclier d'Hercule.

Je ne crois pas qu'il y ait dans le monde un pays aussi insulaire que la Grèce; elle se compose en partie d'un archipel et d'une péninsule, le reste est entamé, pénétré par une foule de golfes sinueux. A chaque pas qu'on fait dans l'intérieur du pays, on rencontre la mer; avec une coquetterie gracieuse, elle vient partout chercher le voyageur, et semble à chaque instant lui dire : Me voici, arrête-toi, regarde comme je suis belle. On pourrait étendre à toute la Grèce le nom de l'Attique, qui veut dire rivage (1).

Aussi la mer est partout présente dans les œuvres des poètes grecs; tous ont traité avec une complaisance particulière et un charme infini ce qu'on pourrait appeler la poésie de la mer. Les aventures de l'Odyssée se passent presque entièrement sur les flots; la scène de l'Iliade est constamment sur une plage. La mer fournit aux poètes grecs des comparaisons fréquentes. On sent partout, en lisant les auteurs, comme en parcourant le pays ou son histoire, que la Grèce est essentiellement navigatrice, que de grandes destinées maritimes atten-

(1) L'ancien nom de l'Attique était *Aeté*, qui veut dire rivage ou presqu'île.

dent ce peuple, à qui Thémistocle révéla son génie, son empire et sa patrie véritables, en lui conseillant de s'enfermer dans des murailles de bois, ce peuple, qui de nos jours a triomphé des Turcs à l'aide des vaisseaux de Psara et d'Hydra, comme il battit autrefois les Perses avec la flotte de Salamine. En voguant sur la mer de Grèce, chaque coup de rame fait jaillir de la mémoire un vers empreint du charme infini de cette mer; en la voyant blanchir, on se souvient de la gracieuse expression d'Alcman qui appelle l'écume *fleur des vagues*. Si le vent s'élève, on murmure avec le chœur des Troyennes captives : « O brises, brises de la mer, où me conduisez-vous? » Si le vent est tombé, on dit avec Agamemnon : « Les oiseaux et la mer se taisent, les silences des vents tiennent l'onde immobile. » Que de fois j'ai répété ces vers d'Euripide! Je ne concevais rien d'aussi charmant que d'être surpris par un calme dans le golfe de Corinthe ou sur la mer des alcyons,

La mer des alcyons, si douce aux matelots.

J'ai eu plusieurs fois ce bienheureux contre-temps, et j'étais loin de m'en plaindre; je ne comprenais rien à l'impatience des autres voyageurs. « Et où voulez-vous arriver? leur disais-je, que cherchez-vous? Espérez-vous que vos yeux verront quelque chose de plus ravissant que ce qu'ils voient à cette heure? » Il m'était agréable d'entendre les mariniers annoncer le calme, qu'ils appellent encore de son doux nom homérique *galini*, de sentir notre caïque s'arrêter, tandis que le vent qui défaillait laissait tomber la voile désenflée. Dans ce calme des flots, je retrouvais la sérénité qui domine l'art et la poésie des Grecs, car ce n'était point un *calme plat*. La mer de Grèce n'est jamais unie ainsi qu'une eau morte; toujours quelque vie y palpite, mais c'est une vie contenue, comme la vie qui anime les produits de l'art hellénique. A ces légères ondulations de la vague presque insensible, on dirait les battemens d'un très jeune sein. La douce haleine qui caresse cette Thétis endormie, c'est la respiration de la muse grecque, le souffle léger qui enfle à peine les chalumeaux de Théocrite, et qu'on sent errer sur toutes les belles œuvres de l'antiquité.

Ce qui est incomparable en Grèce, c'est le ciel et la lumière; je n'essaierai pas de rendre le charme ineffable de cette lumière de l'Attique ou de l'Ionie; je ne dirai pas l'azur lacté, le rose vif, le tendre améthyste, dont se colorent le soir les marbres de l'Hymette ou du Pentélique, la pourpre qui embrase les rochers et les flots, l'or transparent dans lequel se noient les îles et les promontoires, le liquide

argent qui frange les crêtes des montagnes. — Non, Dieu a donné la parole aux hommes pour exprimer les idées et décrire les formes, mais il s'est réservé cette admirable langue des couleurs qui n'a d'écho dans aucun idiome de la terre. Cela est si vrai, que les Grecs, ces grands peintres, n'ont pas essayé de décrire les prodigieux effets de lumière qu'ils avaient sans cesse devant les yeux; Homère, tout Homère qu'il était, n'a jamais osé peindre un lever ou un coucher de soleil. Il a remplacé par des métaphores charmantes les tableaux détaillés que son pinceau même n'eût pu tracer. Il nous parle des doigts de rose de l'Aurore pour nous distraire et nous faire oublier qu'il ne nous décrit pas l'Aurore.

Ni lui ni aucun Grec n'ont tenté de traduire par la poésie de la parole cette merveilleuse poésie de la lumière. Jamais vous ne verrez chez eux des sommets roses, une mer couleur d'or. Ils n'ont pas cherché à rendre les mille accidens qui diversifient la face de l'Océan, les anneaux mobiles qui s'y enlacent, les réseaux étincelans qui s'y traînent, les méandres lumineux qui s'y déroulent, les courans de feu qui s'y jouent. La prudence du génie antique, toujours attentif à se limiter dans le choix des moyens, toujours en garde contre la tentation d'exprimer l'inexprimable, a fait négliger aux plus grands poètes grecs ces mille caprices de la lumière, ces mille jeux du soleil sur leurs flots. Mais si les accidens particuliers que produit la lumière sur les horizons et les mers de la Grèce ne se retrouvent pas dans les poètes grecs, ce qu'on trouve partout, c'est le sentiment de la nature telle que cette lumière la fait aux regards. L'impression pleine de suavité qu'on éprouve en contemplant ce ciel brillant et doux, ces nuages étincelans, cette mer radieuse, c'est précisément l'impression que produisent un vers d'Homère, un chœur de Sophocle, une olympique de Pindare; quand on lit cette poésie en présence du ciel dont elle émane, il semble que l'atmosphère transparente qui enveloppe et dessine les objets, la lumière fine et chaude qui les colore, pénètrent jusqu'à votre ame, et qu'elle aussi nage dans une atmosphère sereine, dans une clarté harmonieuse. Bientôt l'impression extérieure et l'émotion interne s'unissent, comme la couleur et le parfum d'une fleur, comme une mélodie et un tableau, comme le battement du cœur et le son d'une voix aimée; la nature et la poésie se confondent, le ciel et l'ame se touchent, et l'on ressent au plus profond de soi-même l'harmonie de la beauté dans l'œuvre de Dieu et de la beauté dans l'œuvre de l'homme.

Cette lumière merveilleuse de la Grèce embellit tout; on pourrait

dire qu'elle crée le paysage : telle montagne qui ne vous a pas frappé par sa forme devient admirable quand les teintes violettes du soir commencent à se répandre sur ses sommets. Les cimes les plus ingrates, formées du calcaire le moins pittoresque, se transforment comme par enchantement sous les doigts dorés de Vesper. Cette transformation, dont on a chaque jour en Grèce le divin spectacle, est analogue à celle que la poésie a fait subir aux mêmes lieux; elle n'a point changé leur forme, mais, en les éclairant, elle les a embellis, elle les a revêtus d'une éclatante splendeur.

Lumine vestit
Purpureo.

Le secret de l'art a été le même que celui de la nature; l'un et l'autre montrent le paysage grec à travers un prisme qui l'idéalise. Le prisme de l'art s'appelle l'imagination, le prisme de la nature s'appelle la lumière.

Les poètes grecs trouvent, pour peindre l'éclat de leur soleil, des expressions étincelantes. Sophocle l'appelle celui qui embrase le ciel de resplendissans éclairs. En Grèce, la nuit a aussi sa lumière. Ailleurs, les étoiles répandent une *obscure clarté*. Il y a des *clairs de lune*, et dans le nord des *apparences de lune* (*mondschein*); toutes ces expressions sont pâles comme les astres qui les inspirent. Ici, le ciel se couronne d'étoiles resplendissantes; la lune resplendit dans les vers des poètes comme dans l'azur du ciel. Ici, à Phébé, aussi bien qu'à son frère, les poètes donnent une couronne d'or. Pour les comprendre, il faut avoir vu, par une belle nuit de Grèce, l'or de ces rayons qui partout ailleurs sont des rayons d'argent. Il n'y a que la lune des poètes italiens qui ressemble à celle des poètes grecs, cette lune d'Italie plus brillante que le soleil du Nord, comme a dit Goethe après Caraccioli, et qui a inspiré à Dante ces vers d'un si grand éclat et d'une si magnifique sérénité :

Tra i pleniluni sereni
Come Trivia ride fra le nimphe eterne.

Encore un rapport entre la nature de la Grèce et la poésie qu'elle a inspirée. Les anciens ne s'élèvent jamais à cette abstraction pittoresque, si je puis ainsi parler, qui caractérise à grands traits la physionomie d'un pays tout entier; rien chez eux qui ressemble à la description des régions tropicales par Bernardin de Saint-Pierre, des savanes par Buffon, et à la sublime peinture de la campagne romaine par M. de Châteaubriand. Ce sont là des beautés, il faut en convenir,

que les anciens n'ont pas connues. En fait de descriptions, ils se bornent en général à une indication précise, rapide, résumée dans une épithète expressive. Du reste, ils préfèrent les détails à l'ensemble; c'est sur un détail qu'ils s'arrêtent avec complaisance, et qu'ils épuisent la magie de leur pinceau. Ils sont à mille lieues du panorama; ils ne traitent pas même le grand paysage historique; leurs descriptions partielles sont comme ces études que les peintres font d'après nature, seulement ces études sont des modèles achevés. Ils aiment à représenter un rocher, une grotte, un arbre auprès d'une fontaine. Quelques vers leur suffisent pour donner un sentiment complet de tout ce qui fait le charme de leur pays : la beauté de la solitude, des arbres, des eaux, la douceur de l'ombre sous un ciel brûlant; tout cela peut se trouver exprimé et comme concentré dans un vers de l'Iliade ou dans une petite pièce de l'*Anthologie*. La nature procède encore ici comme l'art a procédé, elle vise plus au détail qu'à l'ensemble. Telle chaîne aride renferme des vallées et surtout des parties de vallées délicieuses. Qu'un filet d'eau coule entre les âpres sommets de l'Argolide, et ce filet d'eau qui s'appelle l'Inachus (son nom ne gâte rien à ses bords) fera naître un oasis de myrtes et de lauriers-roses. Au milieu des campagnes stériles de l'Attique, au sein des gorges de la Phocide, il suffira de quelques oliviers, de quelques pins, de quelques lentisques, d'un beau platane pour créer dans un coin du paysage un petit tableau qui sera complet comme une comparaison d'Homère. En somme, ce qu'il y a de plus beau dans la nature de la Grèce, ce sont les accidens et ce qu'on pourrait appeler les épisodes. Ne sont-ce pas les accidens que les poètes grecs excellent à peindre? Quel charme ont les épisodes dans l'Iliade et l'Odyssée!

II.

EXACTITUDE PITTORESQUE DES POÈTES GRECS.

En employant des moyens si simples et un procédé si peu ambitieux, les poètes grecs sont parvenus à caractériser les diverses parties du pays qu'ils habitaient, avec une fidélité dont le voyageur est encore aujourd'hui frappé. C'est surtout chez Homère qu'on admire cette fidélité merveilleuse. Strabon invoque sans cesse l'autorité du chantre d'Achille et d'Ulysse; pour lui, le grand poète est aussi un excellent *topographe*. Il est curieux de suivre cette vérification de la poésie homérique depuis le géographe ancien jusqu'aux voyageurs

les plus récens. Homère, par exemple, appelle la ville de Thisbé *abondante en colombes;* Strabon avait déjà relevé l'exactitude de cette désignation. N'est-il pas intéressant de voir le colonel Leake reconnaître encore au même indice la ville de Thisbé dans le village de Kakolia? « Avant que j'eusse pris des informations sur ce sujet, dit-il, mon janissaire athénien, que je ne soupçonne pas d'avoir jamais lu l'Iliade, m'apporta en présent une paire de pigeons qu'il venait de tuer dans les rochers qui avoisinent le village. On dit que ces oiseaux, encore aujourd'hui, y sont plus nombreux que dans les environs. » Wood, après un mûr examen des lieux chantés par Homère, proclame le poète le plus fidèle des peintres. M. Leake, l'homme qui a certainement le mieux déterminé les situations des anciennes villes grecques, revient sans cesse sur cette exactitude de la poésie homérique et ne la trouve jamais en défaut; son voyage est un perpétuel hommage à la propriété des épithètes par lesquelles Homère caractérise toutes les localités dont il fait mention dans ses poèmes.

Si le mont Olympe reçoit d'Homère les épithètes de *long* et d'*abondant en neige*, c'est que cette montagne offre en effet un sommet remarquablement étendu et plus chargé de neige que ne l'est aucune autre cime. La Phthie, patrie d'Achille, est dite par Homère une terre féconde et nourricière des hommes; or, la Phthie, c'est-à-dire le pays situé aux environs de Pharsale, est aujourd'hui la portion la plus fertile de la Thessalie, qui elle-même, quand elle *sera de nouveau grecque*, sera la plus riche contrée de la Grèce. La grasse Béotie mérite encore ce nom qu'elle porte déjà dans l'Iliade. Souvent la moisson est abondante aux environs de Thèbes, quand le manque d'eau frappe de stérilité le reste de la Grèce. La plaine de Thèbes était surtout renommée, de toute antiquité, pour ses récoltes de blé; l'auteur de *l'hymne à Apollon* l'appelle *porte-froment*. Les Thébains de nos jours, comme pour attester la vérité de l'épithète homérique, ne semblent penser qu'à semer du blé, bien que leur sol soit favorable à la culture de la vigne, ainsi qu'on doit s'y attendre dans le pays témoin de la punition de Panthée, et où est la scène des *Bacchantes* d'Euripide. Scyros est toujours l'*escarpée*, Aulis la *rocailleuse*, Lacédémone *la creuse* (1), c'est-à-dire située dans un enfoncement dominé par le Taygète, et l'*aimable;* il n'y a qu'une voix sur la beauté de la plaine de Sparte. Dodone se reconnaît à ses *rigoureux hivers* (2), Pyrasos à

(1) La Laconie s'offre de loin sous l'aspect d'un bassin de montagnes fort élevées. — Paw, *Recherches philosophiques sur les Grecs*, t. II, p. 242.

(2) Cette épithète donnée par Homère aux deux Dodones convient à toutes deux.

ses *prés fleuris*, Épidaure à ses *vignes*. Homère parle des murailles de Tyrinthe, les murailles sont encore là gigantesques et inébranlables, et il faut croire que Mycène était, comme dit l'Iliade, une ville *bien bâtie*, puisque le temps n'a pu entièrement la démolir. Ces localités et une foule d'autres offrent encore au voyageur l'empreinte ineffaçable dont les a marquées le burin descriptif d'Homère.

Il y a tel détail dans les récits d'Homère dont on ne peut bien se rendre compte que par le spectacle des lieux. Le poète représente Neptune assis sur les hauteurs de la Samothrace, et de là contemplant ce qui se passe dans la plaine d'Ilion; si on se borne à consulter une carte, on pourra croire qu'Homère a manqué une fois aux lois de la vraisemblance poétique, lois dont il est en général si rigoureux observateur, et qu'il a oublié, ce qu'il ne fait jamais, de tenir compte dans ses récits de la disposition relative des lieux; car l'île d'Imbros est placée tout juste entre la Samothrace et la plaine de Troie, et il semble qu'elle a dû intercepter le regard du dieu. Mais je sentis combien la fiction d'Homère était naturelle, quand, du milieu du détroit des Dardanelles, je vis la Samothrace élever ses montagnes escarpées bien au dessus de l'île d'Imbros et pyramider derrière elle. Plaçant alors en imagination Neptune sur ces sommets, je compris parfaitement comment il avait pu voir de là ce qui se faisait dans la plaine de Troie. En reconnaissant que tout était inventé suivant la loi du possible, la fiction me parut vraisemblable, je crus à Homère et presque à Neptune.

Souvent on parvient à expliquer d'une manière satisfaisante une apparente inexactitude qui avait étonné d'abord. Ainsi, la colline qui portait la ville de Thrium ne semble pas au premier aspect assez élevée pour justifier l'épithète d'*escarpée* qu'elle porte chez Homère; cependant, remarque M. Leake, étant entourée à une distance considérable par un terrain beaucoup plus bas, cette ville est très en vue, et l'effet qu'elle produit s'accorde suffisamment avec les expressions du poète. Une remarque analogue m'avait frappé en vue de l'île d'Imbros. Homère appelle Imbros *île escarpée*, bien que ses bords ne s'élèvent pas considérablement au-dessus des flots; mais il faut remarquer que dans le même vers Homère parle de l'île de Lesbos, qui est plus basse, et que sa forme allongée fait paraître moins élevée encore qu'elle ne l'est véritablement. Dans ce vers, l'épithète donnée à l'île d'Imbros semble plutôt relative qu'absolue. La vérité poétique n'est pas la vérité mathématique, elle peut être une vérité de comparaison ou de contraste.

Là même où l'exactitude topographique d'Homère a été mise en doute, après un plus mûr examen, elle paraît avoir triomphé. On avait contesté une connaissance précise de l'île d'Ithaque à l'auteur de l'Odyssée à celui qu'une tradition, mensongère il est vrai, a fait fils de Télémaque; mais on paraît être revenu de cette opinion, et M. Leake, dont l'autorité en ces matières ne le cède à nulle autre, reconnaît que l'Ithaque d'aujourd'hui ressemble fort à l'Ithaque de l'Odyssée, sauf en un point, savoir : que les montagnes ne sont plus aussi couvertes de forêts, ce qui a fait disparaître le genre de troupeaux que paissait Eumée. De son côté, M. Dodwell s'exprime ainsi : « Rien ne peut être plus exact que la description des abords d'Ithaque et de son grand port, chaque mot peint; » et il cite le passage de l'Odyssée tout entier. Le témoignage des yeux doit l'emporter sur les plus ingénieuses combinaisons de la science, et ici encore, comme partout, ce témoignage est favorable à l'exactitude d'Homère

Cette constante exactitude des peintures homériques me semble avoir une importance qu'on ne lui a pas attribuée, et donner lieu à une conséquence qu'on n'en a point tirée. J'y vois contre l'existence d'Homère une objection qu'il faut lever. En effet, si l'on trouve, dans les poèmes qui portent son nom, ces lieux, si divers et si éloignés les uns des autres, caractérisés avec une surprenante fidélité, comment concevoir qu'un seul homme les a tous connus? Un même poète n'a pu voir tout ce qu'a peint Homère. Chaque épithète attachée aux montagnes, aux fleuves, aux villes, semble inspirée par l'habitude de les contempler. La vérité des peintures locales paraît accuser en chaque pays l'existence d'une poésie locale, et l'on est tenté de voir dans les poèmes homériques un recueil de chants nés dans les diverses contrées qu'ils célèbrent, et portant le cachet de leur origine variée. On serait ramené par là à l'opinion de Vico, reprise par Wolf, et d'après laquelle Homère n'est qu'un nom collectif. Le poète qui a composé l'Iliade ou l'Odyssée ne serait pas un homme, mais un peuple. Cependant l'érudition abandonne aujourd'hui cette thèse ingénieuse et téméraire. Elle a été obligée de reconnaître l'unité primitive de ces grandes compositions, sauf à y reconnaître aussi la présence d'interpolations nombreuses. Mais alors comment se rendre compte de cette incroyable exactitude dans les descriptions de tant de localités diverses qu'un seul homme n'a pu visiter, et qui, dans tous les cas, n'auraient pas laissé dans son ame une empreinte si minutieusement fidèle? Pour expliquer ce fait singulier, il faut, ce me semble, admettre que l'auteur de l'Iliade et de l'Odyssée a travaillé non-seulement sur

des traditions nationales, mais sur des *chants antérieurs*, œuvre de poètes qui appartenaient aux différentes parties de la Grèce. Chacun d'eux avait dû naturellement décrire la contrée où il était né, avec la fidélité que donne seule une contemplation habituelle et cet intérêt particulier qui s'attache à la patrie. Les traits descriptifs inspirés à ces poètes locaux par une nature bien connue ont dû être recueillis dans la grande épopée homérique. Homère a donc vu par les yeux de ses obscurs devanciers ce qu'il n'a pu voir par les siens.

Du reste, Homère n'est pas le seul poète grec dont l'exactitude pittoresque soit remarquable; d'autres partagent avec lui l'honneur de cette fidélité, qui est l'essence de la belle poésie antique. M. Leake a pu déterminer la place de la ville de Lelantum en Eubée, d'après un vers de Théognis. Le témoignage de Sophocle et d'Euripide est invoqué par Strabon, aussi bien que le témoignage d'Homère. Strabon loue avec raison ce qu'il y a de caractéristique dans les vers par lesquels Euripide exprime la différence de la Laconie et de la Messénie : la première, remplie de vallées, entourée d'âpres montagnes, de difficile accès pour l'ennemi; la seconde, fertile, arrosée de mille fontaines, pleine de pâturages chers aux troupeaux et aux bergers, ne souffrant ni des souffles rigoureux de l'hiver, ni des ardeurs excessives de l'été. Pour la douceur du ciel de la Messénie, je m'en rapporte aux belles peintures de l'*Itinéraire* et des *Martyrs*. Quand à la Laconie, sans y avoir voyagé, j'en ai vu assez pour avoir reconnu la vérité de ce que dit Euripide sur l'âpreté des montagnes qui l'entourent. Je la trouvai difficile à pénétrer, non-seulement pour des ennemis, mais pour les voyageurs qui n'auraient ni le temps ni la santé nécessaires, le soir où, de Nauplie, je vis la muraille à pic qui défend l'intérieur du Péloponèse dresser devant moi ses bastions de rochers, rendus plus formidables encore par les nuages, dont les masses noires, qu'en. flammait un couchant sinistre, lançaient des jets d'une lumière rougeâtre, et semblaient d'autres montagnes placées au-dessus des premières, dardant des torrens de lave dans le ciel.

Quelque temps après, j'étais dans l'Asie mineure, contemplant, avec mon ami Mérimée, des hauteurs de Tireh, le mont Tmolus, qui nous séparait de Sardes, et qui s'élevait devant nous comme un mur sans porte; tandis que nous nous demandions avec inquiétude par où et comment nous franchirions cette magnifique montagne, je ne trouvais que trop juste l'expression d'Eschyle : le Tmolus, *rempart de la Lydie*, et j'eus le loisir d'en apprécier toute la vérité pendant la

journée pénible qui fut employée à gravir ce boulevard de la cité de Crésus.

Le pays où sont les Thermopyles, entre l'Eubée et la chaîne de l'OEta, est une des plus belles parties de la Grèce. Le charme de cette contrée m'est soudain rendu présent quand je lis dans Sophocle l'allocution de Philoctète, que Fénelon a traduite avec tant de grace, bien qu'en l'affaiblissant : « Mène-moi dans ta patrie ou dans l'Eubée, qui n'est pas loin du mont OEta, de Trachine et des bords agréables du fleuve Sperchius. »

Pour la Sicile, et la Sicile c'est encore la Grèce, elle est dans Théocrite et dans Pindare; Pindare célèbre le sol fertile de la grasse Sicile, dont l'intérieur est en effet rempli de champs de blé, qui donnent un peu trop l'apparence de la Beauce au poétique pays d'Enna. Théocrite qui, sous les Ptolémée, traite avec une naïveté savante l'idylle inventée par les bergers dans les montagnes de l'Arcadie, Théocrite est le peintre en miniature de la Sicile. Ses idylles se composent d'une foule de petits tableaux champêtres peints d'après nature. Dans cette poésie insulaire, on aperçoit sans cesse la mer à l'horizon. Tantôt c'est un berger qui, appuyé contre un pin, joue de la flûte, tandis que les belles vagues à peine murmurantes réfléchissent l'image mobile de son chien qui court en jappant sur le rivage; tantôt ce sont de vieux pêcheurs conversant la nuit sur une couche d'algues, pendant que la mer vient battre mollement leur cabane de feuillée. Évidemment, au temps de Théocrite, on avait oublié les éruptions de l'Etna. L'Etna n'est pour lui qu'une belle montagne aux cimes neigeuses, aux flancs couverts de forêts, dont les fameux *chênes de l'Etna* présentent de nos jours un assez triste débris.

Écoutez le cyclope amoureux disant à Galatée :

Laisse briser la mer écumante et terrible,
Ta nuit sera plus douce en ma grotte paisible.
Là sont de verts lauriers, là sont de hauts cyprès,
Et le lierre et la vigne aux bras souples et frais.
Et de l'Etna qui ceint de bois son flanc sauvage,
La neige en flots glacés coule, divin breuvage.

Mais Pindare connaît la puissance volcanique de l'Etna. L'Etna n'est pas pour lui seulement la montagne au sommet feuillu, à la cime élevée, telle qu'elle se montre au navigateur qui aperçoit de loin sa majestueuse pyramide; l'Etna est la colonne céleste qui presse la poi-

trine velue du géant Typhée, sur lequel pèse la Sicile entière. Puis, laissant les symboles de la mythologie, Pindare décrit dans un langage magnifique et vrai une éruption de volcan. « Des profondeurs de la montagne jaillissent des sources très pures d'un feu inaccessible. Le jour, ces fleuves répandent un torrent de fumée ardente; mais la nuit une flamme rouge et tourbillonnante roule des pierres sur la plaine de la mer profonde avec un grand bruit. » Pindare, dans son voyage de Sicile, avait vu sans doute ce qu'il peignait dans cette poésie, qui semble enflammée des reflets et retentissante des bruits du volcan.

Les îles de la mer Égée ont été bien caractérisées par les poètes grecs. En apercevant le soir leur contour lointain bleuir au-dessus de la mer, on retrouve les *roches bleues* dont parle Euripide. En les voyant étinceler sur les flots aux rayons du soleil, on les compare, avec Denis le Périégète, aux étoiles semées dans l'azur du ciel. Leur forme souvent arrondie rappelle l'expression hardie d'Homère parlant de la terre des Phéaciens : « Elle était comme un bouclier sur la face de la mer. » Leur abandon et leur nudité actuelle, et le souvenir de leur ancienne splendeur, font dire aujourd'hui au voyageur ce que disait déjà le poète Antipater : « Iles tristes et solitaires qu'entoure la mer Égée de sa ceinture retentissante....., pour vous l'éclat des temps passés s'est évanoui; Délos autrefois si brillante est maintenant délaissée. »

Je ne puis dire *et ego in Arcadiâ :* je n'ai pas vu l'Arcadie, et je le regrette, bien que lord Byron témoigne peu d'admiration pour ce pays pastoral, et l'appelle assez dédaigneusement une Suisse médiocre; mais mon ami M. Lenormant, qui connaît très bien la poésie grecque et la Grèce, m'apprend que dans l'hymne à Pan la nature de l'Arcadie est admirablement peinte avec tous ses contrastes, ses cimes pierreuses, ses prairies humides remplies d'arbres et de fleurs, ses *neigeuses collines qui nourrissent mille fontaines,* et ses *rochers sur lesquels marche le soleil.* Cette dernière expression est la plus belle épithète que je connaisse. Elle montre comment les Grecs employaient la mythologie dans la description. Où nous voyons des rochers brûlés par le soleil, ils voyaient le divin Hélios marcher silencieusement sur les sommets solitaires. De même, sur la mer *azurée,* ils voyaient se dresser Neptune secouant *sa chevelure bleuâtre;* dans la vague *blanchissante,* ils voyaient les pieds d'argent de Thétis; l'*aube,* c'était pour eux la blancheur du visage de l'Aurore. Nous nous bornons à décrire les objets dans leur réalité; l'imagination des Grecs, accoutumée à tout personnifier pour tout animer, traduisait les différens aspects de la

nature dans un langage descriptif et figuré à la fois très exact et souverainement poétique. C'est ainsi que les nombreuses filles de Nérée, les gracieuses Néréides, semblent exprimer par le nom qu'elles ont chez Hésiode les divers caractères et les divers accidens que présente la mer. Galéné, c'est le calme; Glaucé, l'azur des flots; Cymopolia, la blancheur de l'écume; Cymothoé, la fuite des vagues qui semblent courir; Nesæé, c'est la mer semée d'îles qui l'embellissent; Actæé, la mer avec les rivages qui la couronnent; Euliméné, la mer avec les ports où elle vient dormir. Tandis que les modernes s'efforcent de rendre par des descriptions détaillées les aspects de l'Océan, les Grecs les exprimaient d'une manière à la fois plus brève et plus vive; ils créaient pour chacun de ces aspects une divinité, et le nom de cette divinité était un tableau.

Je reviens à l'exactitude des poètes grecs dans la peinture des lieux. Il ne faut pas se hâter de soupçonner la vérité d'une désignation qui reparaît souvent dans la poésie antique, et les contradictions qu'on croit trouver dans le langage des poètes grecs peuvent tenir à des malentendus. Argos est appelée l'*aride*, l'*altérée*, et la ville d'Argos est bâtie dans une plaine fertile. Quand on voit d'une hauteur ses maisons semées au milieu des vergers, on se demande où est l'aride Argos. Il y a plus, Homère et d'autres poètes appellent souvent Argos celle *qui élève des chevaux*. Cette industrie ancienne, et qui dure encore, ne s'accorde point avec l'idée de stérilité. Comment concilier ici la poésie grecque avec la nature et avec elle-même?

Le secret de l'énigme, que j'aurais probablement cherché long-temps dans les livres, et qui a embarrassé Strabon (1), me fut révélé le jour où, par un ardent soleil, je gravis la montagne qui domine la ville moderne. Je sentis que l'Argos *altérée* devait avoir existé là où je me trouvais, méritant fort moi-même l'épithète qu'Homère applique à cette ville, tandis que l'Argos qui était à mes pieds était l'Argos fertile, l'Argos aux mille sources, et la contradiction fut levée en admettant, avec Otfried Müller, que tantôt le nom d'Argos désignait la colline où était l'acropole, tantôt la plaine où était la ville. Quand on trouve en défaut cette exactitude topographique à laquelle les poètes grecs se montrent constamment fidèles, il faut, avant de douter de leur sincérité, se demander si les lieux n'ont pas changé. Aujourd'hui, Phèdre ne pourrait voir Trézène du sommet du temple qu'elle avait

(1) Il dit que cette aridité d'Argos est une fiction des poètes. C'est la seule fois qu'il admette ce genre de fiction, et il n'y avait pas lieu à l'admettre; mais on peut expliquer aussi l'épithète *aride, altérée* par le lit toujours à sec de l'Inachus.

élevé à Vénus dans Athènes; mais elle le pouvait au temps d'Euripide : le promontoire de Methana, qu'une convulsion géologique a soulevé plusieurs siècles après, ne dérobait pas alors à l'épouse de Thésée le séjour d'Hippolyte.

Les plus minutieuses observations faites sur les lieux ont leur prix quand elles font disparaître d'apparentes contradictions entre les témoignages des poètes anciens et nous confirment dans notre foi à la véracité de leurs peintures. En voici un exemple. J'avais toujours été frappé d'un dissentiment remarquable entre les poètes latins et les poètes grecs au sujet de la cigale. Suivant les premiers, ce chant est rauque et importun; les seconds le représentent comme plein de douceur. Homère et Hésiode parlent de la cigale, qui répand dans les airs sa *mélodieuse chanson;* Anacréon, dans une ode charmante, célèbre sa *voix harmonieuse;* dans Théocrite, le chant du berger vainqueur est trouvé semblable à celui de la cigale, et le poète comique Eupolis lui comparait le langage de Platon; enfin, l'Anthologie est pleine de petites pièces de vers qui célèbrent la grace de ce chant. Ce contraste entre les expressions de Virgile et celles d'Hésiode, d'Anacréon, de Théocrite, des poètes de l'Anthologie, m'a été expliqué quand j'ai pu comparer le chant de la cigale en Italie et en Grèce; je l'ai trouvé, est-ce une illusion? criard dans le premier de ces deux pays, et agréable dans le second.

Chose remarquable! avec l'exactitude des peintures diminue chez les Grecs l'essor de la poésie (1); la puissante imagination d'Homère, d'Eschyle, de Pindare, s'assujétissait à faire de la nature un portrait ressemblant; les poètes de la décadence semblent trouver au-dessous d'eux cet esclavage du vrai : dans leur liberté stérile, ils ne tracent que des descriptions vagues. Presque jamais, par exemple, vous ne trouverez chez Quintus de Smyrne ces épithètes caractéristiques si fréquentes chez son vieux compatriote Homère. Apollonius de Rhodes brouille tout dans son énumération des villes de la côte de Magnésie, tandis que dans l'Iliade le catalogue des vaisseaux, qui faisait autorité en justice dans l'antiquité, est aujourd'hui pour la science un recueil de documens aussi clairs que précieux. Ainsi ce sont les plus éminens des poètes grecs qui ont le plus fidèlement reproduit les traits de la nature offerte à leurs regards; chez eux, jamais rien de faux ou de confus. La poésie la plus divinement inspirée a une exactitude et une précision géographiques. Les grands écrivains des temps modernes n'ont

(1) Déjà Euripide est moins exact; il dit que le Cithéron est toujours couvert de neige, ce qui est faux. (*Bacch.*, 660.)

pas procédé autrement. Chez eux, la vérité sévère du contour s'allie à toute la puissance de la conception, à toute la richesse du coloris; j'en citerai deux qui, à cet égard, sont de l'école antique et de la famille d'Homère, Dante et Châteaubriand.

III.

INFLUENCE DES LIEUX SUR LA POÉSIE GRECQUE.

Il ne faut pas, comme on l'a fait trop souvent, s'exagérer l'influence des lieux sur la poésie, et vouloir retrouver à toute force le caractère d'un poète dans le caractère du pays qui l'a vu naître. La nature humaine a en elle de quoi résister à l'action des objets extérieurs, et les circonstances sociales et politiques exercent plus d'empire sur les ames que la transparence de l'air ou les lignes du paysage. Mais il ne faut pas oublier que l'existence politique des états de la Grèce a dépendu elle-même en grande partie de la configuration du sol et de la nature du pays. Quand on a vu la Grèce, on comprend mieux les différences de génie, de mœurs, de constitution, de langage, qui séparaient dans l'antiquité les différentes fractions du peuple hellénique. Nulle part peut-être le voyageur ne passe plus brusquement d'un climat à un autre climat, et pour ainsi dire d'une saison à une autre saison; à quelques milles de distance, l'époque de la moisson varie considérablement. En outre, nul pays n'est coupé de plus de montagnes, et de montagnes plus abruptes. Chaque journée d'un voyage en Grèce est consacrée à gravir une ou plusieurs de ces montagnes et à en redescendre. Ce sont des murs derrière des murs. Rarement ces remparts à pic sont fendus par un cours d'eau; pas un fleuve qui puisse établir des communications entre les diverses parties de la Grèce, pas un qui soit long-temps navigable et qui se prolonge à une grande distance. A peine descendus des sommités escarpées où ils ont pris naissance, les fleuves rencontrent la mer, qui, pour ainsi dire, s'avance au-devant d'eux de tous côtés. On ne peut donc s'étonner qu'un pays, dont les différentes portions sont ainsi séparées, ait offert de grandes diversités de civilisation et de culture, et on doit s'attendre que ces diversités qui ont passé dans le génie des peuples modifieront le génie des poètes.

Dans cette Grèce toute pleine d'Homère, on cherche partout son berceau. Maintenant que la science a retrouvé la grande figure qu'elle avait perdue, on demande à la nature de révéler le secret de la naissance du poète; car les lieux qui lui ont donné le jour doivent lui

ressembler, et ici le spectacle du pays est d'accord avec les résultats de l'étude. Ce n'est pas la Grèce européenne qui a produit Homère. En admirant cette magnifique rade de Smyrne dont les contours ont à la fois tant de grace et tant de grandeur, ces rivages majestueux et charmans, cette beauté si grave et si douce, on est conduit invinciblement à juger d'instinct le procès fameux des sept villes, et à s'écrier : J'atteste ces montagnes, ce ciel, ces flots, c'est ici qu'a dû naître Homère. Cette opinion, d'ailleurs, s'appuie sur des autorités considérables. Si Wood hésite entre Smyrne et Chios, le savant et ingénieux Welcker se prononce pour Smyrne. Otfried Müller arrive à la même conclusion. Hélas! lui aussi, fait partie de mes souvenirs de voyage. Après l'avoir vu à Gœttingue, en 1827, dans toute la puissance de la jeunesse, je devais entendre raconter à Delphes sa mort prématurée, et trouver son tombeau près d'Athènes, sur la colline de l'Académie!

Non loin de Smyrne coule le Mélès, père d'Homère; près de son embouchure, les vagues apportèrent la tête murmurante d'Orphée, suivant un récit ingénieux qui rattache ainsi la poésie homérique à cette poésie plus ancienne encore et plus sacrée dont il n'est resté qu'un nom merveilleux. Heureusement le fangeux ruisseau qui, après avoir parcouru la belle plaine qui s'étend au pied du Sipyle, vient se salir dans les rues étroites de Smyrne, n'est pas le Mélès. Le véritable Mélès passe à quelque distance de la ville. La grotte appelée encore aujourd'hui grotte d'Homère, et qui ne peut guère abriter qu'un chevrier et deux ou trois chèvres, est peu digne de son nom. Ce n'est pas là que fut composée l'Iliade, mais elle a pu l'être sur cette colline où l'ancienne Smyrne, dont on reconnaît encore les vestiges, s'élevait entre la plaine verdoyante et la mer azurée, dans une des plus admirables situations de l'univers.

Tout porte à voir chez Homère un Grec d'Asie; le dialecte ionien domine dans son langage. Sa poésie se teint des premières lueurs de l'Orient. Homère connaît les manufactures de Sidon; mais à l'ouest et au nord d'Ithaque commence pour lui un monde merveilleux. Corfou, si voisine, est le séjour d'un peuple idéal et presque mythologique, de ces Phéaciens qui passent leurs jours dans la joie comme les immortels, et ne connaissent pas la guerre, qui était alors la condition de toute société réelle (1). La Sicile est habitée par les cyclopes

(1) On peut admettre avec l'illustre auteur des *Phéaciens*, M. Welcker, que les Phéaciens sont un peuple imaginaire, et penser cependant que la croyance popu-

et les troupeaux du soleil; plus loin encore, sont les rochers des sirènes, l'île de Calypso près de Malte, et l'île de Circé sur la côte d'Italie. A mesure que la Grèce se rapproche de nous, elle semble s'éloigner d'Homère. De même qu'Hésiode désigne confusément par la vague indication d'*îles lointaines* le Latium et le pays qui devait être le centre de notre monde, Homère place dans le détroit de Messine les roches errantes que les chantres anciens de l'expédition des Argonautes avaient placées dans la mer Noire, parce que le merveilleux suit toujours l'inconnu. C'est au sujet d'Ithaque et des côtes occidentales de la Grèce qu'a été le plus contestée l'exactitude topographique d'Homère, si frappante dans la plaine de Troie. La poésie homérique semble donc un produit de cette civilisation grecque qui a devancé sur les côtes de l'Asie mineure la civilisation de la Grèce européenne, et d'où sont venues la philosophie et l'histoire comme l'épopée. En présence du ciel le plus beau et le plus doux sous lequel puissent vivre les hommes, le génie humain a dû porter ses premières fleurs. Les Homérides, cette tribu poétique au sein de laquelle se conserva le dépôt des œuvres du grand homme dont elle portait le nom, les Homérides habitaient Chios. Chios, qui touche presque à la côte d'Asie, fut long-temps l'asile de la poésie dont l'Ionie avait été le berceau. Au temps des poètes cycliques, continuateurs sans génie de l'épopée grecque, c'est encore des mêmes contrées que s'élève le prolongement affaibli des chants homériques. Arctinos est de Milet, Leschès de Lesbos, Stasinos de Chypre : la muse épique a peine à s'éloigner de l'Asie.

Transportons-nous du brillant rivage ionien dans le fond de la Béotie, de la radieuse cité de Smyrne dans la petite ville de Pyrgaki. Nous sommes à Ascra; de la patrie d'Homère nous avons passé à la patrie d'Hésiode; le ciel a changé; nous respirons un air plus lourd, l'air béotien, qui appesantissait les esprits, et passe pour les appesantir encore. Le climat est plus rude; ce lieu a les inconvéniens des pays situés au pied des montagnes. Les sommets de l'Hélicon rendent les hivers longs et rigoureux; l'été, ils réfléchissent cruellement les rayons du soleil à l'orient, et interceptent les brises rafraîchissantes

laire leur avait donné une habitation réelle dans l'île de Corfou. Je ne saurais regarder le pays des Phéaciens comme purement mythique, car M. Dodwell (*Travels in Greece*, t. I, p. 38) affirme qu'Homère décrit la situation de la ville de Corfou entre deux ports avec une grande exactitude, et ce témoignage balance suffisamment l'opinion de Munther, citée par M. Welcker (*die Phœaken*, p. 48), d'après laquelle ce *que dit Homère de cette île et du naufrage d'Ulysse serait opposé à la nature de nos jours.*

de l'ouest. Hésiode a exprimé les inconvéniens de la situation d'Ascra dans ce vers plein d'humeur : « Ascra, lieu mauvais en hiver, déplaisant en été, toujours fâcheux. » Le père d'Hésiode était né sur la côte de l'Asie mineure, dans la ville éolienne de Cymé, dont l'histoire se mêle à celle de Smyrne, sa voisine; des entreprises de commerce, le besoin de fuir la *pauvreté mauvaise*, l'avaient amené au fond de la Béotie. On croit, dans les tristes accens d'Hésiode, entendre gémir la poésie exilée de son brillant berceau d'Ionie, et l'on comprend pourquoi, sur cette terre moins heureuse, elle aura un caractère plus sombre.

Si Homère sait à peine ce que c'est que l'hiver, Hésiode en décrit longuement les rigueurs. Il trouve, pour les exprimer, des couleurs qui semblent étrangères à l'antiquité grecque. Il peint les glaces s'étendant sur la terre au souffle de Borée, qui déracine les chênes et les sapins, tandis que les animaux s'enfuient tout transis devant la neige, et que le froid fait clapoter leurs dents. On frissonne en lisant cette peinture, on dirait presque un poète du Nord. Il n'y a donc pas lieu d'être surpris si la narration sereine d'Homère fera place, chez Hésiode, à la réflexion mélancolique. En présence de la dure réalité qui l'environne, il laissera sans cesse échapper des sentences lugubres et des plaintes amères. « Nés à peine, dira-t-il, les hommes vieillissent dans la douleur. Une multitude de maux errent parmi eux; la terre est pleine de maux, et pleine de maux est la mer. » Après avoir raconté les âges du genre humain qui l'ont précédé, Hésiode s'écrie : « Pourquoi suis-je venu au monde dans ce cinquième âge? Que ne suis-je mort plus tôt ou né plus tard, car maintenant c'est l'âge de fer! Ni le jour ni la nuit les hommes n'ont de relâche, dévorés par les peines, les travaux, et les soucis que les dieux leur ont envoyés. » Cette tristesse va jusqu'à la plus sombre misanthropie, quand Hésiode déclare la justice tellement persécutée sur la terre, qu'il regarderait comme un grand malheur pour lui et pour son fils d'être justes, lorsqu'il se plaît, dans deux de ses poèmes, à raconter de deux manières différentes comment la femme est la source de tous les maux, et à lancer contre elle des traits grossiers. Homère a un autre génie lorsqu'il nous montre les vieillards troyens pardonnant à Hélène à cause de sa beauté.

Habitant une contrée célèbre autrefois, et encore aujourd'hui remarquable par sa fertilité, Hésiode a été un poète agricole. En Grèce, ses préceptes sur le labourage et la moisson sont observés par les descendans de ceux auxquels il adressait ses enseignemens, parce que ces préceptes étaient fondés sur l'expérience locale et sur la nature du pays, qui n'a point changé. Encore aujourd'hui le paysan

est averti que le moment des semailles est venu par ce cri de la grue, qui retentissait si tristement aux oreilles du poète Théognis lui rappelant que d'autres avaient un champ à labourer, et que lui-même avait été dépouillé des champs paternels.

Comme l'épopée, la poésie lyrique des Grecs a son origine du côté de l'Asie. Alcman est de Sardes, Callinos d'Éphèse, Mimnerme est de Smyrne. Des rivages de l'Asie mineure, cette poésie s'avance d'île en île, semant ses chants mélodieux sur les flots. Presque tous les précurseurs de Pindare sont nés dans quelqu'une de ces îles de la mer Égée, brillans anneaux d'une chaîne qui semble flotter entre l'Asie et la Grèce. Lesbos se glorifie de Terpandre, de Sapho et d'Alcée, Téos d'Anacréon, Paros d'Archiloque, Céos de Simonide. A mesure que le voyageur voit ces îles dorées par le soleil surgir comme des Néréides élevant au-dessus des flots leur chevelure blonde, chacune d'elles semble lui jeter en passant le nom d'un poète. En vue de Mitylène ou de Téos, il croit presque entendre les accens passionnés de la muse éolienne ou les doux sons de la cithare d'Ionie; tout lui rappelle une poésie ardente comme ce soleil ou fraîche comme ces vagues.

Cependant le Thébain Pindare nous enlève à cette atmosphère lumineuse et nous reporte de nouveau sous le ciel moins serein de la Béotie. Comment Pindare est-il Béotien? On pourrait répondre : La Fontaine est bien Champenois, et repousser comme un préjugé populaire sans fondement l'anathème intellectuel jeté par l'antiquité sur les Béotiens. Peut-être vaut-il mieux le restreindre en l'expliquant. La contrée qui a produit Hésiode, Pindare et Épaminondas, n'est pas une contrée déshéritée du génie poétique et du génie militaire; mais ce qui peut être vrai, c'est que la fraîche Béotie, avec ses lacs, ses prairies, ses plaines fertiles, son sol humide, la Béotie dans laquelle un Allemand de nos jours, M. Ulrichs, a cru retrouver l'Allemagne, donnait le jour à des esprits moins prompts et moins faciles que l'Attique, dont l'air était plus sec, plus léger, plus vif, par cela même que le sol était plus aride. Ceci semble une loi générale, et la Grèce nous en offre d'autres exemples (1). Sur ce qui n'était qu'une différence de génie, les beaux-esprits et les poètes comiques d'Athènes prononcèrent une condamnation dédaigneuse et sans appel. Les pauvres Béotiens furent traités par leurs rivaux politiques à peu près comme, dans le siècle dernier, l'esprit allemand, avec ses allures lentes et posées, fut traité

(1) Les habitans de l'Acarnanie, l'une des plus fertiles contrées de la Grèce, passaient, comme les Béotiens, pour avoir l'esprit pesant.

par la vivacité française. Pourtant ce qu'on appelait la pesanteur germanique n'a pas empêché les Allemands de produire une poésie lyrique digne d'admiration, et d'avoir leur Pindare chrétien dans Klopstock. Il en a été de la Béotie comme de l'Allemagne, et cette intelligence plus lente dont on la raillait, après s'être long-temps repliée sur elle-même comme dans une élaboration patiente, quand elle s'est manifestée au dehors, a enfanté l'inspiration la plus grave, la plus élevée, la plus profonde qui ait animé la poésie lyrique chez les Grecs. Les chantres brillans de l'Asie mineure et de l'Archipel ont dû céder le premier rang au chantre de Thèbes. Le Béotien Pindare a vaincu par l'énergie concentrée de sa poésie religieuse, comme le Béotien Épaminondas par l'organisation compacte de sa légion sacrée.

Si l'on voulait, on pourrait bien trouver quelque rapport entre les plaines de la Béotie, bordées de montagnes parmi lesquelles s'élèvent à l'ouest l'Hélicon et au nord le Parnasse, entre ces vastes plaines qui au soleil couchant rappellent un peu la majesté de la campagne romaine et la grandeur imposante de la poésie de Pindare : je parle ici de la véritable, de celle qu'ont retrouvée les travaux de Bœckh et de Dissen, et non du faux pindarisme des modernes, cette froide extravagance par laquelle on a voulu singer un original qui n'avait jamais existé; mais le véritable pindarisme, celui qu'Horace compare si bien à un fleuve puissant qui, accru par les pluies des montagnes, bouillonne immense et profond, ce pindarisme pourrait trouver son symbole dans les vastes campagnes de Thèbes, sillonnées l'hiver par les torrens débordés et battues par les ouragans qui viennent de l'Hélicon. Je ne veux pas abuser de ces rapprochemens. Ailleurs, ils m'ont semblé fondés sur la nature, et je les ai admis; ici, je les trouve artificiels, et je me hâte de les écarter. Ce n'est point la nature de la Béotie qui a fait le génie de Pindare. Tout ce qu'on doit conclure de ce qui précède, c'est que cette nature n'était pas avec lui dans un désaccord aussi grand qu'on le pourrait supposer. Du reste, Pindare n'est point un poète local, il appartient à toute la Grèce. Ce n'est pas Thèbes ou la Béotie qu'il célèbre, c'est Olympie ou Némée, et ces jeux héroïques, au sein desquels tous les Grecs réunis oublient dans une solennité commune les divisions de race et de patrie, ou plutôt sentent qu'ils ne forment qu'une race et n'ont qu'une patrie. Pindare a le sentiment de l'hellénisme collectif, ou, pour parler comme les anciens, du panhellénisme; chez lui, ce sentiment qui était l'ame des jeux où ont triomphé ceux dont ils chantent la gloire, ne se renferme pas dans les bornes de la Grèce proprement dite, car le poète a des

louanges et des conseils pour Théron d'Agrigente et pour Arcésilas de Cyrène. Il serait donc puéril de demander à des influences locales l'origine ou les caractères d'une poésie dont l'essence est de n'offrir rien de local et d'avoir le monde grec tout entier pour théâtre et pour objet.

La Grèce offre d'autres harmonies plus réelles entre la nature et la poésie. Chez les Grecs, il y avait un rapport étroit entre les vers et la musique; or, l'usage de la flûte en Béotie s'explique par l'abondance des roseaux qui croissent dans cette humide contrée, et l'Arcadie est la patrie de la lyre, parce qu'elle est la patrie de la tortue de terre, qu'Hermès, ce malicieux enfant, fit servir à former la première cithare. Des observations d'histoire naturelle ne sont donc pas indifférentes à l'histoire de la poésie grecque. Enfin je ne crois pas qu'il soit tout-à-fait inutile à l'intelligence de la muse antique d'avoir visité le Parnasse. Les Grecs avaient placé la demeure des muses, c'est-à-dire la source de l'inspiration poétique, aussi bien que la demeure des dieux, sur les hauts sommets, là où la terre semble toucher au ciel. Les muses habitaient l'Olympe, le mont Pierus, l'Hélicon, et surtout le Parnasse. Le Parnasse est une des plus belles montagnes de la Grèce; sur ses cimes, couvertes de neige, marchaient dans leur pureté les muses chastes. Les sommets du Parnasse sont souvent enveloppés de nuages. Qui a vu Liakoura (1) sans voile? dit lord Byron. Cette particularité convenait à la destination que la mythologie antique avait attribuée à la sainte montagne. La création poétique est un mystère, il lui sied de s'envelopper de mystérieux nuages.

Chez les Grecs, toutes les inspirations étaient sœurs; le Parnasse consacrait l'alliance de l'enthousiasme poétique et de l'enthousiasme religieux. Tandis que les thyades y célébraient leurs danses qu'animaient les fureurs de Bacchus, la pythie, assise sur le trépied, aspirait les émanations fatidiques de la montagne. Apollon y avait son temple et son laurier, à la place duquel existe à cette heure un laurier, image de l'inspiration qui ne meurt pas. Les muses s'y baignaient dans la source de Castalie, qui coule encore, et dont l'eau remarquablement pure et légère est un charmant symbole de la limpide poésie des Grecs. Ingénieux à saisir les convenances naturelles des lieux avec les idées que devaient exprimer les fables attachées à ces lieux, les anciens avaient placé le temple d'Apollon au pied des roches à pic appelées *les brillantes* (*phédriades*), qui réfléchissent encore aujourd'hui

(1) Nom moderne d'une des cimes du Parnasse.

avec tant de puissance les flèches du dieu. Pour eux le dieu de la lumière et de la chaleur, était le dieu des vers; ils lui avaient consacré une cime escarpée et presque inaccessible. La perfection de l'art est un sommet lumineux et ardent que nul sentier ne gravit, et auquel on ne s'élève que par l'essor d'un vol divin.

Au-dessus de l'emplacement de l'ancienne Delphes s'élève le *double sommet* si souvent invoqué par les poètes. Il domine la grotte très pittoresque d'où s'échappe la fontaine de Castalie, que j'ai vue transformée en lavoir aussi bien qu'Aréthuse. M. Ulrichs fait observer que certains poètes latins, tels qu'Ovide et Lucain, qui n'étaient pas venus à Delphes, semblent croire que les deux sommets au pied desquels la ville était bâtie forment le point culminant du Parnasse, tandis que le Parnasse n'a réellement qu'une cime, et cela est vrai dans tous les sens, au moins du Parnasse antique.

Ce qui n'est pas moins inexact que les expressions d'Ovide et de Stace, c'est la *double colline* de Jean-Baptiste Rousseau. Quelle colline! La distance de la poésie de Pindare à la poésie de Jean-Baptiste, de la grande lyre antique à la lyre diminuée du XVIIIe siècle, est tout entière dans cet abaissement du Parnasse, devenu, pour le poète qui n'avait vu que les environs de Paris ou de Vienne, une colline! Un soir, à Drachmani, me trouvant au pied du Parnasse et suivant de l'œil les vautours qui planaient sur ses flancs, je vins à me rappeler ce vers fameux :

C'est en vain qu'au Parnasse un téméraire auteur....

Il me fallut un effort inoui de réflexion pour me convaincre que cette fière montagne qui se dressait là devant moi, baignant dans les teintes violettes du soir ses rochers, ses sapins, ses abîmes, c'était le Parnasse de Boileau. En revanche, le Parnasse tel qu'il était devant mes yeux, je le trouvais dans les poètes anciens, et surtout chez Euripide. En contemplant les rochers qui resplendissaient si vivement au soleil du midi, je n'estimais pas trop forte l'expression du poète dans *les Phéniciennes:* « O roche étincelante de feu! ô splendeur à double sommet! » Il faut lire à Delphes l'*Ion* d'Euripide, drame touchant où paraît ce bel enfant, Joas de la tradition grecque, qui cache la royauté de son sang divin sous l'humble vêtement d'un desservant du temple d'Apollon; on le voit, dans le zèle enfantin de sa piété naïve, lançant ses flèches aux oiseaux qui peuvent souiller dans leur vol le temple du dieu, et qui aujourd'hui volent en foule au-dessus du lieu qu'Eschyle appelle déjà *Philornis*, cher aux oiseaux. Il y a un grand

charme à ranimer ainsi la tragédie antique en la relisant aux lieux qui furent la scène des évènemens qu'elle retrace; souvent on reconnaît combien les poètes grecs ont marié habilement les catastrophes de leur drame avec les décorations naturelles que lui avait données la tradition. Certes la scène de la destinée d'OEdipe est appropriée à cette tragique destinée. Enfant, il est exposé sur le Cithéron, qui, à voir son air sauvage et morne, semble encore aujourd'hui frappé de malédiction. C'est bien le *mont scélérat* d'Euripide, le mont aux *croupes arides* qu'a deviné le chantre moderne d'*Antigone*. On a remarqué que l'Hélicon et le Cithéron, très voisins l'un de l'autre, ont un aspect entièrement opposé; le premier est frais et boisé, le second est âpre et nu. Ils diffèrent comme la Muse et la Furie.

La fameuse *Schiste*, le lieu où OEdipe frappa Laïus, est aisée à reconnaître à la bifurcation du chemin de Delphes, qui va d'un côté vers Thèbes, de l'autre vers Corinthe. OEdipe revenait de consulter l'oracle, que Laïus allait interroger, quand ils se rencontrèrent dans cette voie étroite, encaissée entre deux montagnes sauvages dont les flancs sont semés de pierres noirâtres, ravin perdu, gorge sinistre, où l'imagination des poètes grecs a bien placé l'accomplissement du parricide. Enfin, cette vie tragique d'OEdipe, commencée sur les tristes cimes du Cithéron, traverse les sombres gorges de la Phocide pour venir se purifier et se transfigurer sous le ciel serein d'Athènes.

Rien ne sied mieux aux sombres fureurs de la tragédie d'Eschyle, à tous les souvenirs sanglans des Pélopides, que les montagnes arides, grisâtres, farouches, qui dominent Mycènes, la ville d'Atrée. J'ai vu ailleurs des lieux auxquels est attachée encore aujourd'hui la mémoire des premières horreurs qui ouvrent cette série d'horreurs. Près de Smyrne, sur une cime peu élevée qui forme le premier contrefort du mont Sipyle, on montre à l'étranger le *tombeau de Tantale* et le *trône de Pélops*. Cette cime, visitée par les panthères, hérissée de roches noirâtres, rappelle sous le ciel de l'Ionie, et au sein d'une nature gracieuse, les sommets menaçans de l'Argolide; la tradition a donné au prologue un théâtre digne de celui qu'elle a choisi pour le terrible drame de la mort d'Agamemnon et de la parricide vengeance qui punit cette mort. Enfin, le rocher de l'Aréopage, au pied duquel le patriotique orgueil du tragique de Marathon se plaisait à faire prononcer un jury athénien sur la cause d'Oreste, débattue par les dieux; ce rocher, par sa majesté sévère, convient au dénouement grave et religieux de l'imposante trilogie. En contemplant, des sombres hauteurs auxquelles s'appuient les murs cyclopéens de Mycènes, ces deux lions,

semblables à ceux de Persépolis ou de Philé, qui, debout après tant de siècles, se tiennent là comme pour garder la porte d'une ville qui n'existe plus; en pénétrant dans ce monument d'une architecture si simple et si grande, qu'on appelle le *Trésor d'Atrée*, en mesurant de l'œil cette voûte antique et si prodigieusement conservée, les pierres gigantesques et inébranlables de cette maçonnerie anté-historique, je me sentais transporté au temps des primitives productions du génie tragique des Grecs. Eschyle a bâti sa tragédie dans ce goût simple, hardi, colossal; comme les énormes pierres du trésor d'Atrée, les pièces de son édifice sont soudées seulement par l'effort de sa main puissante et tiennent sans ciment.

Si vous cherchez un lieu qui vous puisse donner une complète révélation du génie grec, allez à Athènes. Ce paysage n'a rien qui étonne, cette plaine est poudreuse, ces montagnes sont nues; mais contemplez ces lignes si nettement dessinées et qui s'abaissent avec tant de mollesse, laissez-vous pénétrer par le sentiment tranquille de la beauté simple, par la douceur de l'air et son élasticité, par la suavité infinie de la lumière; asseyez-vous sur une des marches du Pnyx, désert aujourd'hui comme il l'était lorsque le bonhomme Dicœpolis d'Aristophane attendait à midi les Prytanes. A votre gauche est le temple de Thésée presque intact; en face est le Parthénon. Regardez, voilà ce qui s'est fait de plus achevé parmi les hommes. Peu à peu votre œil saisira cette perfection trop grande pour frapper d'abord; le beau atteindra votre ame par tous vos sens. Le beau, c'est ce que vous voyez, ces montagnes, cette mer, ce ciel, cet horizon, ces monumens. Étranger, ou, comme auraient dit les anciens, barbare, quand vous vous serez éloigné d'ici, vous ne rencontrerez jamais rien de semblable sur la terre.

L'impression que ces lieux font éprouver au voyageur qui peut comparer plusieurs pays est semblable à celle que produit l'étude de la poésie grecque sur l'homme qui a connu et comparé plusieurs littératures. En fermant Homère ou Sophocle, il se dit : Voilà la beauté véritable et souveraine; jamais il ne s'est écrit rien de pareil chez les hommes. Et en vue d'Athènes, on demande à la poésie athénienne de traduire une admiration qu'elle seule peut exprimer. En gravissant le petit tertre qui s'appelle encore *Colone*, au milieu d'une plaine qui s'appelle encore *Acadimia*, et du haut duquel l'*acropole* fait un si bel effet, on dit avec le poète de Colone : « Ce sont les murs de la ville qui s'élèvent devant nous. — Ce lieu est sacré, je pense. Le laurier, l'olivier, la vigne, y croissent en abondance; les rossignols y

chantent. » Les lauriers n'y sont plus, et les rossignols y chantent à peine; mais pour le voyageur ami des lettres, ce lieu est toujours saint.

Il l'est aussi pour les Grecs de nos jours. Une petite chapelle a remplacé le temple des Furies; au lieu des Euménides avec leurs flambeaux et leurs serpens, on voit, parmi quelques saints du pays grossièrement peints sur les murailles, Dieu tenant un enfant dans ses bras, avec ces mots : Dieu gardien des petits enfans. Voilà le changement des temps et des religions. Ce Dieu qui porte les petits enfans dans ses bras vaut bien les implacables divinités d'Eschyle. Mais ici l'on revient vite à l'antiquité; l'on s'écrie avec le chœur de *Médée :* « O fils fortunés d'Érechtée, bienheureux enfans des immortels, vous qui marchez dans un air pur, plein de mollesse et de clarté! » On salue les Propylées célébrés par Aristophane, quand ils brillaient dans leur nouveauté et qui, après tant de siècles, viennent de reparaître au jour; puis on continue à regarder. Regarder est ici un bonheur vif, une volupté; et plus on regarde, plus on comprend que ce lieu ait été celui où le genre humain devait atteindre le point de perfection que les Grecs nommaient *Acmé*. La plupart des arts et divers genres de poésie sont nés ailleurs : les plus anciens sculpteurs sont de Sicyone, de Sparte, d'Argos ou d'Égine, et non d'Athènes; la poésie vient de Thrace ou d'Asie, mais chaque art, chaque genre de littérature a reçu son complément dans ce lieu favorisé. Jamais ville ne sembla comme Athènes prédestinée à être la patrie de la plus parfaite poésie qui soit née parmi les hommes, car ici le caractère de perfection est partout; ici, rien n'est démesuré, ni les montagnes, ni les monumens; ici, un horizon admirable, mais limité; des contours pleins de fermeté et de douceur; des plans qui fuient avec grace les uns derrière les autres, qui tour à tour reviennent à la lumière ou rentrent dans l'ombre, selon les besoins de la perspective et pour l'effet du tableau, comme si dans ce pays, où l'art est si naturel, il y avait de l'art dans la nature.

IV.

LES MONUMENS ET LA POÉSIE.

La poésie des Grecs n'était pas dans une harmonie moins intime avec les monumens de l'art qu'avec les scènes de la nature. Il y a peu d'études à faire sur la statuaire grecque dans les lieux où elle a fleuri; c'est dans les musées de l'Europe, c'est surtout dans sa brumeuse

prison de Londres qu'il faut l'aller chercher. On n'en salue qu'avec plus d'amour les débris peu nombreux qui ont échappé à la barbarie des conquérans ou à la rapacité des connaisseurs. On contemple quelques bas-reliefs oubliés au Parthénon comme on recueillerait des pages déchirées d'Homère; ils suffisent pour faire pénétrer l'ame plus avant dans les mystères de la poésie grecque, car ils sont beaux de la même beauté, de cette beauté tranquille et sereine qui n'éblouit pas d'abord, mais qui, s'insinuant dans l'ame sans la troubler, finit par la remplir et la posséder.

La matière de la poésie grecque ressemble à la matière de la sculpture antique, la langue ressemble au marbre; c'est de même une substance fine, ferme et pure, qui se prête aux contours à la fois faciles et précis, qui tout ensemble enchante le regard et le repose. Les sculptures de l'Acropole ont la perfection exquise de l'art athénien; elles sont sœurs de la poésie du grand siècle d'Athènes et lui ressemblent. Les canéphores du Pandrosium ont la chaste beauté de Sophocle : une Victoire qui s'incline pour rattacher son brodequin est adorable encore; mais on sent déjà poindre cette grace moins naïve qui sera la grace d'Euripide.

Rapprochant la poésie antique de la poésie du moyen-âge, je comparais dans ma pensée les gracieuses canéphores du temple d'Érechthée aux cariatides accroupies qui soutiennent à Florence les arceaux de la loge d'Orcagna. Les figures d'Orcagna semblent supporter tout le poids de l'édifice, et la fatigue de leur attitude gênée, ainsi que Dante l'a exprimé admirablement, se communique au spectateur. A voir les vierges du Pandrosium, on éprouve, au contraire, comme un sentiment d'aisance et de légèreté; c'est que l'artiste grec a eu soin que l'architrave ne pesât pas uniquement sur leurs têtes. De même, tandis que la poésie moderne, comme écrasée par un laborieux effort vers l'infini, courbe le front et plie sous le poids qu'elle aspire à soulever, la poésie antique, debout après tant de siècles, le front haut et serein, porte légèrement sur la tête sa corbeille de fleurs.

Il ne nous reste de peinture athénienne que sur les vases. Les vases peints d'Athènes ont une grace et une délicatesse particulières; en général, le tracé est rose sur un fond blanc, la pâte fine et légère, les formes sont sveltes, les dimensions peu considérables, les proportions parfaites; en regardant ces vases attiques, on sent mieux ce qu'était cette élégance que les anciens appelaient l'atticisme.

L'architecture offre plus d'un enseignement à celui qui étudie en Grèce le génie de la poésie grecque; qu'on me permette de renvoyer

les lecteurs de cette *Revue* à ce que j'y ai dit sur ce sujet (1). A ces remarques, je joindrai quelques-unes des réflexions qui naissaient dans mon esprit pendant les longues et douces heures que je passais presque chaque jour, un poète grec à la main, parmi les débris de l'Acropole, à l'ombre des colonnes du Parthénon.

Un des caractères de la poésie grecque, c'est de se mettre admirablement en harmonie avec la nature, sans se subordonner à elle; c'est de ne se servir du paysage que comme d'un fond sur lequel se dessine le sentiment et la pensée. Couché sous le péristyle du Parthénon, je regardais à travers les colonnes les montagnes, les îles, la mer et le ciel, et admirant combien cet encadrement ajoutait à leur beauté, je me disais : Ainsi, dans la poésie grecque, c'est pour ainsi dire à travers les interstices de l'art qu'on aperçoit la nature.

Un dernier rapprochement entre la poésie des Grecs et leur architecture. On a reconnu que les colonnes du temple de Thésée n'étaient pas verticales, mais un peu inclinées. Tout récemment, en mesurant avec soin le Parthénon, on s'est assuré que des lignes qu'on croyait horizontales étaient des courbes très légèrement fléchies. N'y a-t-il point chez les Grecs, dans l'expression poétique, quelque chose de semblable à cette pente ou à cette courbure à peine sensible qui paraît être la ligne droite, la ligne géométrique, et qui ne l'est point? On croyait copier l'architecture grecque, et l'on s'étonnait de n'en jamais reproduire l'effet; c'est qu'on ne tenait pas compte de la courbe imperceptible du Parthénon. De même on croit traduire les anciens, on croit avoir exprimé leur pensée tout entière, et on s'étonne de n'en pas reproduire l'effet merveilleux : c'est qu'on remplace par la ligne droite la ligne idéale qui périt sous l'équerre de la traduction.

Il est à peu près impossible de comprendre à fond l'art dramatique des Grecs sans avoir vu ce qui subsiste de leurs théâtres. D'abord on est disposé à croire que la voix devait se perdre dans une enceinte sans toit (2); mais quand on a essayé de lire des vers sur la scène, presque entièrement conservée, de Taormine, ou en se plaçant au sommet des nombreux gradins du théâtre de Syracuse, on ne peut plus nourrir aucun doute à cet égard. Les restes des théâtres de Taor-

(1) *Une Excursion dans l'Asie mineure*, 15 janvier 1842, t. XXIX, p. 184-5.

(2) On ne peut douter que les théâtres grecs ne fussent découverts. Vitruve nous apprend que des portiques étaient placés derrière la scène pour qu'une pluie survenant, le peuple y pût trouver un abri. Pline parle d'un théâtre couvert, à Ostie, comme de quelque chose d'extraordinaire. On se servait d'ombrelles, σκιάδια. (Dod., *Trav.*, t. II, p. 259.)

mine, d'Arles (1), de Pompeï (2), d'Herculanum, ces colonnes, ces niches, ces piédestaux de statues, composaient une scène et des décorations monumentales, au lieu de notre scène en planches et de nos décorations de toile peinte. Quelques débris d'un théâtre antique suffiraient pour nous donner l'idée d'un art dramatique plus sérieux, plus solennel que le nôtre. On sent que cet art faisait partie de la religion publique, quand on voit les théâtres ressembler à des temples.

Assis par un beau jour sur les gradins de marbre blanc du plus beau théâtre de la Grèce, celui d'Épidaure, on s'étonne moins de ce masque immobile qui cachait la figure des acteurs, on comprend comment l'usage du masque était lié à l'usage des représentations en plein jour. Dans nos représentations nocturnes, la rampe a surtout pour objet de projeter la lumière sur la personne, et principalement sur le visage de l'acteur, parce que, pour nous, tout l'effet dramatique réside dans le jeu des physionomies, et, s'il faut le dire, la lorgnette est une condition presque indispensable de notre plaisir et de notre admiration. Les anciens n'employaient point ces moyens artificiels pour produire l'impression tragique; ils ne la faisaient point dépendre des accidens mobiles et fugitifs de la physionomie. De même que dans leurs statues l'expression ne tourmentait point les muscles de la face, mais se manifestait dans l'attitude et le mouvement de la figure tout entière, sur la scène, elle se produisait par des gestes mesurés, par une pantomine grave, dont le rhythme accompagnait la mélopée cadencée des paroles.

Pour ce genre de déclamation et d'action, il n'était pas besoin d'offrir à l'œil du spectateur les diverses contractions que la passion imprime au visage humain, et qui paraissaient aux Grecs aussi indignes de la majesté du théâtre que de la dignité de la statuaire; la beauté idéale d'un type immobile semblait mieux convenir aux demi-dieux et aux héros, auxquels la scène était exclusivement consacrée. Par l'emploi du masque, l'art dramatique se rapprochait de la statuaire, comme, par la portion immobile et permanente des décorations, il se rapprochait de l'architecture. Mais tout cela n'était possible qu'à la condition d'une représentation diurne. Le masque idéal des acteurs tragiques pouvait être d'un bel effet là où la lumière du jour se répandait également partout; la clarté d'une rampe, en se concentrant sur des

(1) Arles a été grecque jusqu'au IVe siècle de notre ère.

(2) Pompeï et Herculanum étaient tout imprégnés des mœurs grecques de la Campanie.

traits immobiles, les eût rendus hideux. Par une raison inverse, rien n'est plus déplaisant qu'un mélodrame joué en plein jour, comme on fait en Italie, par exemple à Florence. Notre drame agité, haletant, un peu factice, est fait pour la lumière excitante des bougies ou pour les éblouissantes clartés du gaz. A l'art tranquille, à la fois plus naturel et plus idéal, des anciens convenait mieux la clarté sereine, égale, harmonieuse du soleil.

Les Grecs attachaient, comme on l'a remarqué souvent, une grande importance à la situation de leurs théâtres; ils faisaient presque toujours en sorte que les spectateurs eussent en perspective un bel horizon (1), la mer comme à Athènes, ou de magnifiques montagnes comme à Corinthe, à Éphèse, à Magnésie, à Sardes. En Sicile, l'Etna offrait un fond de tableau qu'on se gardait de négliger; l'intention de faire servir ce majestueux sommet à l'embellissement de la scène est bien évidente. A Taormine, la porte royale, située au milieu de la scène, est tout juste dans la direction de la cime du volcan. Qu'on aille à trente lieues de là, à Lentini (Leontium), on verra le théâtre orienté de même, et le cône de l'Etna fumer également au-dessus et au milieu de la scène.

En contemplant les points de vue, toujours admirablement choisis, qui s'offraient aux spectateurs assis dans les théâtres, il m'est venu souvent à l'esprit que l'on pouvait, par la situation de ces monumens, s'expliquer un des caractères dominans du drame antique. Pour nous, ce drame a de singulières lenteurs. L'auteur ne se presse point d'arriver au dénouement, et l'on ne peut dire de lui ce qu'Horace a dit d'Homère : *Semper ad eventum festinat*, ce qui du reste ne me paraît pas très vrai pour Homère; mais, outre tous les autres motifs que peuvent avoir les *longueurs* de la tragédie antique, je ne puis m'empêcher de croire que des spectateurs assis à l'aise en plein air et jouissant d'un magnifique coup d'œil devaient être moins impatiens que nous ne le sommes, serrés dans ces boîtes qu'on appelle des loges ou entassés sur les bancs d'un parterre. Il était commode d'attendre que le sort du héros de la pièce fût décidé en regardant l'ho-

(1) Je sais qu'on a objecté que le fond de la scène masquait la vue; mais des gradins supérieurs le regard pouvait passer par-dessus cet obstacle, principalement quand il s'agit d'un horizon de montagne. Les trois portes et les entrecolonnemens de la scène devaient offrir aux regards des échappées sur la mer ou la campagne. Tous les voyageurs ont eu la même impression que Denon, lequel, à propos du théâtre de Taormine tourné vers l'Etna, s'écrie : « Voilà ce qui servait de toile de fond pour ceux qui étaient placés sur les gradins supérieurs. »

rizon de l'Attique, l'Etna ou les imposans sommets du Tmolus. Si l'intérêt languissait un peu, la patience était plus facile, tandis qu'on laissait errer sa vue sur une admirable décoration naturelle merveilleusement éclairée, qu'elle ne l'est aujourd'hui, quand on a au-dessus de sa tête le lustre en guise de soleil, et pour toute perspective les coulisses et le trou du souffleur.

Quelquefois la situation du théâtre se trouvait dans une heureuse harmonie avec le sujet du drame. Quand on jouait *Œdipe* sur le théâtre de Corinthe, le spectateur pouvait voir à la fois le Cithéron et le Parnasse, et embrasser ainsi d'un coup d'œil toute la destinée d'Œdipe depuis son exposition sur la montagne maudite jusqu'à son parricide involontaire sur la route de Delphes. Combien l'impression que produisirent les *Perses* d'Eschyle dut être augmentée par la position du théâtre d'Athènes! La patriotique tragédie fut jouée en vue de Salamine. Du sommet des gradins du théâtre, on jouit mieux peut-être que partout ailleurs du spectacle de la mer. Là on imagine sans peine ce que devaient éprouver les compagnons de Thémistocle, assis sur ces gradins, quand le soleil s'inclinant sur ce magnifique horizon, et Salamine apparaissant enveloppée de la lumière d'or de l'Attique, on voyait fuir sur la mer peinte de rose et d'azur quelques-uns des vaisseaux qui avaient troué de leur éperon de fer les vaisseaux des Perses, cependant que le messager venait raconter à la mère de Xercès et aux vieillards éperdus comment toute la flotte avait péri devant l'île de Salamine, comment la rive de Salamine était remplie de morts, et qu'on entendait la malheureuse reine maudire ce nom funeste; alors quels transports, quels applaudissemens devaient saluer à la fois le récit et le théâtre du glorieux combat!

J.-J. Ampère.

(*La suite à un prochain numéro.*)

SIMPLES ESSAIS

D'HISTOIRE LITTÉRAIRE.

VI.

UN MORALISTE. — *ESQUISSES ET PORTRAITS*, PAR M. DE LA ROCHEFOUCAULD.

S'il y a un genre d'écrits qui exige de la part de celui qui s'y livre une vocation profonde, une sorte d'aptitude innée et toute spéciale, c'est à coup sûr le genre du moraliste. Notre époque, si féconde en révélations, si ingénieuse à restaurer le passé dans ses nuances les plus diverses, garde sur ce point une discrétion exemplaire qui semble ne pas devoir se démentir. En effet, nous avons plus ou moins découvert le secret des beaux vers d'*Athalie*, et l'on citerait au besoin telle page d'un célèbre écrivain qui reproduit à s'y méprendre les magnificences du style de Bossuet; mais dans cette conquête de l'esprit, je devrais dire de l'industrieuse application de notre époque sur le génie du grand siècle, l'héritage du moraliste est resté intact. On a osé aborder Racine et Bossuet; Labruyère, plus à l'ombre, n'a rien livré. Ainsi, dira-t-on, vous mettez sur le même rang la faculté d'observation et d'analyse et la faculté poétique, ce don du ciel par excellence? Non, sans doute; mais je soutiens qu'au temps où nous vivons il faudrait, pour faire un moraliste, une vocation plus déterminée, plus impé-

rieuse peut-être que pour faire un poète. Et d'abord, dans les choses d'imagination, le prestige de la forme aide beaucoup; je parle ici d'une certaine forme ayant cours, dont trafiquent d'ordinaire assez adroitement les muses les moins prédestinées. Puis, après tout, il s'en faut qu'on joue si gros jeu. Essayez de rimer malgré Minerve, et vous en serez quitte pour avoir la réputation d'un méchant poète, ou plutôt pour n'en avoir aucune et passer inaperçu dans le monde. Qu'il en est autrement du moraliste malencontreux! Le lyrisme a son excuse dans sa fougue même et son enthousiasme; mais comment concilier une erreur persistante avec cette sagacité qu'entraîne nécessairement le sens critique? Se croire un Lamartine peut être d'un très jeune homme, quelquefois même d'un fou; mais prétendre se donner de gaîté de cœur dans la société l'emploi d'un La Bruyère est à coup sûr d'un sot. Aussi quiconque affronte délibérément une pareille position doit s'attendre à ce que le ridicule dont il va se couvrir ne touche et n'attriste personne. Libre à chacun de sentir un moment dans sa vie cette démangeaison d'écrire qui de jour en jour semble gagner davantage les vocations les plus rebelles; contre ce mal bizarre, que j'appellerais volontiers une fièvre littéraire particulière à notre époque, les nouvelles, les petits romans et les petits vers sont d'ordinaire un topique assez convenable, et pour peu que votre dilettantisme sache tenir dans ses lectures une certaine discrétion, on vous le passera facilement. Cependant il y a loin de ces exercices inoffensifs de la pensée, de ces simples écrits, à l'ambitieuse préoccupation d'un homme qui affiche tout haut la manie de se donner pour un peintre de mœurs, et va avec la suffisance d'Oronte vous jeter au nez, sans qu'on le lui demande, des lieux communs et des billevesées de toute sorte qu'il a la faiblesse de prendre au sérieux. Ici la critique sera sans pitié, comme le monde : quelle excuse, en effet, à de semblables travers, sinon la moins pardonnable des excuses, une vanité qui ne se contient pas? D'officieux éditeurs objecteront, je le sais, des instincts de race, un besoin de céder à des facultés d'observation transmises avec le sang, comme s'il pouvait y avoir pour le génie droit d'hérédité ou de descendance. Ainsi, de ce que vous seriez le petit-fils du grand Corneille, vous en concluriez que vous devez faire des tragédies. Sublime raisonnement dont la naïveté nous frappe! Cette gloire de famille, à l'ombre de laquelle il était si aisé de vivre, cette consécration solennelle, qu'un homme qui n'aurait que du goût et du tact envisagerait comme un motif de s'abstenir, vous devient un sujet d'émulation, à vous aventureux et superbe! Voilà qui s'appelle au moins ne pas se décourager à peu de frais. Cependant êtes-vous bien sûr d'atteindre le but où vous visez, et

faut-il vous apprendre que pour tel héritier d'une gloire conquise dans le domaine de l'intelligence le moyen le plus vrai de servir et d'honorer le passé est de savoir se taire?

M. Sosthènes de La Rochefoucauld, à ce qu'il paraît, n'envisage point les choses comme nous faisons. En proie à la plus malheureuse passion de célébrité, il faut absolument qu'il occupe le monde et cède aux sollicitations irrésistibles d'un amour-propre toujours vivace et renaissant. Il en veut à toute force à la Renommée, il l'obsède, et l'ingrate déesse, pour prix de tant de soins et d'empressemens importuns, s'obstine à ne lui vouloir donner que le ridicule. Doté en prince par la fortune, investi d'un de ces noms qui se portent dans la vie comme une dignité, tant d'avantages ne lui ont pas suffi. Ce n'était point assez pour lui de La Rochefoucauld; il a voulu être Sosthènes, et il l'est : l'homme peut ce qu'il veut. Déjà, sous la restauration, le noble vicomte, aujourd'hui duc de Doudeauville, avait conquis par ses manifestes administratifs une de ces immortalités malencontreuses dont on ne se relève pas. Les annales de l'Académie royale de Musique conserveront éternellement, pour l'édification de nos petits-neveux, le trop célèbre souvenir de son passage au département des beaux-arts. Qui jamais oubliera l'arrêté mémorable auquel le nom de M. Sosthènes de La Rochefoucauld s'est attaché à cette époque? Avant de prétendre au titre ambitieux de moraliste, du moins, on doit en convenir, le petit-fils de l'illustre auteur des *Maximes* fut un homme moral, et promulguer au nom de la décence publique des ordonnances ministérielles concernant les jupes de ces demoiselles du corps de ballet était un acheminement comme un autre aux graves fonctions que M. de La Rochefoucauld s'est depuis arrogées dans les lettres. Il fallait qu'un La Rochefoucauld parût aux affaires pour décréter qu'à l'avenir la jupe des danseuses descendrait plus bas que le genou. De quel tumulte et de quels orages cette mesure austère fut suivie, on s'en souvient. Pourquoi M. de La Rochefoucauld ne s'est-il pas fait l'historien de cette révolution de sérail? Il y avait là pour son génie, si profondément observateur, un texte tout trouvé, et sa plume élégante et capricieuse nous eût peint à ravir les petits airs boudeurs et les trépignemens de ces aimables nymphes qu'il connaissait au mieux, et dont l'une (Mlle Julia peut-être, lui seul pourrait le dire!) s'écriait, tout en se soumettant aux règlemens nouveaux, qu'on se rattraperait sur la transparence.

La révolution de juillet vint brusquement couper court à l'activité administrative de M. de La Rochefoucauld. Dépossédé naturellement des attributions qu'il tenait de son rang, et d'ailleurs bien résolu à ne

prendre aucune part au nouvel ordre de choses, le noble vicomte, dans les loisirs toujours un peu longs d'un exil volontaire, imagina de s'enflammer de belle et furieuse passion pour les travaux de l'intelligence. Une ambition sublime le tenta, et renonçant aux réformes méditées, oubliant pour jamais ses beaux rêves d'un code de morale à l'usage du corps de ballet de l'Opéra, il tourna vers le culte des lettres cet esprit éminemment fécond et ce sens inventif qui le caractérisent. En 1836, ses *Mémoires* parurent. On ne reprochera jamais assez aux rédacteurs de ces sortes d'ouvrages les abus incroyables qu'ils ont l'habitude de se permettre à l'égard d'autrui. Il vous plaît de mettre le public au courant de vos affaires, et de relever curieusement un beau matin les actes les plus indifférens de votre vie intime : libre à vous, s'il ne s'agissait que de votre personne; mais, dans la société, il n'y a point d'individu isolé : tout en faisant vos confidences, vous allez faire aussi les miennes et celles du voisin, et du portefeuille dont vous tirez vos notes vont s'échapper, pour être livrés aux vents, les dépôts les plus saints, les plus inviolables, commis à votre bonne foi. Eh quoi! de ce que j'aurai eu le malheur de vous rencontrer dans le monde, je devrai à toute force figurer dans votre comédie, où, s'il y a un beau rôle, il va sans dire que vous vous l'adjugerez à mes dépens? Du moins, en ce qui vous concerne, savez-vous bien faire vos réserves, et quand vous diriez tout, même le mal, les satisfactions d'amour-propre seraient là pour vous dédommager de vos prétendus hommages à la vérité. Mais moi, qui ne suis rien, qui tiens à ne rien être, pensez-vous qu'il me convienne fort de me voir de la sorte accommodé à votre guise? Il y a là évidemment un point de moralité, de haute convenance, qu'un homme de goût, qu'un gentilhomme semblait ne pouvoir pas méconnaître, et quand les *Mémoires* dont nous parlons furent publiés, le monde regretta que M. de La Rochefoucauld vînt lui donner l'exemple du contraire.

J'allais oublier les *Maximes*. On n'imagine rien de plus drolatique et de plus bouffon que ce petit livre. S'il n'existait pas, il faudrait l'inventer, ne fût-ce que pour montrer jusqu'où le sérieux d'un homme peut se maintenir sans broncher. Vous y voyez, par exemple, que *l'enfance est une tige fragile qui a besoin d'appui*, que *l'expérience endurcit le cœur*, que *la nature est de tous les livres celui qui parle le plus clairement de l'existence de Dieu*, qu'*une coquette laisse trop percer son désir de plaire*, et mille autres remarques, trésors de sagesse et de profondeur découverts laborieusement à la surface. Au premier abord, ceci vous semble une gageure, une sorte de reversi littéraire où c'est le rebours du jeu qu'on se propose, et vous vous dites : voilà

un ouvrage qui atteint furieusement son but. Mais non, et jugez du comique : tout est sérieux en cette affaire, ou du moins prétend l'être. En tête de ces pages qu'Odry ne désavouerait point rayonne glorieusement comme au-dessus d'un trophée l'écusson des La Rochefoucauld, et sur le rideau de ce théâtre de Jocrisse où parade un moraliste en queue rouge, je lis la superbe devise : *C'est mon plaisir!* Au fait, et pourquoi pas?

> Sunt quos curriculo pulverem olympicum
> Collegisse juvat...

En fait de poussière olympique, M. le duc de Doudeauville n'a soulevé jusqu'ici que la risée des gens; mais si *c'est son plaisir*, qui l'en empêcherait? Aristote ni Horace n'ont prévu l'argument féodal.

Ici commence une période laborieuse pendant laquelle M. de La Rochefoucauld se voue exclusivement à l'idée de faire revivre en lui son immortel aïeul. A dater de ce jour, vous le voyez prendre à part le moraliste, le méditer, le commenter, le reproduire avec un courage, une intrépidité, qui tiennent de l'héroïsme. On a prétendu que M. Pierre Leroux s'imaginait n'être qu'une troisième transformation de l'ame de Platon, laquelle, avant de descendre en lui, se serait incarnée un moment chez Rousseau, en manière de passe-temps. Si le philosophe socialiste a pu concevoir une aussi modeste pensée à l'égard de l'auteur du *Phédon*, combien, à plus juste titre, M. de La Rochefoucauld n'était-il pas autorisé à se la permettre à l'endroit d'un écrivain de sa famille, lui descendant direct, lui qu'après tout la voix du sang pouvait instruire! Ce fut sans doute sous le charme de cette préoccupation dominatrice qu'il résolut, dit-on, un jour d'appeler le premier enfant qui lui naîtrait : Maxime de La Rochefoucauld. L'invention était neuve et piquante, reste à savoir si l'enfant, fille ou garçon (le nom sied aux deux sexes), en eût fort goûté l'à-propos; mais le noble vicomte n'est point homme à s'inquiéter de pareilles misères. En ce qui concerne ses écrits, M. de La Rochefoucauld a pour coutume de n'interroger que son caprice, et quand le génie de l'observation l'entraîne au galop sur sa croupe, peu importe quels champs il traverse et laboure. Je ne sais, mais il me semble qu'on pourrait comparer les équipées littéraires de M. le duc de Doudeauville à ces chasses tumultueuses des hauts barons du moyen-âge, qui, une fois lancés avec meute et piqueurs, s'abattaient comme un fléau dans la campagne, arrachant et brisant tout sur leur passage. Pour l'illustre écrivain, dès que l'humeur le prend de courir sus aux aphorismes, aucune barrière sociale n'existe plus, et les scrupules du monde aussi bien que les plus simples

convenances deviennent ivraie et folles herbes qu'il foule aux pieds, témoin ce malheureux livre d'*Esquisses et Portraits*, auquel il faut cependant bien en venir.

Ce livre me fait l'effet d'un bal masqué, et le dépit fort naturel qu'ont dû ressentir quelques femmes en s'y trouvant commises me représente assez le sentiment d'une personne bien élevée dont un indiscret trahirait l'incognito en lieu suspect. Non que je mette ici l'indiscrédition sur le compte de l'exactitude des portraits, à Dieu ne plaise! Laissez faire le peintre et vous serez à cent lieues du modèle. Mais comment se tromper à ces initiales dont le titre qui les précède, ou toute autre désignation spéciale dissiperait encore l'énigme, s'il pouvait y en avoir? Comment oublier ce fil d'Ariane que M. de La Rochefoucauld, trop défiant de lui-même, a grand soin de vous confier avant de s'engager à travers les fantastiques labyrinthes entrevus par lui dans le cœur humain? Ainsi, dès l'abord, vous voyez défiler sous vos yeux les plus nobles femmes de la société parisienne, les plus spirituelles et les plus élégantes, en compagnie de personnages choisis parmi les illustres de la restauration et de notre époque. C'est M. de Villèle en cordon bleu, M. Guizot en habit de ministre, M. de Lamennais en soutane; que sais-je, moi? Abd-el-Kader! qui figure là entre la femme de ménage et la femme auteur, sans doute pour que rien ne manque à la mascarade, pas même l'ancien Turc obligé. Il y a pourtant dans ces deux volumes une chose charmante et qu'on nous permettra de louer tout à notre aise, nous voulons parler du titre des chapitres. On n'imagine rien de plus aimable, de plus frais, de plus intéressant que cette partie de l'ouvrage de M. de La Rochefoucauld. Ce sont à chaque page des noms d'une élégance et d'une grace exquises : Hyacinthe, Lucile, Juliette, Marguerite, Elvire, Marie. Si j'étais romancier, il me semble que ce livre précieux me deviendrait d'une ressource inépuisable. Que sert, en effet, de tant se mettre en frais d'esprit pour aller chercher aux antipodes ce qu'on a sous la main? Il en est un peu des noms comme de la poésie et des fleurs, les plus simples sont les meilleurs. A propos de la poésie, on nous répète sans cesse qu'elle est morte, et qu'il faudrait, elle aussi, l'aller chercher bien loin. Et cependant, si nous prenions garde, combien de légendes autour de nous! même en ces temps de chemins de fer et d'exposition de l'industrie, combien de suaves et tendres élégies! Savez-vous dans André Chénier un plus touchant poème que ce simple fait rapporté l'autre matin par les journaux et passé sans doute inaperçu dans le torrent des nouvelles publiques? Une jeune fille d'Inspruck

grimpe dans une aubépine en fleur pour y surprendre une couvée de fauvettes; tout à coup la branche cède sous son poids, et voilà l'infortunée qui tombe dans un étang, où elle se noie, entraînant avec elle son frêle trophée, qu'elle tient encore entre ses mains lorsqu'on la retrouve inanimée! Pauvre créature ignorée, morte comme Ophélie, et dont nul Shakspeare n'a recueilli la voix! Pour en revenir à ces noms, un poète en eût tiré le plus charmant parti. Quelles ravissantes figures de fantaisie il y avait à dessiner en pareille occasion! Et comme une main légère et délicate eût fait une jolie couronne de toutes les Marguerite, les Hortense et les Hyacinthe de cette collection! En se maintenant de plein gré dans le royaume un peu vague de l'idéal, on sauvait du moins les apparences, on ôtait à son observation ce qu'elle a d'offensif et d'inqualifiable appliquée à des femmes du monde. Évidemment un homme d'esprit, un homme de tact, en admettant chez lui le projet bien arrêté de mettre en scène des caractères de son époque, aurait tout fait pour conserver à ses ébauches je ne sais quelle physionomie d'abstraction à l'abri de laquelle il eût au besoin pu décliner toute responsabilité malséante. Par malheur, M. Sosthènes de La Rochefoucauld n'est rien moins qu'un poète. Ne lui demandez pas de fictions, il n'aime que la vérité, l'austère vérité, que son regard perçant et scrutateur va saisir dans les plus secrets abîmes de la conscience. De là son goût bien décidé pour les portraits. D'autres préféreront peut-être le paysage ou le tableau de genre, le noble duc n'a de sympathie et de vocation que pour les portraits. Aussi fussiez-vous en Chine, fussiez-vous enterré, ni l'absence ni la mort ne sauraient vous soustraire à ses pinceaux. Lorsqu'il n'a fait qu'entrevoir les gens une minute, il les peint de mémoire; lorsqu'il lui arrive de ne les point connaître, il les invente, et tant pis pour eux s'ils ont la maladresse de ne pas ressembler à sa peinture.

M. de La Rochefoucauld suppose d'ordinaire qu'on le prie, qu'on l'obsède. A l'entendre, il ne se décide que pour céder aux sollicitations de son modèle : « Vous désirez que j'essaie de vous peindre, Elvire, et je me soumets à vos ordres. — Vous l'ordonnez, madame, j'obéis. — S'il y a modestie à se laisser demander un portrait, il y aurait mauvaise grace à le refuser. Vous l'avez voulu, je commence. — Hortense a exigé que je fisse son portrait, mon obéissance sera mon excuse, etc. » Quelquefois même, les grands parens interviennent, et nous voyons les mères se joindre aux filles pour obtenir la grace incomparable. « Il y a de l'imprudence, madame, à vouloir reproduire un modèle aussi séduisant; essayons toutefois, puisque l'ordonne votre mère, l'es-

quisse de cette jolie fleur qui a la simplicité comme l'éclat de la rose, et dont un peu de pâleur augmente encore le charme. » Et notre gentilhomme de dresser au plus vite son chevalet et de nettoyer sa palette, non sans accompagner cet exercice d'invocations préliminaires adroitement puisées dans le vocabulaire de l'art qu'il pratique au figuré. « Pour vous peindre, Élise, il faudrait le pinceau du Titien et le coloris de Rubens. Je n'ai ni leur palette ni leur génie, mais l'ame suffit pour sentir ce qui est noble et beau. » Ou bien, en variant les noms : « Pour obtenir sa ressemblance exacte, il faudrait posséder la palette du Corrége et le crayon de David; mieux encore, il faudrait dérober une des Graces au groupe qui les représente, une déesse à l'Olympe des anciens; esquisser Diane, personnifier Minerve et lui donner la tournure d'Hébé. » Ici le pathos mythologique était de rigueur, le modèle ayant nom Hélène. L'étrange préoccupation de M. de La Rochefoucauld, cette manie de se donner le change à soi-même et de ne voir partout que gens soucieux de se faire peindre, me rappelle une faiblesse semblable d'un poète français de mes amis, quelque peu prince russe, et pour lequel ce n'était rien de rimer, s'il ne se donnait au moins vingt fois par jour l'ineffable plaisir d'écrire ses sonnets sur des albums. Du plus loin qu'il apercevait sur une table ces recueils où foisonnent d'ordinaire les petits vers des grands poètes, le rouge lui montait au visage, et c'était alors une insurmontable nécessité pour lui de parafer son nom à la meilleure place, entre Lamartine et Victor Hugo, par exemple. Plutôt que de se refuser cette jouissance olympienne, il eût emporté le volume ou brisé le fermoir. Or, ce qu'il y a de mieux en ceci, c'est que le malheureux sonnet, qu'il vous imposait de la sorte, commençait par ces mots :

Me demander des vers, à moi...

Qui les lui demandait? Étonnez-vous ensuite des hallucinations de M. de La Rochefoucauld à l'endroit de ses modèles. Je ne sais plus quel philosophe de l'antiquité prétendait qu'il n'y a de vrai que ce qu'on s'imagine. S'il avait par hasard deviné juste? Après tout, le monde vit de fictions, poètes et prosateurs le savent bien.

Relever les mille inconvenances de ce livre serait une tâche à décourager les plus intrépides. M. de La Rochefoucauld semble avoir pour unique système d'appliquer à la réalité les inventions fantasques et dévergondées du roman moderne. Autrefois le roman s'inspirait du monde; le noble duc a renversé les choses, et prétend nous donner un monde fait à l'image du roman. Ouvrez ce livre, vous y trouverez

tout le vocabulaire de la psychologie contemporaine, tous les raffinemens quintessenciés de cette métaphysique des passions, si en honneur dans les cabinets littéraires. Ce ne sont partout que troubles secrets, espérances déçues, rêves indéfinis, orages de la tête et du cœur! Certes, nul ne conteste à M. de La Rochefoucauld le droit de prendre au sérieux les héroïnes de M. de Balzac ou de M. Sue; on nous accordera pourtant que c'est dépasser toute bienséance que de venir appliquer à des femmes ayant un rang dans la société, un nom, une famille, les divagations sentimentales ou criminelles de la duchesse de Langeais, de Mme de Nucingen et de la comtesse Mac-Grégor. Imagine-t-on, par exemple, des interpellations du genre de celle-ci : « Pauvre femme! je comprends les souffrances de votre cœur et le vague de votre esprit. Si jeune encore, être condamnée par le sophisme à traverser la vie sans but comme sans espérance! est-il quelque chose de plus triste au monde? Aussi, rien n'est pour vous bonheur, plaisir, émotion, car votre ame souffre, et, malgré *l'audace de vos pensées*, elle respire mal à l'aise dans l'atmosphère étroite à laquelle vous la réduisez; cette atmosphère rétrécit pour vous jusqu'à la vie commune, et vous prive des consolations de ce monde comme de celles de l'autre. Ainsi, soumise à vos devoirs, vous les remplissez avec la plus scrupuleuse fidélité, mais ils n'ont rien qui vous attache, et *le cri de votre enfant lui-même ne vous fait pas palpiter de crainte et d'amour; vous êtes mère sans épanchemens, vous êtes épouse sans abandon.* » Et cette personne qu'il a si profondément analysée, cette femme qu'il est allé surprendre en ses derniers retranchemens d'épouse et de mère, chose admirable! l'auteur de cet incroyable portrait ne la connaît pas, il avoue lui-même *l'avoir à peine entrevue.* Aimable confidence, dont la simplicité désarme!

En écrivain évidemment imbu du sentiment pittoresque, M. de La Rochefoucauld a toujours soin de donner à ses portraits la mise en scène la plus avantageuse, et la même main qui vient d'effeuiller toutes les roses d'un paysage de Watteau aux pieds des Mlles de K..., agréablement désignées sous le titre des trois Graces, saura, dans l'occasion, évoquer l'abîme et la tempête. En effet, où placer ailleurs qu'en un site aride et solitaire une ame aussi cruellement ravagée que celle d'Eulalie, marquise de ***? S'il y a des noms qui respirent l'aubépine et les acacias en fleur, il en est d'autres d'où s'exhale nécessairement comme une influence de langueur et de mort. On se figure Emma sous un ciel bleu, Elvire au clair de lune, Camille en amazone, Lise ou Babet en laitières de Trianon; mais Eulalie, quel sombre et lugubre

cortége d'images et d'idées ce nom ne réveille-t-il pas! Eulalie! à ce mot, le vent d'automne souffle, les arbres se dépouillent, et le hibou gémit dans les cyprès. M. de La Rochefoucauld n'était pas homme à manquer aux lois de cette poétique imprescriptible. Aussi son Eulalie n'a rien à lui reprocher. Voyez-vous d'ici la belle marquise empruntant au romantisme des lieux qui l'environnent une expression plus haute, un plus glorieux signe de douleur et de fatalité? A ses pieds, l'abîme gronde, et derrière elle, à l'horizon, le nuage s'entr'ouvre déchiré par cet éclat de foudre qui fut long-temps l'ornement obligé de tout portrait du chantre de *Childe-Harold*. « L'arrangement d'un portrait s'abandonne au caprice du peintre. Veuillez donc laisser flotter au gré du vent sur vos larges et blanches épaules vos magnifiques cheveux d'un blond prononcé. D'autres vous placeraient sur un fond uni, moi je veux donner à ma toile une couleur sombre, sur laquelle ressortira mieux ce teint pâle ou coloré qui *exprime des impressions plus ou moins vives, mais toujours comprimées*. Je lèverai vers un ciel couvert de nuages ce regard délicieux qui annonce, tantôt une sorte d'effroi, tantôt une mélancolie profonde, toujours de l'élévation, et parfois aussi de la passion. Que de pensées et de sentimens divers pourrait découvrir en vous regardant celui pour lequel la nature est parlante, et qui sait lire dans vos traits expressifs un passé qui ne vous appartient plus! Mais, peintre fidèle et discret, je ne dois pas soulever le voile qui couvre le passé, j'éviterai même de parler ici d'un présent incertain et d'un avenir qui vous effraie. Cependant, pour établir quelque analogie entre les dispositions de votre ame et l'attitude de votre corps, je vous placerai, madame, au bord de la mer, foulant de votre pied si joli un sol moins abrupte encore que votre vie, et considérant d'un œil avide des flots moins agités que vos pensées. »

La grande affaire de M. de La Rochefoucauld est de prouver aux gens qu'ils s'ignorent eux-mêmes, et de les initier bon gré mal gré aux mystères de leur nature. Jamais sorcière de Bohême ou devineresse d'Écosse ne vit dans une jolie main tant de belles choses qu'il en découvre. Dire ce que chacun voit serait trop facile, observe avec sagacité le noble écrivain; oui certes, trop facile, et nous pensons, comme lui, qu'il vaut beaucoup mieux dire ce dont personne au monde ne se doute. A l'exemple des médecins de Molière, toujours portés à découvrir des symptômes de maladie dans le corps le plus sain, M. de La Rochefoucauld ne surprend dans les consciences que désordre et perturbation. Si deux beaux yeux noirs, bien éveillés, sont pour lui l'indice irrécusable d'une volonté impérieuse et d'une nature passionnée à l'excès, la physionomie la plus calme et la plus résignée lui donne éga-

lement à penser. Voyez un peu comme on se trompe : sous la cendre de ces beaux cheveux blonds, l'incendie couve, et ce frais visage de quinze ans, cette bouche divine de madone ne sourit avec tant de douceur et de grace ingénue que pour masquer toute sorte d'égaremens qui nous échapperaient à nous vulgaire, mais dont l'œil de lynx de l'auteur des *Esquisses* va saisir le secret au plus profond des cœurs! Triste et douloureuse fonction du moraliste, de mettre ainsi à nu la vérité, quoi qu'il en coûte, et de nous initier à toutes les faiblesses, à tous les désenchantemens! Eh quoi! la société française, hier encore si insouciante et si gaie, serait à ce point travaillée de langueur et d'ennui? Eh quoi! le cœur desséché de Werther battrait dans les blanches poitrines de ces femmes que tout dilettantisme enivre, et qui vont dans la même semaine se passionner pour un livre nouveau, pour une cavatine, que sais-je, moi? pour une valse importée chez nous des bord du Rhin? Non, monsieur le duc, vous vous êtes mépris; vous avez été dupe des romans que vous lisez. Lorsque l'empereur Napoléon rencontra Goethe à Erfurth, il lui reprocha d'avoir donné, par l'amour, deux mobiles au suicide de Werther, quand un seul eût suffi; et Goethe, approuvant la critique, répondit qu'il n'hésiterait point à en tenir compte, si son œuvre était à recommencer. En effet, presque toujours c'est assez d'un mobile, et dans une société que le torrent emporte, dans un monde que tout amuse, occupe et réjouit, il n'y a plus place désormais pour ces orages que vous rêvez, pour ces douleurs sans nom, filles de la solitude et du désœuvrement.

Du reste, si le noble duc, en ses révélations bizarres, semble ne tenir aucun compte de la pudeur des gens, il faut avouer du moins qu'il ne se montre ni plus discret ni plus scrupuleux à l'égard des siens. Un portrait de Mme la vicomtesse de La Rochefoucauld, première femme de l'auteur des *Esquisses*, débute par ces termes : *Jamais peau...* Et l'écrivain, après avoir mis son lecteur au courant de toutes les qualités physiques du modèle, après nous avoir raconté qu'Élisa était *blanche comme le lis* et *rose comme la rose*, et que *jamais, malgré le soleil le plus ardent, une tache de rousseur ne vint déflorer cette personne*, l'écrivain, passant tout à coup à un ordre de faits plus relevé, observe ingénuement que *si, Élisa ne vous comprenait pas toujours, ce n'est point qu'elle n'y tâchât.* Voilà, certes, un bien gracieux compliment à faire à la mémoire d'une femme! Nous doutons aussi que Mme la duchesse de Doudeauville ait fort goûté toutes les jolies choses qu'un sentiment conjugal à la fois délirant et timide inspire à son illustre époux. « Pour bien faire ce portrait, peut-être faudrait-il le moins sentir; le trouble de l'ame ôte à l'œil sa lumière et à la pensée

sa clarté. Si j'échoue, celle qui m'inspire et m'impose à la fois me devra au moins son indulgence. On est modeste quand on aime, madame, et *timide quand on désire.* » A cet exorde, dont le style brusque et saccadé trahit évidemment l'émotion de l'orateur, succède une opulente énumération des diverses beautés d'Herminie : « Dire qu'elle est aussi belle que bonne; que ses dents, d'un émail éclatant, sont parfaitement rangées; que son sourire est gracieux, que ses longs cheveux blonds sont d'une nuance ravissante; que l'expression de son regard, lorsqu'il vient à s'animer, porte le trouble au fond du cœur; que sa taille est aussi noble que gracieuse, et qu'il y a dans sa tournure une souplesse qui enchante, ce serait raconter ce que chacun sait. » Or, dire ce que chacun sait n'est point précisément ce qui tente M. le duc de Doudeauville. Il préfère de beaucoup les confidences intimes du genre de celle-ci, par exemple : « Sa belle santé redoute des agitations qui ne seraient pas sans charme pour elle. » Libre à chacun d'interpréter à sa manière cette observation délicate du moraliste, qui s'écrie ailleurs, en s'adressant à M. de Courcelles et sur un ton encore moins énigmatique : « Votre carrure, cher comte, dénote certains mérites secrets que personne, je crois, ne sera tenté de vous contester, et ces indices indiscrets n'ont rien qui vous déplaise. » Je remarquerai aussi, en passant, un chapitre dédié à Mme la comtesse Léonie de C., où la question de ménage se trouve on ne peut mieux touchée. Impossible d'avoir plus de goût et de tirer de si bonne grace le rideau sur ce petit coin de la vie privée qu'après tout chacun tient assez à garder pour soi. « Vous êtes douce, Léonie, lorsqu'on fait votre volonté et que ce pauvre Jules se soumet à tous vos caprices. *Songez qu'il peut, à votre choix, faire envie ou pitié.* » En vérité, monsieur le duc, mais vous n'y pensez pas! et m'est avis que ce *pauvre Jules* vous eût bien volontiers tenu quitte du compliment, surtout si je lis ce qui suit : « Votre mari emploie tout son esprit, et il en a beaucoup, à se persuader qu'il est heureux. *Avec vingt ans de moins, il le pourrait,* car, lorsqu'on est jeune, il est des momens où l'imagination joue un rôle si délirant, qu'elle ne voit rien au-dessus du bonheur de posséder une femme spirituelle et jolie comme vous; mais, dans l'âge mûr, on a besoin de trouver à côté de ces avantages les qualités qui assurent le repos de l'intérieur. Or, je vous le demande, Léonie, offrez-vous en ce genre à votre mari tout ce qu'il pourrait désirer pour compensation de son dévouement et de la belle position qu'il vous a faite en mettant à vos pieds sa fortune et son nom? » Mais pour la franchise et l'entrain du style, rien ne vaut le portrait de Zoé, comtesse du C. : « C'est la plus ravissante et la plus cruelle personne du monde; un

ange, un démon, un abîme; l'être le plus faible et le plus fort, le plus indépendant et le plus facile à entraîner dans les petites choses; la tête la plus capable et la plus vive; le caractère le plus ferme et le plus indécis. » Un tel luxe d'antithèses, cette combinaison savante des contrastes nous remet en mémoire une Mme Agnès de Méranie, de M. Jules de Rességuier, noble châtelaine :

Dans son fauteuil la plus dolente,
Sur son cheval la plus allante,
La plus fidèle à son devoir,
Et la plus dangereuse à voir!

Et qui fut en son temps aussi célèbre dans un certain petit cénacle littéraire que le modèle du portrait en question dans les petits appartemens du roi Louis XVIII.

On le voit, ici le vrai comique abonde, et encore n'avons-nous fait que citer au hasard; que serait-ce si nous donnions tout? Dans l'embarras du choix, qu'on nous permette cependant de noter au crayon quelques pensées qu'il serait aussi par trop injuste de laisser enfouies: « Gabrielle se tait souvent pour ne pas parler; — pour qu'il y ait usurpation, il faut qu'il y ait usurpateur; — on rêve plutôt l'idéal que le positif. » Quel recueil précieux ne ferait-on pas des extraits d'un pareil livre? et cette fois, nous pouvons le dire hardiment, M. de la Palisse aurait trouvé son maître.

En attendant, les volumes se succèdent. Depuis deux mois, nous voici déjà au troisième. C'est un cliquetis de noms propres à vous étourdir, un brouhaha des plus divertissans : l'empereur de Russie et M. Laffitte, Méhémet-Ali et M. Scribe, le roi de Sardaigne et Victor Hugo, M. Cormenin et la reine d'Angleterre; puis, au-dessous du proscenium, à la place où se groupent les vieillards d'*Antigone*, le peuple, le catholicisme, deux abstractions tenant l'emploi du chœur dans la tragédie antique. Mais j'y songe, l'empereur de Russie et M. Laffitte ne figurent-ils point là un peu en honneur de la circonstance? Le parti qu'on pourrait tirer d'un semblable système de publication est véritablement incalculable. Vous verrez que M. Sosthènes de La Rochefoucauld fera son tour du monde, et nous aurons de la sorte M. de Metternich et Levassor, l'empereur de la Chine et Mme la princesse de Belgiojoso, la reine Pomaré et M. List, tous peints d'après nature, tous également pris sur le fait. Nous entrevoyons d'ici à ce livre des horizons véritablement encyclopédiques : reines, empereurs et rois, hommes d'état, généraux et poètes, femmes du monde, femmes politiques et femmes de lettres, quelle plume pour une si terrible tâche, quel pinceau pour de semblables toiles! O Vandick! ô

Rubens! ô Titien! où prenez-vous les grotesques couleurs dont vous affublez les héros de votre mascarade?

Sérieusement, le pire tort de l'ouvrage de M. le duc de Doudeauville n'est point de manquer de toute espèce de conditions littéraires, d'être écrit sans style, sans esprit et sans goût; il y a là encore un scandale public, et c'est à ce point de vue seul que nous avons cru devoir nous en occuper. En effet, le peu de bruit qui se fait autour de ces volumes vient d'un sentiment de réprobation universellement répandu. Peut-être l'auteur des *Esquisses* verra-t-il là son succès : nous en savons plus d'un, même parmi les illustres, qui n'en demanderait pas davantage; mais, en conscience, sied-il bien à un La Rochefoucauld de briguer de semblables triomphes et de venir lutter de commérage avec les plus inconvenantes publications de notre temps? Il y a tel mauvais livre qu'un homme de goût peut écrire sans abdiquer, il en est d'autres qui ne se font pas. Qu'un gazetier invente chaque matin, pour le succès de son entreprise, toute sorte de sottises et d'extravagances sur le compte des uns et des autres, qu'un pauvre diable aux abois raconte aux badauds de la ville que la marquise de N. met du rouge et que la princesse de L. a des vapeurs, somme toute le mal n'est pas bien grand; on en est quitte pour se dire : Ces gens-là ne sont pas reçus, donc ils mentent, ou pour leur reprocher d'avoir écouté aux portes, s'il leur arrive par hasard de toucher juste. Cependant, je le demande, que deviendra-t-on si des La Rochefoucauld s'en mêlent, s'il faut se défier d'un oncle ou d'un cousin? Noblesse oblige, prétendez-vous : oui, sans doute, mais à se taire, à garder le silence sur ce qu'on voit, à plus forte raison sur ce qu'on n'a jamais vu et qui n'est pas.

Nous le répétons, il y avait en pareil cas un moyen bien simple d'éviter le blâme, c'était de se tenir dans la généralité, et, sans chercher à désigner celui-ci ou celle-là autrement que par leurs ridicules ou leurs travers, d'inscrire des noms de fantaisie en tête de ses chapitres. Le XVIIe siècle offre en ce genre un vocabulaire parfait, où M. le duc de Doudeauville n'avait qu'à puiser. Qui l'empêchait par exemple de nommer ses femmes Arsinoé, Uranie, Araminthe ou Céphise, ses hommes Oronte, Alcidamas ou Polydore? De la sorte du moins le noble écrivain pouvait concilier à merveille ses manies littéraires avec la bienséance, et, dans la disgrace de l'auteur malheureux l'homme du monde n'eût pas été compris. *L'Impromptu de Versailles*, cette adorable comédie de Molière, dans laquelle se trouve exposée en maint endroit la poétique du grand maître, contient à ce sujet plus d'un excellent passage que je recommande aux méditations de M. de La

Rochefoucauld : celui-ci entre autres, où, consulté par deux individus qui veulent absolument voir l'un dans l'autre le type original du fameux marquis de *la Critique de l'École des Femmes*, Molière leur répond en ces termes formels, qu'il met dans la bouche du comédien Brécourt : « Vous êtes fous tous deux de vouloir vous appliquer ces sortes de choses, et voilà de quoi j'ouïs l'autre jour se plaindre Molière parlant à des personnes qui le chargeaient des mêmes choses que vous. Il disait que rien ne lui donnait de déplaisir comme d'être accusé de regarder quelqu'un dans les portraits qu'il fait, que son dessein est de peindre les mœurs sans vouloir toucher aux personnes, et que tous les personnages qu'il représente sont des personnages en l'air et des fantômes proprement qu'il habille à sa fantaisie pour réjouir les spectateurs; qu'il serait bien fâché d'y avoir jamais marqué qui que ce soit, et que si quelque chose était capable de le dégoûter de faire des comédies, c'étaient les ressemblances qu'on y voulait toujours trouver, et dont ses ennemis tâchaient malicieusement d'appuyer la pensée pour lui rendre de mauvais offices auprès de certaines personnes à qui il n'a jamais pensé. En effet, je trouve qu'il a raison, car pourquoi vouloir, je vous prie, appliquer tous ses gestes et toutes ses paroles, et chercher à lui faire des affaires en disant hautement : Il joue un tel, lorsque ce sont des choses qui peuvent convenir à cent personnes. Comme l'affaire de la comédie est de représenter en général tous les défauts des hommes, et principalement des hommes de notre siècle, il est impossible à Molière de faire aucun caractère qui ne rencontre quelqu'un dans le monde; et s'il faut qu'on l'accuse d'avoir songé à toutes les personnes où l'on peut trouver les défauts qu'il peint, il faut sans doute qu'il ne fasse plus de comédies. » D'où je conclus qu'il faut qu'à l'avenir M. le duc de Doudeauville renonce à faire des portraits. En effet, ce que dit Molière au sujet de la comédie s'applique naturellement au genre d'écrits dont nous nous occupons, et qu'on esquisse les mœurs de son pays sur le théâtre ou dans un livre, la même discrétion, la même réserve ne vous est pas moins imposée à l'égard des personnes. Quel admirable sens dans cette boutade de l'auteur du *Misanthrope!* comme on respire dans chacune de ces paroles cette saine influence d'une société ferme et debout sur ses principes d'ordre et d'hiérarchie, et dont les saturnales ne sonneront pas de long-temps! On a beau dire, c'est toujours de là que nous vient la lumière, et le comédien de Louis XIV en remontre au grand seigneur d'aujourd'hui en matière de délicatesse et de savoir-vivre.

HENRI BLAZE.

ÉTUDES
SUR L'ANGLETERRE.

V.

LEEDS.[1]

II.

DU TRAVAIL DES ENFANS.

Dans une contrée où le travail industriel a une telle importance, les maladies qui en naissent doivent s'attaquer à l'existence même du corps social. L'Angleterre, en dépit de sa prévoyance habituelle, n'a ouvert les yeux que bien tard sur ce danger. Vers la fin du dernier siècle, les manufacturiers se plaignant de l'augmentation des taxes, M. Pitt leur signalait le travail des enfans comme la grande ressource qui leur permettrait de supporter ce fardeau. Les manufacturiers prirent le ministre au mot, et alors fut inaugurée cette effroyable conscription, qui ne se bornait pas, comme celle de Napoléon, à moissonner les adultes, mais qui, enrôlant les enfans dès l'âge le plus

(1) Voyez la première partie dans la livraison du 1er mai.

tendre, s'étendit bientôt aux femmes elles-mêmes, et traîna les familles entières sur le champ de bataille de l'industrie. La paix a fait cesser en France la conscription militaire; en Angleterre, au lieu de relâcher la conscription industrielle, elle a peu à peu précipité toutes les classes de la population sous ce funeste niveau. Les premières victimes furent les enfans pauvres. Écoutons le récit que donnait de leurs souffrances, il y a trente ans, un des fondateurs de la manufacture britannique, le père de sir Robert Peel (1). « Les manufactures furent d'abord établies sur des cours d'eau, et dans des lieux généralement peu habités. Pour faire mouvoir les machines, il fallut emprunter aux grandes villes l'excédant de leur population, et plusieurs milliers d'enfans mis en apprentissage par les paroisses vinrent ainsi de Londres, de Birmingham et d'autres districts. La maison dans laquelle j'ai un intérêt employa pendant quelque temps jusqu'à mille apprentis. Ayant d'autres affaires sur les bras, j'avais rarement le loisir de visiter les manufactures; mais toutes les fois que je pus faire cette inspection, je fus frappé de l'aspect uniformément maladif des enfans, et dans plusieurs cas de leur stature rabougrie. La durée du travail était réglée selon l'intérêt particulier du régisseur. Comme le taux de son traitement dépendait de la quantité d'ouvrage que l'on exécutait, il se trouvait intéressé à faire travailler ces enfans à l'excès, et, pour étouffer leurs plaintes, il leur donnait d'insignifiantes gratifications. Voyant nos manufactures conduites de cette manière et apprenant que les mêmes abus existaient dans d'autres établissemens, où l'on excédait aussi les enfans de travail, et où l'on n'apportait aucune attention à la propreté ni à la ventilation des ateliers, je proposai le bill de la quarante-deuxième année du roi George, destiné à régler les manufactures qui employaient ces apprentis. »

Cet acte limita la journée à douze heures effectives dans les manufactures qui recevaient les enfans mis en apprentissage par les paroisses. La protection de la loi ne couvrait ainsi que les orphelins et ceux à qui la tutelle de la famille avait manqué; on laissait en dehors tous ceux dont les parens pouvaient prendre soin. Il arriva que les manufacturiers, gênés dans l'emploi des apprentis, se tournèrent vers les enfans libres. L'invention de la machine à vapeur ayant rappelé les fabriques dans les villes, l'industrie s'implanta au milieu de la population, et vint prélever sur toutes les familles le tribut du travail. La dépravation morale commença dès-lors avec la dégradation

(1) *Select committee on the employement of children in factories*, may 1816.

physique. Pour déterminer les enfans à endurer cette rude corvée de treize à quatorze heures par jour, les parens leur abandonnaient une partie du salaire, et les émancipaient ainsi avant l'âge de raison. « Je ne presse pas le comité, disait encore le père de sir Robert Peel en 1816, d'exprimer une opinion sur les conséquences que doit avoir pour la santé et pour le bien-être de ces malheureux enfans le travail excessif auquel on les soumet : cela n'est plus nécessaire après que vous avez entendu les hommes éminens de l'art médical appelés devant vous; mais je désire ardemment faire comprendre au comité qu'à moins d'une intervention nouvelle du parlement, le bénéfice de l'acte sur les apprentis sera complètement détruit. On cessera d'employer les apprentis des paroisses; mais, à leur place, on appellera d'autres enfans, entre lesquels et leurs maîtres il n'existera point de contrat permanent, et qui n'auront aucune garantie. L'emploi sans choix et sans limites des pauvres qui peuplent les districts manufacturiers aura pour la génération naissante des effets tellement sérieux et tellement alarmans que je ne puis les envisager sans terreur, en sorte que ce grand effort du génie anglais, qui a porté à un si haut degré de perfection les machines de nos manufactures, *au lieu d'être un bienfait pour le pays, deviendra pour nous la plus amère malédiction.* »

La malédiction que prophétisait le vieux Peel s'est appesantie en effet sur l'Angleterre. Comme les Espagnols dans l'Amérique du Sud, les Anglais éprouvent aujourd'hui sur leur propre sol qu'il est plus difficile d'abolir l'esclavage que de l'instituer. La croisade en faveur des enfans des fabriques dure déjà depuis trente ans; le Pierre l'Hermite de ce mouvement fut un homme dont le nom, mêlé à des rêveries antisociales, se recommande pourtant par un dévouement sincère à tous les sentimens généreux. Après avoir dirigé une filature dans le voisinage de Manchester, M. Robert Owen acheta l'établissement de New-Lanark en Écosse, où 500 enfans, depuis l'âge de cinq ans jusqu'à l'âge de huit, pris parmi les pauvres d'Édimbourg, étaient attelés à l'ouvrage des hommes. Ces petits ouvriers, bien nourris, bien logés, bien vêtus, avaient une certaine apparence de fraîcheur et de santé; mais M. Owen ne tarda pas à reconnaître que la plupart avaient les jambes déformées, qu'ils ne grandissaient pas, et que, la fatigue énervant leur intelligence, ils apprenaient difficilement à épeler les lettres de l'alphabet. Immédiatement, pour couper court à la cause du mal, la durée du travail fut réduite à dix heures et demie par jour, et l'on n'admit plus d'enfans dans la manufacture avant l'âge de dix ans.

M. Owen ne se contenta pas de donner l'exemple de la réforme; il

résolut de la propager. Dans une réunion de filateurs et de manufacturiers convoqués à Glasgow pour délibérer sur les moyens de déterminer la suppression du droit de 5 deniers par livre établi sur le coton américain, M. Owen demanda, concurremment avec cette émancipation commerciale de l'industrie, une mesure qui réglât le travail des enfans. La première motion obtint l'unanimité des suffrages, mais la seconde ne fut pas même appuyée. M. Owen, ayant trouvé l'intérêt manufacturier sourd au cri de l'humanité, prit le parti de s'adresser à l'opinion publique, et de frapper ensuite avec ce puissant renfort à la porte du parlement. Laissons-le raconter lui-même les humbles débuts d'une agitation qui a renversé aujourd'hui toutes les digues, et qui donne au gouvernement les plus vives anxiétés (1).

« J'écrivis au prévôt de Glasgow une lettre destinée à la publicité, dans laquelle, après avoir exposé les effets déjà produits par les manufactures sur la santé des enfans, je sommais le ministère et le parlement de rendre une loi qui restreignît la durée du travail dans les fabriques à dix heures par jour, qui n'autorisât l'emploi des enfans, depuis l'âge de dix ans jusqu'à douze que pendant la moitié de la journée, et qui pourvût à l'éducation des jeunes garçons ainsi que des jeunes filles avant l'âge du travail.

« Aussitôt que des exemplaires de cette lettre eurent été adressés au ministère et au parlement, je partis pour Londres. Lord Liverpool était alors premier ministre, et M. Vansittart, chancelier de l'échiquier. L'un et l'autre se montrèrent favorables à mes vues. Je vis ensuite les chefs de parti dans les deux chambres, et, trouvant que je pouvais compter sur l'appui cordial de presque tous les hommes politiques, je me déterminai à convoquer, au nom de lord Harewood (alors lord Lascelles) et au mien, des réunions qui se tinrent aux *Armes du roi*, et qui attirèrent un grand concours d'auditeurs. Dans la dernière, il fut décidé que le projet de loi (*bill*) que j'avais préparé serait présenté à la chambre des communes, et l'on désigna, sur ma proposition, pour en faire la motion, le père de l'homme qui est aujourd'hui premier ministre, comme étant le plus ancien manufacturier de la chambre, et comme étant d'ailleurs le partisan déclaré du gouvernement.

« Sir Robert Peel n'avait pas encore entendu parler de ces réunions; j'allai le trouver et je lui expliquai la situation. Comme il reconnut que la majorité dans les deux chambres était assurée au projet, il consentit le jour même à s'en charger. C'était un bill de dix heures et demie limitant à douze ans l'âge auquel on pourrait travailler pendant la journée entière, et réduisant la durée du travail à cinq heures un quart pour les enfans de dix à douze ans. Le projet de loi fut présenté sous les plus favorables auspices; tout le monde sentait l'injustice qu'il y avait à permettre que l'on exigeât des

(1) *Letter to the Times editor*, 30 march 1844.

enfans dans les manufactures quatorze, quinze et même seize heures de travail par jour. C'était le plus horrible esclavage que l'on eût encore infligé à l'espèce humaine.

« Toutefois, avant la seconde lecture du bill, les manufacturiers organisèrent une vive opposition, et ces hommes, qui n'ont jamais compris leurs véritables intérêts, amenèrent sir Robert Peel à leur accorder une enquête parlementaire, une enquête pour examiner si l'esclavage était juste, bon et avantageux à la nation! Le comité fut nommé, il siégea durant trois sessions, et jamais on ne dénatura davantage les faits. A l'exception des membres de la chambre que j'avais enrôlés, je fus le seul avocat de ces pauvres enfans. On arracha concessions sur concessions à sir Robert Peel, jusqu'à ce que le projet eût perdu sa forme primitive. L'âge de l'admission dans les manufactures fut réduit à neuf ans, et la durée du travail étendue d'abord à onze heures, ensuite à douze heures par jour. »

Tel fut, en effet, le caractère de la loi de 1819, loi certainement illusoire, mais qui posa du moins le principe de la protection due par l'état à ceux qui ne disposent pas de leur propre sort, tout en respectant la liberté des transactions entre le maître et l'ouvrier homme fait. En 1825, et après de nouveaux efforts dirigés par sir J.-C. Hobhouse dans la chambre des communes, l'acte de 1819 fut confirmé, mais on imposa aux fabricans quelques précautions de bon ordre et de salubrité. En 1831, et afin de réprimer d'autres abus, le parlement défendit d'employer les enfans aux travaux de nuit; mais un grand nombre de manufacturiers, secondés par la connivence coupable des parens, éludèrent les prescriptions de 1825 comme celles de 1831; il en résulta une véritable inégalité de situation entre ceux qui observaient la loi et ceux qui ne craignaient pas de l'enfreindre, et les enfans continuèrent d'être opprimés dans ce conflit.

A cette époque, les ouvriers, pour la première fois, prirent en main leur propre cause et voulurent être entendus. Des comités se formèrent dans les principales villes, à Manchester, à Leeds, à Glasgow. La question déjà bien assez grave du travail des enfans s'absorba dans la question plus générale, mais infiniment moins pratique, du travail des adultes; les ouvriers prétendirent faire régler par le parlement la durée de la journée dans les manufactures, comme à une autre époque ils avaient demandé que le salaire fût réglé par la loi. Ce qu'ils voulaient, c'était un acte qui limitât la journée à dix heures, et les réunions de leurs délégués s'intitulaient comités du temps court (*short time committees*). Un homme plus humain et plus persévérant qu'éclairé, M. Jh. Sadler, porta ces prétentions devant le parlement, qui ordonna

une enquête. Les ouvriers, ayant secondé le mouvement qui venait de porter aux affaires le parti réformiste, celui-ci, dans sa reconnaissance, ne pouvait pas faire moins pour eux.

En 1832, M. Sadler, représentant d'Aldborough, proposa de limiter le travail des manufactures à dix heures par jour. Le *bill* fut renvoyé à un comité qui ouvrit une enquête et siégea depuis le 10 avril jusqu'au 7 août. Il entendit un grand nombre d'ouvriers, un très petit nombre de manufacturiers, et quelques agitateurs philanthropes, entre autres le fameux Oastler, qui décrivait, dans les termes suivans, la grande réunion tenue par les ouvriers à York : « Le temps était affreux, la pluie tombait par torrens. Il y avait là des milliers et des dizaines de milliers de travailleurs. La plupart avaient parcouru, pour s'y rendre, plus de vingt-quatre milles; car Leeds est la ville manufacturière la plus voisine d'York. Plusieurs, venant d'Holmsfirth, de Marden, de Meltham, avaient fait quarante à cinquante milles. On voyait dans la foule des femmes et jusqu'à des petits enfans, qui avaient quitté les fabriques pour rendre témoignage en faveur du bill de dix heures. Pendant plus de quatre heures, tout ce monde se tint debout dans la cour du château, écoutant les orateurs dans l'attitude la plus recueillie. A l'issue de la réunion, je revins à pied avec quelques ouvriers. Il y avait parmi eux des hommes qui n'avaient point mangé depuis le matin; je les voyais se partager de petits morceaux de pain; ils ne se plaignaient pas, mais ils me disaient : « Nous irons jusqu'à Londres, s'il le faut, pour mettre la main au bill de dix heures. »

On voit quelles étaient dès-lors les dispositions des ouvriers. Déjà aussi les propriétaires fonciers prenaient ce mouvement sous leur patronage; le haut shériff présidait la réunion d'York : la guerre commençait sur ce terrain entre les deux aristocraties.

Les membres du comité, dans lequel siégeaient, à côté de M. Sadler et de sir Harry Inglis, lord Morpeth, M. Poulet Thompson et sir R. Peel, ne parvinrent pas à s'entendre; ils soumirent à la chambre les dépositions qu'ils avaient recueillies, mais sans y ajouter leurs conclusions. La publication de ce document fit une vive sensation en Angleterre et en Europe. L'existence des ouvriers dans les manufactures y était présentée sous un aspect tellement sombre, qu'un journal anglais se crut obligé de protester contre l'opinion qui assimilait l'état de la Grande-Bretagne tout entière à celui des districts manufacturiers. « Bien qu'un grand nombre d'enfans, dans nos villes de fabrique, disait cette feuille, soient assujétis à de pénibles travaux et à de grandes privations, la plaie ne s'est pas étendue au pays tout entier. Il y a

souvent autant de bonheur dans nos villages que dans ceux des peuples à qui nous vendons nos draps et nos calicots. »

Les manufacturiers ne réclamaient pas avec moins de vivacité; le gouvernement, d'accord avec les chambres, envoya dans les grands centres d'industrie des commissaires qui, après avoir entendu toutes les opinions et vu toutes choses de leurs yeux, devaient lui rapporter une appréciation exacte des faits. Les commissaires, s'étant partagé les districts qu'ils avaient à visiter, purent les étudier à loisir. L'enquête dura trois mois; les pièces de ce grand procès, mises sous les yeux de la chambre des communes au mois de juillet 1833, n'occupent pas moins de quatre volumes in-folio. L'impression qui en reste après une lecture attentive, sans venir à l'appui de tous les excès signalés dans l'enquête de 1832, en confirme certainement les principales allégations.

Les commissaires déclaraient que les enfans employés dans les manufactures travaillaient durant le même nombre d'heures que les adultes; que les effets d'un travail aussi prolongé étaient, dans un grand nombre de cas : 1° l'affaiblissement de la constitution (1); 2° des maladies souvent incurables; 3° l'impossibilité tantôt partielle et tantôt complète de profiter des ressources offertes à l'éducation. Ils ajoutaient que ces enfans n'agissaient pas librement, leur travail étant vendu par les parens qui en recevaient le prix; ils concluaient enfin que l'intervention du pouvoir législatif était nécessaire pour mettre un terme à cet abus, et demandaient que le travail des enfans de neuf à quatorze ans fût limité à huit ou neuf heures par jour.

Ces conclusions devinrent le point de départ de la discussion dans la chambre des communes. Lord Ashley, qui débutait alors dans cette carrière philanthropique, illustrée déjà par les Howard, les Romilly, les Buxton, et remplie aujourd'hui de son nom, venait de renouveler la proposition de M. Sadler. « En considérant les clauses de ce bill, dit le chancelier de l'échiquier, lord Althorp (aujourd'hui lord Spencer), je ne puis m'empêcher de craindre, si la chambre l'adopte dans sa forme actuelle, qu'il n'ait les plus fâcheux résultats pour l'industrie du pays. L'intervention législative, quand elle a pour effet d'ajouter

(1) Le docteur Hawkins, ayant examiné à Manchester la différence qui pouvait exister entre des enfans de différentes conditions, donne le résultat suivant :

Sur 350 enfans ne travaillant pas dans les manufactures,	Sur 350 enfans travaillant dans les manufactures,
21 étaient en mauvaise santé,	73 étaient en mauvaise santé,
88 dans un état moyen de santé,	134 dans un état moyen de santé,
241 en bonne santé.	143 en bonne santé.

aux forces de l'étranger dans la concurrence qu'il soutient contre nous, loin d'être un bienfait pour les pauvres gens que l'on veut protéger, tend à infliger le plus grand dommage à la population manufacturière. Toute mesure qui diminuera la demande de nos marchandises doit priver de travail les habitans de ces districts et les réduire à un état de misère affreux. Sans doute il y a quelque chose à faire; le sentiment public s'est prononcé, le parlement doit intervenir afin de protéger de malheureux enfans et de faire cesser l'oppression cruelle qui pèse sur eux.... Que la chambre se borne à cette mesure, sans aller prendre sous sa tutelle ceux qui n'en ont pas besoin, et qui sont libres de choisir leur propre sort. »

Dans la séance du 18 juillet 1843, lord Althorp proposa de déclarer, par amendement au bill de lord Ashley, que la loi se bornât à protéger ceux qui ne pouvaient pas se protéger eux-mêmes, et que les adultes restassent libres de traiter de leur travail. Cette motion fut adoptée à la majorité de 238 voix contre 93. O'Connell avait demandé que la protection du législateur s'étendît à tous ceux qui n'avaient pas atteint l'âge de vingt-un ans, ou qu'elle couvrît du moins les enfans jusqu'à l'âge de dix-huit ans. « Le lord chancelier, avait-il dit, est le tuteur légal de tous les mineurs orphelins; la chambre des communes doit agir ici comme une sorte de lord chancelier universel. »

L'acte du 29 août 1833 fut le produit de ces débats. Cette loi ayant donné l'impulsion à la réforme manufacturière en Europe, ou ayant servi de modèle aux mesures prises depuis par les autres peuples, il est à propos d'en indiquer ici les principales dispositions.

L'acte de 1833 a des défauts graves, et que je n'entends pas atténuer. Tout en professant le plus profond respect pour la liberté des transactions entre les adultes, il restreint par des voies indirectes l'usage de cette liberté. En limitant à douze heures par jour le travail des jeunes gens et des jeunes personnes de treize à dix-huit ans, il assujétit forcément à la même limite le travail des adultes, car une manufacture ne saurait avoir des heures différentes pour les diverses classes d'ouvriers, et la machine à vapeur s'arrête pour tout le monde en même temps. C'est donc une atteinte portée au principe, et que le résultat peut seul justifier.

Un autre vice de la loi consiste dans la faculté accordée aux manufacturiers d'allonger la journée, toutes les fois que le manque ou l'excès d'eau dans les manufactures mues par la force hydraulique, et qu'un accident survenu à la machine dans les manufactures mues par la vapeur, auraient amené une interruption ou un chômage. Cette au-

torisation sert en effet de prétexte à toutes les fraudes, et devient le moyen le plus commode de déjouer les intentions du législateur. Quand un manufacturier veut faire travailler ses ouvriers treize ou quatorze heures, il a toujours quelque accident à alléguer, et il demande à réparer le temps qu'il n'a pas perdu.

Enfin la loi ne s'applique qu'aux fabriques de coton, de laine, de lin et de soie. Toute autre industrie, et même dans ces industries les ateliers domestiques, sont affranchis de ses prescriptions. Il en résulte une prime pour le travail non réglementé sur le travail soumis à la règle légale; on déplace l'abus et la souffrance, au lieu de les guérir. On fait une faveur ou une injustice à certaines industries, en les rendant l'objet de l'attention exclusive du législateur.

Les dispositions de la loi qui concernent plus particulièrement les enfans ne sont guère mieux combinées. On interdit l'emploi des enfans dans les manufactures au-dessous de l'âge de neuf ans. De neuf à treize ans, le travail est réduit à huit heures par jour. Nul ne peut être occupé avant dix-huit ans dans une fabrique, s'il n'est porteur d'un certificat, délivré par un médecin et visé par un magistrat, qui constate son âge et sa bonne constitution.

La limite de huit heures fixée au travail des enfans me semble une conception très malheureuse, et qui ne répond à rien. Dès que ce travail n'a pas la même durée que celui des adultes, il faut nécessairement que les enfans se relaient et que chaque ouvrier ait deux auxiliaires qui se partagent la journée, l'un le matin et l'autre le soir. La combinaison des relais, attaquée dans le principe par quelques économistes, est la seule praticable; mais, dans ce système, la journée moyenne étant de douze à treize heures effectives, les enfans ne peuvent guère travailler que six heures à six heures et demie par jour.

En diminuant la tâche quotidienne des enfans dans les fabriques, le parlement se proposait non-seulement de ménager leurs forces physiques, mais encore de réserver le temps nécessaire à leur éducation. Par une singulière imprévoyance, en déclarant que les jeunes ouvriers des manufactures *seraient tenus de fréquenter les écoles*, on négligea d'établir partout des écoles à leur portée. La loi prescrivait l'impossible; on comprend qu'elle n'ait pas été obéie.

Ce qu'il y a de vraiment utile dans l'acte de 1833, c'est la machine administrative organisée pour veiller à l'exécution de cette mesure. Le gouvernement désigne quatre inspecteurs investis du droit de visiter à toute heure du jour et de la nuit les jeunes ouvriers pendant leurs travaux, de faire des règlemens, de prescrire la tenue des re-

gistres, d'examiner les écoles, et de traduire devant les tribunaux les manufacturiers ou les parens coupables d'avoir enfreint la loi. Cette création devait froisser les mœurs de l'Angleterre, où tout citoyen considère sa maison ou son établissement comme un château-fort fermé à l'action de la puissance publique; elle n'a été acceptée qu'avec une extrême répugnance, et pourtant, entre les mains d'hommes honorables et prudens, elle a porté les meilleurs fruits. S'il reste quelque chose de l'impulsion donnée en 1833, si la loi n'a pas complètement échoué, si l'on a recueilli des indications plus sûres pour les réformes à venir, c'est aux inspecteurs des manufactures que l'Angleterre le doit.

Depuis que l'Angleterre a définitivement séparé le travail des enfans de celui des adultes, les peuples manufacturiers ont entrepris d'opérer la même réforme, mais sans montrer beaucoup plus de sagesse dans l'exécution. Aux États-Unis, l'état de Massachusetts, le seul qui ait abordé cette difficulté, s'est borné à décider que nul enfant au-dessous de l'âge de quinze ans ne pourrait être employé dans une manufacture, à moins d'avoir fréquenté une école privée; c'est un règlement d'éducation, ce n'est pas un règlement de travail. En Prusse, aux termes de l'ordonnance du 6 avril 1839, aucun individu ne peut être employé avant l'âge de neuf ans accomplis dans les fabriques, mines, usines ou hauts fourneaux, ni travailler plus de dix heures par jour avant l'âge de seize ans révolus; dans aucun cas, un enfant n'est admis, s'il n'a suivi l'enseignement primaire pendant trois ans, à moins de prouver qu'il sait lire et écrire, ou à moins de recevoir dans les écoles attachées aux fabriques l'instruction qui lui a manqué. M. Carnot, qui a visité la Prusse depuis que cette ordonnance est en vigueur, déclare que les dispositions relatives à l'instruction primaire sont seules observées. Quant à la durée du travail, elle reste ce qu'elle était, et les enfans comme les hommes sont employés au moins douze heures par jour. La mesure ne pouvait pas avoir un autre résultat. La combinaison de dix heures est encore plus mal calculée que celle de huit, et si l'on tenait la main à l'exécution, elle obligerait les adultes à ne pas travailler plus long-temps que les enfans. C'est l'humanité qui pâtit de l'inexécution de la loi; mais on ne pourrait pas l'observer sans que l'industrie en souffrît. Dans le duché de Bade, l'âge d'admission est fixé à onze ans, et la durée du travail à douze heures, en y comprenant le temps nécessaire à l'enseignement. Un règlement de 1839, qui élevait à douze ans l'âge du travail dans les manufactures de la Basse-Autriche, a été rapporté. En Bavière, l'ordonnance royale du 15 janvier 1840 veut que les enfans ne soient admis dans les fa-

briques, mines ou usines, qu'après avoir atteint l'âge de neuf ans; la durée du travail, pour les enfans de neuf à douze ans, est de dix heures, y compris deux heures pour l'enseignement.

Dans tous les règlemens promulgués en Allemagne, la protection de l'état ne s'étend pas aux jeunes gens comme en Angleterre, et paraît se borner aux enfans. Ces règlemens embrassent, avec les manufactures, les usines et les mines, que la loi anglaise avait négligées; et comme l'apprentissage est déjà soumis dans les petits ateliers à des prescriptions légales, le travail des enfans se trouve ainsi plus universellement atteint. Il n'existe pas en Allemagne de surveillance spéciale, parce que les autorités locales exercent la tutelle que l'Angleterre a déférée à des inspecteurs; et quant à l'instruction, les lois la rendant obligatoire à peu près dans tous les états germaniques, on n'a pas eu, comme en Angleterre, à établir des écoles; il a suffi de veiller à ce que les fabriques ne fissent pas perdre aux enfans le bénéfice des moyens d'instruction qui existaient déjà. En somme, l'Allemagne était la contrée qui offrait les plus grandes facilités pour une législation sur le travail des enfans et des jeunes gens; si les gouvernemens allemands n'ont pas établi des règles plus efficaces, c'est qu'ils ne l'ont pas voulu.

On peut en dire à peu près autant de la France, et cependant aucune loi n'a moins répondu à l'attente qu'elle avait excitée que celle du 22 mars 1841. Elle est plus générale dans ses dispositions que la loi anglaise, car elle embrasse « les manufactures, usines et ateliers à moteur mécanique ou à feu continu avec leurs dépendances, ainsi que toute fabrique occupant plus de vingt ouvriers réunis en atelier. » Cette disposition ne suffit pas, toute large qu'elle est, car on sait que les enfans ne sont nulle part plus excédés de travail ni plus maltraités que dans les petits ateliers, et la France n'a pas de loi qui règle les conditions de l'apprentissage de manière à mettre un frein aux abus.

La loi de 1841 se conforme peut-être trop servilement à l'usage, en décidant que les enfans pourront être admis dans les manufactures dès l'âge de huit ans. De huit à douze, le travail effectif ne peut pas excéder huit heures; de douze à seize, il ne doit pas excéder douze heures par jour. Les travaux de nuit sont interdits pour les enfans au-dessous de treize ans. Quelle pénible complication, et qu'il est difficile de concilier ces règles avec la pratique de l'industrie! On a imité l'Angleterre sans discernement; on a fixé à huit heures la durée du travail pour les plus petits enfans, comme si la journée était de seize heures. On a limité à douze heures par jour le travail des adolescens, comme si les manufactures qui travaillent généralement treize à quatorze heures allaient s'arrêter au moment où les prescriptions légales en

font sortir les jeunes ouvriers. Puisque l'on entrait dans les voies réglementaires, pourquoi ne pas étendre la protection de la loi au-delà de l'âge de seize ans? Cet âge est celui du discernement, mais non de la force : à seize ans, on distingue le bien du mal, on a le sentiment de sa propre responsabilité; mais le corps n'est pas assez développé pour endurer sans péril les fatigues de l'homme fait.

La loi qui règle le travail des enfans est encore à exécuter en France. Cela tient non-seulement aux difficultés qu'elle soulève, mais aussi, mais surtout à ce que l'on n'a pas pris les moyens d'en assurer l'exécution. La loi s'est bornée à poser le principe; elle a laissé à l'administration le soin de l'appliquer, avec des pouvoirs qui vont jusqu'à l'arbitraire le plus étendu. Or, sous un gouvernement représentatif, l'arbitraire est une arme émoussée; comme il ne donne de garanties à personne, il rencontre des obstacles à chaque pas. Dans le cas présent, il met le pouvoir exécutif à la merci de l'opinion publique ou des intérêts manufacturiers; il l'énerve ou le rend oppresseur selon les circonstances, en sorte que ce qui pourrait arriver de moins dangereux, ce serait que l'administration, en butte aux courans de deux forces contraires, se tînt dans un équilibre fainéant.

Une loi sur le travail des enfans n'était nulle part plus facile qu'en France. En premier lieu, les manufacturiers, étant mis à l'abri de la concurrence étrangère par notre système prohibitif, n'avaient pas le droit de faire valoir, comme ceux de la Grande-Bretagne, la nécessité d'excéder les forces humaines dans cette lutte à perte d'haleine des industries. Ajoutez que la régularité de notre administration, et cette puissance qui se fait sentir en un moment du centre de la France à ses extrémités, permettaient d'établir partout un contrôle sérieux. Voilà précisément l'avantage dont on a tenu le moins de compte. Pendant que le gouvernement anglais, dans une contrée qui a horreur de la centralisation, nommait des inspecteurs-généraux salariés pour surveiller les manufactures, le gouvernement français, dans un pays préparé à la centralisation par trois siècles de révolutions successives, et dont la centralisation est l'ame, désignait nonchalamment pour cette surveillance des inspecteurs locaux et gratuits. Ne devait-on pas prévoir que la loi périrait entre leurs mains?

Ainsi la protection donnée à l'enfance contre les excès du travail, incomplète en Angleterre, a été insuffisante partout; mais l'Angleterre a gardé cet avantage que, grace à la publicité qu'ont reçue les résultats de l'acte de 1833, il devient possible d'examiner et de savoir sur quel point la réforme doit aujourd'hui porter.

En 1837, quatre ans après la promulgation de la loi, M. N. Senior,

un des économistes les plus éminens de la Grande-Bretagne, et qui a mis la main à toutes les grandes réformes opérées par le ministère whig, livra à la publicité une correspondance qu'il avait échangée, sur les effets de cet acte, avec l'inspecteur le plus distingué des manufactures, M. L. Horner (1). A ne prendre que les faits reconnus par l'un comme par l'autre, on pouvait dès-lors en conclure que la mesure avait obtenu peu de succès. Plusieurs manufacturiers, pour se soustraire à la gêne des prescriptions légales, avaient exclu de leurs établissemens les enfans au-dessus de treize ans. Un grand nombre éludaient la loi de diverses manières, mais principalement en faisant passer dans la catégorie des adolescens, à l'aide de faux certificats, des enfans qui n'étaient âgés que de onze à douze ans; et comme les manufacturiers siégeaient sur le banc de la justice locale, le juge se trouvait souvent intéressé à laisser impunies les infractions à la loi. Dans le district industriel de Manchester, le système des relais avait peu de partisans. Il s'étendait davantage en Écosse et dans le comté d'York. Sur les 1289 manufactures inspectées par M. Horner en 1836, 524 l'avaient adopté; mais à Manchester particulièrement, les enfans employés le matin dans une fabrique, travaillaient l'après-midi dans une autre, et leurs parens se montraient aussi hostiles à la loi que pouvaient l'être les manufacturiers.

Les clauses qui rendaient l'instruction obligatoire pour les enfans employés dans les fabriques étaient restées une lettre morte. A l'exception de quelques manufactures, dans lesquelles la munificence du propriétaire avait établi des écoles, les moyens d'enseignement avaient manqué, ou bien l'insouciance des parens et la mauvaise volonté des enfans les avaient rendus inutiles. M. Horner rapportait que sur 2,011 enfans de 13 à 14 ans examinés à Manchester en 1836, 1,067 s'étaient trouvés hors d'état de lire couramment. Or, la plupart de ces enfans gagnaient 5 à 7 shillings par semaine, et leur père 30 shillings.

De 1837 à 1844, les conséquences de la loi se sont développées dans la même direction. J'ai sous les yeux les rapports des inspecteurs pour le second semestre de 1843, et j'en donnerai quelques extraits.

M. Howel, chargé de visiter le district de l'ouest et du centre de l'Angleterre, écrit le 31 décembre : « Quant à l'emploi des enfans au-dessous de 13 ans, même aujourd'hui, dans un moment où le travail des fabriques occupe beaucoup plus de bras, je n'ai rien à changer à mon dernier rapport, dans lequel je montrais la grande diminution

(1) *Letters on the factory act*, by Nassau Senior.

qui s'était opérée, dès que les manufacturiers avaient pu obtenir un nombre suffisant de jeunes ouvriers au-dessus de 13 ans pour abandonner le système des relais et pour s'affranchir des clauses compulsoires qui concernent l'éducation des enfans. Le système des relais n'est plus en usage que dans les manufactures isolées au milieu des districts ruraux, ou aux abords des villes qui n'ont pas d'industrie. »

M. Stuart, qui a inspecté les manufactures de l'Écosse et de l'Irlande, dit à son tour : « Le nombre des enfans employés dans les manufactures continue à décroître. Dans les fabriques rurales de l'Irlande, les enfans ne trouvent pas d'emploi, la population étant si nombreuse, que les fabricans peuvent toujours se procurer sans difficulté des adolescens au-dessus de treize ans. En Écosse pareillement, dans les manufactures rurales, le nombre des enfans employés va en décroissant. »

M. Saunders, qui a les comtés d'York et de Nottingham à surveiller, indique des résultats à peu près semblables. Dans le Yorkshire, les manufactures qui emploient des enfans penchent de plus en plus pour le système des relais : 48 fabricans d'Halifax sur 50 avaient pris l'engagement de le pratiquer, à partir du 1er janvier 1844; cependant cet usage était loin de se généraliser. En 1838, 95,000 ouvriers étaient employés dans ce district, et 106,500 en 1843 : accroissement 11,500; mais pendant que le nombre des adultes augmentait de 12,000, et celui des adolescens de 1,500, celui des enfans au-dessous de 13 ans diminuait de 2,000 : d'où M. Saunders conclut que, si les restrictions apportées au travail des enfans ne sont pas assez oppressives pour empêcher le manufacturier d'y avoir recours en cas de nécessité, elles encouragent néanmoins l'emploi d'ouvriers plus âgés.

Dans le comté de Lancastre, on se réconcilie, quoique lentement, avec la loi. En 1842, sur 1339 fabriques en activité, 622 occupaient 6,283 enfans; en 1843, sur 1,400 fabriques en activité, 660 employaient 6,795 enfans : l'accroissement avait été de 512 enfans, ou de 8 pour 100. Suivant M. Horner, les deux tiers de ces manufactures occupaient les enfans pendant huit heures, et continuaient le travail sans eux pendant le reste de la journée; cependant il avoue que l'abstention est, dans ce cas, la plus souvent nominale, et que les heures de travail sont, pour les enfans, les mêmes que pour les hommes faits. 178 manufactures emploient 2,488 enfans alternativement, les uns le matin, les autres l'après-midi. Le système des relais gagne du terrain; mais en général le nombre des enfans dans les fabriques est bien moins considérable qu'il n'était avant l'acte de 1833. Je ne parle pas de ceux qui sont admis par contrebande dans la catégorie des adolescens;

si l'on voulait juger du nombre et de l'étendue des contraventions de ce genre, je citerais les lignes suivantes de M. Horner : « Dans le cours de ma dernière inspection, j'ai pu me convaincre qu'il fallait redoubler de vigilance, dans les époques d'activité industrielle, pour empêcher que l'on n'excédât les enfans de travail. Je voyais des enfans dont le certificat portait l'âge de treize ans, et qui n'avaient certainement ni la force ni la taille propres à cet âge. Dans les cas les plus évidens, je crus devoir interposer mon autorité et requérir les preuves qui constataient que ces enfans avaient en effet treize ans. Du 8 septembre au 14 novembre, j'intervins ainsi dans 49 manufactures, et pour 109 cas; il fut prouvé que sur les 109 enfans, 26 seulement avaient atteint l'âge légal. »

Les adolescens ne sont pas plus épargnés. Dans quelques manufactures, on ajoute à la durée légale du travail en les obligeant à nettoyer les machines pendant le temps accordé pour les repas. Dans d'autres, où l'on travaille plus de douze heures, les jeunes ouvriers au-dessous de dix-huit ans ne quittent l'établissement avant la fin de la journée que lorsqu'on s'attend à la visite de l'inspecteur. Plusieurs manufacturiers, d'accord avec les parens et à l'aide de faux certificats, font passer les adolescens dans la catégorie des adultes. M. Horner cite l'exemple d'une filature de Manchester où de jeunes personnes sont employées depuis six heures du matin jusqu'à neuf heures du soir, sans quitter l'établissement même pour prendre leurs repas; car la machine ne s'arrête jamais. Cependant l'effet de la clause qui limite à douze heures par jour le travail des adolescens a été généralement de ramener à la même limite le travail des adultes dans les filatures, véritable et peut-être seul bienfait de la loi (1).

On a déjà vu que l'acte de 1833, en n'embrassant que certaines manufactures, donnait une prime à l'emploi des enfans dans les autres ateliers. « Que faites-vous là? disait M. Ashton à un petit garçon de six à sept ans qu'il trouvait dans une de ses houillères. — Je travaille à la mine, monsieur, en attendant que je puisse travailler à la manufacture. » Ainsi, avant l'âge de neuf ans, la loi exclut directement les enfans; de neuf à treize ans, l'exclusion n'est plus qu'indirecte, et résulte des restrictions apportées à la durée du travail. D'une part, les manufacturiers n'emploient plus les enfans que dans le cas

(1) « Avant la promulgation de l'acte de 1843, la durée du travail dans les manufactures était en moyenne de quatorze heures par jour; il se prolongeait souvent toute la nuit. » (Rapport de M. Baker, *Sanitary condition*, etc.)

d'une nécessité absolue; de l'autre, les parens préfèrent pour leurs enfans, au travail limité de la manufacture, le travail non limité, et par conséquent plus lucratif, des mines ou des petites fabriques, lorsque ce travail leur est offert. Aujourd'hui, sur environ 500,000 ouvriers employés dans les manufactures, on ne compte guère que 25,000 enfans; ceux-ci ne représentent plus qu'un vingtième du nombre total dans des établissemens où ils furent d'abord les seuls ouvriers.

Que devenaient cependant les enfans qui avaient déserté les manufactures? Voilà ce que l'Angleterre a voulu savoir. Le 4 août 1840, sur la proposition du lord Ashley, la chambre des communes demanda, par une adresse à la reine, que le gouvernement fît une enquête sur l'état des enfans et des adolescens employés dans les mines ou dans les ateliers que n'atteignaient pas les dispositions de l'acte rendu en 1833. L'enquête, dirigée par les hommes les plus honorables et les plus expérimentés, se prolongea pendant près de deux années. Les rapports de cette commission prouvèrent que la sollicitude du législateur ne s'était pas portée jusque-là sur les individus qui avaient le plus grand besoin de sa protection, et que les travaux dans les manufactures pouvaient passer pour légers et salubres, si l'on venait à les comparer à ces travaux auxiliaires que la manufacture suscite, et qui ont pour objet soit de lui fournir la puissance motrice, soit d'achever ses produits. Une horrible lumière éclaira des faits qui semblent appartenir à un autre siècle, et dont on n'aurait jamais soupçonné l'existence au sein d'un pays civilisé.

Dans les mines de houille, les enfans commencent souvent à travailler dès l'âge de quatre à cinq ans. On les emploie en qualité de *trappeurs*. Accroupis derrière une porte ou trappe, leur fonction consiste à l'ouvrir pour laisser passer les wagons chargés de houille et à la fermer aussitôt après. Si le *trappeur* négligeait de la refermer, les gaz qui se dégagent du charbon, venant à s'échauffer, pourraient faire explosion. C'est donc ce petit être, dans l'âge de l'imprévoyance et à demi hébété par la solitude, qui répond de la sûreté de la mine, et qui a, pour ainsi dire, droit de vie et de mort sur tous les ouvriers. Rien de plus triste que son existence. Il descend dans le puits à trois ou quatre heures du matin pour n'en sortir qu'à cinq ou six heures du soir. Le dimanche seulement, il lui est donné de contempler la clarté du jour. Tout le long de la semaine, il reste dans l'obscurité et dans l'humidité, n'ayant d'autre distraction que celle d'apercevoir de temps en temps la lampe qui éclaire le passage des convois. C'est l'emprisonnement solitaire, l'emprisonnement ténébreux appliqué aux plus petits enfans.

A huit ou neuf ans, les enfans sont employés à traîner ou à pousser les wagons, des endroits où l'ouvrier détache la houille aux principales galeries. Le toit de la mine étant souvent très bas, ces enfans doivent ramper sur leurs mains, une courroie passée autour du corps et supportant la chaîne du wagon, absolument dans l'attitude d'une bête de somme chargée de son harnais. En Écosse, il faut qu'ils grimpent le long d'échelles presque verticales, portant une charge de houille sur leur dos. Les garçons et les filles sont employés partout indifféremment. Ce travail pénible, et qui exige un grand déploiement de force musculaire, ne dure jamais moins de onze heures, plus souvent il se continue pendant douze heures, quelquefois durant treize et quatorze heures sans interruption. Dans les temps de presse, on occupe régulièrement les ouvriers pendant la nuit.

Les commissaires ont remarqué que, lorsque les enfans ne descendaient pas dans la mine avant l'âge de dix ans, ce rude labeur, tout en arrêtant leur croissance, développait leur vigueur musculaire; les mineurs sont plus petits, mais plus carrés que les autres ouvriers. Au reste, cette vigueur un peu monstrueuse ne dure pas; entre vingt et trente ans, les forces d'un mineur déclinent; il est vieux avant cinquante ans. Mais lorsque le travail commence trop tôt, l'enfant perd sa fraîcheur et sa force; il devient rachitique et s'étiole comme une plante qui ne voit pas le soleil. Joignez à cela les mauvais traitemens, qui vont souvent jusqu'au meurtre ou jusqu'à la mutilation, et vous aurez une idée du sort que l'on réserve à ces malheureux, pour lesquels le nom d'esclave serait trop doux.

Que dire de leur condition morale? Il ne saurait être question d'instruire des enfans qui passent douze à quatorze heures par jour à six cents pieds sous terre, et le reste de leur temps à réparer leurs forces par un sommeil qui leur semble toujours trop court. Les apprentis mineurs fréquentent rarement les écoles du dimanche et les églises, car leurs parens s'emparent de leur salaire pour le dépenser dans les cabarets; la famille n'a pas de vêtemens de rechange à leur offrir; les deux tiers des enfans ne savent pas lire; la plupart n'ont jamais songé qu'ils eussent une ame, ni qu'il existât un Dieu. En revanche, il y a pour eux une école toujours ouverte au sein de leurs travaux, école de blasphème et de débauche, à laquelle ils ne peuvent pas échapper. Les hommes et les femmes mariées ou non, et même les femmes enceintes, les jeunes garçons et les jeunes filles, travaillent à peu près nus dans les mines; ils travaillent pêle-mêle, aux mêmes heures et aux mêmes occupations. Il en résulte que, dès l'âge de douze

ans, un apprenti boit, fume, jure et tient le langage le plus obscène. Dans cette classe d'ouvriers, le concubinage est la règle, les naissances illégitimes sont tellement communes, qu'on ne les remarque plus. Les vols, les rixes, les soulèvemens tiennent les districts houillers dans un état perpétuel d'agitation.

Dans les mines de cuivre, de plomb et de zinc, l'immoralité des ouvriers est moins grande, mais leurs forces déclinent plus rapidement, et les organes de la respiration sont attaqués de maladies qui amènent une incapacité absolue de travail, quand elles n'abrègent pas la vie. Parmi les causes qui provoquent cet épuisement prématuré, il faut compter d'abord l'ardeur que les enfans apportent au travail. Il est d'usage que les adolescens forment une société en participation avec les ouvriers adultes, et l'espoir du gain les excite à faire des efforts au-dessus de leur âge et de leur vigueur. Bien que ces jeunes gens travaillent avec empressement et pendant quelque temps sans que la fatigue laisse de traces, l'expérience prouve, disent les commissaires, qu'ils ont bientôt dépensé le capital de leur constitution. Ainsi, partout l'association des enfans et des adolescens avec les adultes est fatale aux plus jeunes ouvriers. Tantôt elle les surexcite, et tantôt elle les opprime. Dans l'un et l'autre cas, les victimes succombent sous le faix.

Les fabriques, usines et ateliers non soumis à l'acte de 1833 sont aujourd'hui ce qu'étaient, avant cette époque, les manufactures sur lesquelles s'étend la juridiction de la loi. L'abus s'est déplacé, on ne l'a ni détruit ni même restreint. Dans les ateliers, qui se trouvent en dehors de la tutelle légale, les enfans sont reçus quelquefois à l'âge de trois ou quatre ans, et souvent à l'âge de cinq ou six ans; régulièrement le travail commence pour eux entre sept et huit ans. Il est des fabriques où le nombre des enfans de sept à treize excède celui des adolescens de 13 à 18. Parmi les enfans, l'on compte fréquemment plus de filles que de garçons; dans certains ateliers, les femmes et les jeunes filles sont seules employées. Généralement les enfans, au lieu d'avoir affaire au chef de l'atelier, qui les traiterait avec plus d'humanité, dépendent de quelque ouvrier brutal et avide, qui les nourrit mal, les couvre de haillons, et fait profit de leur travail; cette espèce de servage dure souvent depuis l'âge de sept ans jusqu'à vingt-un. Quelquefois les parens empruntent de l'argent au maître, en stipulant qu'il se remboursera de cette avance sur le salaire de l'apprenti; c'est une vente dans les règles, le père livre sa chair et son sang, comme cela se pratique dans la traite des nègres, pour quelques bouteilles d'eau-de-vie ou pour quelques livres de tabac.

Les petits ateliers sont les plus insalubres, tant à cause de la nature du travail, comme dans la quincaillerie, dans les poteries, et dans les manufactures de verre, que par l'incurie des fabricans, qui négligent les précautions les plus ordinaires de décence et de propreté. Partout la durée du travail est la même pour les enfans que pour les adultes, douze heures en moyenne, rarement dix, dans un grand nombre de cas quinze et seize heures. Quand les enfans se trouvent sous la dépendance directe des ouvriers, il arrive que ceux-ci, selon leur propre caprice, les laissent oisifs au commencement de la semaine, pour leur imposer dans les derniers jours un travail forcé.

A Birmingham, les enfans employés dans les ateliers sont pâles et faibles; on les nourrit mal, et, l'hiver comme l'été, on les envoie au travail sans bas ni souliers. A Woolverhampton, il n'y a pas d'heures régulières pour les repas; les enfans avalent leurs alimens en travaillant. Aussi bien peu paraissent robustes; quelques-uns sont difformes, les filles surtout. Des garçons de quinze à seize ans n'ont que la taille des écoliers de douze à quatorze, sans être ni aussi forts ni aussi bien portans, et la puberté chez les filles ne se déclare souvent qu'à l'âge de vingt ans. A Sedgeley, les enfans qui font des clous travaillent de quatre heures du matin à neuf heures du soir, et cela dès l'âge de sept ans; on exige d'eux jusqu'à mille clous par jour; les filles en souffrent moins que les garçons, parce qu'on les met au travail deux ans plus tard. En Écosse, la nourriture qu'on leur donne dépend de la quantité d'ouvrage qu'ils exécutent. Chose horrible à dire! c'est la faim que l'on exploite pour exciter leur émulation. A Warrington, dans les fabriques d'épingles, les enfans sont représentés comme étant d'une complexion délicate et maladive, petits, maigres et sans muscles. Dans les poteries du comté de Stafford, les jeunes ouvriers sont constamment sur pied. Ils vont, chargés de lourds fardeaux, de l'atelier où l'on moule à l'étuve, et la température élevée dans laquelle ils travaillent ne peut qu'ajouter aux fatigues de cette occupation. On ne leur laisse pas même le loisir nécessaire pour les repas; pendant que les adultes se reposent, ils obligent les enfans à jeter avec force contre le plancher des masses d'argile pour en exprimer l'air (*to wedge the clay*). Aussi les organes digestifs s'affaiblissent, et un grand nombre meurent de consomption.

Dans les fabriques de tulle et dans la bonneterie, occupations sédentaires et qui ont beaucoup d'analogie avec le travail des manufactures, la santé des jeunes ouvriers et celle des femmes se détériorent promptement. Les enfans commencent à travailler de si bonne heure, et la

journée de travail est si longue, que le cœur des mères se fend, dit un commissaire, rien que d'y penser. Ils ne prennent jamais d'exercice en plein air, et la nature du travail produit une distorsion presque universelle de l'épine dorsale. Les maladies les plus communes sont les scrofules, les indigestions et les maladies des yeux; les femmes se plaignent d'enfanter avec peine, et les avortemens sont très communs.

Dans les ateliers d'impression sur étoffes, le travail ne dure pas ordinairement plus de douze heures par jour, y compris une heure et demie pour le repas; mais peu d'industries ont moins de régularité : souvent, pour remplir une commande, l'atelier va nuit et jour pendant quelques semaines, employant deux relais d'ouvriers, l'un pour le jour et l'autre pour la nuit. Dans ce cas, il faut souvent que l'ouvrier imprimeur réveille par quelque correction manuelle son *tireur*, qui ne peut plus se tenir sur ses jambes, et qui, en roulant par terre, s'endort. Il y a des exemples d'enfans qui, ayant commencé leur travail à six heures du matin, ont dû continuer sans interruption jusqu'au lendemain à dix heures. Dans ces occasions, on leur fait prendre du tabac pour les tenir éveillés, ou bien on les envoie de temps en temps plonger leur tête dans un baquet d'eau. Dans ces ateliers, où l'on pousse l'excès du travail aussi loin que possible, on admet partout les plus petits enfans.

Parmi les jeunes ouvriers qu'emploient ces diverses industries, la moitié à peine suivent une école quotidienne ou une école du dimanche. Dans quelques districts, examen fait des enfans, il s'est trouvé que les deux tiers ne savaient pas lire; ceux qui lisaient couramment lisaient sans comprendre. La moralité des enfans qu'on abandonnait à cette sauvage ignorance était au niveau de leur éducation.

Je viens d'exposer succinctement l'état de choses constaté par les commissaires du gouvernement dans cette laborieuse odyssée. L'impression produite par leurs rapports fut tellement universelle et tellement profonde, que les doctrines reçues en matière de travail, que la religion économique du pays se trouva bientôt ébranlée. Entre les manufacturiers, qui tenaient que les transactions qui ont le travail pour objet doivent être librement débattues, et les ouvriers, qui sollicitaient le pouvoir législatif, sinon d'en fixer le prix, d'en régler tout au moins la durée, l'opinion publique fit un choix inattendu; elle parut se détacher des données incomplètes, il est vrai, de la science, pour suivre un penchant aveugle d'humanité. On avait commencé par protéger les enfans et les adolescens, on en vint à penser que les femmes avaient les mêmes droits à la protection de la loi. Il ne resta plus désormais qu'un

pas à faire pour soumettre l'industrie tout entière à ce régime des règlemens administratifs dont le progrès des mœurs l'avait affranchie.

La première mesure qui porta l'empreinte de cette tendance fut l'acte du 10 août 1842, qui interdit l'emploi des femmes et des jeunes filles dans les travaux souterrains des mines, et qui ne permet pas d'y occuper les enfans mâles avant qu'ils aient atteint l'âge de dix ans. Relativement aux enfans, la loi de 1842 dévie à moitié du principe posé par la loi de 1833, car elle se borne à régler l'âge de l'admission, et elle ne met aucune limite à la durée du travail. C'est plus qu'une inconséquence, c'est une injustice. Si le législateur a cru devoir s'interposer pour que l'on n'excédât pas les forces du jeune ouvrier dans les manufactures, l'on ne comprend pas qu'il refuse au jeune ouvrier des mines une semblable garantie; et s'il a craint de retrancher par ces restrictions quelque chose du salaire dans les mines, pourquoi les familles employées dans les manufactures auraient-elles moins de liberté?

En ce qui touche le travail des femmes, le parlement anglais est entré dans une voie où il ne s'arrêtera pas quand il le voudra. Ce qu'il a déjà fait l'engage presque autant que ce qu'on lui demande. Si le pouvoir législatif pense avoir le droit d'exclure les femmes de certaines occupations, les mêmes raisons le conduiront à régler, dans les occupations qu'il leur permet, le temps qu'elles doivent y consacrer. Si l'on interdit aux femmes les travaux souterrains, afin de les renvoyer au foyer domestique, il est difficile qu'on les laisse travailler quinze heures par jour dans un atelier de tissage ou dans une filature, de manière à consumer leur existence entre la manufacture et le sommeil. De là les dispositions du *bill* que le parlement vient de voter.

Cette loi ne s'adresse qu'aux industries déjà comprises dans l'acte de 1833. Toutes les autres branches du travail manufacturier restent en dehors de ses prévisions, et, sur ce point, l'enquête de 1841, qui a révélé de si déplorables abus, demeure sans résultat. Pour expliquer son inaction, le gouvernement a prétendu qu'il ne reculait que devant l'impossible; mais cette impossibilité paraît contestable à beaucoup d'égards. Sans doute il est plus facile d'imposer des règlemens aux manufactures qui réunissent un grand nombre d'ouvriers et d'en surveiller l'exécution dans leur enceinte, que de s'attaquer aux petits ateliers, organisés souvent de manière à éluder la vigilance de la loi. Cependant, dès que l'enfant travaille hors de la maison paternelle, l'autorité peut le suivre et le protéger dans ce travail. Il n'y a pas de métier en Angleterre dans lequel l'apprentissage ne donne lieu à certaines stipulations en faveur de l'apprenti, et partout où atteint l'action

du père, il n'y a pas de difficulté sérieuse à étendre celle du magistrat. Ajoutons que le *bill* reste même en-deçà de la ligne de démarcation tracée par le gouvernement, et qu'il épargne certaines industries de grande dimension. Les manufactures d'indiennes, de poterie et de quincaillerie, qui en sont affranchies, emploient beaucoup plus d'enfans que les filatures. En les exemptant de la surveillance légale, on arrive à ce résultat passablement ridicule, qu'une loi qui avait la prétention de régler le travail des enfans se trouve avoir été faite à peine pour vingt à vingt-cinq mille d'entre eux.

La loi nouvelle réduit à six heures et demie par jour la durée du travail dans les manufactures pour les enfans de huit à treize ans. On abaisse donc l'âge de l'admission en même temps que l'on diminue la tâche quotidienne. Le bill décide encore que les enfans qui auront été employés le matin ne pourront pas l'être dans l'après-midi. C'est diviser la journée de travail en deux parties égales, et rendre obligatoire le système des relais. En partant de cette base, que personne aujourd'hui ne conteste plus en Angleterre, on pourrait assurément généraliser la méthode des relais et l'appliquer à toutes les branches de l'industrie; mais il faudrait alors faire ce que fait l'Allemagne, et combiner pour les enfans les soins de l'éducation avec la limitation du travail. L'acte de 1842 frappe de certaines pénalités les parens qui auraient exagéré l'âge de leurs enfans pour leur ouvrir l'entrée des mines; pourquoi n'a-t-on pas imposé par analogie, à tous les pères de famille, l'obligation d'envoyer leurs enfans dans les écoles jusqu'à l'âge de treize ans, durant une partie du jour? Si l'assiduité des enfans aux écoles devenait ainsi obligatoire, ce serait le moyen de contrôler la durée du travail dans les ateliers et de s'assurer que le temps dérobé au travail recevrait un utile emploi. Je sais que les préjugés religieux n'ont pas permis qu'un système national d'éducation s'établit en Angleterre, et que le gouvernement a dû retirer, devant l'opposition des dissidens (1), le bill de 1843, qui avait pour objet d'instituer des écoles publiques dans les districts manufacturiers. Je sais qu'il faudrait un rare courage pour entreprendre, dans un pays aussi profondement remué par l'esprit de secte, de séculariser l'instruction et de l'enlever aux représentans du clergé; mais le succès est à ce prix. La nécessité de régler le travail des enfans ne fait plus question en Angleterre; la cause est gagnée en principe, et il ne reste

(1) Les pétitions adressées à la chambre des communes contre le bill de 1843 étaient couvertes de deux millions de signatures.

aujourd'hui à vaincre que les difficultés de l'exécution. Si l'on y a jusqu'à présent médiocrement réussi, cela tient à ce que l'on avait trop séparé deux mesures naturellement connexes : l'organisation du travail et celle de l'enseignement.

Venons à la question des adultes. Dans son dernier rapport sur le comté de Lancastre, M. Horner disait : « Les femmes ne sont pas des agens libres; physiquement, elles sont incapables de résister au travail aussi long-temps que les hommes, et les atteintes que reçoit leur santé ont des conséquences beaucoup plus funestes à l'état social. La substitution du travail des femmes à celui des hommes, système qui a pris depuis quelques années une si grande extension, exerce une fâcheuse influence sur la condition des classes laborieuses; les femmes sont arrachées à leurs devoirs domestiques, et les hommes, trouvant la maison moins comfortable, vont se corrompre ailleurs. Des manufacturiers humains et considérés m'ont souvent pressé de représenter au gouvernement la nécessité d'une loi qui interdirait d'employer les femmes à tout âge plus de douze heures par jour. Cette mesure rendrait plus difficile les excès de travail, et dans les manufactures où l'on voudrait travailler plus de douze heures, on emploierait les hommes qui restent oisifs aujourd'hui ou qui font l'ouvrage des enfans. Par une étrange anomalie, on voit, dans quelques branches de la manufacture de coton, des centaines d'hommes, entre vingt et trente ans, pleins de vigueur, employés comme rattacheurs, et ne gagnant pas plus de 8 à 9 shillings par semaine, tandis que, sous le même toit, des enfans de treize ans gagnent 5 shillings, et de jeunes femmes, entre seize et vingt ans, 10 à 12 shillings. »

C'est pour faire droit à cette réclamation que la loi actuelle limite le travail des femmes dans les manufactures de coton, de laine, de fil et de soie, à douze heures par jour. On s'explique l'importance de la mesure quand on réfléchit que les femmes et les jeunes filles comptent parmi les ouvriers des manufactures dans la proportion d'environ soixante pour cent (1). Réglementer le travail des femmes, c'est donc limiter par le fait celui des hommes, car aucune fabrique ne peut marcher après que la moitié de ses ouvriers en est sortie; mais la gravité de cette clause tient beaucoup plus au principe nouveau qu'elle introduit dans la loi, qu'à la limite même à laquelle le ministère s'est arrêté. Bien peu de manufacturiers prolongent aujourd'hui

(1) En 1839, sur 423,735 personnes employées dans les manufactures du royaume-uni, on comptait 245,034 femmes ou jeunes filles, à peu près 58 pour 100 du nombre total.

le travail au-delà de douze heures effectives par jour (1), et le représentant de Manchester, M. M. Gibson, a déclaré dans la chambre des communes que, sans approuver le bill, les manufacturiers étaient disposés à l'accepter.

Le danger vient de ce que, le principe de la limitation une fois posé, chacun veut reculer la limite à son gré. Le gouvernement accorde douze heures; lord Ashley propose dix heures; un manufacturier qui représente la ville d'Oldham, M. Fielden, prétend que les ouvriers ne seront contens que lorsqu'on aura réduit à huit heures par jour la durée légale du travail; enfin l'héritier de lord Grey, lord Howick, renchérissant sur toutes ces restrictions, demande que l'on rétablisse les corporations d'arts et métiers. A force de s'écarter de la liberté, les philanthropes anglais retombent ainsi dans les erremens du moyen-âge; il semble que l'expérience des progrès accomplis depuis trois siècles n'ait servi qu'à les ramener au point de départ.

La discussion du *bill* dans la chambre des communes s'est ressentie de l'incertitude et de la confusion qui règnent dans les esprits. Le 18 mars, lord Ashley a fait décider, à une majorité de 9 voix (179 contre 170), que le travail de nuit, interdit aux femmes et aux jeunes personnes, serait compris dans l'intervalle non de huit heures, mais de six heures du soir à six heures du matin, ce qui impliquait que la journée de travail ne pourrait pas excéder dix heures. A quatre jours de là, l'assemblée, ayant à régler directement le *maximum* légal du temps pendant lequel les femmes et les jeunes personnes seraient employées, a paru souhaiter un compromis entre l'opinion de sir J. Graham et celle de lord Ashley; le terme de douze heures a été rejeté par une majorité de 3 voix (186 contre 183), et le terme de dix heures a été écarté par une majorité de 7 voix (188 contre 181). Il semblait donc que la chambre des communes voulût indiquer au gouvernement la limite de onze heures comme étant le terrain sur lequel la conciliation pourrait s'opérer; mais le gouvernement a refusé de transiger. Pour désintéresser l'amour-propre de la chambre des communes engagé par des votes contradictoires, sir J. Graham a retiré le bill qui était en délibération. En même temps, il en a présenté une seconde édition, qui ne différait de la première que par des clauses accessoires, et sur laquelle la discussion s'est établie.

Entre les deux délibérations, la chambre des communes a eu les vacances de Pâques pour réfléchir, et cet intervalle a suffi pour rendre

(1) A Manchester, cinq filatures de coton sont dans ce cas.

au ministère une partie de l'ascendant qu'il avait perdu. Le parlement est entré dans la voie périlleuse que le projet de loi lui ouvrait; le Rubicon est passé : la motion de M. Roebuck, qui tendait à faire consacrer le principe de la liberté des transactions en matière de travail, n'a réuni que 76 voix sur 368 votans. Néanmoins, tout en admettant la thèse récente en Angleterre de l'intervention de l'état, l'assemblée a refusé d'aller plus loin que le gouvernement. L'amendement de lord Ashley a été repoussé cette fois par une majorité de 138 voix.

Si l'on ne considère que les forces respectives des partis dans la chambre des communes, l'amendement aurait dû réussir. En effet, la seule opinion décidément contraire est celle des radicaux et des économistes qui forment, comme la motion de M. Roebuck l'a fait voir, une très faible minorité. Si l'on joint à ceux-là l'état-major ministériel, les hommes dont la raison d'état règle toujours la conduite, on aura l'ensemble assez peu imposant des adversaires naturels de lord Ashley. Quant à ses partisans, bien que les motifs qui lui avaient valu leur concours ne fussent pas les mêmes pour tous, ils lui apportaient, avec l'autorité du nombre, une égale et formidable ardeur. C'était d'abord le parti philanthropique coalisé avec le parti religieux; venait ensuite l'aristocratie foncière, enchantée de faire diversion à la ligue qui a pour objet l'abrogation des lois sur les céréales en provoquant une espèce de guerre civile dans les districts manufacturiers; enfin le parti whig s'y jetait, lord Palmerston et lord John Russell en tête, dans l'espoir de battre en brèche le ministère, et au grand scandale de tous ceux qui étaient demeurés fidèles aux convictions que ces hommes désertaient.

Je ne puis pas croire que l'influence du ministère ait suffi pour dissiper cette conjuration. Sans doute sir Robert Peel et sir J. Graham ont rallié quelques-uns des leurs, en leur faisant comprendre que le sort du cabinet, que la politique des tories était en question; toutefois une cause plus puissante a dû agir sur la chambre; cette cause, je la vois dans l'état même du pays. Malgré les excitations de la presse, l'Angleterre est restée non pas froide, mais hésitante et embarrassée. Les manufacturiers ne se sont pas montrés unanimes contre l'amendement de lord Ashley, ni les ouvriers en sa faveur. Le vieil Oastler, promenant son fanatisme éloquent de ville en ville, dans les comtés d'York et de Lancastre, n'a pas traîné, comme il s'en flattait, des flots d'ouvriers après lui. Le clergé dissident, qui domine dans les districts industriels, est resté neutre; le clergé de l'église établie, malgré des exemples individuels, n'a pas encouragé l'agitation. Le *Times* lui-

même, cet apôtre de la pensée philanthropique, a ses momens de doute. En présence de l'activité renaissante des manufactures, tout le monde craint de porter la cognée dans le tronc de cet arbre, qui est, suivant lord Ashley, la racine du mal, et, suivant le ministère, la racine du bien. Rien ne prouve mieux cet embarras universel que le spectacle de la chambre des communes, qui n'avait pas réuni plus de 369 membres dans les premiers votes, et où ceux qui se sont abstenus représentent près de la moitié de l'assemblée.

Les propriétaires fonciers sont en majorité dans le parlement britannique; ils ont tenu un moment le sort des manufactures dans leurs mains. Si l'amendement de lord Ashley ne devient pas la loi de la grande industrie en Angleterre, c'est assurément parce qu'ils ne l'ont pas voulu; et s'ils ne l'ont pas voulu, c'est, indépendamment de la raison politique, parce qu'ils ont compris la solidarité étroite qui lie les unes aux autres les diverses aristocraties. Toute restriction apportée à la durée du travail aurait diminué les profits des manufacturiers, et la détresse des manufactures aurait rendu inévitable l'abolition des droits qui frappent l'importation des grains étrangers. Ils se sont donc refusé le plaisir de la vengeance, de peur, comme dit le *Times*, d'avoir à payer leur écot.

Quel eût été l'effet immédiat d'une loi qui, en limitant le travail des femmes dans les manufactures à dix heures par jour, aurait arrêté ainsi, avant le terme ordinaire de leur course, les forces de la vapeur et le mouvement de l'industrie? Les hommes les plus compétens arrivent, sur ce point, aux conclusions les plus opposées. M. Senior (1) suppose que, si l'on réduit d'une heure la durée du travail, le bénéfice disparaît; il y a perte, si la diminution est de deux heures. Pour rétablir l'équilibre, il faudra élever les prix de 16 pour 100, et s'interdire par conséquent les marchés du dehors. M. Horner (2), prenant une autre base de calcul, admet que telle manufacture perdra, les salaires restant les mêmes, 850 livres sterling dans l'année par le retranchement de la première heure, et, si l'on retranche deux heures, 1,530 livres sterling; que si le manufacturier, comme il est probable, fait supporter la perte à ses ouvriers, ceux-ci verront diminuer leur salaire de 13 pour 100 dans le cas de la réduction de la journée à onze heures, et, dans le cas de la réduction à dix heures, de 25 pour 100.

Tous ces calculs me paraissent forcés. Avant l'acte de 1831, les

(1) *Letters on Factory act*, 1836.
(2) *Sir J. Graham's Speech*, 15 march 1844.

manufactures travaillaient 70 à 80 heures par semaine; depuis cet acte, le plus grand nombre des ateliers ne marchent plus que 69 heures, c'est-à-dire 9 heures le samedi, et 12 heures chacun des autres jours. Cette réduction moyenne de 5 à 6 heures de travail par semaine a-t-elle fait fermer les filatures et ruiné les manufacturiers? On aurait mauvaise grace à le prétendre; car, postérieurement à l'acte de 1833, le comté de Lancastre s'est couvert de constructions nouvelles, et les années 1835, 1836 et 1837 ont été, pour les fabriques de l'Angleterre, l'ère de la plus grande prospérité. Je puis donc légitimement conclure de ce précédent qu'une nouvelle limitation, soit directe, soit indirecte, ne produirait pas tous les désastres que l'on prévoit. Chacun sait que les ouvriers ne font, vers la fin de la journée, que des efforts languissans, et que le sentiment de la fatigue l'emporte alors sur les suggestions de l'intérêt personnel. En retranchant deux heures de la journée, on ne retrancherait donc pas une somme proportionnelle de travail, et ce résultat, démontré par de nombreuses expériences, suffit pour invalider les hypothèses purement théoriques de M. Senior.

Toutes les fois que les manufacturiers sont gênés dans l'emploi des ouvriers, ils les remplacent par des machines. C'est ainsi que les coalitions et les exigences incessantes des ouvriers fileurs ont amené les filateurs à doubler la longueur des *mule-jennys*, à les porter de 300 broches à 700, ou à se servir de ces machines à filer qui semblent se mouvoir elles-mêmes (*self acting*), et que les ouvriers désignent par le sobriquet de *fileur en fer* (*cast iron spinner*). Si la loi réduisait la journée, dans les manufactures, à dix heures effectives, il est donc probable que les fabricans feraient face à cette difficulté par une augmentation dans leurs moyens mécaniques. La production resterait la même, mais le rapport du capital fixe au capital roulant changerait notablement; le fabricant dépenserait moins en salaire et davantage en matériel.

Ceci soit dit pour dégager la question des exagérations qui l'obscurcissent. Au total, la réduction des heures de travail ne peut manquer d'amener une diminution quelconque dans les profits du capitaliste, dans le salaire de l'ouvrier, et dans l'importance de la production; et quand cette diminution ne serait pas de nature à interrompre la prospérité ou à aggraver la détresse de l'industrie, le législateur n'aurait pas le droit de l'infliger aux classes qu'elle concerne. Fixer un *maximum* pour la durée du travail, c'est établir sous une autre forme un *maximum* aux salaires, c'est aussi, quoique moins directement, régler le prix des objets fabriqués. Cependant, si le gouverne-

ment met une limite aux bénéfices du capital et du travail, il doit logiquement donner à l'un et à l'autre sa garantie contre les pertes éventuelles qui sont inhérentes à toute spéculation. Du système qui constituerait l'état assureur général des industries et des existences individuelles, au système qui lui attribuerait le monopole de la fabrication et de la propriété, il n'y a réellement qu'un pas. Ce pas, le vice-roi d'Égypte l'a franchi. Les fellahs égyptiens sont-ils plus heureux que les ouvriers anglais?

On a demandé aux partisans du système restrictif de quel droit ils prétendaient frapper les industries qui se servaient de la vapeur, tandis que les autres restaient en dehors de leurs règlemens. Le *Times* répond : « Les manufactures sont de grands rassemblemens que l'on peut surveiller. Leur grandeur même et la place qu'elles occupent dans le système social constituent une nécessité législative. La loi ne s'occupe pas des petites choses (*de minimis non curat lex*). La machine à vapeur est, pour ainsi dire, un quatrième pouvoir dans l'état: elle fait des maux particuliers un mal public; mais heureusement sa grandeur même, qui pourrait produire des conséquences intolérables, la rend susceptible d'être réglée. Elle ne peut pas cacher l'oppression derrière les murailles; ses dimensions et sa force, qui en font un agent de la puissance publique, lui imposent des devoirs envers la société (1).» Le raisonnement de lord John Russell est emprunté à un autre ordre d'idées. « Il y a un principe qui domine toute législation; c'est de n'invoquer l'intervention de la loi que là où elle doit produire plus de bien que de mal. Quelle est la règle générale en matière de lois criminelles? On déporte ou l'on met en prison un individu qui a dérobé quelques livres de pain; mais on n'a jamais tenté de punir les individus bien autrement coupables qui, par leur ingratitude ou par leur trahison, ont abrégé l'existence de leurs bienfaiteurs. Pourquoi cela? Parce que, si l'on intervenait dans toutes les transactions de la vie, il en résulterait plus de mal que de bien (2). »

Voilà des argumens à peine spécieux. Et d'abord la loi criminelle ne se règle pas, tant s'en faut, d'après la définition vague et un peu grossière qu'en donne ici lord John Russell. Elle frappe tous les actes mauvais qu'elle peut saisir, sans avoir égard aux conséquences; ce n'est pas la prudence qui en est le principe, c'est le droit. Elle s'étend jusqu'où s'étend le pouvoir de l'homme dans la société, et la con-

(1) *Times*, 12 march 1844.
(2) *Lord John Russell's Speech*, 3 may 1844.

science échappe seule à son action. A celle-ci le domaine intérieur, à celle-là le domaine extérieur. L'analogie que lord John Russell s'efforce d'établir entre le droit du législateur en matière de crime et son droit en matière d'industrie manque donc absolument d'exactitude. Quand même d'ailleurs on pourrait y souscrire, il resterait encore à établir que dans une législation restrictive la somme du bien possible l'emporte sur celle du mal possible; preuve que l'on ne fournira pas, car on est ici en présence de l'inconnu.

Je comprends mieux l'argument du *Times*. Je comprends que les chefs de la grande industrie, ceux qui agglomèrent les hommes sous leurs ordres par centaines ou même par milliers, soient responsables envers la société de la puissance qu'ils exercent, et deviennent en quelque sorte des fonctionnaires publics; je comprends que la société règle l'usage de la vapeur et de l'eau, ces armes puissantes du travail, comme elle règle l'usage des armes de guerre, et entre autres de la poudre à canon. Il est juste, il est nécessaire d'imposer aux manufacturiers, qui emploient des forces aussi redoutables, les restrictions que commande l'intérêt de la sécurité, de la salubrité, de l'éducation. Néanmoins, en protégeant les travailleurs, il faut respecter la liberté de l'industrie. Le capital a sa puissance d'expansion comme la vapeur, qui peut faire explosion, si on la comprime. Qui voudrait dépenser deux ou trois millions de francs aux bâtimens et au mobilier mécanique d'une filature, si la loi prescrivait le nombre des ouvriers ou la durée du travail?

Ajoutez que cela ne peut pas se faire sans inégalité, c'est-à-dire sans injustice. « Lorsque je soumets, dit sir Robert Peel, à des restrictions légales le capital qui s'applique à une certaine industrie, je ne laisse point les choses au point où je les avais prises; je donne une prime aux industries qui demeurent affranchies de ces restrictions. Sans parler de l'agriculture, les industries placées en dehors de la loi comprennent la métallurgie, la quincaillerie, les articles de Birmingham et de Sheffield, la poterie, la fabrique de porcelaine, la verrerie, la mercerie, la bonneterie, les impressions sur étoffes, les blanchisseries, les teintureries, les manufactures de papier, de cordage, de placage, de gants, les articles de mode et de lingerie. Je vais donc laisser au manufacturier, dans toutes ces branches du travail, le droit illimité d'employer des femmes et des enfans; or, dans certaines de ces fabriques, le travail est entièrement ou presque entièrement exécuté par des enfans et par des femmes... Dans la manufacture d'écrous, les femmes représentent 85 pour 100 du nombre total des ouvriers....

Dans la lingerie, on les emploie quatorze, quinze, et jusqu'à seize heures par jour.... Est-il juste de soumettre à des restrictions aussi sévères les manufactures de coton, pendant qu'on ne touche pas aux ateliers dans lesquels les femmes de tout âge sont employées aussi long-temps? Que si nous étendons jusque-là le domaine de la loi, alors l'injustice cesse; mais nous adoptons un principe qui conduit à une intervention constante et universelle dans toutes les branches du travail. Il faut désormais entrer dans l'atelier et dans la maison; il faut établir un système d'inquisition domestique et de tyrannie, préparer une armée d'inspecteurs et de sous-inspecteurs. C'est là une tâche au-dessus des forces de l'homme, et, en supposant que l'on parvînt à l'accomplir, le système deviendrait bientôt si odieux, que le peuple se lèverait en masse pour le renverser (1). »

Ce raisonnement est sans réplique. Si l'on veut limiter l'intervention de l'état aux manufactures de coton, de laine, de fil et de soie, on commet une insigne injustice; si on l'étend à toutes les branches de l'industrie, on se propose l'impossible. Pour venir au secours des misères ou pour corriger les excès du travail, la philanthropie doit donc chercher d'autres moyens que l'action tantôt incertaine et tantôt tyrannique de la loi.

Par une contradiction bien étrange, le même lord Ashley qui s'adresse au parlement pour réduire la durée du travail dans les manufactures, voulant obvier au même mal dans les ateliers de modes et de lingerie de la capitale, n'a fait appel qu'à l'esprit d'association. De concert avec lord Dudley Stuart, il a fondé à Londres une société qui a pour objet de déterminer les chefs des principaux établissemens à ne pas prolonger la journée au-delà de douze heures par jour, et les dames de l'aristocratie à donner un intervalle suffisant pour l'exécution de leurs commandes. Si l'on en juge par le commencement de succès qu'obtient une autre association de la même nature, fondée par les marchands drapiers, cette entreprise charitable n'avortera pas. Cependant, pourquoi ne pas appliquer aussi aux manufactures de coton ou de laine les procédés que l'on réserve pour les ateliers métropolitains? S'il est réellement dans l'intérêt bien entendu des fabricans ainsi que des ouvriers de retrancher de la journée les heures qui produisent la fatigue et qui sont par conséquent plus ou moins stériles, pourquoi ne pas se borner à leur ouvrir les yeux? pourquoi ne pas laisser à leur conviction éclairée le soin de faire ce que la loi exigerait en vain?

(1) *Sir Robert Peel's Speeches*, passim, 18 march, 3 may.

Le législateur ne doit que la liberté aux adultes, mais il doit protection aux enfans et aux adolescens. On concevrait donc que le *bill* qui réduit le travail des enfans à six heures et demie par jour fixât, s'il faut en venir là, un maximum de douze heures à celui des adolescens jusqu'à l'âge de vingt-un ans, comme le demandait en 1841 le ministère whig. Si quelque manufacturier se trouvait gêné par cette règle, il aurait la ressource de n'employer que des hommes faits. Pourtant il faudrait que la prescription fût impérative pour toutes les industries, à l'exception de celles à qui le foyer domestique sert d'abri; le moyen de contrôle, je l'ai déjà dit, serait, non pas dans les visites plus ou moins fréquentes des inspecteurs, mais dans un bon système d'éducation. Que l'on rende la présence obligatoire à l'école pour les enfans pendant une partie du jour, et le soir pour les adolescens, et l'on atteindra le seul but raisonnable que doive se proposer le pouvoir social.

Faut-il considérer les femmes adultes, ainsi que le demandent sir J. Graham et lord Ashley, comme n'ayant pas leur pleine liberté d'action et comme vivant dans cet état de minorité qui réclame la tutelle de la loi? Ce serait forcer le sens des faits. La femme, en perdant la protection de la famille et du législateur, acquiert par compensation celle de l'époux qu'elle a choisi. Relativement au travail, le mari et la femme ont la même indépendance; ils ne sont liés que par leurs besoins. C'est à diminuer le poids de ces nécessités qu'un gouvernement prévoyant devrait s'attacher. « L'excès de travail, dit le *Times* avec raison, n'est, sous une autre forme, que l'insuffisance du salaire. » Mais qu'est-ce qui fait l'insuffisance du salaire, sinon la cherté du pain, du sucre, du thé, et de tous les objets de consommation frappés par l'impôt? Que l'on modère donc l'impôt, celui qui profite au propriétaire foncier comme celui qui ne profite qu'à l'état; pour améliorer le sort des classes laborieuses, c'est le chemin le plus court et le plus sûr.

LÉON FAUCHER.

LA SUÈDE

SOUS

CHARLES-JEAN XIV.

Au mois de juin 1837, visitant Stockholm pour la première fois, j'assistais dans le Diurgarden à une revue de troupes suédoises. Toute cette vaste et magnifique promenade du Diurgarden, bordée d'un côté par la mer, de l'autre par une rivière, traversée par de riantes collines, coupée par des lacs, parsemée de villas, de jardins, de bouquets de fleurs et de pins sauvages, était inondée d'une foule innombrable, riches patriciens circulant le long des allées en équipages splendides, femmes du monde étalant dans leurs landaus, dans leurs calèches découvertes, les frais chapeaux, les élégantes robes arrivées tout récemment de Paris; jeunes gens à cheval caracolant aux portières; graves et honnêtes professeurs poursuivant au bord des sentiers quelque savante théorie; bons bourgeois portant sur leur figure cet air de béatitude placide et de candide curiosité qui caractérise, dans une fête populaire, les bourgeois de tous les pays. Au dedans, au dehors du parc, sur les galeries des maisons, dans l'enclos des jardins, tout était en mouvement. Des groupes d'artisans assis à la porte des cabarets, entonnaient à haute voix, le verre à la main, les chansons de Bellmann, ce joyeux poète du temps de Gustave III, qui

passa sa vie à boire et à chanter. Des artistes ambulans jouaient sur des tréteaux leurs farces grivoises, tandis que des barques légères, conduites par des batelières de la Dalécarlie, amenaient sans cesse du quai de la ville au bord du Diurgarden de nouveaux flots de promeneurs. Si j'avais pu moi-même choisir un jour pour me donner dès mon arrivée à Stockholm une soudaine et saisissante idée de la physionomie, du caractère des habitans de cette ville, je n'aurais pu mieux réussir. C'était l'une des plus anciennes, l'une des plus belles solennités du Nord. A pareille époque, il y a mille ans, les descendans d'Odin célébraient par des chants et des libations la solstice d'été, et ce jour-là les sujets de Charles-Jean célébraient à la fois la fête d'un saint et la fête de leur roi. L'observation naïve des révolutions des astres, le culte de la nature, avaient consacré le 25 juin dans l'esprit des sectateurs d'Odin, et à voir, à tant de siècles de distance, leurs descendans regarder avec tant de bonheur l'azur du ciel, la verdure naissante des collines et le feuillage des arbres, on eût dit qu'ils éprouvaient encore les joies païennes de leurs ancêtres. Le printemps arrive tard en Suède, les nuits d'hiver enveloppent pendant de longs mois l'horizon tout entier; mais au 25 juin, une lumière continuelle récrée les regards fatigués par une incessante obscurité. C'est ce jour-là que les curieux s'en vont voir le soleil de minuit sur la montagne d'Arasaxa, et si à cet aspect d'un admirable phénomène, à ce tableau d'une nature tout à coup épanouie et éblouissante de fraîcheur et de beauté, un souverain ajoute l'éclat de sa pompe royale, je laisse à penser quel mouvement ces deux spectacles doivent donner à la population d'une grande ville.

Voitures et piétons, tout le monde se dirigeait vers le château de Rosendal, où le roi à cheval, accompagné de son fils et de ses principaux officiers, faisait en ce moment défiler devant lui ses régimens d'*Indelta* et ses splendides escadrons des gardes. Quand la revue fut terminée aux cris mille fois répétés de *vive le roi! vive le prince Oscar!* Charles-Jean s'en vint au petit trot au milieu de la double haie d'équipages rangés le long de la grande allée. Vêtu d'un simple frac bleu, l'ordre de l'Épée sur la poitrine, le cordon de la Légion-d'Honneur en sautoir, il ne se distinguait de son cortége chamarré d'or et de broderies que par la nudité de son uniforme; mais de loin, en le voyant venir, toutes les femmes se levaient dans leurs calèches, tous les hommes se découvraient la tête, et les gens du peuple, lançant leurs chapeaux en l'air, le saluaient par de tumultueux *hurrahs*. Il s'arrêta près de la voiture où j'étais assis à côté de notre chargé d'affaires, et,

après avoir complimenté M. de Billecoq sur son heureux retour en Suède, il me dit en me tendant la main : « Je savais déjà que j'avais ici un compatriote de plus. Soyez le bien-venu parmi nous, et si vous voulez me voir, venez au château demain. »

Voyageur sans titre, écrivain sans renom, je n'aurais jamais osé attendre cet aimable accueil du roi de Suède. Je le devais à une lettre de recommandation que M. le comte Molé avait eu la bonté de me donner pour notre légation, et à la bienveillance cordiale que Charles-Jean a toujours conservée pour ses compatriotes.

Le lendemain, à huit heures du soir, je m'en allais avec un vif sentiment d'intérêt, mais non sans un certain trouble, voir cet homme dont le nom a été pendant vingt ans inscrit dans nos fastes militaires, et pendant un quart de siècle associé aux plus célèbres noms de la Suède. J'arrivai dans la cour du palais sans savoir de quel côté me diriger. Un valet qui se promenait là, me voyant errer de côté et d'autre, me demanda où je désirais me rendre. — Chez le roi. — Chez le roi? suivez ce corridor, puis montez l'escalier au fond, une porte à deux battans au second, et vous y êtes; puis il continua sa promenade.

A l'entrée de l'appartement royal, je ne trouvai que deux factionnaires accoudés indolemment sur le canon de leur fusil, et dans l'antichambre un chambellan qui, après m'avoir demandé mon nom, m'introduisit sans autre formalité dans un salon tendu de soie bleue et décoré de quelques tableaux représentant des paysages du Nord. Voilà comme on arrivait chez le roi de Suède.

Un instant après, le roi entra, le corps droit, la tête haute, l'œil vif, le front ombragé encore par d'épais cheveux noirs. A juger de son âge par l'aspect de cette taille si ferme, de cette physionomie si virile et si énergique, on l'eût pris pour un homme de cinquante ans, il en avait soixante-treize.

Charles-Jean me fit asseoir à côté de lui sur un canapé, et après s'être informé avec la plus gracieuse sollicitude du but de mon voyage, après avoir énuméré les moyens qu'il pourrait employer pour m'aider à le rendre aussi fructueux et facile que possible, il engagea de lui-même un entretien que je n'aurais point osé provoquer. Quand je dis entretien, je me sers d'une expression impropre; je devrais plutôt dire un long et pompeux monologue qu'il interrompait de temps à autre, pour me demander en me regardant fixement : M'entendez-vous? Je n'avais garde d'entraver par mes remarques le cours de son éloquence; j'étais tout entier sous le charme de cette belle physionomie où brillait un regard d'aigle, de cette parole élevée, puissante, qui se lançait

avec une étonnante vigueur dans les plus hautes questions, et à laquelle un accent méridional assez prononcé donnait encore une plus vive vibration. Au bout de deux heures, le roi se leva, et je rentrai chez moi le cœur tellement rempli de tout ce que je venais d'entendre, que j'écrivis mot pour mot la plupart des choses qu'il m'avait dites.

Dès le début, et comme s'il avait pressenti que j'arrivais à lui avec la pensée qui nous saisit tous, nous autres Français, chaque fois que nous entendons prononcer le nom de Bernadotte, c'est-à-dire avec le souvenir de 1813, il se mit à me parler de la position qu'il avait prise en Suède et de son amour pour la France :

« J'aime la France, me disait-il, c'est elle qui m'a élevé, c'est elle qui m'a illustré. C'est un si beau pays, un pays qui a tout : richesse, esprit, savoir. Je puis me rendre justice, c'est que je l'ai servie dans des momens de crise, en 1789, et que, lorsque je l'ai quittée, elle était grande, forte, respectée.

« J'ai toujours désiré que ma politique fût celle de la France. Je suis venu dans ce pays et j'ai dû remplir ma mission. J'ai fait tout ce que ma conscience me prescrivait de faire; mais j'aurais mille royaumes à donner à la France que je ne m'acquitterais pas envers elle de la reconnaissance que je lui dois. Souvent on tente des moyens, et le succès les justifie. Le succès m'a justifié, mais je puis dire que je n'ai jamais travaillé en vue du succès.

« J'ai été attaqué, voilà le fait. Ne parlons pas de cette époque; mes entrailles en sont encore émues. J'ai été attaqué. J'ai demandé qu'on suspendît l'invasion de la Poméranie; on ne m'a pas répondu. Si Napoléon avait voulu être sage, s'il n'avait pas tenu au système continental, ni à la guerre de Russie, il était César, il serait devenu Auguste. »

Puis de cette époque, dont la mémoire l'attristait visiblement, revenant tout à coup à l'époque actuelle : « La France, ajoutait-il, ne doit pas désirer la guerre. Les hommes qui ont fait la guerre ont employé ou le fanatisme religieux, ou le fanatisme de la liberté. Le fanatisme religieux est passé; le fanatisme de la liberté emportera ceux qui s'y soumettront. Si la France fait la guerre et remporte la victoire, elle donnera par-là un étonnant élan à ses opinions; mais cet élan, où s'arrêtera-t-il?...

« Personne ne songe à attaquer la France, je puis l'affirmer; mais si on attaque la France, elle peut remuer le monde....

« La France tranquille, l'Europe ne sera jamais agitée.... »

Un instant après, il revenait encore aux divers incidens de son élection, à la fatale alternative où son titre de prince royal de Suède

l'avait jeté en 1813. Il semblait qu'une pensée impérieuse, une pensée rebelle, à laquelle il tentait en vain d'échapper, le ramenât sans cesse malgré lui à cette phase décisive de sa vie. « L'amour-propre, me dit-il, est souvent le mobile de nos actions. A l'époque où je fus élu, on disait : Il est proposé, mais il n'osera pas accepter. Ce mot vint de haut. Alors j'aurais voulu abdiquer mes emplois, rentrer dans la vie privée; mais ce mot : *il n'osera pas!* m'entraîna, et j'osai. »

Après avoir rappelé à diverses reprises la déplorable époque de 1813, il se tut tout à coup, et resta quelques instans immobile, la tête penchée. Sa figure, jusque-là si vive, si animée, se revêtit soudain d'une indéfinissable expression de tristesse; puis, se levant brusquement et m'entraînant vers la fenêtre : « Ah! je crois, s'écria-t-il, et il faut croire! » En ce moment, l'obscurité commençait à se répandre dans la chambre où nous étions; mais, au pied du palais, nous voyions les vagues de la mer, les flots du lac Mélar dorés par les rayons du soleil couchant. Les banderoles des navires, les pavillons de l'amirauté et des casernes flottaient au souffle de la brise, et tandis que la façade du théâtre, les larges maisons du Blasieholm, projetaient sur le pavé de grandes ombres, les vertes collines du parc, les bouleaux aux branches pendantes, les pins à la tête arrondie, se détachaient en lignes distinctes sur un ciel d'azur. Çà et là une barque s'éloignait encore du quai et glissait légèrement sur l'eau limpide. A côté d'un bâtiment qui venait de jeter l'ancre dans le port, un autre navire larguait ses voiles, virait de bord, et un coup de canon annonçait l'arrivée d'un bateau à vapeur; dans l'intérieur de la ville, tout était déjà calme, silencieux. Le roi contemplait d'un regard profondément ému ce doux et imposant spectacle, et nulle parole de religion ne m'a plus frappé dans le monde que ces mots : « Il faut croire! » prononcés en face d'une telle scène, par un vieux soldat de 1789, dans son palais de roi.

Chaque fois que j'ai revu Charles-Jean, un an, deux ans plus tard, il m'a exprimé le même sentiment religieux, il m'a parlé de la France avec le même amour. Certes, ce fut un jour affreux, un jour qu'il faudrait pouvoir effacer de notre histoire moderne, que celui où l'on vit cet enfant de la France, anobli, illustré, comme il le disait lui-même, par la France, s'allier aux ennemis de notre pays, tracer lui-même le plan de bataille qui devait ensevelir nos soldats dans les plaines de Leipzig, ouvrir, selon l'expression de Napoléon, aux hordes du Nord *le chemin du sol sacré*. « Pour prendre femme, disait encore Napoléon dans son style énergique, on ne doit point renoncer à sa mère. » Et Charles-Jean a renoncé à sa mère, à la terre vénérable pour la-

quelle il avait si long-temps combattu, dont il avait vaillamment partagé les périls, et qui lui avait mis au front un rayon de gloire. Mais qu'on ne croie pas, comme l'ont prétendu quelques écrivains trop faciles et trop mal informés, qu'en s'éloignant de la France pour poser le pied sur la première marche du trône de Suède, Bernadotte eût déjà des projets de rupture arrêtés. Non, j'en ai l'intime conviction, et en tenant compte même de son état de rivalité à l'égard de Napoléon, tranchons le mot, de l'hostilité qui éclata assez ouvertement au 18 brumaire, qui ne fut que palliée ensuite, et qui dut se réveiller par le peu d'empressement et de bonne grace que l'empereur mit à sanctionner l'élection de la diète d'Orebro; non, Bernadotte, en prenant congé de Napoléon et en disant adieu à la France, ne songeait point à rompre avec Napoléon et avec la France. Et si, par malheur, il eût eu cette coupable intention, tout ce qu'il remarqua dès son arrivée en Suède aurait suffi pour l'en détourner. La Suède était depuis plusieurs siècles l'alliée de la France; la Suède sentait bien que, dans la déplorable situation où l'avait jetée Gustave IV, elle devait chercher de notre côté son appui; que la Russie était un plus puissant, un plus redoutable adversaire, et que, pour se défendre contre les projets d'invasion d'un tel colosse, elle n'avait pas de secours plus sincère, plus désintéressé à attendre que celui de la France. Le roi Charles XIII, appelé par une subite révolution à porter la couronne à demi brisée de son neveu, partageait à cet égard toutes les idées de la nation. Jeune, il avait valeureusement conduit les vaisseaux de son frère Gustave III contre les flottes de Catherine II. Il s'était signalé dans mainte entreprise hardie. Toute sa gloire lui venait de ses combats contre la Russie. Tous ses plus beaux, ses plus brillans souvenirs se rattachaient à cette époque de lutte ardente. Plus tard, appelé à la régence de Suède, pendant la minorité de son neveu, il s'était opposé au mariage du jeune roi avec une princesse de Russie. Dans sa vieillesse, il conservait les mêmes principes de sympathie et d'abandon du côté de la France, de défiance et d'éloignement envers la Russie, et certainement il ne les dissimula pas à l'illustre maréchal français qui arrivait en Suède pour lui succéder. Malheureusement le ton impérieux de Napoléon, les notes acerbes et violentes de son ambassadeur à Stockholm, ébranlèrent peu à peu les dispositions amicales du roi de Suède et de ses conseillers. Deux années pénibles se passèrent, véritables années d'épreuves pour la Suède. Dans le cours de ces deux années, la France prescrivait sans cesse de nouvelles conditions; la Suède se plaignait doucement, puis se résignait, non sans comprendre toutefois l'im-

portance des sacrifices qu'on imposait à son commerce, à son industrie, et sans se sentir humiliée de les faire. Avant de quitter la France, Charles-Jean avait eu avec l'empereur un long entretien sur la Suède. Napoléon voulait que ce royaume se soumît à toutes les conditions du système continental, système plus pénible, plus dangereux pour ce pays que pour tout autre. Bernadotte demanda quelques mois pour étudier l'état de la Suède, les dispositions, les ressources du peuple qu'il était appelé à gouverner. Cet ajournement lui fut accordé, et les Suédois, attribuant à son influence personnelle une concession à laquelle ils attachaient un grand prix, en éprouvèrent pour lui un nouveau sentiment de respect et de considération. Mais, dès le mois de novembre 1810, Napoléon adressa rudement à la cour de Suède son ultimatum : « Choisissez, dit-il; des coups de canon aux Anglais qui s'approchent de vos côtes et la confiscation de leurs marchandises, ou la guerre avec la France. » Et l'on donnait cinq jours pour répondre. Cette demande impérieuse, qui ne permettait plus aucune observation, répandit la terreur dans la capitale. Le conseil du roi fut appelé aussitôt à délibérer sur la douloureuse alternative où la Suède se trouvait tout à coup placée. Fermer aux Anglais les ports de la Suède, c'était ravir à ce pays ses plus sûres, ses dernières ressources. Entrer en guerre avec la France! la nation entière ne pouvait encore s'y résoudre. Charles-Jean assistait au conseil qui allait discuter une si grave question. Dans la pénible anxiété qu'il éprouvait, dans l'obligation qui lui était imposée si inopinément par le sort de sacrifier les intérêts réels, nécessaires de la Suède, ou de prononcer un vote contre la France, il se retrancha dans la neutralité. « Agissez, dit-il aux conseillers du roi, comme si je n'étais pas là. Je suis prêt à mettre à exécution les mesures que vous jugerez devoir prendre dans une telle crise. » Le résultat de la délibération fut tel que l'empereur pouvait le désirer. Charles-Jean lui écrivit alors la lettre suivante :

« SIRE,

« Par ma lettre du 11 novembre, j'ai eu l'honneur d'instruire votre majesté que le roi était prêt à faire tout ce que les lois constitutionnelles lui permettaient pour arrêter l'introduction des marchandises anglaises. Le ministère s'occupait d'un règlement très sévère à ce sujet, lorsqu'une dépêche de M. Legerbielke est venue porter la douleur dans l'ame du roi, et déranger sa santé d'une manière bien sensible. Cette dépêche nous prouvait à quel point votre majesté était prévenue contre nous, puisqu'en nous donnant cinq jours pour répondre, elle

nous traitait avec la même rigueur qu'une nation ennemie; et la note officielle remise par M. le baron Alquier n'a laissé à la Suède que l'affligeante alternative, ou de voir rompre les liens qui l'unissent à la France, ou de se livrer à la merci d'un ennemi formidable, en lui déclarant la guerre, sans posséder aucun moyen pour le combattre.

« En me décidant à accepter la succession au trône de Suède, j'avais toujours espéré, sire, concilier les intérêts du pays que j'ai servi fidèlement et défendu pendant trente années, avec ceux de la patrie qui venait de m'adopter. A peine arrivé, j'ai vu cet espoir compromis, et le roi a pu remarquer combien mon cœur était douloureusement combattu entre son attachement à votre majesté et le sentiment de ses nouveaux devoirs.

« Dans une situation si pénible, je n'ai pu que m'abandonner à la décision du roi, et m'abstenir de prendre part aux délibérations du conseil d'état.

« Le conseil d'état ne s'est pas dissimulé :

« 1° Qu'un état de guerre ouverte, provoqué par nous, causera infailliblement la capture de tous les bâtimens qui sont allés porter des fers en Amérique;

« 2° Qu'à la suite d'une guerre malheureuse, nos magasins sont vides, nos arsenaux sans activité et dépourvus de tout, et que les fonds manquent pour parer à tous les besoins;

« 3° Qu'il faut des sommes considérables pour mettre à couvert la flotte de Carlscrona et réparer les fortifications de cette place, sans qu'il y ait aucuns fonds pour cet objet;

« 4° Que la réunion de l'armée exige une dépense extraordinaire d'au moins 7 à 8 millions, et que la constitution ne permet pas au roi d'établir aucune taxe sans le consentement des états-généraux;

« 5° Enfin, que le sel est un objet de première et absolue nécessité en Suède, et que c'est l'Angleterre seule qui l'a fourni jusqu'ici.

« Mais toutes ces considérations, sire, ont disparu devant le désir de satisfaire votre majesté. Le roi et son conseil ont fermé l'oreille au cri de la misère publique, et l'état de guerre avec l'Angleterre a été résolu, uniquement par déférence pour votre majesté, et pour convaincre nos calomniateurs que la Suède, rendue à un gouvernement sage et modéré, n'aspire qu'après la paix maritime. Heureuse, sire, cette Suède si mal connue jusqu'à présent, si elle peut obtenir, en retour de son dévouement, quelques témoignages de bienveillance de la part de votre majesté (1). »

(1) *Recueil des Lettres de Charles-Jean*, t. I, p. 21.

Cette première difficulté ainsi résolue, il s'en présenta presque immédiatement une autre qui dépassait le pouvoir du roi de Suède et du prince royal. Charles-Jean avait représenté à l'empereur les embarras financiers de la Suède, et Napoléon, pour obvier à cet état de choses, lui proposa d'enrôler des officiers, des matelots pour la flotte de Brest, et de prendre un régiment suédois à la solde de la France. Charles-Jean répondit que la constitution du pays interdisait toute transaction de cette nature. Nouveau grief du côté de l'empereur; nouveau sujet d'alarmes en Suède.

Tandis que les relations de ce royaume avec la France prenaient un caractère de plus en plus inquiétant, l'Angleterre, avec son adresse habituelle, ne tenait aucun compte de la déclaration de guerre qui lui avait été adressée, et conservait à l'égard de la Suède une attitude plus bienveillante qu'hostile. Elle semblait reconnaître que la Suède, en s'associant au système continental, n'avait fait que céder à la force, et, contente d'écouler quelques-uns de ses produits vers la Baltique, trop habile pour irriter inutilement un peuple dont elle avait besoin, elle attendit patiemment l'occasion de reprendre avec lui des rapports plus faciles et plus sûrs.

Cette conduite de l'Angleterre accrut encore les défiances de l'empereur. En même temps la Suède, comme pour être en état de soutenir sa déclaration de guerre, faisait des armemens considérables. Ses préparatifs excitèrent dans l'esprit du ministre de France un soupçon qu'il exprima dans les termes les plus acerbes. Napoléon, comprenant lui-même que son envoyé apportait trop d'ardeur et d'âpreté dans l'exercice de ses fonctions, le rappela de Stockholm et le nomma ministre en Danemark; mais tout en accordant au cabinet de Stockholm cette satisfaction diplomatique, on traitait d'un autre côté la Suède rigoureusement. Des corsaires français et danois parcouraient la Baltique, poursuivant, attaquant, capturant les navires suédois. Bien plus, l'embargo fut mis sur des navires de Suède qui attendaient leur chargement dans différens ports d'Allemagne. Les matelots qui montaient ces bâtimens furent incorporés de force dans la marine de France et envoyés à Brest, à Toulon, à Anvers. Le gouvernement suédois adressa de vives réclamations à Paris et ne fut point écouté. Les riches négocians du pays se plaignirent hautement des rudes entraves imposées à leur commerce, le pays entier éprouvait une gêne extrême; la nation, animée jusque-là d'un si vif sentiment d'admiration et de sympathie pour la France, commençait à regarder si elle ne pourrait point chercher son point d'appui d'un autre côté. Cependant

le roi et le prince royal espéraient encore remédier par des moyens de temporisation à ce fatal état de choses; ils se maintenaient l'un et l'autre dans des idées de conciliation autant par un sentiment de vieille amitié que par une réflexion de prudente politique. La France était si chère à ce vieux roi qui avait adopté toutes les prédilections de Gustave III, si chère à ce prince royal qui venait de la quitter, et Napoléon semblait si fort! Un évènement inattendu, décisif, les jeta tout à coup hors des bornes où ils espéraient pouvoir s'assurer une position paisible. Le 10 février 1812, on apprit à Stockholm que, dans la nuit du 26 au 27 janvier, une troupe de vingt mille hommes, commandée par le général Friand, avait envahi le territoire de la Poméranie suédoise et l'île de Rugen. A cette nouvelle, qui produisit une violente rumeur en Suède, le roi envoya aussitôt le général Engelbrecht à Stralsund pour demander des explications sur un fait si inopiné. Le comte Friand déclara qu'il ne pouvait répondre à la lettre qui lui fut remise. En même temps le prince d'Eckmuhl, qui commandait la division, faisait conduire dans les prisons de Hambourg les fonctionnaires suédois de la province dont des troupes venaient de s'emparer, et les remplaçait par des fonctionnaires français. Charles-Jean voulut encore une fois s'adresser directement à l'empereur, et il lui écrivit cette lettre :

« Sire, les rapports qui viennent d'arriver portent qu'une division de l'armée aux ordres du prince d'Eckmuhl a envahi le territoire de la Poméranie suédoise dans la nuit du 26 au 27 janvier. Cette division a poursuivi sa marche, est entrée dans la capitale du duché, et s'est emparée de l'île de Rugen.

« Le roi attend que votre majesté fasse connaître les causes qui ont pu la porter à agir d'une manière aussi diamétralement opposée aux traités existans. Mes anciens rapports avec votre majesté m'autorisent à la supplier de ne pas tarder à faire connaître ses motifs, pour que je puisse donner au roi mon opinion sur l'adoption de la politique que la Suède doit embrasser désormais.

« L'outrage fait gratuitement à la Suède est vivement senti par le peuple et doublement par moi, sire, qui suis chargé de l'honneur de le défendre. Si j'ai contribué à rendre la France triomphante, si j'ai constamment souhaité de la voir heureuse et respectée, il n'a jamais pu entrer dans ma pensée de sacrifier les intérêts, l'honneur et l'indépendance du pays qui m'a adopté. Votre majesté, si bon juge dans le cas qui vient d'avoir lieu, a déjà pénétré ma résolution. Peu jaloux de la gloire et de la puissance qui vous environnent, sire, je le suis beaucoup de ne pas être regardé comme vassal.

« Votre majesté commande à la majeure partie de l'Europe, mais sa domination ne s'étend pas jusqu'au pays où j'ai été appelé. Mon ambition se borne à le défendre, et je le regarde comme le lot que la Providence m'a départi. L'effet que l'invasion dont je me plains a produit sur ce peuple peut avoir des conséquences incalculables, et quoique je ne sois point Coriolan, et quoique je ne commande pas à des Volsques, j'ai assez bonne opinion des Suédois, sire, pour vous assurer qu'ils sont capables de tout oser et de tout entreprendre pour venger les affronts qu'ils n'ont point provoqués et pour conserver des droits auxquels ils tiennent peut-être autant qu'ils tiennent à leur existence (1). »

Il est évident que, d'après cette lettre, Charles-Jean avait déjà songé précédemment à la nécessité où il pourrait se trouver quelque jour de rompre avec la France. On ne lance point un tel cartel sans savoir d'avance avec quelles armes on le soutiendra. Cependant cette réclamation si ferme, si fière, laissait encore à l'empereur un facile moyen de conciliation. Il ne voulut pas l'accepter. Le chargé d'affaires de Suède à Paris adressa au duc de Bassano, alors ministre des affaires étrangères, une note relative à l'évènement qui agitait alors toute la nation suédoise, et ne reçut qu'une réponse évasive. Charles-Jean prit alors la plus triste des résolutions. On dit qu'à cette époque les anxiétés qu'il avait éprouvées, l'affreuse incertitude dans laquelle il se voyait sans cesse rejeté, lui occasionnèrent une grave maladie. Son ame avait à soutenir un rude et périlleux combat. Les affections les plus profondes, les souvenirs de la patrie, luttaient en elle contre les obligations que lui imposait son titre de prince suédois : d'un côté, la France, sa terre natale; de l'autre, la Suède, sa seconde patrie. Dans ce pénible conflit de tant de sentimens de reconnaissance, de regrets du passé, d'espoir de l'avenir, le passé succomba, et, lorsque Charles-Jean sortit de cette douloureuse épreuve, il abdiquait son titre de soldat du Béarn, il n'était plus que le prince royal de Suède.

Il y a deux ans que, par une fraîche matinée de printemps, j'arrivai à Abo, ancienne capitale de la Finlande, et nul des bons et honnêtes Finlandais qui m'accueillaient là avec l'affectueux empressement qu'ils aiment à témoigner aux étrangers n'aurait pu comprendre l'amère pensée qui m'obsédait en entrant dans cette ville. C'est là, c'est dans une de ces rues solitaires, silencieuses, au bord du golfe de Finlande, au milieu des sombres forêts de sapins, des collines rocailleuses de cette terre sauvage, que se sont décidées, on peut le dire, les des-

(1) *Recueil des Lettres de Charles-Jean*, t. I, p. 55.

tinées de l'empire français. C'est là que Charles-Jean eut un entretien de plusieurs jours avec Alexandre, et conclut avec lui un traité d'alliance. L'Angleterre, cette implacable ennemie de Napoléon, connaissant le caractère irrésolu de l'empereur de Russie, le caractère ferme et décidé, les vues politiques de Bernadotte, avait elle-même préparé, demandé cette conférence, et elle en obtint tout le résultat qu'elle pouvait en attendre. Charles-Jean étonna le czar par les idées de résistance qu'il lui exposa, par les plans de stratégie offensive qu'il lui fit concevoir. Déjà il l'avait amené à signer rapidement un traité de paix avec l'Angleterre et la Turquie, et cette mesure doublait les forces de la Russie. Dès ce moment, la campagne d'Allemagne fut résolue, et Bernadotte en calculait tous les succès.

Nous ne voulons point exagérer l'importance de Charles-Jean; cependant, l'histoire de 1812 et 1813 à la main, il nous paraît bien démontré que sans lui ces années de désastres auraient pu avoir une toute autre issue. La Suède ne prit, il est vrai, aucune part active à la guerre de 1812; mais si elle avait été encore notre alliée à cette époque de calamité; si, pendant que nos troupes pénétraient au cœur de la Russie, les Suédois avaient envahi la Finlande; si, lorsque nous entrions aux lueurs de l'incendie dans la seconde capitale du czar, les Suédois avaient, de leur côté, menacé Pétersbourg, que serait-il arrivé de cet empire attaqué ainsi à droite et à gauche, placé entre deux armées puissantes? En second lieu, si dans ce moment de crise Charles-Jean n'envoyait point de troupes au secours d'Alexandre, il l'éclairait sans cesse par ses conseils, il lui adressait lettre, sur lettre pour lui tracer des plans de défense, pour relever son courage et affermir sa résolution. Lui seul, à la suite de notre pompeuse entrée en campagne, de notre marche rapide, de nos premières victoires, jugeait le péril de notre situation et le peignait énergiquement au czar, qui parfois avait quelque peine à le comprendre. Charles-Jean lui-même m'a raconté que le jour où l'on apprit à Stockholm le résultat de la bataille de la Moskowa, il vit arriver dans son palais Mme de Staël, tout effarée de cette victoire, et songeant déjà, dans l'incroyable préoccupation de son importance, à quitter Stockholm, comme si l'armée française allait la poursuivre jusque sur le sol de la Suède. « Rassurez-vous, madame, lui dit Charles-Jean; Napoléon vient de conquérir un nouveau champ de bataille, et il peut tirer de ce succès un parti décisif. Si maintenant il offre la paix à l'empereur de Russie, en proclamant la constitution, l'indépendance du royaume de Pologne, il est sauvé; mais il n'aura point cette habileté, et il est perdu. »

Malheureusement il disait vrai.

Quelques jours après, on reçut à Stockholm la nouvelle de l'entrée des Français à Moscou. Nul fait aussi grave et en apparence aussi décisif n'avait encore signalé la campagne de 1812. Tous les esprits étaient dans l'attente. Les partisans de l'alliance russe se demandaient avec inquiétude quel parti la Suède allait prendre. Les partisans de l'alliance française (il y en avait encore un assez grand nombre dans le pays) espéraient voir un revirement subit de politique. Les ministres étrangers se présentèrent le soir au palais du roi dans une grande perplexité. Charles-Jean comprit que c'était un de ces momens solennels qui exigent une prompte décision. Il s'approcha de l'envoyé de Russie et lui dit : « Je déplore le sort de Moscou, mais je félicite l'empereur Alexandre; Napoléon est perdu. Un courrier, parti il y a deux heures, porte au ministre de Suède, le comte de Löwenhielm, les ordres du roi pour resserrer encore les liens qui nous unissent à l'empereur. Oui, monsieur, ajouta-t-il en se tournant vers le ministre d'Autriche, Napoléon est dans la seconde capitale de l'empire russe, et il est perdu. Vous pourrez annoncer à votre cour que tel est mon avis sur cet évènement. »

La retraite de Moscou, la déroute effroyable de l'armée française, réalisèrent les conjectures du prince royal de Suède, et donnèrent à l'Angleterre, à la Russie, à la Prusse, un élan tout nouveau. Dans l'espace de quelques mois, les conditions de la guerre étaient bien changées. Les longues plaines d'Allemagne, naguère asservies au pouvoir de Napoléon, devenaient de nouveaux champs de bataille, et les armées confédérées reprenaient l'offensive. Au mois de mai 1813, Charles-Jean débarqua à Stralsund, investi du titre de généralissime de la division du Nord et entraînant à sa suite l'armée la plus nombreuse que la Suède eût jamais envoyée au-delà des mers. Ce fut lui qui traça tout le plan de la campagne. Le général Moreau, arrivé inopinément des États-Unis pour s'associer à cette croisade contre Napoléon, critiquait plusieurs des points essentiels de cette stratégie; Charles-Jean, après l'avoir patiemment écouté, persista dans sa résolution. A la conférence de Trachenberg (10 juillet), il sut triompher de l'hésitation de l'empereur Alexandre et du roi de Prusse, et les rallia au projet qu'il avait conçu. En les quittant, il leur disait : « Au revoir, à bientôt; notre rendez-vous est à Leipzig. » Nous ne savons que trop quel fut ce rendez-vous.

Il a été dans les destinées de ce petit pays de Suède d'exercer trois fois, par son audace, une vive action sur la France, et de rompre à

deux reprises différentes l'équilibre de l'Europe. Au IXe siècle, les pirates suédois, unis à ceux de Danemark et de Norvége, les hordes farouches de Vikings descendant des côtes de la Baltique, arrivaient avec leurs barques légères jusque sur les rives de la Seine, pillant, brûlant, saccageant tout ce qu'ils rencontraient sur leur passage. Les moines, à leur approche, ajoutaient un nouveau verset aux litanies du cloître (1), et Charlemagne, dit-on, pleurait en les voyant venir. Au XVIIe siècle, les Suédois, sous la conduite de leur valeureux Gustave-Adolphe, traversaient en conquérans le Brandebourg, la Silésie, les électorats de Trèves, de Mayence, les bords du Rhin, et brisaient la puissance de l'Autriche. Au XIXe siècle, à quelques lieues de ce champ de bataille de Lutzen, où le roi de Suède remportait en mourant ses plus beaux trophées, un successeur de ce grand roi renversait, dispersait la plus fière, la plus glorieuse des armées.

A la première époque que nous venons de rappeler, on apaisait l'ardeur sauvage des corsaires du Nord par des tributs volontaires, par des présens. A la seconde, Richelieu, malgré son titre de ministre d'un roi catholique, sa dignité de prince de l'église romaine, ne craignait pas de s'allier au chef de l'armée protestante, pour faire fléchir la tête de l'Autriche et assurer les intérêts politiques de la France. A la troisième, tout devait nous garantir l'alliance, le secours, le dévouement de la Suède. Napoléon ne l'a point voulu; ce fut une de ses grandes fautes, une faute qu'il a rudement expiée. Ce fut pour Bernadotte un profond malheur d'avoir à défendre sa couronne en prenant les armes contre la France. Toute sa vie, si honorable d'ailleurs, est voilée là d'un nuage sombre; ce nuage, nous ne voulons, ni ne pouvons l'effacer. Il nous a paru juste seulement de démontrer que Charles-Jean n'avait point conspiré de gaîté de cœur contre sa patrie, qu'il avait été peu à peu conduit, par des circonstances impérieuses, à la plus triste des résolutions, et qu'enfin, se voyant dans l'impossibilité de satisfaire à la fois à ses devoirs envers la France et à ses devoirs envers la Suède, il s'était cru forcé de sacrifier les premiers pour accomplir les seconds. Ajoutons à ce fait que Charles-Jean protesta sans cesse contre toute idée d'invasion en France. Dès la conférence de Trachenberg, lorsque les deux souverains coalisés avec lesquels il contractait un pacte solennel poursuivaient dans leur entretien toutes les chances possibles de la campagne qu'on allait commencer, il établit, en cas de succès, un programme bien différent de celui qui a été mis à exécution en 1814. Il déclarait qu'il fallait se con-

(1) A furore Normannorum libera nos, Domine.

tenter de renfermer Napoléon dans les limites de la France, telles qu'elles étaient à l'époque du consulat, assurer, avec des conditions d'indépendance, à Louis le trône de Hollande, à Eugène celui d'Italie, à Murat celui de Naples. Si, après les victoires successives des armées coalisées, il prit un langage plus hautain; si, dans ses bulletins, ses proclamations de 1813, de 1814, il injurie maintes fois la personne de Napoléon, nous pouvons le dire, ces mêmes bulletins, dont nous possédons la collection entière et que nous avons lus l'un après l'autre avec soin, exprimaient toujours un profond sentiment de respect pour l'honneur et la dignité de la France. Plus tard, lorsque Alexandre, s'arrêtant sur les bords du Rhin, étonné lui-même de se voir si près de la France, le consultait sur ce qu'il devait faire, Charles-Jean lui répétait avec une mâle énergie ce qu'il avait déjà énoncé dans une lointaine prévision à Trachenberg. « Sire, lui disait-il, j'ai dès longtemps acquis une parfaite connaissance des sentimens de la nation française, de son élan et du patriotisme qu'elle est capable de développer dans les crises violentes. A l'époque de mon entrée au ministère, elle méprisait le directoire et désirait son expulsion; le territoire français était menacé : eh bien! sire, je n'eus besoin que de parler pour réveiller tous les courages assoupis. La France était épuisée d'argent; elle désirait la paix, la demandait à grands cris, et j'obtins plus que je n'avais demandé. Toute l'Europe alors aussi était conjurée contre elle, et cependant elle maintint sa ligne défensive entre les Alpes et les Apennins. Bientôt elle fut victorieuse sur tous les autres points. »

Une autre fois, il lui disait : « Franchir les frontières de la France, c'est imiter Napoléon lui-même, et justifier sa conduite envers nous; c'est encourir nous-mêmes les justes reproches que nous lui avons adressés; c'est méconnaître et fausser les principes d'éternelle justice que nous invoquions contre lui, les seuls qui nous autorisaient à repousser la force par la force. »

Ajoutons encore que de tous les princes réunis à Leipzig après le désastre du 18 octobre, il fut le seul qui osa (oser est le mot) témoigner un vif intérêt, une touchante sympathie au pauvre roi de Saxe, à notre fidèle allié, repoussé dédaigneusement par Alexandre, par le roi de Prusse, condamné à voir passer seul, dans sa douleur, cette armée victorieuse qui devait lui enlever la moitié de ses états. Rappelons-nous aussi que pendant tout le cours de cette guerre à jamais déplorable, Charles-Jean se montra constamment plein de sollicitude pour nos soldats, qu'il voyait succomber devant lui. — On m'a raconté en Pologne que le grand-duc Constantin, qui aux habitudes les plus barbares alliait un vif sentiment de l'honneur militaire, laissait percer,

devant les généraux même de la Russie, une irrésistible pensée de joie et d'orgueil, quand on venait lui rapporter qu'un des régimens polonais qu'il avait formés s'était bien battu. Charles-Jean éprouvait le même sentiment d'orgueil, en voyant la bravoure de ces troupes dont il avait si long-temps partagé les fatigues et stimulé l'ardeur. De plus, il tressaillait à leurs souffrances, il s'apitoyait sur leur sort. Prince royal de Suède, généralissime de l'armée du Nord, il poursuivait avec courage la rude tâche qu'il avait cru devoir embrasser; enfant de la France, il sentait en même temps ses entrailles s'émouvoir à l'aspect de toutes ces douleurs dont il était lui-même un des premiers instrumens. M. le comte G. de Löwenhielm, qui s'est fait en France un nom justement aimé et respecté par les fonctions diplomatiques qu'il y remplit depuis plus de vingt ans, m'a raconté qu'un jour, dans un de ses campemens, Charles-Jean, voyant passer à quelque distance de sa tente un convoi de blessés français, entra dans une violente colère contre ses officiers, et leur demanda comment ils pouvaient permettre qu'on exposât à sa vue ces malheureux, dont il ne pouvait alléger le destin ni guérir les blessures.

Que ces divers incidens ne justifient point à nos yeux l'enfant du Béarn, le prince de Ponte-Corvo, d'avoir porté les armes contre la France; non, je le sens moi-même, et je le dis à regret, car la douce bienveillance dont m'a honoré ce prince m'a inspiré pour lui une profonde gratitude, et je voudrais pouvoir oublier le seul évènement qui jette une ombre sur cette carrière d'ailleurs si bien remplie. Mais tout ce que je viens de dire, tout ce que j'ai essayé de démontrer, prouve du moins que jusque dans sa rupture avec la France, jusque dans ses combats contre nous, il conserva toujours un profond sentiment d'affection pour sa terre natale et pour ses anciens compatriotes.

Cette première partie de son existence de prince était pénible pour nous à retracer. Il nous sera plus doux maintenant de suivre Charles-Jean dans les actes de son administration qui se rattachent au régime intérieur de la Suède.

A l'époque où Bernadotte y arriva, la Suède était dans le plus grand état de crise, de souffrance, d'affaiblissement, qu'elle eût éprouvé depuis les longues guerres qui suivirent la rupture du traité de Calmar. Dans l'espace de douze ans, trois fois une secousse violente l'avait ébranlée, trois fois le trône des Wasa avait été remis en question. En 1792, Gustave III tombait, au milieu d'un bal masqué, sous le poignard d'un assassin. En 1809, par une froide journée de décembre, une frégate emportait sur la terre étrangère, sur la terre d'exil,

Gustave IV et son fils, les derniers héritiers de cette noble lignée de souverains où brillent les noms à jamais célèbres de Gustave Wasa, Gustave-Adolphe, Charles X, Charles XI et Charles XII. Le duc de Sudermanie, qui, pendant la minorité de Gustave IV, avait été proclamé régent du royaume, fut, après la soudaine révolution de 1809, appelé d'une voix unanime à porter la couronne. Dans sa jeunesse, ce prince avait fait preuve d'un esprit éclairé et d'une mâle valeur, mais l'âge avait affaibli ses qualités énergiques, et il n'avait point d'enfans. La diète choisit, pour le seconder dans son administration et pour lui succéder au trône, le prince Christian d'Augustembourg, et six mois après ce prince tombait frappé d'un coup d'apoplexie devant un régiment qu'il passait en revue. Le peuple, qui n'avait fait qu'entrevoir encore son futur roi, et qui l'aimait comme les peuples aiment les princes dont ils n'ont point encore essayé le pouvoir, entra en fureur à la nouvelle de cette mort subite, et crut à un empoisonnement. Quand le convoi mortuaire entra dans les rues de Stockholm, une populace effrénée se précipita au-devant des chevaux, arrêta la voiture du comte de Fersen, auquel on attribuait la mort du jeune prince, le saisit dans sa fuite et le massacra. C'était ce même Fersen qui pendant long-temps s'était fait remarquer à la cour de Versailles par la noblesse de sa physionomie et l'élégance de ses manières, celui qu'on n'appelait que le beau Fersen, et qui servait de cocher à Marie-Antoinette dans la fuite à Varennes. Le dernier serviteur d'une famille royale étrangère, échappé comme par miracle aux fureurs du jacobinisme, devait, vingt années plus tard, expirer sous les coups de ses concitoyens, en remplissant les pacifiques fonctions de courtisan. Quand on rencontre au milieu des tempêtes populaires de tels épisodes et de tels drames, il est impossible de ne pas s'y arrêter avec une indicible pensée de fatalité.

Le meurtre du malheureux Fersen ne fit que redoubler la rage de ceux qui venaient de verser son sang sur le pavé. Ils assaillirent la demeure de la comtesse Piper et du comte Ugglas, qu'ils regardaient comme ses complices, et la garnison de la ville ne parvint qu'après de longs efforts à réprimer un désordre produit par un affreux soupçon.

Ce fut sous l'impression de cette effervescence du peuple, de ces actes de violence honteuse, que la Suède dut procéder au choix d'un nouveau prince royal. Chacun sentait que, dans la situation où le royaume avait été jeté, il lui fallait une main ferme, un courage éprouvé, pour le relever dans son affaiblissement, et le soutenir au milieu des périls qui le menaçaient de toutes parts. De son côté, la

diplomatie ourdissait autour de la prochaine élection la trame habituelle de ses froides et égoïstes combinaisons. La Suède eut le bonheur de ne point se laisser enlacer dans ce tissu de négociations trompeuses. Elle voulait un homme fort, intelligent, dévoué, et Bernadotte fut cet homme.

Le 19 octobre 1810, le maréchal de France, devenu prince royal d'un état scandinave, recevait, sur les frontières du Danemark, au bord du Sund, la députation envoyée au-devant de lui : l'archevêque d'Upsal et l'archevêque de Lund, chargés de recevoir sa profession de foi, les comtes Charles et Gustave de Löwenhielm, désignés pour l'accompagner dans son voyage. Le lendemain, il posait le pied sur le sol de la Suède, au milieu d'une population immense qui se pressait avec une avide curiosité sur sa route et le saluait avec enthousiasme. Si les acclamations qu'il entendit alors, si le respect qu'on lui témoignait, étaient pour lui d'un bon augure et lui donnaient un doux espoir, tout ce tribut d'éloges et tous ces témoignages de confiance lui imposaient en même temps de graves devoirs. En s'avançant de Helsingborg vers Stockholm, il pouvait voir, à travers les arcs de triomphe élevés sur son passage, bien des terres incultes et bien des hameaux appauvris, dépeuplés par les dernières guerres. En interrogeant les deux comtes de Löwenhielm, il pouvait recueillir de douloureux détails sur le règne de Gustave-Adolphe et sur ses funestes résultats.

C'était ce roi extravagant qui, du fond de son faible royaume de Suède, déclarait à la fois la guerre à la Russie, à la France et au Danemark. L'armée française lui enlevait Stralsund, la Poméranie, l'île de Rugen; l'armée russe lui arrachait l'un après l'autre dans une sanglante campagne tous les districts de la Finlande; le Danemark le tenait en échec du côté du Sund. Il n'avait d'autre soutien que l'Angleterre : il s'aliéna encore ce dernier allié, et resta seul, dans son aberration d'esprit, livré au ressentiment des deux plus grandes puissances de l'Europe. Les souffrances de ses troupes décimées dans l'affreuse expédition de Finlande, le généreux dévouement de ses officiers et de ses soldats ne pouvaient toucher son cœur, et les désastres d'une guerre insensée, la famine, qui éclata en 1809, l'aspect d'une population que les rigueurs de l'hiver, les privations de tout genre réduisaient à la dernière extrémité, rien ne pouvait le faire sortir de son aveuglement. Au milieu des douleurs qui éclataient de tous côtés, dans le deuil de sa capitale où, au commencement de 1809, on enterrait chaque jour les morts par centaines, un beau matin, Gustave-Adolphe signe avec la plus parfaite tranquillité d'ame un décret qui ordonne une levée de cent mille hommes et un impôt de trente millions, c'est-

à-dire près des deux tiers de tout ce qu'il y avait de monnaie nationale en circulation dans le royaume.

La révolution qui mit fin à tant de folies s'accomplit en quelques heures sans effusion de sang et sans commotion. Il n'y a pour les dynasties les plus brillantes qu'une certaine durée de force et de pouvoir. Un temps arrive où les descendans des fondateurs de monarchie dégénèrent et s'affaissent comme des plantes privées du suc vital. Vains fantômes décorés du titre de roi, ils se pavanent encore sous leur manteau de pourpre et leur couronne héréditaire; mais une légère secousse suffit pour leur montrer le néant de leur orgueil et l'impuissant effort de leur volonté. La monarchie de Napoléon, la plus grande, la plus éclatante de toutes, a été de toutes la plus éphémère, comme si, dans l'espace de quelques années, elle avait épuisé la sève de plusieurs siècles. Les autres.... on peut voir ce qu'elles sont devenues! Celle des Wasa devait suivre la loi commune, et Gustave-Adolphe, surpris dans son palais par quelques officiers las de son absurde tyrannie, subit comme un enfant la volonté de ceux qu'il prétendait, quelques jours auparavant, gouverner avec un sceptre de fer.

Mais la cause du mal ayant disparu du sol de la Suède, le mal n'en restait pas moins profond et difficile à réparer; les cadres de l'armée incomplets, les arsenaux vides, les côtes et les forteresses sans défense, des provinces entières où les paysans déclaraient n'avoir ni blé pour la semence, ni chevaux pour la charrue; le trésor de l'état épuisé, le royaume réduit, par la perte de la Finlande, aux deux tiers de son ancienne étendue, et une dette de 150 millions dans un pays dont le budget annuel ne s'élève pas à plus de 24 millions : voilà l'héritage que Gustave-Adolphe, en partant pour l'Allemagne, léguait à ceux qui devaient occuper son trône.

Charles-Jean n'eut le titre de roi qu'en 1818; mais son règne commença, on peut le dire, du jour où il entra à Stockholm comme prince royal. Charles XIII n'avait plus la force de porter le fardeau des affaires, et il l'abandonna avec joie et confiance à cet élu du peuple, dont il sut promptement reconnaître la fermeté et l'intelligence. Investi du commandement des troupes de terre et de mer, appelé à présider les délibérations du conseil d'état et à diriger les diverses branches de l'administration, Charles-Jean étudia patiemment toutes les questions qui intéressaient le bien-être, la prospérité de la Suède, et travailla avec ardeur à réparer les plaies faites à ce noble pays par l'aveugle témérité et la déplorable obstination du dernier gouvernement. Il sut s'entourer des hommes les plus experts en chaque matière, écouter d'une oreille attentive les conseils qui lui étaient donnés. Il avait tout

à apprendre dans une contrée si différente de celle où il avait passé la moitié de sa vie, et il eut cette qualité si désirable pour un roi, de bien voir et de bien apprendre.

En peu de temps, la Suède, abattue et découragée, se releva sous son nouveau sceptre comme un fier coursier dont un éperon exercé aiguillonne les flancs, et dont une main habile agite les rênes. L'ordre fut rétabli dans l'armée, la confiance rentra dans l'administration, et la Suède reprit une nouvelle attitude. Le blocus continental auquel ce pays s'associa à regret, par déférence seulement pour la volonté de Napoléon, par le désir de conserver la paix avec la France, la guerre qui éclata ensuite, paralysèrent pendant plusieurs années le commerce du pays et compliquèrent gravement les embarras financiers. Les revenus de l'état étaient au-dessous des dépenses; les produits de la douane, qui, en 1810, avant la déclaration de guerre à l'Angleterre, s'élevaient à 3,000,000, ne furent, en 1811, que de 1,800,000 fr. Le papier monnaie tombait de jour en jour dans un plus grand discrédit; on ne l'escomptait qu'avec une perte effrayante. Les obligations du royaume valaient encore, à la fin de 1810, 40 à 50 pour 100; en 1812 et 1813, on n'en offrait que 16 ou 20. Ce malaise financier était la plaie la plus affligeante du royaume; ce fut celle que, dans la diète de 1815, les députés de l'opposition s'attachèrent surtout à faire ressortir en la peignant sous les couleurs les plus sombres et les plus sinistres, et en reprochant au gouvernement de n'avoir pas su y apporter remède. Mais Charles-Jean connaissait à fond les ressources du pays, et il comptait sur les années de paix dont il allait sagement employer les bénéfices; il avait d'ailleurs une fortune considérable, et il voulait consacrer cette fortune au service du pays qu'il était appelé à gouverner. En 1814, l'Angleterre lui alloua, à lui personnellement, à titre d'indemnité pour les dotations qu'il avait perdues en France, un million de livres sterling. Charles-Jean établit avec cette somme un fonds d'amortissement pour l'extinction de la dette étrangère. Les états-généraux, en le remerciant d'une telle générosité, lui constituèrent une rente annuelle de 400,000 fr., reversible sur ses descendans. Grace à l'abandon de ces 24 millions et à d'autres sacrifices pécuniaires que le roi s'imposa sans hésiter chaque fois qu'il en fut besoin, grace aux sages mesures qu'il mit en œuvre, la Suède, tout en conservant ses contributions à un taux modéré (1), s'est, en moins de trente ans, délivrée du lourd fardeau qui pesait sur elle : ses dettes ont été amorties, son

(1) Ces contributions, y compris les charges communales, ne vont pas au-delà de 9 francs par tête : c'est huit fois moins qu'en Angleterre, et près de quatre fois moins qu'en France.

papier a recouvré sa valeur légale, sa banque peut être citée au nombre des banques les plus florissantes de l'Europe. Cependant d'utiles travaux ont été exécutés à grands frais sur tous les points du royaume : ici, de vastes défrichemens de terre ou des desséchemens de marais; là, des canaux ouverts dans le roc et dans le flanc des montagnes. Celui de Gotha, qui réunit la mer Baltique à la mer du Nord, a coûté plus de 20 millions; celui de Hielmar, 2 millions. Six forteresses ont été reconstruites ou réparées et agrandies, plusieurs grandes routes ouvertes ou rétablies; dans les districts éloignés de la capitale, des rivières et des fleuves déblayés; sur une longue étendue, de nouveaux ports ouverts au commerce. L'industrie a pris un large développement. Des manufactures de draps, de toiles, des raffineries de sucre, des papeteries, ont été établies dans plusieurs provinces; des métiers de tissage enrichissent les habitans d'un des districts les plus arides du royaume, et les humbles cabanes en bois de l'Angermannie et des autres provinces septentrionales de la Suède livrent chaque année au commerce des toiles d'une finesse et d'une blancheur qui rivalisent avec celles de Hollande. En 1810, la valeur des produits industriels ne s'élevait pas à plus de 10 millions de francs; elle dépasse à présent 30 millions. Dans l'espace de vingt ans, le mouvement du commerce a toujours augmenté. En 1821, la somme des exportations de la Suède était de 24 millions, celle des importations de 22; en 1840, la première s'est élevée à 40 millions, la seconde à 36. Les recettes de la douane étaient, en 1821, de 3 millions; les droits ont été diminués sur un assez grand nombre de marchandises, et, malgré cette diminution, les recettes, en 1840, se sont élevées à 7 millions de francs. Les recettes de la poste se sont accrues dans les mêmes proportions : 670,000 fr. en 1821, 1,260,000 en 1840. Une grande partie du service des postes est fait par des bateaux à vapeur. On compte à présent en Suède cinquante-six bateaux à vapeur; il n'y en avait qu'un seul en 1820. Si minimes que soient ces chiffres, lorsqu'on les compare à ceux qui sont inscrits chaque année dans les budgets de quelques autres contrées européennes, ils n'en accusent pas moins un rapide et mémorable progrès dans un pays où la population est disséminée sur un immense espace, où toutes les communications sont lentes et les débouchés difficiles. Il reste beaucoup à faire pour amener la Suède au degré de prospérité commerciale auquel elle a le droit de prétendre par une exploitation plus large et plus fructueuse de ses bois et de ses mines; mais jamais elle n'oubliera que Charles-Jean a fait, pour la guider et la maintenir dans cette voie, plus qu'aucun de ses devanciers.

En même temps qu'il travaillait avec une intelligence si droite, une si louable persévérance, à assurer les progrès du commerce et de l'industrie manufacturière et agricole, il encourageait de tout son pouvoir l'enseignement public, les arts et les sciences. Par ses soins, les universités de Lund et d'Upsal ont été enrichies, le sort de leurs professeurs a été amélioré. Il a fait frapper des médailles pour récompenser les paysans qui se distingueraient dans leurs travaux agronomiques; il a soutenu par son patronage toutes les académies et les sociétés utiles. Des gymnases ont été fondés par lui dans différentes villes, et de 1,009 écoles paroissiales, de 380 écoles ambulantes qui existent à présent dans le royaume, les trois quarts ont été établis depuis l'arrivée de Charles-Jean en Suède. A voir le mouvement poétique qui a illustré son règne, les savans qui se sont élevés autour de lui, on eût dit que l'enfant du Béarn avait apporté avec lui sur les froides plages de la Scandinavie l'harmonie du gai savoir et l'ardeur scientifique de la France.

Tous les hommes qui se sont signalés par des études sérieuses, par des œuvres utiles, Charles-Jean a su les reconnaître à temps et les récompenser. Les poètes aimés du peuple, Tegner, Franzen, le botaniste Agardh, ont été nommés évêques; Wallin, à qui l'on doit un beau recueil de vers et d'excellens sermons, est mort archevêque d'Upsal. Geiier l'historien a été honoré de la bienveillance particulière du roi; Strinnholm a reçu de lui une pension pour continuer plus librement ses recherches historiques; Fryxell, qui a publié le plus charmant récit des annales de Suède, a été envoyé dans toutes les villes d'Europe où il pouvait trouver quelques documens relatifs à l'œuvre populaire qu'il a entreprise et qu'il continue avec tant de succès. D'autres écrivains moins connus, des jeunes gens qui en étaient à leur premier essai, des étudians qui n'annonçaient que d'heureuses dispositions, ont obtenu de la libéralité du roi les moyens nécessaires pour s'en aller en pays étranger acquérir une nouvelle instruction, et Berzélius a été créé baron et décoré du grand cordon de l'ordre de Wasa.

Ce que Charles-Jean a fait pour la Suède, il l'a tenté avec le même dévouement pour la Norvége. Forcé de conquérir par les armes ce pays dont la soumission lui avait été assurée par un traité de paix, il adoucit par tous les ménagemens possibles les mesures de rigueur auxquelles il dut avoir recours, et il entra à Christiania, non point avec la fière attitude d'un soldat victorieux, mais avec le sourire bienveillant d'un ami. Une rivalité hostile entretenue par l'union intime de la Norvége et du Danemark, par des guerres fréquentes, par les con-

flits accidentels résultant d'un voisinage immédiat, séparait depuis des siècles les Norvégiens des Suédois. L'influence de Charles-Jean a peu à peu amorti, effacé de part et d'autre ces dispositions dangereuses, et maintenant, on peut le dire, la Norvége est attachée de cœur au pacte d'alliance qu'elle repoussait violemment en 1814. Rien ne pouvait mieux d'ailleurs faire ressortir l'intelligence pratique et l'habileté de Charles-Jean que le gouvernement simultané de ces deux royaumes de Norvége et de Suède, si différens l'un de l'autre : là, le principe démocratique poussé jusqu'à ses dernières conséquences, une constitution aussi libérale que celle des États-Unis, un peuple qui ne souffre ni titres de noblesse, ni priviléges de naissance; ici, une constitution essentiellement monarchique, une noblesse nombreuse et puissante, une nation soumise pendant des siècles au régime oligarchique, et qui, au milieu du mouvement démagogique de notre époque, a conservé pour l'aristocratie et pour ses attributions une sorte de respect héréditaire. Ce n'était pas une faible tâche que d'avoir à tenir la balance entre deux élémens si opposés, sans porter atteinte ni à l'un ni à l'autre. C'est pourtant ce que Charles-Jean a su faire par ses efforts et sa constante sollicitude. Il avait pris comme roi cette noble devise : *Folkskärlek är min Belænning;* l'amour du peuple est ma récompense. Les regrets unanimes que sa mort a excités en Norvége et en Suède prouvent qu'il avait su mériter cette récompense.

Charles-Jean était un de ces hommes fortement trempés de la génération providentielle qui nous a précédés. Il est mort à l'âge de quatre-vingts ans, et jusqu'à sa dernière maladie, il avait conservé sans altération ses facultés physiques et son activité d'esprit. Il vivait pourtant d'un genre de vie singulier et peu hygiénique. Couché jusqu'à quatre heures de l'après-midi, mais s'occupant d'affaires dans son lit, vers le soir il revêtait sa redingote bleue et donnait ses audiences. Dans le cours de la journée, il buvait deux ou trois tasses de bouillon. A minuit, on lui servait son unique repas, repas splendide, auquel il prenait une large part. Le souper fini, il regagnait immédiatement son lit et s'endormait aussitôt d'un profond sommeil. A partir de la fin de l'automne jusqu'au mois de mai, il ne quittait pas ses appartemens. Si pourtant quelque malheur, quelque incendie éclatait dans la ville, de nuit ou de jour, par le froid le plus rigoureux, par la neige, à l'instant même il montait à cheval et courait au lieu du désastre. L'été venu, il reprenait soudain d'autres habitudes. On le voyait alors presque chaque jour traverser les rues de la ville, soit pour visiter quelques travaux publics, soit pour se rendre dans le parc, à son élé-

gante maison de Rosendal. C'était là surtout qu'il aimait à réunir à sa table un cercle d'hommes choisis, à recevoir les étrangers et à s'entretenir pendant la soirée avec eux des questions qui devaient le plus les intéresser.

Ses réceptions particulières avaient un grand charme. Charles-Jean y apportait une touchante affabilité, et une sorte d'abandon, très réfléchi peut-être, mais en apparence du moins plein de cordialité. Il se plaisait à causer, et il causait avec une vivacité toute méridionale. Le recueil de ses bulletins, de ses lettres, de ses proclamations, prouve qu'il possédait à un haut degré l'art de rendre habilement sa pensée. Il y a là une éloquence de soldat et d'homme d'état moins concise, moins entraînante que celle de Napoléon, mais souvent très vigoureuse et souvent grandiose. Cette même éloquence se reproduisait dans ses entretiens, et éclatait parfois en images pompeuses. De temps à autre, il s'arrêtait dans son discours, et, fixant sur son auditeur un regard pénétrant, il lui disait avec son accent gascon : M'entendez-vous? Puis, satisfait du silence qu'il avait imposé, il commençait une nouvelle harangue qui avait tout le caractère d'une ardente improvisation, et poursuivait ainsi le développement de sa pensée. C'était avec les Français surtout qu'il usait de toutes ses coquetteries de manières et de langage. C'était devant eux qu'il aimait à dérouler la longue chaîne de ses souvenirs, à raconter les magnifiques guerres de la république et les glorieuses années du consulat. Plus prudent que tous ces souverains de l'empire qui entraînaient dans le royaume dont ils allaient prendre possession des officiers, des courtisans auxquels ils faisaient, au détriment de leurs nouveaux sujets, une trop grande part d'honneurs et d'emplois, Charles-Jean n'avait voulu conserver à sa cour aucun Français, mais il recevait avec empressement tous ceux de nos compatriotes qui demandaient à lui être présentés, et de tous ceux qui, dans l'espace de trente années, ont été admis près de lui, il n'en est pas un assurément qui n'ait eu à se louer de sa bienveillance, et beaucoup d'entre eux ont reçu de précieuses marques de sa générosité.

Ses grandes réceptions offraient un coup d'œil pittoresque et intéressant. Charles-Jean en avait considérablement modifié la vieille étiquette. On ne pouvait encore se présenter à ses bals, à ses soirées, qu'en uniforme; mais une épée d'emprunt au côté, un léger galon appliqué sur la couture du pantalon, suffisaient pour satisfaire le regard des chambellans gardiens du cérémonial. Des femmes d'une douce et mélancolique beauté, d'une élégance toute parisienne, or-

naient ces réunions. Parmi les hommes, on retrouvait cette politesse exquise, cette urbanité de formes et ces habitudes de prévenances aimables qui distinguent les Suédois entre tous les peuples de race germanique. Vers minuit, le roi et sa famille, avec les principaux fonctionnaires, s'asseyaient à une même table. Les convives prenaient place à des tables voisines, et un souper de façon culinaire demi-française et demi-suédoise terminait la soirée.

Dans toutes ces occasions, le roi se signalait par une grande bonté. Cette bonté lui avait acquis dans le cours de son règne des affections touchantes. De tous les fonctionnaires qui par la nature de leurs services entraient en communication journalière avec lui, il n'en était pas un qui ne lui fût profondément attaché, et parmi eux on aime à citer le comte Magnus de Brahé, héritier de l'un des plus beaux noms de la Suède, major-général de l'armée. Le roi honorait ce noble gentilhomme de sa confiance la plus intime, et le comte de Brahé répondait à la sympathie de son roi par un dévouement sans bornes. Du moment où Charles-Jean tomba malade jusqu'à celui où il rendit le dernier soupir, on a vu M. de Brahé nuit et jour fixé au chevet du lit de son maître, comme un fils auprès de son père, dissimulant sa tristesse, étouffant son angoisse, et oubliant toute fatigue, tout besoin personnel, pour ne songer qu'aux besoins du roi mourant. Les habitans de Stockholm ont été émus d'un si tendre dévouement, et ceux qui naguère enviaient la faveur dont jouissait le comte de Brahé, et ceux même qui avaient blâmé l'exercice de son pouvoir, lui ont donné plus tard une éclatante réparation. Le jour où il parut à la tête de son régiment pour prêter serment au nouveau roi, les gens du peuple, en le voyant affaibli par tant de veilles, s'écartaient silencieusement devant lui, et ses anciens adversaires le saluaient avec respect. Il nous est d'autant plus doux de citer ce fait, que parmi les hauts fonctionnaires de la cour de Suède nul ne s'est montré plus constamment que le comte de Brahé ami de la France et bienveillant envers les Français.

A cette bonté de cœur que Charles-Jean apportait dans toutes ses relations, il joignait les traits de caractère les plus disparates et les plus difficiles à concilier. De vieilles idées républicaines s'associaient en lui à des penchans d'autocratie; il n'aimait pas la noblesse, et il ne s'entourait que de nobles. Plein de courage et de résolution dans certaines circonstances, il se montrait dans les occasions vulgaires d'une extrême pusillanimité. Ce même homme qui avait bravé la colère de Napoléon s'effrayait du mauvais vouloir d'un publiciste. Il ne savait

pas le suédois; mais chaque jour on lui donnait des extraits traduits des différens journaux, et un article hostile à son gouvernement suffisait pour troubler toute sa sérénité. Un soir, je le trouvai assis sur son canapé, le regard étincelant de colère. « Regardez, me dit-il en me montrant une méchante feuille de Stockholm, sans talent et sans portée, qu'on appelle le *Dagligt allehanda*, voilà ce que je dois souffrir! » Puis, relevant la tête avec une vive expression de douleur : « Quand j'étais en France, j'étais l'un des premiers parmi les seconds de la terre, et quand j'attendais dans les antichambres de l'empereur, je restais là avec des rois, des princes, et maintenant!... »

C'est à cette crainte de l'opposition, à cette timidité inconcevable dans un homme d'ailleurs si énergique, qu'il faut sans doute attribuer en grande partie la résistance que Charles-Jean a toujours apportée à tout projet de réforme décisif. L'administration du royaume de Suède est encore établie sur d'anciennes bases qui nécessitent de nombreux changemens. La diète nationale est encore composée, ainsi qu'autrefois, des quatre ordres de la noblesse, du clergé, des bourgeois et des paysans (1), et le vice radical et les inconvéniens continuels de ce mode de représentation ont été souvent signalés par la presse et par plusieurs des membres les plus éclairés de la diète. Au commencement de son règne, Charles-Jean dit que, comme étranger, il n'osait toucher aux anciennes institutions de la Suède; plus tard, il répondait à ceux qui le pressaient d'entreprendre cette œuvre de réforme qu'il n'avait plus assez de temps devant lui, et qu'il laissait cette tâche à son fils. Heureusement pour le pays il la lui a laissée en effet, et le prince Oscar est parfaitement capable de la remplir. Arrivé en Suède à dix ans, et confié aux soins des maîtres les plus habiles, à l'âge où les impressions sont les plus vives et les plus profondes, le nouveau roi a appris à connaître, à aimer la Suède. C'est le pays auquel il doit tout, c'est sa véritable patrie. S'il nous appartient encore par la naissance, par quelques liens de famille, il appartient tout entier à la Suède par son éducation, par ses goûts, par la haute mission qu'il est appelé à remplir, et les espérances qui s'attachent à lui. Sa situation sous ce rapport est plus heureuse que celle de son père. Nul engagement ne

(1) On compte en Suède environ deux mille quatre cents familles nobles. Le chef de chacune de ces familles est de droit membre de la diète. Le clergé est représenté par les douze prélats du royaume et par quarante-huit députés; la bourgeoisie, par les mandataires des quatre-vingt-cinq villes de Suède; l'ordre des paysans, par cent quarante à cent cinquante députés. Les membres de la diète appartenant au clergé, à la bourgeoisie et à la classe des paysans reçoivent, pendant la durée de la session, une indemnité pécuniaire.

l'enchaîne à un autre pays, nulle affection ne peut troubler dans son cœur celle qu'il doit à la Suède. Tout son passé est un sûr garant de ce qu'on peut attendre de lui dans l'avenir. Chancelier des universités de Lund et d'Upsal, il a toujours témoigné un zèle ardent pour le progrès des lettres et des sciences, et il a montré par les résultats de ses études sérieuses, par ses écrits et ses connaissances variées, qu'il était digne de protéger les écrivains et les savans. Prince royal, il a fait preuve, dans les hautes fonctions que son père lui confiait, d'une rare intelligence et d'un noble caractère. Père de famille, il a donné à toute la cour de Suède l'exemple des vertus domestiques. Son avénement au trône a été salué par d'unanimes acclamations; les étrangers qui ont eu occasion de le voir et de l'apprécier le comptent au nombre des plus éclairés et des plus honnêtes souverains de l'Europe, et les peuples suédois et norvégien ont mis en lui leur confiance. Soutenu par cette confiance, investi du pouvoir suprême à l'âge de la force et de la maturité, que d'heureux efforts ne peut-il pas tenter en faveur des deux royaumes soumis à son pouvoir! Mais outre les réformes qu'il doit essayer d'opérer dans les différentes branches de l'administration, il lui reste un grand et solennel devoir à remplir, celui de donner à la péninsule scandinave une digne et ferme attitude en face de la Russie.

On sait quel malheur ce fut pour la Suède de perdre la Finlande. Des cris de douleur et d'indignation s'élevèrent dans tout le pays, quand cette perte fatale fut résolue, et maintenant encore les Suédois ne parlent qu'avec un amer regret de leur ancienne alliée, de leur sœur, comme ils l'appellent. Un grand nombre d'entre eux, en voyant Bernadotte arriver sur les marches du trône, pensaient que l'épée du maréchal de France leur rendrait la contrée conquise par Alexandre; mais c'était chose impossible, et Charles-Jean ne put pas même y songer. Depuis des siècles, la Russie convoitait cette province; mainte fois elle y était entrée les armes à la main; ne pouvant l'asservir, elle l'avait ravagée. Maintenant elle la tenait sous sa domination pour la conserver, elle y eût jeté toutes ses légions de Cosaques et tous ses canons. Charles-Jean demanda la Norvége, et Alexandre souscrivit à ce vœu avec empressement. En livrant ce pays au prince royal de Suède, il s'acquittait de la reconnaissance qu'il lui devait pour la campagne de 1813; il dépouillait d'une grande partie de ses états le roi de Danemark, coupable d'être resté si long-temps fidèle à la France, et il enlevait à la Suède, par cette compensation, le droit de réclamer la Finlande.

Sous le rapport géographique, la réunion de la Suède et de la Norvége est certes très rationnelle et présente de notables avantages. Les deux royaumes ne forment qu'un même sol où les fleuves, les canaux, les lacs et les grandes routes offrent au commerce et aux voyageurs de nombreux et faciles moyens de communication. Quand la Suède possédait la Finlande, elle était défendue par un large boulevard contre son voisin le plus redoutable et son ennemi le plus puissant. Elle avait des forteresses jusque sur les confins de la Russie, elle occupait le golfe qui touche à la Néva. Sans sortir de son territoire, elle touchait aux portes de Pétersbourg et épouvantait Catherine dans les voluptueuses mollesses de son boudoir. Quel changement aujourd'hui! C'est la Russie qui a repris tout ce terrain dangereux, tout ce champ de bataille disputé tant de fois et tant de fois inondé du sang de ses soldats. La Russie possède à présent toute la ligne septentrionale qui longe la péninsule scandinave, depuis le golfe de Finlande jusqu'au sein de la mer Glaciale. Au nord, elle n'est séparée de la terre suédoise que par un ruisseau que ses troupes franchiraient en été à pied sec; au sud, elle occupe et fortifie l'archipel d'Aland, situé à quelques lieues de Stockholm. Pour entrer à pleines voiles dans la rade de la capitale de la Suède et faire flotter son pavillon au pied du palais des successeurs de Gustave-le-Grand, elle ne serait arrêtée que par les canons qui gardent la passe étroite de Waxholm; mais la trahison qui lui livra en 1808 la forteresse de Sveaborg, que les ingénieurs déclaraient imprenable, ne lui livrerait-elle pas encore au moment opportun le dernier rempart qui protége Stockholm? La Russie s'entend à faire des conquêtes, et là où ses armes se brisent, elle a recours à l'or et à la diplomatie. La voilà qui des rives de la Suède étend son réseau sur le Danemark. Elle donne pour épouse au jeune duc de Hesse la princesse Alexandra. Le prince royal de Danemark n'a point d'enfans; la couronne, après lui, revient de droit à ce jeune duc, gendre de Nicolas. Il arrivera donc, selon toute probabilité, un jour, et ce jour n'est peut-être pas éloigné, où la Russie, qui domine déjà la Suède, dominera par son ascendant sur le Danemark toute la mer Baltique et la mer du Nord. Les peuples scandinaves, fiers de leur ancienne liberté, jaloux de leur indépendance, comprennent bien le péril qui les menace, et se révoltent à l'idée de ne pouvoir s'y soustraire. La mariage du prince de Hesse a excité en Danemark une violente agitation. La presse, bravant les rigueurs de la censure, s'est montrée dans cette circonstance le fidèle interprète de l'opinion publique. Les journalistes ont été traduits de-

vant les tribunaux, et le public a pris hautement parti pour eux. Les idées d'union scandinave, qui depuis plusieurs années se sont propagées en Suède, en Norvége, en Danemark, dans le cœur d'un grand nombre d'hommes honorables et dans le cœur des jeunes gens, se manifestent à présent avec plus de force que jamais. Les étudians de Lund et d'Upsal traversent le Sund pour tendre une main fraternelle aux étudians de Copenhague. Devant le danger d'une autorité étrangère, toutes les dissensions locales, toutes les vieilles rivalités disparaissent. On oublie les funestes conséquences du traité d'union de Calmar; on aspire à resserrer dans les liens d'une même pensée, à diriger vers un même but, ces trois peuples scandinaves qui proviennent de la même souche, et qui doivent avoir le même intérêt de nationalité. Mais il faudrait un appui moral à ces tentatives d'union, à ces projets de défense. Les peuples du Nord, frappés comme ceux de l'Orient de l'ancienne grandeur et de l'active initiative de la France dans le mouvement des idées libérales, tournent leurs regards vers nous, et la France est muette, et son gouvernement est impassible.

Du temps de Richelieu, la France catholique s'alliait à la Suède protestante pour combattre l'ambition de l'Autriche; du temps de Louis XIV et de Louis XV, le cabinet de Versailles considérait la Suède comme un des postes diplomatiques les plus importans. Nous avions là un ambassadeur chargé de distribuer des pensions, de payer des subsides, pour contrebalancer à Stockholm l'influence déjà redoutable de la Russie. Maintenant que le colosse dont nous essayions alors d'entraver les audacieux projets a grandi dans des proportions effrayantes, nous fermons les yeux sur ses progrès. Nous laissons s'affaiblir peu à peu le rempart qui nous séparait de lui. Un jour, pour venir à nous, il n'aura plus à traverser les grandes plaines de Pologne et d'Allemagne. Les côtes de France seront ouvertes d'un côté aux flottes de Cronstadt, de l'autre à celles d'Angleterre. Voilà ce que nous aurons gagné dans nos années de paix par tant de concessions à des puissances qui ne nous pardonnent ni notre gloire passée, ni le trouble qu'elles ont ressenti de nos révolutions. Puisse la crainte que j'exprime n'être qu'un vain fantôme; mais pour quiconque a observé dans ces derniers temps l'état des royaumes scandinaves et l'ascendant que la Russie acquiert chaque jour dans ces contrées, il est certain qu'il se prépare là un nouveau problème politique, dont on ne peut sans une vive anxiété envisager la solution.

X. MARMIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 juin 1844.

L'évènement le plus considérable de cette quinzaine est, sans contredit, le voyage de l'empereur de Russie en Angleterre, et, à ce titre, il doit nous arrêter d'abord. Sans méconnaître l'importance de la loi des ports et du débat engagé entre les partisans des compagnies et ceux de l'exécution des chemins de fer par l'état, on ne s'étonnera pas si nous commençons par apprécier la démarche inattendue qui a si soudainement préoccupé l'Europe.

L'empereur Nicolas est un prince absolu dans sa volonté comme dans l'exercice de son pouvoir, rapide dans ses résolutions, plein de confiance dans l'action personnelle qu'il exerce autour de lui. Il a le goût et le besoin de l'imprévu; il vise à l'effet par nature autant que par système. Les pérégrinations lointaines et les débarquemens subits sont passés, chez lui, à l'état d'habitude et presque de monomanie. Toutefois de tels motifs ne sauraient suffire pour expliquer une visite qui n'offrait pas même à ce prince l'attrait de la curiosité, puisque l'empereur connaissait l'Angleterre, et qui n'a rien de commun avec ses soudaines apparitions à Berlin et à La Haye, où il est appelé par ses plus chères affections de famille. Le voyage de l'empereur à Londres est évidemment politique : il n'est pas en Europe un esprit sérieux qui n'en soit pleinement convaincu. Pendant son séjour dans cette capitale, ce prince s'est peu occupé des curiosités, d'ailleurs fort clairsemées de la métropole britannique; en revanche il a dîné dans la galerie de Waterloo, félicité *ses camarades des Horse-Guards*, visité lord Wellington à son hôtel d'Aspley-House, et réchauffé les vieux souvenirs dont le duc est l'expression vivante. S'il a peu vu les ministres, il a fait des visites nombreuses aux femmes influentes de la haute société anglaise, et il suffit de suivre avec quelque attention ses démarches à Londres, pour demeurer convaincu qu'il a pris beaucoup moins de souci du gouvernement que de cette puissante aristocratie qui survit à tous les cabinets, et qui, dans les crises décisives, finit toujours par les dominer. L'empereur sait d'expérience que sir Robert Peel, comme lord Melbourne, lord Aberdeen, aussi bien que lord Palmerston ou lord John Russell, sont les instrumens divers d'une force

permanente, et que c'est avec celle-ci qu'il faut traiter, lorsqu'on aspire à engager la Grande-Bretagne elle-même dans des transactions importantes et durables. Ce prince, tout fasciné qu'on le suppose par le pouvoir suprême, n'est pas assez dépourvu de sens pour attendre un succès immédiat de ses démarches si actives, et pour espérer d'engager de nouveau le ministère tory dans les voies ouvertes avec une si grande habileté par M. de Brunow, en 1840, en présence d'une administration plus aventureuse. Le maintien des rapports pacifiques avec la France est en ce moment une condition d'existence pour le cabinet de sir Robert Peel : à cette condition seulement, il peut faire tête aux partis dans le parlement et aux formidables influences qui s'organisent contre lui dans le pays, sous des bannières diverses. Tant que l'Irlande sera agitée, tant que du fond de sa prison O'Connell gouvernera le tiers du royaume-uni, l'Angleterre se trouvera forcément liée à la politique de réserve inaugurée par l'administration actuelle, au moment où elle prit les affaires. Sir Robert Peel est voué aujourd'hui à l'alliance avec la France, presque aussi fatalement que M. Guizot à l'alliance anglaise; mais ce ministre ne représente au-delà du détroit qu'une situation spéciale et transitoire. On comprend très bien en Angleterre, et l'on ne s'effraie pas de cette perspective, que des phases nouvelles et très différentes peuvent succéder à la politique qui prévaut aujourd'hui, et que, si par exemple, justice était rendue à l'Irlande, il serait possible à la Grande-Bretagne de disposer plus librement de ses forces et de ses destinées. Il n'est personne, d'ailleurs, qui ne se préoccupe à Londres de l'éventualité d'un conflit avec la France : il n'est pas un parti, pas un homme politique qui, tout en la regrettant, ne considère une pareille crise comme probable, ou tout au moins possible dans l'avenir. Dans une telle situation, l'empereur a dû penser qu'il pouvait, par son action personnelle, préparer le terrain pour des combinaisons nouvelles, et que, sans traiter avec le cabinet des questions actuellement pendantes, il était opportun de jeter dans l'aristocratie anglaise les fondemens d'un parti russe à opposer au parti français qui, depuis le ministère de lord Grey, a presque constamment prévalu dans les affaires de la Grande-Bretagne.

Quelle est en effet en Europe la situation actuelle de l'autocrate, et quel appât n'est-il pas en mesure de préparer pour le jour où l'alliance anglo-française se trouvera dissoute? Le cabinet russe domine le continent plus qu'il ne l'a jamais fait depuis 1830. La vieillesse indolente du prince de Metternich lui livre l'Autriche, car à chaque mouvement de l'Italie la cour de Vienne se serre plus étroitement contre le cabinet de Saint-Pétersbourg. Celui de Berlin subit de plus en plus l'influence contre laquelle on se flattait vainement qu'un nouveau règne préparerait une réaction. Le roi de Prusse est un souverain fort savant, fort lettré, fort dévoué à l'école historique et à la nationalité allemande; il déteste les Russes presque aussi cordialement que les Français, mais il hait bien plus encore les idées libérales et les théories de l'école démocratique moderne; il croit sentir le sol trembler

depuis Cologne jusqu'à Mémel; il ne se dissimule plus que les états provinciaux ne sont qu'un premier pas vers une grande unité politique qui s'organisera sans lui, s'il ne se met à la tête d'un mouvement tôt ou tard irrésistible. Depuis un an, la fermentation des esprits dans les provinces méridionales et dans la capitale même du royaume donne à ce monarque de sérieuses inquiétudes. La Russie en a très habilement profité pour reprendre à Berlin une position qu'on estimait perdue. Elle domine donc l'Allemagne du nord par la Prusse, comme l'Allemagne du midi par l'Autriche, et l'état des provinces rhénanes ne la sert pas moins efficacement que celui de l'Italie. Les trois complices du crime de 1772 ont d'ailleurs à veiller dans leurs provinces polonaises sur des intérêts communs, et rien ne lie plus étroitement que de tels souvenirs unis à de telles appréhensions. A Constantinople, M. Lecoq, chargé d'affaires prussien, et M. de Stürmer, internonce d'Autriche, n'ont pas d'autres instructions que de suivre les pas du ministre russe et de lui faire cortége. Une seule chose manque donc en ce moment pour reprendre sous des formes différentes, mais dans une pensée analogue, les traditions de Chaumont et l'attitude de 1814, l'adhésion et le concours de l'Angleterre. Si celle-ci était jamais attirée par un intérêt puissant vers l'alliance continentale, l'action politique et militaire de la France serait annulée, on s'en flatte du moins, et la question d'Orient pourrait être résolue selon les bases que chacun pressentait lors de la conclusion du traité Brunow. La Russie n'a pas sans doute la prétention et l'espérance de devancer le cours des évènemens; elle ne veut que se mettre en mesure d'en profiter; elle n'essaiera donc pas de briser directement l'alliance française, mais elle fera comprendre que, si cette combinaison se trouve un jour compromise par l'une ou par l'autre des parties, il reste pour l'Angleterre un jeu plus hardi et non moins sûr, plus conforme à la gloire et aux intérêts du pays, en même temps que plus en harmonie avec les traditions politiques du torisme. Une tutelle en commun de l'Orient, justifiée par l'anarchie chaque jour croissante dans ces malheureuses contrées, l'occupation des provinces transdanubiennes contrebalancée par celle du littoral égyptien et peut-être par la possession de la Syrie, telles seraient les stipulations principales d'une politique dont l'heure n'a pas sonné, mais que de nombreuses éventualités peuvent malheureusement rendre possible. Personne ne se dissimule à Londres le caractère précaire des rapports actuels avec la France, et n'ignore qu'un mouvement électoral de ce côté-ci de la Manche suffirait pour amener la chute d'un système qui ne se maintient depuis trois ans qu'à force d'expédiens et de résignation. Dans un tel état de choses, comment repousser péremptoirement les perspectives nouvelles qui s'ouvrent d'un autre côté? La presse anglaise, avec son admirable instinct politique, a parfaitement entrevu ceci, et les journaux habituellement hostiles au czar ont pris tout à coup une attitude de réserve et de convenance qu'en pareille circonstance on attendrait vainement de leurs confrères de Paris. Les répugnances personnelles n'ont pas prévalu contre les intérêts nationaux, et l'on n'a pas sa-

crifié aux antipathies du jour les éventualités de l'avenir. En allant à Londres, l'empereur a fait un acte de hardiesse et de prévoyance; s'il n'a pu espérer d'ovations populaires, il attendait, il recherchait autre chose. Qui oserait dire que ses prévisions ont été trompées?

Le voyage du roi est aujourd'hui décidé, bien qu'il soit ajourné jusqu'après les couches de la reine Victoria. Le roi Louis-Philippe, en débarquant en Angleterre, y rencontrerait à coup sûr cet accueil cordial et ces démonstrations chaleureuses que n'attendait point l'ennemi de la Pologne; les populations se presseraient sur son passage, et des *meetings* se formeraient sur tous les points du royaume pour lui organiser une réception triomphale. Le sens élevé du prince qui préside aux destinées de la France lui a fait repousser ces succès dangereux et ces acclamations funestes : il ne veut pas s'exposer à être salué comme l'ami dévoué de l'Angleterre; il ne donnera pas aux ennemis de sa dynastie ce thème à exploiter. Le roi rendra au château de l'île de Wight la visite de famille qui lui a été faite au château d'Eu; il y arrivera, dit-on, à bord d'un bateau à vapeur, sans appareil et sans éclat, et maintiendra aussi scrupuleusement que l'a fait la reine Victoria elle-même un caractère tout personnel à sa démarche. Le pays lui saura gré de cette réserve, et demanderait un compte sérieux aux ministres d'un voyage conçu et exécuté dans un autre esprit.

La situation véritable de l'Europe s'éclaircit chaque jour, grace à cette publicité qui est l'honneur et la vie du gouvernement représentatif. Une correspondance importante vient d'être imprimée et distribuée à la chambre des communes, conformément à la demande qui en avait été faite à sir Robert Peel dans le courant du mois dernier. L'Angleterre a aujourd'hui sous les yeux toutes les pièces relatives à la négociation ouverte par sir Stratford Canning à Constantinople, pour obtenir la révocation de la loi qui, en vertu de la prescription du Coran, frappe de mort tout musulman devenu chrétien et tout chrétien qui, après s'être fait musulman, revient au culte de ses pères. Cette affaire a été conduite avec une décision et une vigueur peu commune, et l'on comprend, en lisant ces pièces, que le cabinet anglais ait désiré se voir provoqué à les placer sous les yeux du parlement.

On sait qu'un Arménien âgé de vingt ans, du nom d'Avakim, fut condamné, en vertu d'un règlement militaire, à recevoir la bastonnade. Il céda, pour échapper à ce supplice, à la suggestion qui lui était faite de se déclarer musulman; mais bientôt, poursuivi de remords, il fit acte public de retour au christianisme, et fut condamné à la peine de mort, qu'il souffrit courageusement au mois d'août dernier, après d'horribles tortures.

Ce fait souleva l'indignation de tout le corps diplomatique, et en particulier celle de l'ambassadeur d'Angleterre, et sans se rendre compte peut-être de toute la gravité de la question de principe qu'il allait provoquer, sir Stratford Canning passa une note à la Porte pour réclamer énergiquement l'abolition d'une loi barbare, injurieuse pour tous les chrétiens, puisqu'elle semblait faire de leur croyance une sorte de crime capital.

Dans sa réponse à la communication de l'ambassadeur, le grand-visir déclare qu'il a personnellement horreur *même d'égorger une poule;* mais il ajoute que ni les ministres ni le sultan ne sauraient, quelque désir qu'ils en éprouvassent, sauver la vie de l'Arménien. Nulle considération, selon ce haut personnage, ne pouvait faire commuer la peine terrible à laquelle la loi religieuse condamne sans miséricorde les renégats. En réclamer l'abolition, c'était contraindre l'empire à abdiquer le principe même de la vie nationale, c'était porter une atteinte irréparable aux droits les plus sacrés de la souveraineté intérieure.

Au moment même où ce débat était le plus vivement engagé entre sir Stratford Canning et la Porte ottomane, dans le courant de décembre 1843, un nouvel attentat, non moins odieux que le premier, fut commis sur la personne d'un jeune Grec, et l'ambassadeur vit dans cette coïncidence même un dédain calculé pour ses sollicitations et un mépris direct de ses conseils. Ces impressions furent accueillies à Londres, et, le 16 janvier 1844, lord Aberdeen adressa à sir Stratford Canning des instructions d'une telle nature, qu'après les avoir fait connaître à la Porte, l'ambassadeur n'aurait pu se dispenser de quitter Constantinople, si ses réclamations catégoriques n'avaient pas été admises. « Le gouvernement de la reine, disait le secrétaire d'état des affaires étrangères, se décide à agir sans attendre la coopération des autres puissances chrétiennes, parce qu'il veut notifier à la Porte une détermination qu'il est décidé à poursuivre tout seul, quelque assuré qu'il soit déjà du concours de tous les autres cabinets européens. » Lord Aberdeen rappelle, pour justifier l'intervention directe et personnelle du gouvernement anglais dans cette occurrence, la tolérance complète accordée aux nombreux musulmans dans l'Inde britannique, et les services de tous genres rendus à l'empire ottoman, depuis plusieurs années, dans les circonstances les plus critiques. Il déclare que les puissances chrétiennes ne supporteront plus ce qu'elles ont pu tolérer dans d'autres temps par indifférence ou par faiblesse. Enfin, cette note remarquable est terminée par le passage suivant :

« Votre excellence insistera donc auprès du gouvernement turc, afin que si la Porte attache quelque prix à l'amitié de l'Angleterre, si elle a l'espoir qu'au jour du péril ou de l'adversité, cette protection qui l'a plus d'une fois sauvée de sa perte sera encore étendue sur elle, elle renonce absolument et sans équivoque à la pratique barbare qui provoque les remontrances actuelles. Votre excellence réclamera une prompte réponse, et, si elle n'est pas favorable, elle demandera une audience au sultan, pour expliquer directement à sa hautesse les conséquences si désastreuses pour la Turquie qu'aurait un refus opposé aux réclamations de la Grande-Bretagne. Le gouvernement de sa majesté attache un si grand prix à la continuation de ses bons rapports avec la Porte, et désire si vivement que la Turquie mérite ses bons offices au jour du danger, qu'il épuisera tous les expédiens avant d'être amené à cette conviction que son intérêt et son amitié sont mal placés, et qu'il ne lui reste plus qu'à regarder au-delà (*to look forward to*), si ce n'est même

à hâter le jour où la force des circonstances amènera un changement que le gouvernement anglais aurait vainement espéré obtenir de la prudence et de l'humanité de la Porte elle-même. »

Rien de plus transparent à coup sûr que de telles allusions, rien de plus comminatoire que de semblables paroles. Lorsque l'Angleterre se décide à l'action, elle ne reste pas, comme on voit, à mi-chemin, et jamais on n'a annoncé plus clairement à un pouvoir caduc la résolution de l'abandonner à la fatalité qui l'entraîne. L'affaire poursuivie par sir Stratford Canning était grave sans doute au point de vue de l'humanité; il est difficile pourtant de ne pas s'étonner de la promptitude avec laquelle l'Angleterre arrive tout à coup aux dernières extrémités de la menace, et de la netteté avec laquelle elle énonce une hypothèse en contradiction formelle avec cette stabilité de l'empire ottoman, base présumée de toute sa politique en Orient.

Que faisaient, pendant le cours de la négociation, les divers membres du corps diplomatique à Constantinople? Leur attitude est curieuse à observer, et révèle d'une manière assez piquante l'état vrai de l'Europe.

Complètement d'accord sur le fond de la question avec l'ambassadeur d'Angleterre, ils avaient tous exprimé à Rifaat-Pacha, dans des conversations particulières, l'horreur profonde que leur inspiraient de pareils actes, et l'espérance qu'ils ne viendraient plus soulever contre le gouvernement ottoman l'opinion du monde civilisé; mais lorsqu'il fallut approuver officiellement les démarches de sir Stratford Canning, les dissidences se révélèrent dans toute leur force. Le comte de Nesselrode déclara à M. de Titow, dans une dépêche du 6 février, que c'est là une affaire qui exige, par sa nature même, de grands ménagemens, qu'elle doit être traitée par voie d'influence et de conseil, qu'il convient de s'abstenir de démarches comminatoires de nature à impliquer une altération dans les lois fondamentales de l'empire. M. de Metternich, dans ses instructions à M. de Stürmer, annonce partager complètement cet avis, et, tout en exprimant le vœu qu'on puisse obtenir de la Porte la promesse si vivement réclamée par sir Stratford Canning, il prescrit à l'internonce d'éviter les termes péremptoires que son collègue d'Angleterre croyait pouvoir employer pour forcer la main au sultan. L'opinion de Saint-Pétersbourg et de Vienne décida immédiatement celle du gouvernement prussien, et le chargé d'affaires de Prusse, qui, au début de cette affaire, avait, avec l'approbation de M. de Bulow, chaleureusement appuyé les démarches de sir Stratford Canning, dut conformer son langage et sa conduite à celle de ses deux collègues de Russie et d'Autriche.

Restait le ministre français : rien dans les démarches de celui-ci ne rappelle, même indirectement, ni les droits particuliers, ni la position spéciale de la France relativement aux chrétiens d'Orient; il se borne à seconder, avec un zèle assurément fort honorable sous le rapport de l'humanité, les actes de l'ambassadeur d'Angleterre. Il reçoit l'ordre de se concerter en tout point avec sir Stratford Canning pour le succès de la négociation ouverte par ce dernier, il est invité à agir et à parler comme lui, il doit procéder simultané-

ment, alors même que l'action collective lui est interdite. M. de Bourqueney applique avec scrupule ses instructions; aussi, n'est-il pas une audience, pas une conversation, pas une note de l'ambassadeur d'Angleterre, qui ne soit suivie, à point nommé, d'une démarche analogue. Le ministre de France suit son fougueux collègue aussi fidèlement que l'ombre suit le corps; jamais rôle de doublure n'a été tracé et rempli avec plus d'aplomb et de dignité.

On sait qu'après trois mois de négociations les efforts de sir Stratford Canning, assisté de M. de Bourqueney, ont amené à la fin de mars dernier une solution à peu près conforme à celle indiquée dans l'ultimatum de lord Aberdeen : la Porte, par une déclaration écrite, s'est engagée « à prendre les mesures nécessaires pour prévenir dorénavant l'exécution à mort des apostats. » C'est là un résultat que nous approuvons de grand cœur, mais que nous regrettons de voir obtenu par l'initiative d'une puissance dont les sujets ont commencé par être placés dans l'empire ottoman sous la protection même du pavillon français. Sir Stratford Canning poursuit en ce moment, dit-on, une négociation analogue pour l'abolition de la torture en Turquie. Il est difficile de concilier ces faits avec la conduite de sir Thomas Read à Tunis dans l'affaire du Maltais remis par lui à la justice locale, et nous déclarons ne rien comprendre à ces contradictions apparentes. Quoi qu'il en soit, on peut tenir pour instructive la variété d'attitude affectée à Constantinople par les représentans des cinq grandes cours dans cette circonstance : il y a là une révélation tout entière.

Nous désirons vivement que la situation diplomatique de l'Europe ne se présente pas sous le même aspect lorsqu'il s'agira de régler une autre grande affaire de ce temps-ci, celle d'Espagne, en admettant, ce dont nous nous plaisons à douter, que cette affaire devienne l'objet d'une négociation officielle entre les cinq puissances. Le retard apporté à la conclusion du mariage de la jeune reine donne aux cabinets continentaux une chance d'intervention diplomatique qui ne pourrait s'ouvrir qu'au détriment des intérêts de la France. L'ajournement du mariage n'est plus douteux. La reine Christine s'y résigne, parce qu'elle comprend l'impossibilité actuelle de la combinaison objet constant de ses vœux et de ses espérances. Le comte de Trapani n'apporterait en effet aucune force au trône sur lequel il serait appelé à monter. L'Europe continentale refuserait son concours à cette combinaison, et le jeune prince napolitain n'apporterait pas pour dot à sa royale épouse la reconnaissance officielle de son droit, que l'Espagne attend vainement depuis la mort de Ferdinand VII. D'un autre côté, cette solution jetterait dans une hostilité immédiate les nombreux partisans du mariage avec le fils aîné de don Carlos, et les amis plus clairsemés, mais fort agissans, de la famille de don François de Paule. L'incertitude sur le mariage maintient seule une trêve qui finirait au lendemain même de la conclusion. C'est ce qu'a parfaitement compris la reine-mère, qui trouve du reste dans l'âge et dans l'état de santé de sa fille les motifs les plus plausibles d'ajournement. Le général Narvaez professe hautement la même opinion, soit qu'il ne songe en

cela qu'à complaire à sa souveraine, soit qu'il obéisse à une autre pensée et qu'il subisse le contre-coup d'une influence étrangère. MM. Mon et Pidal sont aussi favorables à l'ajournement, et on ne les suppose pas complètement désabusés du vain espoir d'obtenir un prince français pour partager le lourd fardeau de la royauté espagnole. Pendant ce temps, M. Bulwer observe, et sir Robert Peel prononce dans la chambre des communes des paroles fort ambiguës. C'est la première fois depuis le traité de la triple alliance que l'Angleterre ne repousse pas péremptoirement la pensée d'une transaction avec don Carlos. En déclarant que le gouvernement britannique avait transmis au gouvernement espagnol les propositions émanées de Bourges, ce ministre a fait comprendre que son cabinet n'aurait pas d'objections directes contre les propositions mêmes, si elles étaient jugées à Madrid de nature à rétablir la tranquillité en Espagne. S'il a dit qu'elles n'avaient pas ce caractère à ses propres yeux], cette observation se rapporte non pas au mariage même de l'infant, mais au choix héréditaire conservé dans sa personne, et auquel don Carlos son père ne paraît pas avoir encore nettement renoncé. On voit que c'est là un fait tout nouveau, et peut-être ne s'éloignerait-on pas trop de la vérité en y cherchant une conséquence des conversations d'un auguste visiteur.

L'Espagne est dans une crise qui, pour n'être pas aussi bruyante que celles qui l'ont précédée, n'en est pas moins sérieuse. Essayons d'en comprendre la portée et de nous former une idée exacte des hommes et des questions.

Quand Espartero a été renversé, trois élémens s'étaient coalisés contre lui : 1° une grande fraction de l'ancien parti exalté représentée par Olozaga, Cortina, Gonzalès-Bravo, etc.; 2° tout l'ancien parti modéré, représenté par des chefs connus, la plupart émigrés, tels que Martinez de la Rosa, Isturitz, etc.; 3° une grande partie de l'armée qui se ralliait autour des généraux persécutés par le régent, tels que Narvaez, Concha et autres. La coalition d'une fraction des exaltés avec les modérés a préparé la chute d'Espartero; l'armée, sous les ordres de Narvaez, l'a consommée.

Après la victoire, la première tentative a dû être d'organiser un gouvernement composé des élémens qui venaient de s'associer pour renverser. C'est M. Olozaga qui a été choisi, d'un commun accord, pour résumer cette situation. On sait ce qui est arrivé de M. Olozaga; il a manqué successivement à tout ce qu'on attendait de lui; venu pour concilier les partis, il n'a songé qu'à s'aliéner le parti exalté; il a commencé par refuser la coopération des modérés, il a continué en s'aliénant le pouvoir militaire, il a fini en s'attaquant à la reine elle-même. La combinaison dont il était l'expression a péri avec lui, et le parti exalté s'est séparé en masse du nouveau gouvernement.

Une petite portion de ce parti est seule restée fidèle au programme de la coalition. M. Gonzalès-Bravo s'est mis hardiment à la tête de ce *tiers-parti* et a constitué un ministère. Quatre membres de ce ministère venaient du

parti exalté; deux appartenaient aux modérés. De son côté, Narvaez y donnait les mains. Le ministère n'était donc qu'une contre-épreuve de ce qu'aurait dû être le ministère Olozaga; on peut dire, en se servant d'expressions qui ont eu cours en France, il y a quelques années, que c'était un ministère de *petite coalition,* relativement à celui d'Olozaga, qui aurait dû être un ministère de *grande coalition;* mais il paraît que les ministères de *grande coalition* ne sont possibles nulle part.

Né d'une nécessité urgente, le ministère n'était et ne pouvait être qu'un expédient. Il n'a en effet vécu que d'expédiens. N'étant, à proprement parler, ni exalté ni modéré, ni le fruit d'une fusion réelle des exaltés et des modérés, il n'a arboré aucune couleur tranchée, n'a fait que du provisoire, n'a abouti qu'à gagner du temps, et a principalement penché du côté du pouvoir militaire. Ce que nous en disons n'est pas pour ôter à M. Gonzalès-Bravo son mérite. Ce jeune ministre a eu beaucoup de courage et de résolution; il a rendu à la reine et à l'Espagne un éminent service en mettant un terme à la vacance du pouvoir après l'acte de folie d'Olozaga. Au moment où il est venu, il n'y avait à faire que ce qu'il a fait; il s'agissait *d'être* avant tout, il a été, et l'anarchie a trouvé en lui un intrépide adversaire. En voilà assez pour lui faire une place dans l'histoire politique de son pays.

Mais ces expédiens n'ont qu'un temps, et le provisoire ne peut pas toujours durer. Quand il a été question de faire quelque chose de net et de durable, M. Gonzalès-Bravo s'est senti lui-même insuffisant, et le ministère actuel a été formé. Ici, le tiers-parti a presque entièrement disparu; nous sommes en présence des seuls modérés unis au pouvoir militaire. Le pouvoir militaire a été jusqu'ici l'élément inévitable de toute combinaison.

Voilà donc pour la première fois, depuis bien des années, les modérés proprement dits portés au gouvernement de l'Espagne; ils y sont représentés surtout par deux hommes qu'unissent les liens de l'amitié et de la famille, MM. Mon et Pidal. Quant à Narvaez, ce n'est pas plus un modéré qu'un exalté; c'est un soldat. Ces deux hommes, MM. Mon et Pidal, ont tous deux des antécédens politiques importans : M. Mon a été déjà ministre des finances dans le cabinet du comte d'Ofalia; M. Pidal a été nommé président des dernières cortès.

A peine arrivés aux affaires, MM. Mon et Pidal ont montré une volonté tout-à-fait nouvelle en Espagne, la volonté sérieuse d'organiser le pays. Le parti modéré, il ne faut pas l'oublier, est le seul parti libéral et constitutionnel de l'Espagne; c'est le seul qui ait jamais entrepris de fonder sur cette terre de despotisme, de confusion et d'anarchie, la liberté constitutionnelle, la sécurité des personnes et des propriétés, l'ordre administratif et financier, enfin tout ce qui constitue de nos jours une société régulière et libre.

Le premier acte des nouveaux ministres a été de lever l'état de siége que M. Gonzalès-Bravo avait mis sur toute l'Espagne. Les journaux de l'opposition ont pu reparaître; les députés emprisonnés ont été mis en liberté. MM. Mon et Pidal ont l'intention bien connue de rappeler prochainement les cortès ou

de procéder à de nouvelles élections, et de rentrer dans l'ordre constitutionnel, suspendu par le ministère précédent; enfin, M. Mon, en qualité de ministre des finances, a commencé la réorganisation générale par son département.

Il y a des siècles que les finances espagnoles sont dans le désordre le plus effrayant. Nul n'a osé sonder cet abîme sans fond. M. Mon a courageusement entrepris cette tâche presque surhumaine. — Jusqu'à lui, les ministres des finances avaient courbé la tête sous la nécessité, et n'avaient cherché à faire de l'argent que par des emprunts, des anticipations, tout ce qui supplée à l'absence des ressources positives en tarissant dans ses conditions vitales la richesse des états. Lui, au contraire, a annoncé dès son début qu'il n'aurait plus recours à ces moyens désastreux, et qu'il chercherait dans l'impôt seul les moyens de faire face aux dépenses publiques. Cette idée si simple est en Espagne une immense révolution. Tous les hommes de bourse, tous les faiseurs d'affaires qui vivent du gâchis financier, ont jeté les hauts cris. M. Mon a inauguré son administration par un acte énergique qui fait en ce moment grand bruit à Madrid; il a refusé de ratifier le traité passé par le dernier ministre des finances avec le banquier Salamanca pour la ferme des tabacs. D'après ce traité, non-seulement le monopole du tabac était accordé à des conditions onéreuses pour l'état, mais la force publique était mise aux ordres du banquier concessionnaire pour empêcher la contrebande. C'était tout simplement établir un état dans l'état, et fermer, pour satisfaire un besoin présent, une des plus grandes sources de revenu du trésor espagnol. M. Mon a fait acte de bonne administration en le résiliant.

Mais de pareils coups d'état ne se frappent pas sans alarmer beaucoup d'intérêts. Il y a eu pendant quelques jours une véritable insurrection contre le ministre à la bourse de Madrid. Le public, au contraire, a battu des mains. M. Mon a fait venir les principaux *boursiers*, et leur a déclaré qu'il ne reculerait pas. De plus, il leur a prouvé que, dans leur propre intérêt, ils devaient consentir au nouveau régime. L'Espagne n'a plus rien à aliéner; il lui devient tous les jours plus difficile de faire même des emprunts ruineux. Ce qu'elle a de mieux à faire, pour payer ses dettes, c'est de mettre de l'ordre dans ses revenus, et d'assurer la rentrée au trésor de sommes considérables qui s'échappent aujourd'hui par toutes les voies. Quand l'état aura des revenus assurés, il redeviendra possible de traiter avec lui, et les gains seront alors licites, tandis qu'ils sont aujourd'hui coupables et honteux.

Il paraît que les *boursiers* ont compris ce langage raisonnable et ferme. On assure que leur opposition commence à s'atténuer. De son côté, M. Mon, soutenu par la faveur publique, continue le cours de ses réformes. Dans un séjour qu'il a fait à Paris pendant la régence d'Espartero, il a étudié à fond notre mécanisme administratif, la perception de nos impôts, les moyens de contrôle qui empêchent toute dilapidation. Il s'applique à introduire dans son pays, sinon un système complètement semblable, du moins quelque chose de plus régulier que ce qui existe.

Réussira-t-il dans cette entreprise inouie? C'est ce qu'il est impossible

d'affirmer. Il a été prouvé que, si la totalité des impôts actuellement payés par le peuple espagnol arrivait dans les caisses publiques, il y aurait assez d'argent pour payer tous les services et même pour acquitter les intérêts de la dette. Toute la question est de centraliser la perception de l'impôt. Si une telle réforme se réalise, ce sera le plus grand pas que l'Espagne aura fait dans la civilisation; mais l'imagination effrayée recule devant les obstacles que plusieurs siècles d'abus opposent à cette radicale innovation.

On dit que les ennemis de la réforme dans l'ordre administratif et financier ont essayé de nuire à M. Mon auprès de Narvaez. Là est en effet un grand danger. M. Mon n'est pas seulement un novateur comme financier; c'est encore un personnage parlementaire, un homme dévoué à la liberté constitutionnelle. Il n'est pas douteux que son intention ne soit de chercher un point d'appui dans les cortès. Jusqu'à quel point cette politique sera-t-elle comprise et soutenue par Narvaez, homme d'action avant tout, et beaucoup plus disposé à croire à l'efficacité de l'épée qu'à celle de la discussion? On l'ignore encore à Madrid, et nous ne le saurons nous-mêmes que dans quelques jours. Si MM. Mon et Pidal restent au pouvoir, il est permis de bien augurer de l'avenir de l'Espagne; si au contraire ils sont obligés de se retirer, il ne restera plus de ressource que dans l'absolutisme militaire, et c'est là une ressource qui s'use vite, en Espagne comme partout.

L'Espagne nous amène à parler du Maroc, car nos intérêts vont probablement se trouver associés à ceux de nos voisins dans une querelle déplorable pour les uns comme pour les autres. Il est vraiment difficile de s'expliquer autrement que par la volonté de la Providence la fatalité qui jette l'Europe chrétienne sur l'Afrique musulmane, contrairement aux projets les mieux arrêtés de ses hommes d'état. Au milieu de ses embarras et de toutes les incertitudes de son avenir, l'Espagne se trouve menacée d'une lutte avec l'empereur Muley-Abderraman, et la France en a à peine fini d'Abd-el-Kader dans ses propres possessions, qu'elle le retrouve sur ses frontières à la tête d'une armée marocaine, et se voit contrainte d'entrer dans une nouvelle carrière de périls et de hasards. Les causes de cette rupture sont peu connues, les intentions personnelles de l'empereur sont encore incertaines. Peut-être la ferme attitude de nos troupes et la prompte démonstration de M. le prince de Joinville sur les côtes de cet empire suffiront-elles pour éclairer ces barbares; on affirme d'ailleurs que la médiation de l'Angleterre est déjà offerte à la France et à l'Espagne, et il est à croire qu'elle sera acceptée par l'un et l'autre cabinet. Une guerre avec le Maroc serait une charge sans compensation éventuelle, et, dans l'intérêt de notre établissement d'Afrique, nous désirons qu'elle puisse être évitée. Ce vœu sera à la fois celui des chambres et du pays.

Un évènement qui n'est pas sans quelque importance vient de se passer à Goritz. Un prince destiné à monter sur le trône de France est mort dans l'exil. Depuis treize ans, M. le duc d'Angoulême se survivait à lui-même. Doué de qualités privées recommandables, la mort politique l'avait frappé le

jour où, pour obéir aux ordres de son père, il laissa tomber sans résistance la couronne que les ordonnances de juillet venaient de briser. Il ne survit plus aujourd'hui de toute cette famille qu'une femme illustre par ses malheurs, et un jeune prince qui semble porter sur son front le sceau de la fatalité antique. C'est pour M. le duc de Bordeaux surtout que la mort de son oncle devient une difficulté grave. L'ancien dauphin résumait dans sa personne tous les droits ou du moins toutes les prétentions de la royauté déchue. Ces prétentions vont désormais peser de tout leur poids sur la tête de son neveu. Sa situation dans les cours européennes en sera plus délicate. Elle deviendra des plus difficiles en face de son propre parti, soit qu'il refuse, soit qu'il accepte les qualifications que son rôle nouveau semble entraîner. S'il refuse, les croyances légitimistes sont atteintes à leur source même; s'il accepte, il commence dans l'exil un règne de droit divin. On dit les esprits sérieux du parti légitimiste fort préoccupés de cet embarras, prévu du reste depuis long-temps.

Après un débat approfondi, la chambre a consacré le principe de l'exécution des chemins de fer par les compagnies, dans les limites déterminées par la loi de 1842. Ce résultat est dû en grande partie à l'habile argumentation de M. Dumon; mais il laisse entière la question de principe en ce qui se rapporte aux chemins de Lyon, de Strasbourg et du Nord, et l'opinion générale est que la chambre pourrait bien se mettre bientôt en contradiction avec elle-même. La nécessité d'exploiter promptement le tronçon presque terminé d'Orléans à Tours, et de donner quelque compensation à la ligne de Tours à Poitiers, l'une des plus médiocres du grand réseau, ont en effet exercé sur le vote une influence qui n'agira pas au même degré dans les trois discussions qui vont suivre. Quoi qu'il en soit, cette session dotera la France de nombreux chemins de fer, et c'était le résultat essentiel.

M. LE PRINCE DE JOINVILLE ET SES CONTRADICTEURS.

La *Note* de M. le prince de Joinville a soulevé quelques objections de la part des hommes du métier, et comme ces objections doivent se reproduire devant les chambres, il n'est pas sans intérêt de rechercher ce qu'elles ont de solide et de fondé.

Avant tout examen, il importe de fixer quelle est, dans ce débat, la position des gens de mer, et de voir si rien n'y trouble leur point de vue. Personne ne songe à contester leur compétence; il s'agit de s'assurer seulement si leur opinion n'est pas dominée par des préjugés d'état et par les glorieuses traditions de l'arme à laquelle ils appartiennent. Rien de plus honorable qu'une semblable disposition, même quand elle conduit à l'erreur. Notre infériorité navale vis-à-vis de l'Angleterre, fût-elle évidente, ne saurait être acceptée par nos officiers comme un point de départ; cet aveu blesse leur

cœur et répugne à leur bravoure; ils aiment mieux tirer l'épée que compter leurs ennemis, et sont prêts au combat sans vouloir en calculer les chances.

Cette disposition d'esprit se retrouve quand il s'agit de changer la nature de l'instrument qu'ils ont entre les mains, et par exemple de retirer leur confiance à la voile, cette compagne de leur carrière. C'est par la voile que nos officiers de mer ont fait leur chemin; depuis le jour où ils ont mis le pied sur le vaisseau, siége de notre école navale, l'une de leurs études a eu pour objet cet agent capricieux qui fut long-temps le seul moteur de nos escadres. Un talent de manœuvrier est le produit de toute une vie, et souvent la pratique n'y suffit pas. Il faut encore, pour se placer au premier rang, le sang-froid de l'observation, la promptitude du coup d'œil, la fermeté et la précision du commandement. L'ensemble de ces qualités compose le vrai marin, et à la justesse, à la rapidité des évolutions, on distingue bien vite une main habile d'une main moins expérimentée. La génération actuelle de nos hommes de mer a grandi sous l'empire de ces faits; la manœuvre compliquée de la voile a fait la base de son éducation. Elle doit à la voile ses titres les plus réels, son avancement, ses grades, ses honneurs; elle serait ingrate si elle la délaissait sans essayer de la défendre.

On conçoit dès-lors qu'un autre moteur plus direct, plus énergique, moins chargé d'accessoires, n'ait été, au début, accepté par nos marins qu'avec un sentiment de défiance. C'était presqu'une révolution accomplie contre leurs études, une simplification qui amoindrissait leur rôle et les exposait à déchoir. Aussi une sorte de dédain s'attacha-t-il d'abord au service des bâtimens à vapeur, considéré à peu près comme une disgrace. On y vit un dommage pour l'arme, presqu'un dissolvant. L'esprit de corps s'en mêla et résista à l'innovation, de sorte que la vapeur est entrée dans la marine, contre le gré, on peut le dire, de la plupart des marins. Depuis ce temps, il est vrai, les avantages du nouveau moteur sont devenus si évidens, si incontestables, que les esprits les plus prévenus en ont été désarmés; mais ce retour est plus apparent que réel, et, aux yeux de la génération actuelle, la vapeur aura long-temps encore à expier le trouble causé par son avénement et les torts de son origine.

C'est sous l'empire de cette répugnance que nos hommes de mer jugeront la *Note* de M. le prince de Joinville, et les objections qui déjà se produisent prouvent que les contradicteurs ne manqueront pas (1). Voici à quoi se réduit, jusqu'à présent, le fond de cette polémique. La voile est un instrument éprouvé; la vapeur n'est rien moins que cela. Les traditions de l'arme se rattachent aux bâtimens à voiles; la tactique est indivisible de ce moteur. Y renoncer ou en amoindrir l'importance, c'est jeter le bouleversement parmi

(1) Les *Annales maritimes*, recueil que publie le ministère de la marine, viennent de reproduire une série d'articles qu'a fait paraître à ce sujet M. Baron, ancien capitaine au long cours et rédacteur en chef du *Journal du Hâvre*. Ces articles, fort remarquables d'ailleurs, ont ainsi reçu une sorte d'aveu demi-officiel.

les équipages, le découragement dans notre corps d'officiers. Avec la voile, on possède une organisation complète, sanctionnée par l'expérience; avec la vapeur, on n'a que des tâtonnemens, des incertitudes. La navigation à l'aide des vents est arrivée presqu'à sa perfection; la navigation à feu est encore dans l'enfance. Tandis que l'une est stationnaire et ne comporte plus que des améliorations de détail, l'autre se trouve dans la première fièvre de la découverte, toujours féconde en métamorphoses, toujours pleine de surprises. Chaque jour, des procédés nouveaux font place aux anciens, et ces expériences, réalisées à grands frais, se détruisent l'une l'autre, semblables à la toile de Pénélope. On va ainsi vers l'inconnu, en accumulant les sacrifices, sans bien savoir s'ils auront une compensation, et quelle sera cette compensation. Dès-lors pourquoi se hâter? Pourquoi se livrer à l'innovation avant qu'elle ait dit son dernier mot, et qu'elle ait parcouru sa période d'épreuves?

A la suite de ces objections qui portent sur l'ensemble de la *Note*, viennent les objections de détail. La vapeur, l'auteur en convient, ne peut servir d'instrument offensif que dans les mers d'Europe et sur la zône de nos attérages. Il ne faut lui demander ni de longues croisières ni des services lointains. Ainsi ces bâtimens à voiles que la *Note* frappe d'une sorte de discrédit en engageant le pays à retirer sa confiance aux vaisseaux, ces mêmes bâtimens restent toujours la seule sauvegarde de nos possessions d'outre-mer, et l'auteur conseille d'y consacrer une division de frégates du premier rang. N'est-ce pas là, dit-on, une inconséquence? La vapeur, devenue l'arme principale, n'est propre, dans le système de la *Note*, qu'à une guerre de surprises et d'embuscades, tandis que la voile, désormais l'arme accessoire, protége nos intérêts sur tout le globe et fait flotter au loin notre pavillon. A qui reste le plus beau rôle, même dans cette hypothèse? Évidemment à l'action maritime qui s'exerce dans le rayon le plus étendu, porte le plus loin son effort, et a, si l'on peut s'exprimer ainsi, le plus d'haleine.

Voici, en outre, un nouvel écueil : la France, supposons-le un instant, a retiré sa confiance à ses vaisseaux, comme le conseille la *Note;* mais l'Angleterre ne l'a pas suivie dans cette voie, et expédie encore sur toutes les mers des colosses à trois ponts. Nos rapides bâtimens à vapeur se dérobent au feu de ces citadelles flottantes, c'est le seul avantage qu'on puisse en attendre. Cependant les vaisseaux anglais se dirigent vers les parages où nous avons envoyé nos frégates, et engagent avec elles un combat inégal, de manière à les réduire successivement à l'impuissance. Comment empêcher ce résultat dans l'hypothèse que l'on vient d'admettre? La substitution de la vapeur à la voile ne peut donc être un acte unilatéral sans découvrir la puissance qui en prendrait l'initiative, et sans laisser dans les mains de ses adversaires une arme dont elle se serait trop tôt dessaisie. Puis, quelle serait désormais la guerre navale? Faudrait-il la réduire à un système de croisières où l'on fuirait devant le plus fort pour attaquer seulement le plus faible? Dès-lors, plus de ces engagemens héroïques qui mettent en présence toutes les forces, toutes les ressources de deux nations; le temps de ces combats cheva-

leresques aurait fui sans retour. Il ne s'agirait plus que d'organiser d'état à état les violences et les déprédations de la course, et de substituer à la grande tactique les petites ruses des aventuriers. Évidemment, la dignité de l'arme en souffrirait; il y aurait amoindrissement et déchéance.

Que si le dernier mot de cette réforme n'est pas de savoir fuir à propos; si la lutte doit s'engager encore, soit entre divisions imposantes, soit d'escadre à escadre, tantôt de voile à voile, tantôt de vapeur à vapeur, ou bien enfin de vapeur à voile, est-il un seul marin qui puisse dire, prévoir dès aujourd'hui ce que seront les rencontres navales au milieu de tant d'élémens divers et avec les agens formidables de destruction que la science vient de remettre aux mains des hommes? Il y a là tout un inconnu fait pour troubler le regard le plus froid et pour causer des vertiges à la tête la plus calme. La guerre seule livrera le secret qu'elle porte dans ses flancs, et fournira les combinaisons qui doivent y pourvoir. En attendant, la prudence conseille de ne pas mettre un enjeu trop fort sur une partie douteuse, de ne pas immoler ce que l'on tient à ce que l'on espère, de marcher lentement dans la voie de l'innovation, afin que l'avenir de la France ne repose pas tout entier sur une éventualité. Que la voile reste ce qu'elle est, ce qu'elle doit être, notre instrument principal, notre arme essentielle. Elle est moins coûteuse que la vapeur, surtout dans un service continu; elle répond mieux à notre génie, à notre caractère, aux ressources de notre pays. L'aliment principal de la navigation à feu est la houille, et, richement pourvue de ce minéral, la Grande-Bretagne ferait désormais la guerre à bien meilleur marché que nous.

Telles sont les objections les plus puissantes qu'on ait fait valoir au sujet de la *Note* de M. le prince de Joinville. Elles ont une gravité incontestable et partent d'un sentiment juste et vrai; mais ce qui n'est ni moins vrai, ni moins juste, c'est qu'il n'est pas, dans le cours des siècles, une seule innovation qui n'ait soulevé des plaintes analogues et encouru les mêmes accusations. Avant que le fait en vigueur se soit retiré devant le fait qui arrive, toujours il y a eu protestation et lutte. Ce temps d'épreuve est peut-être un bien; il éclaire les questions, et, fatal aux choses aventureuses ou parasites, il n'assure que mieux le triomphe des grandes découvertes. Cependant, lorsque l'innovation a un caractère irrésistible, une action révolutionnaire, c'est une faute, une faute grave que de rester en arrière avec elle, de la juger d'un œil prévenu, et de ne pas s'en armer des premiers. En de pareilles transformations, l'avantage reste toujours au peuple qui a pris les devans et marche en tête de la réforme. C'est ainsi qu'à la fin du siècle dernier, l'Angleterre, en appliquant avec hardiesse de nouvelles combinaisons mécaniques, s'est emparée du sceptre de l'industrie qu'elle a su garder depuis ce temps. Si elle eût hésité devant une initiative qui devait bouleverser son régime manufacturier, la découverte eût passé en d'autres mains, et cette fortune lui échappait. D'où il suit que, s'il y a, dans les succès de ce monde, une part à faire pour la prudence, il y en a une également, et une grande, pour l'audace.

L'histoire de l'art militaire est pleine de ces leçons. Sans remonter jusqu'à

Crécy, où les armes à feu jouèrent un si grand rôle, et pour rester dans une période plus rapprochée de nous, on peut se souvenir de ce qu'était la science de la guerre, il y a un demi-siècle, quand Bonaparte entreprit de la renouveler. Une place forte suffisait pour arrêter une armée; lorsqu'une campagne avait livré quelques lieues de territoire, les généraux croyaient avoir assez fait, et prenaient leurs cantonnemens. L'hiver suspendait les hostilités; on attendait pour les recommencer le retour de la belle saison. En outre, la tactique avait des règles précises, délibérées hors du champ de bataille, et imposées aux officiers supérieurs investis du commandement. On sait que le conseil aulique dirigeait de Vienne les mouvemens des armées qui combattaient sur l'Adige et sur le Rhin, fournissait les plans et contrôlait les opérations militaires. L'inspiration des généraux était enchaînée par cette tactique inflexible qui donnait à toutes les guerres un caractère de lenteur et d'uniformité. Bonaparte se mit sur-le-champ au-dessus de cette routine; il écarta les vieux erremens, ne prit conseil que de son génie, et battit les impériaux contre toutes les règles. Désormais plus de halte dans le succès; ni les saisons, ni les places fortes ne furent un obstacle, il marcha droit aux capitales, et frappa l'ennemi au cœur. C'était une révolution dans l'art de la guerre : les Wurmser et les Beaulieu n'y voyaient qu'une faute contre la tactique.

Dans la théorie navale, Nelson se signala par le même mépris des règles; les grands combats du cap Saint-Vincent, d'Aboukir et de Trafalgar eurent lieu contre les principes qui régnaient alors. Avant le célèbre marin, on regardait comme défecteux le procédé qui consiste à pénétrer par divers points la ligne ennemie, à en isoler les vaisseaux de manière à pouvoir les combattre séparément et les réduire en détail. Rien de plus simple que cette manœuvre, et pourtant nos amiraux laissèrent anéantir trois belles flottes avant de songer à l'imiter ou à l'annuler par une combinaison analogue. Ils professaient un respect si absolu pour l'ordre de bataille consacré par la tradition, qu'ils n'osaient pas en dévier, même à l'aspect d'un désastre imminent, et que leur courage personnel, d'ailleurs incontestable, ne leur suggéra pas le moyen d'opérer une diversion, avec la partie libre de la flotte, au profit de vaisseaux assaillis par des forces supérieures et succombant sous le nombre. De ces deux exemples il faut conclure que changer les anciennes méthodes est dans bien des cas un excellent calcul. C'est en se séparant de la tradition que Bonaparte fut pendant quatorze ans l'arbitre des destinées de l'Europe, et que Nelson assura à l'Angleterre l'empire des mers. Il n'est donc ni sans profit ni sans gloire de se modifier à temps. En y réfléchissant bien, on s'assure que ce moment est venu pour la marine et son action militaire. Quand la voile était l'unique moteur des armées flottantes, on pouvait jusqu'à un certain point comprendre cette tactique empruntée aux siècles chevaleresques, et qui consiste à mettre en présence deux flottes considérables pour une œuvre de destruction. Le plus mal accommodé des deux champions, à la fin de la journée, s'appelle le vaincu, l'autre le vainqueur, et de chaque côté on éprouve le besoin de regagner le port pour se remettre

de cette secousse. Qu'y a-t-il de terminé par une rencontre semblable? A quoi peut-elle aboutir? C'est ce qu'il serait difficile de dire. Au prix de grandes pertes, on a fait subir à l'ennemi des pertes plus considérables, et pour peu que les ressources des deux parts soient égales, la même épreuve peut se renouveler à l'infini. Or, n'y a-t-il pas là quelque chose d'incompatible avec une époque où la guerre doit viser à des résultats décisifs et revêtir ces formes promptes, concluantes, dont Bonaparte nous a livré le secret? Les intérêts ont la voix haute de notre temps, et ils s'accommoderaient peu des lenteurs inhérentes aux guerres d'autrefois.

Ainsi, toutes les armes sont désormais astreintes à recourir aux méthodes expéditives, et la marine ne peut pas s'en tenir au point où en étaient, avant Bonaparte, les armées de terre, c'est-à-dire à la tactique des archiducs. L'emploi de la vapeur appelle forcément ce progrès. Avant elle, une flotte à voiles, quand l'ennemi avait fui devant ses canons, pouvait se dire maîtresse de la mer, et un blocus était le fruit de sa victoire. Aujourd'hui un blocus par des bâtimens à voiles est devenu impossible, et les croisières même seront à peu près impuissantes. Tout est donc changé quant aux résultats; c'est assez dire qu'il est temps de changer la méthode.

Au lieu d'aller hardiment vers l'innovation, peut-être conviendrait-il de l'attendre si l'avantage nous eût été acquis par l'ancienne tactique. Quand une arme est d'un bon usage, rien ne presse de la réformer pour en prendre une autre. Or, ce n'est point ici le cas. Il est triste pour un peuple de confesser son infériorité, mais il est encore plus dangereux pour lui de se faire illusion sur sa force. En ceci, ce n'est pas la qualité qui nous manque, c'est le nombre. On chercherait vainement, dans un autre pays, un corps d'officiers de marine plus instruit, mieux exercé, plus intrépide. A diverses fois, le nôtre a fourni la preuve de ce qu'il vaut et de ce qu'il serait, si la France tirait du fourreau sa grande épée de bataille. Nulle part aussi, on ne trouverait des vaisseaux mieux armés et mieux installés, des équipages arrivés à un plus haut degré d'instruction et animés d'un meilleur esprit de discipline. Les témoignages des amiraux anglais ne sont pas suspects, et là-dessus ils s'accordent à nous rendre justice. Nous avons donc un service d'élite; amis et ennemis en conviennent. Malheureusement cela ne suffit pas : le nombre est contre nous, et c'est au nombre que reste l'empire.

Depuis un siècle et demi, cette expérience a été renouvelée assez souvent pour qu'il ne soit plus possible de s'abuser sur l'issue d'une reprise d'armes dans les mêmes conditions. Entre la bataille de la Hogue et celle d'Aboukir, notre marine a parcouru des phases diverses, malheureuses sous le régime des amiraux de cours comme Conflans et Laclue, glorieuses avec des marins comme La Galissonnière, le bailli de Suffren, d'Estaing et de Grasse. Pourtant le résultat final a toujours été le même; l'avantage est demeuré à nos ennemis. Ni l'élan révolutionnaire ni la gloire impériale n'ont pu tirer la marine de ces intermittences qui aboutissaient souvent à des désastres. Pourquoi cela? C'est qu'à la suite des affaires les plus brillantes, la question de nombre se retrouvait ou seule, ou accompagnée d'une instruction supérieure. La

France, à chaque nouvelle guerre, faisait ainsi un héroïque effort pour tenir son rang sur les mers, et à un moment donné ces vaisseaux, construits, armés à si grands frais, ces intrépides équipages, rassemblés avec tant de peine, subissaient la loi du nombre et tombaient au pouvoir de l'ennemi, quand la mer ne les dévorait pas. Qu'on ouvre l'histoire, et l'on verra cette fatalité peser sur notre marine et frapper d'impuissance ses plus nobles efforts. En revanche, les engagemens de détail, les luttes partielles, lui étaient presque tous favorables. On eût dit qu'isolés, nos vaisseaux avaient plus de valeur que les vaisseaux anglais, tandis que ceux-ci retrouvaient leur supériorité quand ils opéraient en masse. Aussi, en tête de la liste de nos marins et des plus glorieux, faut-il placer des noms que la course a rendus célèbres, ceux des Jean-Bart, des Duguay-Trouin, des Surcouf. N'est-ce pas là un indice précieux et n'en découle-t-il pas que nous devons diriger notre effort vers autre chose que les grandes rencontres?

Il est vrai que, pour affaiblir cette considération du nombre, on s'est livré depuis quelque temps à des évaluations arbitraires de nos ressources et de nos forces. Le chiffre de nos vaisseaux, celui de notre personnel maritime, semble grossir chaque jour au gré de calculs complaisans. Naguère on élevait à 40,000 hommes au plus le total des matelots valides que l'état pourrait emprunter à l'inscription navale. Les statistiques officielles n'allaient pas au-delà, toujours dans la limite d'un bon service. Aujourd'hui ce nombre grandit à vue d'œil et obéit aux fluctuations de la polémique. Pour les uns, c'est 45,000 matelots, pour les autres 50,000; il en est même qui ne se contentent pas de termes aussi modérés, et vont successivement de 50 à 60, 70 et jusqu'à 80,000 matelots. Nos forces s'accroissent ainsi sur le papier d'une manière démesurée, et la conséquence naturelle de cette progression est de nous ramener à un sentiment de sécurité et d'inertie. Prenons-y garde; ce serait un sommeil fatal : qu'il provînt de la vanité ou de l'erreur, l'effet n'en serait pas moins triste. Une vérité qu'il faut savoir dire à tout le monde, et sur laquelle l'auteur de la *Note* a eu raison d'insister, c'est que, dans l'organisation existante, toute lutte que nous engagerions avec l'Angleterre serait inégale et par conséquent funeste. Il vaut mieux se montrer plus sobre de jactance, et préparer avec plus de soin les élémens du succès. Dans l'état, et en prenant pour base la proportion du nombre, nos chances vis-à-vis de l'Angleterre sont comme 1 est à 3. Pour rétablir les distances, il n'y a que deux moyens : notre bravoure avec les conditions actuelles, ou bien une combinaison meilleure de nos forces à l'aide de la vapeur. C'est ce dernier parti que conseille l'auteur de la *Note*.

On insiste et l'on dit : Sans doute la France ne peut pas engager seule la lutte; mais au premier coup de canon les marines secondaires feraient cause commune avec elle. C'est là un espoir qui ne manque pas de fondement, et nous le partageons si bien, que nous écrivions en 1841 : « La France représente en Europe un grand principe, celui de la liberté des mers. On la sait courageuse, on la sait désintéressée : elle ne fait pas acheter son concours, elle n'exploite pas ses alliances. Les marines secondaires n'attendent qu'un

signal pour se rallier à une marine du premier ordre qui leur donnerait une valeur combinée, une puissance fédératrice. Lorsqu'elles croiront rencontrer chez nous ce point d'appui, elles viendront ranger leur pavillon à l'ombre du nôtre, jalouses de venger enfin ces avanies de détail qu'on ne leur a jamais épargnées, et de fonder, à l'aide d'une association, ce respect des faibles qu'elles n'ont jamais pu faire prévaloir dans leur isolement. Une semblable coalition pourrait embrasser l'Europe et l'Amérique, afin qu'une fois au moins dans le cours des siècles, il fût décidé si la mer est l'apanage exclusif d'une nation ou la propriété de toutes (1). »

Oui, il faut songer à cette alliance, il faut y croire : c'est l'intérêt commun de toutes les marines du monde, sauf une seule, et à force de le redire, cette conviction pénétrera peu à peu dans les esprits. Toutefois, autant il y aurait d'inhabileté à ne pas ménager cette fusion, autant il y aurait d'imprudence à la considérer comme une ressource certaine, comme un appui qui ne peut nous manquer. C'est une éventualité heureuse, désirable, mais seulement une éventualité. Si l'intérêt maritime nous réunit à quelques puissances, d'autres intérêts nous en séparent. Vis-à-vis de la Hollande, de l'Autriche et de la Russie, c'est une question de principes; vis-à-vis de l'Union américaine, c'est l'habitude, systématique de sa part, d'agir seule et pour ses propres griefs. Il ne resterait dès-lors que les petits états italiens et l'Espagne, qui n'auraient ni la force, ni la volonté d'embrasser notre querelle, et ne nous apporteraient qu'un concours insignifiant. De toutes les manières, il y a dans cette combinaison quelque chose d'incertain et de fragile qui ne permet pas de s'y reposer : on ne joue pas la fortune d'un pays sur une hypothèse.

La question des alliances écartée, on en revient à reconnaître que l'ancienne tactique navale et l'emploi des bâtimens à voile, comme instrument essentiel d'attaque et de défense, seront pour nous, comme ils l'ont toujours été, une cause irrémédiable d'infériorité vis-à-vis de l'Angleterre. Le nombre a une puissance que nous ne sommes pas en mesure d'annuler de cette manière. Maintenant nous convient-il d'être encore les chevaleresques combattans de Fontenoy et de faire la partie belle à nos ennemis? Nous convient-il de les suivre sur le terrain où ils conservent leurs avantages, de nous épuiser en glorieux efforts et d'engager, en cas de rupture, quelques-uns de ces merveilleux combats qui laissent une date dans les âges? C'est un de ces moyens extrêmes devant lesquels une nation jalouse de son honneur ne recule jamais, et une protestation que notre brave marine scellerait de son sang. Nos vaisseaux fourniraient plus d'une campagne héroïque, rendraient blessure pour blessure, dommage pour dommage; seulement il arriverait une heure où nos ressources ne seraient plus au niveau de notre courage, tandis que l'ennemi aurait encore des réserves imposantes d'hommes et de vaisseaux.

Voilà ce que prévoit l'auteur de la *Note*, et c'est pourquoi il nous conseille d'avoir moins de confiance dans une arme qui plus d'une fois s'est

(1) *La Flotte française en* 1841, — *Revue des Deux Mondes* du 15 octobre 1841. — Voyez aussi, dans le n° du 1er mai 1840, *Avenir de notre marine.*

émoussée entre nos mains. Si nous étions les plus forts, il faudrait attendre; nous sommes les plus faibles, c'est à nous d'oser. Or, il se trouve que le génie des découvertes vient de livrer à l'homme un instrument nouveau, d'une puissance incalculable, et dont les vertus militaires ne sont encore éprouvées par personne. L'un de ses effets les plus évidens est de substituer un moteur sûr à un moteur précaire, et de balancer, par une grande simplification, les bénéfices du nombre. Comme le dit la *Note*, « nos ressources militaires viendront désormais prendre la place de notre personnel naval appauvri. Nous aurons toujours assez d'officiers et de matelots pour remplir le rôle laissé au marin sur un bateau à vapeur; la machine suppléera à des centaines de bras. » Rien de plus juste : dès aujourd'hui les hommes qu'absorbait la manœuvre compliquée de la voile deviennent disponibles et sont rendus au rôle de combattans; le courage et les canons font le reste. Tel est le premier bienfait de la vapeur : en outre elle rend les abordages plus faciles et multiplie ces engagemens de détail, ces duels à l'arme blanche, dans lesquels les Français ont toujours eu une supériorité décidée. Ne fût-ce qu'à ces deux titres, elle est pour nous une précieuse conquête. Mais les avantages que nous offre son emploi ne se bornent pas là, et la *Note* en signale d'autres qui n'ont pas moins de prix. « Qui peut douter, dit ce document, qu'avec une marine à vapeur fortement organisée, nous n'ayons les moyens d'infliger aux côtes ennemies des pertes et des souffrances inconnues à une nation qui n'a jamais ressenti tout ce que la guerre entraîne de misères? Et à la suite de ces souffrances lui viendrait le mal, également nouveau pour elle, de la confiance perdue. Les richesses accumulées sur ses côtes et dans ses ports auraient cessé d'être en sûreté. »

Tel est le point vulnérable, et on ne s'y est pas trompé de l'autre côté de la Manche. Les récriminations les plus vives y ont éclaté à ce sujet; on a appelé ce système de surprises et de descentes une guerre de *boucaniers*. En France même, les hommes spéciaux ont trouvé que ces procédés expéditifs ressemblent à des expéditions de corsaires, et que la marine de l'état y prendrait les allures de la course. On ajoutait d'ailleurs, et la *Note* en convient, que tous ces avantages peuvent être retournés contre nous, et que, si la côte anglaise est désormais accessible à nos coups de main, nos propres côtes ne sont pas à l'abri des représailles. D'où il suit que des deux parts, on va faire porter le poids des hostilités à des populations inoffensives, au lieu de vider ces questions, comme autrefois, entre gens de guerre.

Ces reproches, ces objections tiennent peut-être à ce que l'auteur de la *Note* n'a pas complété sa pensée, d'ailleurs bien transparente. Ses paroles avaient trop de gravité pour qu'il ne les mesurât pas avec soin; il n'a pas voulu qu'elles prissent le ton d'un défi et qu'elles pussent porter ombrage. Aussi limite-t-il l'action de la vapeur au littoral, et ne menace-t-il pas nos rivaux jusque dans le siége de leur puissance. Plus libres et astreints à moins de ménagemens, nous allons essayer de conduire son idée jusqu'au bout et d'exprimer ce qu'elle sous-entend.

Le parti que la France doit surtout tirer de l'emploi de la vapeur, c'est de

transporter, grace à elle, nos luttes sur le théâtre qui nous offre le plus d'avantages. La mer nous a été défavorable; qu'elle ne soit désormais qu'un chemin pour atteindre les terres de l'ennemi. Dans les combats sur terre, tout est en notre faveur, le nombre, la tactique, la tradition, le génie national; sur mer, c'est l'inverse. Si la descente est possible, comme l'affirme la *Note,* l'invasion l'est aussi, et elle l'est pour nous seulement. Avec une armée comme la nôtre, on peut avoir la prétention de frapper au cœur l'ennemi et de lui appliquer ce système décisif dont Bonaparte usa pendant quinze ans vis-à-vis des puissances européennes. L'ennemi, au contraire, parvînt-il à débarquer quelques troupes, ne saurait sans imprudence les maintenir plus d'un jour dans un pays aussi militairement organisé que le nôtre et avec les moyens rapides que le télégraphe et les chemins de fer vont mettre à notre disposition. L'Angleterre ne pourrait donc nous faire qu'une guerre de *boucaniers,* pour user de ses locutions; nous lui ferions, nous, une guerre de conquérans. Les entreprises du directoire dans la baie de Cork, les projets de l'empereur au camp de Boulogne, se reproduiraient avec des chances tout autres et presque avec certitude. Si vingt mille Français, descendus sur le littoral du Munster, y proclamaient l'indépendance de l'Irlande, qui pourrait s'opposer à cet irrésistible mouvement? Le territoire anglais lui-même est-il bien couvert par une armée de quarante ou cinquante mille soldats; ne pourrions-nous y paraître en forces, y faire sentir le poids de nos armes? Tel est le but à atteindre, tels sont les services que l'on doit demander à la vapeur; c'est ainsi que la *Note* se justifie et se complète.

Dans une vue semblable, il n'est point en effet une seule objection qui ne tombe d'elle-même. On a parlé des combats qui s'engageraient dans les mers éloignées, où la vapeur ne saurait porter ses croisières. Ces combats n'ont jamais eu rien de concluant, et il vaut mieux se les épargner quand ils n'ont point un intérêt réel et ne se présentent pas sous des chances favorables. Nos campagnes de l'Inde ont laissé des souvenirs glorieux, mais ont-elles empêché la capitulation de l'Ile de France? Dès que nous voulons aller vite en besogne, employer des moyens énergiques et directs, il faut que tout s'efface devant le principal effort. C'est d'ailleurs ainsi que les guerres se terminent promptement, et avant que les coups lointains aient le temps de devenir douloureux. Nos colonies pourraient courir les chances d'un blocus, mais cette crise durerait peu; un ennemi frappé à la tête perd beaucoup de sa force. De toutes les façons, la querelle serait promptement vidée, et la paix dégagerait les situations compromises.

Peut-être cette manière d'organiser la lutte a-t-elle un tort, celui de réduire toutes les éventualités maritimes à une rupture avec l'Angleterre, et de ressembler à un défi qu'on lui jette. C'est la force des choses qui le veut ainsi. La nation anglaise est la seule qui puisse sérieusement se rencontrer avec nous sur les mers. L'Union américaine est trop loin, et son état naval n'est pas de nature à nous porter ombrage. Aucun des autres empires ne peut entrer en ligne avec nous, pas même la Russie, dont on a fort exagéré la position maritime. Dans le présent comme dans le passé, l'Angleterre est

notre unique rivale, et notre rivale jusqu'ici heureuse. Entre elle et nous se perpétuent des motifs de collision qui n'existent pas vis-à-vis d'autres puissances, par exemple, deux siècles d'inimitié, les querelles de voisinage, la fréquentation des mêmes mers, une concurrence politique, industrielle et militaire.

Est-ce à dire qu'il faille nourrir les esprits de la pensée d'une rupture et les provoquer à des démonstrations intempestives? Non, sans doute. La paix est le premier des biens, et il n'y a rien au-dessus d'elle, si ce n'est l'honneur. Tant que la position de la France sur les mers sera suffisamment digne, il n'y aura pas lieu de recourir à l'emploi de la force, et il est à désirer que des concessions réciproques maintiennent long-temps cet équilibre; mais il peut se présenter une circonstance où notre pays n'aurait plus à consulter que son courage, et dès-lors il ne doit pas s'exposer à être pris au dépourvu. On l'a dit : une nation qui tient à la paix est toujours en mesure de prouver qu'elle ne craint pas la guerre; on la respecte d'autant plus qu'on la sait mieux en mesure de répondre à une agression, sans que rien puisse ni l'intimider ni la surprendre. Les soins vigilans de la défense ne seraient pas un devoir d'état qu'ils seraient encore un bon calcul, et certainement le meilleur pour conjurer les chances des batailles.

Vis-à-vis de l'Angleterre, cette attitude forte est plus nécessaire qu'envers toute autre puissance. Le peuple anglais n'a jamais connu ni les misères ni les hontes de l'invasion; son sol est vierge de toute occupation militaire. Aussi le caractère national a-t-il puisé dans ce fait une confiance qui, envers les étrangers, prend tous les dehors de l'orgueil et de la domination. C'est contre les écarts de ce sentiment qu'il faut avoir une arme et une arme sûre. Toute paix ne sera durable qu'à ce prix. Dans ce sens, l'auteur de la *Note* demeure fidèle à la politique actuelle, et la sert au fond, quoi qu'on en ait dit. Si vague qu'en soit encore l'emploi, l'Angleterre pressent que sa position insulaire sera un jour menacée par la vapeur, et qu'elle rendra tôt ou tard les mêmes services qu'un pont jeté entre des rivages que la mer sépare. Un pays exposé à une invasion cesse dès-lors d'être aussi fier de son inviolabilité; il lui faut une armée de terre pour se défendre; il est astreint à une double dépense et à un double effort. Plus vulnérable, il devient moins accessible aux inspirations de l'orgueil et de l'intérêt, il ne force pas son ennemi jusque dans son honneur, il redoute des représailles qui l'atteindraient jusque dans son existence.

Vainement chercherait-on ailleurs un moyen plus efficace de tenir en respect l'Angleterre et d'échapper à la fausse situation où nous laisse vis-à-vis d'elle notre infériorité maritime. Les bâtimens à voiles ont eu deux siècles pour épuiser la preuve de leur vertu et des services que l'on peut en attendre; ces services sont réels, mais on en connaît la limite. Les bâtimens à vapeur ne datent que d'hier, et personne ne pourrait dire jusqu'où ira leur mystérieuse puissance (1). Tout conseille donc de porter de ce côté l'effort

(1) De l'avis de nos plus illustres marins, la vapeur a rendu seule possibles l'at-

de la marine et de s'approprier avant les autres, comme engin de guerre, un instrument qui semble créé pour nous. Dès que le succès ne se trouve pas au bout des méthodes consacrées par la tradition, n'est-ce pas le cas de se mettre à la recherche de méthodes nouvelles? Il est plus aisé, sans doute, de suivre le sillon tracé et de s'endormir, au bruit d'éloges officieux, dans des positions faites et des habitudes prises; mais le devoir de ceux qui servent et défendent la patrie n'est pas seulement de le faire comme ils l'ont appris, ils ont encore à s'assurer s'ils n'est pas des moyens plus efficaces de la servir et de la défendre. C'est un exemple que vient de leur donner l'auteur de la *Note,* et il est à désirer qu'il soit suivi.

On s'explique aisément pourquoi cet écrit condamne, en des termes vifs et nets, la confiance aveugle que l'on accorde à l'ancien matériel et à la tactique encore en vigueur. L'auteur a pu, mieux qu'un autre, juger les préventions que la vapeur rencontre et les obstacles que la routine oppose à ses progrès. Il a dû surprendre dans le corps de la marine un sentiment de répugnance qu'il était important de combattre; il s'y est dévoué. Malthus, à qui l'on reprochait un jour d'avoir forcé les conséquences de son système, répondit qu'ayant trouvé l'arc trop tendu d'un côté, il avait été conduit à le tendre un peu trop de l'autre. Il est possible que M. le prince de Joinville ait voulu poursuivre un effet semblable. L'opinion du corps de la marine était si absolue en faveur de nos vaisseaux, qu'il a fallu frapper sur cette opinion pleine de périls un coup dont elle ne peut se relever. Réhabiliter la vapeur et diminuer la confiance que l'on accorde à la voile, tel est le double dessein que se proposait l'auteur de la *Note;* ce résultat est acquis.

Il en est un autre qu'il ne cherchait pas et qu'il a obtenu, c'est le suffrage public. Si quelques points de la *Note* ont trouvé des contradicteurs, tout le monde a su rendre justice au sentiment national qui en anime les pages. On s'est accordé à y voir une bonne étude de nos forces de mer, écrite avec élégance et fermeté, un document précieux sur la situation comparée des flottes à vapeur en France et en Angleterre, des vues judicieuses sur les améliorations à introduire soit dans l'armement de ces navires, soit dans leur construction; enfin, un traité rapide et complet sur cette intéressante matière. Le succès a été unanime, sauf pourtant une étrange exception. Un blâme s'est fait jour là où il n'y a d'habitude place que pour l'éloge. La *Note* avait trop bien réussi auprès du public; c'était un tort sans excuse auprès des hommes qu'assiége l'idée fixe de l'impopularité.

***

La seconde partie d'un travail sur *la Philosophie catholique en Italie,* publiée dans notre livraison du 15 mai, a provoqué une déclaration de principes que nous ne pouvons passer sous silence. On avait signalé dans cet article les tendances ultramontaines et anti-françaises de M. l'abbé Vincent

taque et la reddition de Saint-Jean-d'Acre en 1840. Sans le secours qu'elle apporta à l'escadre anglaise, celle-ci n'aurait pu prendre position et se mettre à portée des remparts de la place.

Gioberti. Nous apprenons aujourd'hui, non sans quelque surprise, l'entière conversion de M. Gioberti au libéralisme et à l'amour de la France. Le fait est si étrange, que nous aurions pu en douter, si M. Gioberti ne prenait la peine de nous l'annoncer lui-même par une brochure de quarante pages. Il est donc vrai, nous avons enlevé aux jésuites un défenseur, à *l'Univers religieux* un collaborateur, aux princes italiens un apologiste, au saint-siége un enthousiaste. On avait trouvé étrange que, dans ses livres, M. Gioberti appelât les Français des *barbares*, les *corrupteurs de l'Europe*, des *demi-hommes*, un *peuple de femmes et d'enfans*, et qu'il voulût nous soumettre à la cour de Rome et au *jugement exquis de l'index*. M. Gioberti déclare dans sa brochure que nous sommes un grand peuple, et s'étonne qu'on ait pu douter de son amour pour la France. Jamais il ne s'est moqué de la philosophie, de la littérature, de la langue françaises, ni de l'église gallicane: il n'a pas non plus attaqué la liberté de la presse en France, en Angleterre, aux États-Unis. Il semble avoir oublié ce qu'il écrivait dans le premier, dans le dixième volume de ses œuvres, et en mille endroits. On avait accusé M. Gioberti de descendre dans la polémique à des personnalités blessantes, et, pour nous prouver sa politesse habituelle, il nous assure que ce qu'on a dit des violences de sa plume n'est qu'un *tissu de fables et d'impostures*, écrit en *style de Marat*, par un homme qui a *écrasé sa mère*. On avait relevé les contradictions de M. Gioberti, qui, exilé de Turin comme libéral, se montrait à Bruxelles ultramontain fougueux et faisait l'éloge du roi Charles-Albert. M. Gioberti déclare gravement qu'il n'est *ni révolutionnaire ni ennemi de la liberté*. Hier il nous apprenait, dans la préface du *Buono*, que ses *ennemis les plus acharnés étaient ses compatriotes*, qui affirmaient qu'*il avait vendu sa plume, ou qu'il était prêt à la vendre*. Aujourd'hui il est *estimé;* tous ceux qui l'ont connu *rendent justice à la sociabilité, à la retenue, à la modération de son caractère*. Enfin, pour signaler une contradiction dernière, autrefois M. Gioberti s'emportait contre les *souillures* et les *ignobles outrages* de cette *Revue;* aujourd'hui, cet ecclésiastique nous demande la réimpression, dans *notre estimable journal*, de la verbeuse brochure où il oppose à des remarques sur ses livres l'éloge de sa vie privée. Mais nous ne suivrons pas l'abbé turinois sur un terrain qui n'est pas celui de la critique. Ses livres seuls, et non sa personne, ont été mis en question. S'il a *dénoncé* les erreurs d'une école philosophique, c'est dans ses écrits; s'il a *calomnié, injurié*, c'est encore dans ses écrits et même dans la brochure qu'il nous adresse, et dont les premières lignes sont matériellement inexactes et diffamatoires; s'il a offert son alliance à M. Rosmini, c'est dans sa *Théorie du Surnaturel*, en lui proposant un rapprochement avec une *courtoise dissimulation*, comme il l'a dit depuis. Que M. Gioberti accepte donc notre jugement, et qu'il renonce à ce qu'on parle ici de son caractère: nous n'avons voulu signaler que les erreurs et les contradictions de l'écrivain. Libre à lui, d'ailleurs, de trouver notre impartialité un peu rude; mais à des *barbares* il n'en faut pas demander plus.

V. DE MARS.

TABLE

DES MATIÈRES DU SIXIÈME VOLUME.

(NOUVELLE SÉRIE.)

ÉTUDES DIPLOMATIQUES SUR LE XVIIIe SIÈCLE. — I. — Histoire de la Suppression de la Société de Jésus en Portugal, en France, en Espagne et à Rome, par M. le comte A. DE SAINT-PRIEST. 5

POÈTES ET ROMANCIERS CONTEMPORAINS. — Seconde phase. — No I. — Mme Sand, par M. LERMINIER. 84

ÉTUDES SUR L'ANGLETERRE. — IV. — Manchester. — Dernière partie, par M. LÉON FAUCHER. 118

POÉSIE. — A mon Frère revenant d'Italie, par M. ALFRED DE MUSSET. . 163

REVUE MUSICALE. — *La Sirène, le Lazzarone*, etc. 170

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 178

BENJAMIN CONSTANT ET MADAME DE CHARRIÈRE, OU LA JEUNESSE DE BENJAMIN CONSTANT RACONTÉE PAR LUI-MÊME. — Lettres inédites communiquées et annotées par M. E.-H. GAULLIEUR. 193

ÉTUDES LITTÉRAIRES SUR QUELQUES ÉCRIVAINS ALLEMANDS CONTEMPORAINS. — Mme d'Arnim, par M. DANIEL STERN. 265

LES ESSAYSTS ANGLAIS. — II. — Francis Jeffrey (*Contributions to the Edinburgh Review*), par M. E. FORCADE. 298

LE SALON. — La Sculpture et la Peinture française en 1844, par M. LOUIS PEISSE. 338

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 366

ÉTUDES ADMINISTRATIVES. — III. — Les Théâtres, leur Situation actuelle en Angleterre et en France, par M. VIVIEN. 377

DE LA PHILOSOPHIE DU CLERGÉ, par M. ÉMILE SAISSET. 440

LA TURQUIE SOUS ABDUL-M'EDJID. — I. — Smyrne, les Anglais et les Français dans le Levant, par M. ALEXIS DE VALON. 481

POLITIQUE COLONIALE DE L'ANGLETERRE. — IV. — Conquête du Scinde. — Guerre contre l'état de Gwalior, par M. E. FORCADE. 516

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 534

COLLÈGE DE FRANCE. — La Satire et la Comédie à Rome, par M. CHARLES LABITTE. 548

MOUVEMENT INTELLECTUEL DE LA SUISSE. — De son Histoire et des nouvelles Recherches sur Guillaume Tell, par M. J. OLIVIER. 565

ÉTUDES SUR L'ANGLETERRE. — V. — La Ville de Leeds. — Première partie, par M. LÉON FAUCHER. 611

LA PHILOSOPHIE CATHOLIQUE EN ITALIE. — II — L'École de Rosmini et ses Adversaires. — Les Partis politiques en Italie et le Gouvernement pontifical en 1844, par M. FERRARI. 613
Vie de Rancé, de M. de Châteaubriand, par M. SAINTE-BEUVE. 689
NOTE SUR L'ÉTAT DES FORCES NAVALES DE LA FRANCE, par M. LE PRINCE DE JOINVILLE. 709
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 747

LES PSEUDONYMES ANGLAIS AU XVIIIe SIÈCLE. — De Foë, Psalmanazar, Lauder, Macpherson, Chatterton, Ireland, par M. PH. CHASLES. . . 757
SIMPLES ESSAIS D'HISTOIRE LITTÉRAIRE. — V. — De l'Esprit de désordre en Littérature, par M. PAULIN LIMAYRAC. 795
LA MER ROUGE ET LE GOLFE PERSIQUE. — De la Situation des Agens français et anglais dans cette partie de l'Orient, par UN VOYAGEUR. . . . 817
DE LA LITTÉRATURE POLITIQUE EN ALLEMAGNE. — II. — La Poésie et les Poëtes démocratiques. — Hoffman de Fallersleben, Dingelstedt, Prutz, George Herwegh, Anastasius Grün, par M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER. 841
UN FACTUM CONTRE ANDRÉ CHÉNIER, par M. SAINTE-BEUVE. 879
THÉATRES. — *Antigone*, *Catherine II*, par M. CHARLES MAGNIN. . . . 894
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 910

MOUVEMENT INTELLECTUEL DE L'ESPAGNE. — Situation politique et littéraire de la Péninsule, par M. X. DURRIEU. 925
LA POÉSIE GRECQUE EN GRÈCE. — Première partie, par M. J.-J. AMPÈRE. 982
SIMPLES ESSAIS D'HISTOIRE LITTÉRAIRE. — VI. — Un Moraliste, *Esquisses et Portraits*, de M. de La Rochefoucauld, par M. HENRI BLAZE. . . 1016
ÉTUDES SUR L'ANGLETERRE. — V. — Leeds, le Travail des Enfans dans les Manufactures et le dernier Bill, par M. LÉON FAUCHER. 1031
LA SUÈDE SOUS BERNADOTTE. — Une Visite à Charles-Jean XIV, par M. X. MARMIER. 1062
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 1091
DE LA *Note sur les forces navales de la France*. — Le Prince de Joinville et ses Contradicteurs. 1102

FIN DE LA TABLE.

ERRATA.

Dans le n° du 15 avril, article de *Benjamin Constant et Madame de Charrière*, page 198, ligne 1 (à propos du portrait de Mme de Charrière), au lieu de : *qu'on peut voir dans la bibliothèque de Lausanne*, lisez : *que je possède dans ma bibliothèque* (celle de M. Gaullieur); — et page 226, ligne 8, au lieu de : Monseigneur le stathouder est un peu *vif*, lisez : Monseigneur le stathouder est un peu *juif*.

Dans le n° du 1er juin, article sur *l'Esprit de désordre en Littérature*, page 807, ligne 20, au lieu de : vagues *inspirations* vers l'infini, lisez : vagues *aspirations* vers l'infini.

643
689

709
747

757

795

817

841
879
894
910

925
982

1016

1031

1062
1091

1102

har-
de:
dans
de:
r est

807,
tions